

NOTES SUR LA BOURGOGNE ET SON ESPRIT PUBLIC

AU DÉBUT DU RÈGNE DE HENRI III

1574 - 1579

*Thèse complémentaire pour le doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

par

Henri DROUOT

agrégé d'histoire et géographie
professeur au lycée de Dijon

DIJON, BERNIGAUD ET PRIVAT, RUE BOSSUET

1937

*Thèse compl.
Paris 1937*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

NOTES SUR LA BOURGOGNE
ET SON ESPRIT PUBLIC
AU DÉBUT DU RÈGNE DE HENRI III

NOTES SUR LA BOURGOGNE ET SON ESPRIT PUBLIC

AU DÉBUT DU RÈGNE DE HENRI III
1574 - 1579

*Thèse complémentaire pour le doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

par

HENRI DROUOT

agrégé d'histoire et géographie
professeur au lycée de Dijon

DIJON, BERNIGAUD ET PRIVAT, 15, RUE BOSSUET

1937

*
46498



AVANT-PROPOS

Le modeste objet des pages qui suivent est de jeter un peu de lumière sur l'évolution des sentiments chez les Bourguignons catholiques, entre 1574, date où un large crédit était par eux accordé à un nouveau roi, et 1579, date où une désaffection irrémédiable finit par orienter une bonne partie de l'opinion locale vers les ligues et la révolte. On ne possède guère, sur la France à l'époque où débute le mouvement ligueur, que des études générales tirées de sources également générales comme les manifestes de la Ligue, les cahiers des premiers Etats de Blois, les actes royaux et surtout les Histoires d'A. d'Aubigné et de J.-A. de Thou¹. Les recherches provinciales font, jusqu'ici, à peu près complètement défaut². Cependant il semblerait, en l'espèce, d'autant plus nécessaire de demander aux documents locaux le contrôle des sources générales que la Ligue, sous sa forme initiale de 1576, fut essentiellement un essai de ralliement des catholiques provinciaux, que l'Association de 1577, ordonnée ensuite par le roi, visait à l'exploitation fiscale des provinces, et que le grand événement des années 1578-1579 fut, dans l'intérieur du royaume, le soulèvement des Etats provinciaux. Comment ne pas faire intervenir dans l'étude de tout ce début de règne une recherche sur l'opinion dans les provinces ?

A cette recherche, la Bourgogne, gouvernée par l'un des Guises et signalée à l'attention de l'historien par l'attitude de ses Etats en 1578, paraît offrir un sujet de choix. L'histoire politique de cette province au début du règne de Henri III³ a, d'ailleurs, été abordée une fois déjà,

1. Parmi les travaux généraux les plus utiles, signalons les ouvrages d'E. Charleville sur les Etats de 1576, de G. Weill sur les théories politiques.

2. Il serait cependant injuste de ne pas mentionner des recueils documentaires comme celui de G. Dubois (Picardie).

3. Dans notre *Mayenne et la Bourgogne*, nous avons écrit d'Henri, comme l'*Histoire de France* de Lavissee et plusieurs autres grands ouvrages. Après nouvelle réflexion, nous adoptons, dans le présent volume, la forme de *Henri*, plus correcte, sinon aussi conforme à l'usage oral courant. On voudra bien nous pardonner cette hésitation et cette petite contradiction.

en 1884, par P.-M. Baudouin, dans son *Histoire du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*¹. Mais Baudouin, tout en énumérant une bonne partie des faits, ne s'est posé, en somme, aucune des questions qui importaient pour l'étude de l'opinion provinciale. Quelles étaient, en 1574, les conditions générales, économiques, sociales et morales de cette opinion ? Un essai d'établissement de la Ligue guisarde, en 1576, fut-il possible en Bourgogne, et comment cette Bourgogne accueillit-elle, quelque temps après, la Ligue royale ? Que fut, en somme, l'esprit « commun » parmi les Bourguignons à l'époque des édits de Beaulieu et de Poitiers et dans quelle mesure, par quelle voie, à quelle date, l'idée d'une Ligue générale fut-elle admise effectivement dans le pays ? De ces problèmes, et de quelques autres, secondaires, l'examen reste à faire en Bourgogne.

A cette étude sur l'esprit public dans un milieu provincial, nous apportons ici une contribution limitée. Chronologiquement, notre terme sera l'affaire des Etats de Bourgogne de 1578-1579, qui annonce le véritable début du mouvement guisard dans la province. Quant à l'aspect et à l'esprit même de notre travail, nous devons avertir le lecteur qu'ils ne sont nullement ceux d'un exposé systématique. Ayant entrepris, par ailleurs, des recherches sur la Bourgogne de 1587 à 1596, nous avons été amené à réunir sur la période antérieure de l'histoire locale des textes et des notes. C'est la première partie du dossier ainsi constitué que nous utilisons ici. Or, nos dépouillements, bien que nous ayons lu les registres des Etats, du Parlement, et de plusieurs villes², les chroniques et une partie des correspondances, ne peuvent être considérés comme complets. D'autre part, il se trouve que les sources dont nous avons disposé sont regrettablement sèches et pauvres. En est-il de même en ce qui concerne les mêmes sources dans les autres provinces et la rareté des études provinciales sur la période doit-elle s'expliquer par la pénurie documentaire ? En Bourgogne, il semble qu'on puisse dire que, sauf découverte imprévue, la Ligue de 1576 n'a laissé de traces palpables, ni dans les pièces privées, ni dans les papiers des institutions publiques. Pour la période de la Ligue royale et du conflit avec Henri III (1577-1578), le document sur lequel on aurait cru pouvoir compter d'abord, c'est-à-dire le recueil des procès-verbaux des Etats provinciaux, se présente en fait sous l'aspect

1. Auxerre, 1881-1884, 2 vol. pet. in-8°. V. t. II, ch. XII-XIII. Les faits eux-mêmes, abondants en ce qui concerne l'Avallonnais et l'Auxerrois, y sont insuffisants pour les autres régions. — Quant au vieil ouvrage d'A. CHALLE, *Histoire des guerres du calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois, le Sénonais...* (t. I, 1863), il ne contient sur la Ligue de 1576-1577 que quelques pages superficielles et confuses. Celui d'ABORD sur la Ligue à Autun (t. I, 1855) ne consacre que 4 pages aux Etats de Blois et à la Ligue en France.

2. Dijon, Chalon, Auxerre, Autun, Semur. Sur les cotes utilisées, v. notre Index des sources.

de textes non seulement incolores et presque sans vie, mais sommaires et vagues : il est incapable de nous renseigner réellement sur des débats que nous savons cependant avoir été animés, et parfois passionnés, incapable de nous révéler aucun rôle individuel. Et malheureusement, en ce point comme en d'autres, ni les chroniques, ni les correspondances ne trahissent le secret que le « secrétaire » des Etats a lui-même si bien gardé.

Ces circonstances suffiraient, pensons-nous, à expliquer qu'on ne trouve pas ici une étude en forme, mais seulement ce qu'annonce le titre de notre petit volume : une série de contributions partielles, des « notes » qui se succèdent sans constituer les chapitres d'un livre ¹. Ces notes, faites d'observations et d'hypothèses, sont diverses par l'ampleur de leur développement et par l'orientation de leur sujet ; — elles n'embrassent pas la totalité des questions qui se posent ². Nous espérons cependant que l'ordre introduit dans la présentation de ces recherches partielles fera apparaître suffisamment l'unité du recueil que nous en avons formé. Nous espérons aussi que ce recueil ne sera pas tout à fait inutile à l'étude d'une période complexe et confuse, — dont nous voudrions précisément donner l'impression qu'elle est encore mal connue.

1. Malgré cela, nous avons pensé que des indications sommaires sur quelques traits généraux de la société bourguignonne à la date de 1574 s'imposaient au début du recueil. On n'y verra, bien entendu, qu'une esquisse servant d'introduction, non une étude traitée pour elle-même.

2. Indiquons qu'elles font peu de place au clergé et n'accordent qu'accidentellement au petit peuple des aperçus particuliers.

ABRÉVIATIONS

utilisées dans les références

B.N. = Bibliothèque nationale. ♦ C.-D'OR, S.-ET-L. = Archives départementales de la Côte-d'Or ; — de la Saône-et-Loire (*même système pour les autres dépôts départementaux cités*). ♦ DIJON, MACON = Archives municipales de Dijon ; — de Mâcon (*même système pour les autres dépôts municipaux cités*). ♦ B. DIJON = Bibliothèque publique de Dijon. ♦ fr. (après B.N.) = Fonds français (Moreau : fonds Moreau, etc.). ♦ p.p. = publié par. ♦ p. ex. = par exemple. ♦ not. = notamment.

NOTES SUR
LA BOURGOGNE ET SON ESPRIT PUBLIC
AU DÉBUT DU RÈGNE DE HENRI III

I

BOURGUIGNONS DE 1574

QUELQUES FAITS. QUELQUES QUESTIONS.

On n'écrira pas, en tête d'un bref recueil de notes, l'introduction développée que comporterait un travail méthodique et complet. Sans doute, un aperçu sur les Bourguignons de 1574 paraîtra-t-il d'autant plus nécessaire au début de ces pages qu'aucun ouvrage ne renseigne encore, à l'heure présente, ni sur la société, ni sur les institutions de la Bourgogne au xvi^e siècle, ni même sur l'histoire générale de la Réforme dans cette province sous Charles IX et Henri III¹. Mais, des questions qui seront abordées en cet aperçu nécessaire, on ne retiendra que les éléments les plus accessibles et les plus utiles ; on en écartera, d'autre part, plusieurs problèmes, importants à coup sûr, mais entièrement inédits, dont l'examen imposerait de longues pages, alors qu'il n'est pas lui-même imposé par les sujets particuliers des essais composant le présent volume.

1. — NOTES PRÉLIMINAIRES.

Parmi les problèmes généraux dont l'examen ne saurait être abordé ici, il en est plusieurs qui doivent, pour le moins, être

1. Sur la société bourguignonne au xvi^e s., on ne possède aucune étude spéciale. Il faut recourir à des contributions partielles plus ou moins directes, dont plusieurs, d'ailleurs, sont précieuses, par ex. celles qui concernent l'organisation du travail, dues à H. Hauser (études reprises dans *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, Paris, Alcan, 2^e éd., 1929, in-8°, ou dans *Les débuts du capitalisme*, Paris, Alcan, 1931, in-12). — Sur les institutions, il faut se contenter d'un court article de G. WEILL concernant les *Etats de Bourgogne sous Henri III* (1893) ; on ne possède rien qui vaille sur le Parlement de Dijon, l'ouvrage du président de LA CUISINE étant, il faut le dire, à peu près inutilisable ; on n'a rien sur la Chambre des Comptes, ni sur le Bureau de

mentionnés dès nos premières lignes. Ce sont ceux qui concernent la notion même d'esprit public. Il s'agit là, en effet, d'une notion qui se modifie suivant les époques et les milieux et, pour préciser vraiment ce qu'elle peut représenter en ce qui concerne particulièrement la Bourgogne des années où naquit la Ligue, il faudrait examiner avec soin bien des faits plus ou moins complexes et se poser de bien nombreuses interrogations. Il faudrait déterminer, par exemple, et non pas, bien entendu, en inférant d'autres cas provinciaux mieux connus au cas bourguignon, mais au moyen d'une enquête particulière et approfondie, les centres d'élaboration des idées et des tendances, dire dans quels lieux géographiques, dans quelles villes ou au long de quelles routes, apparaissaient et se propageaient les courants de la pensée régionale. Et cela d'autant plus que la Bourgogne était loin de constituer un bloc homogène, que ce fût au point de vue de l'esprit politique ou au point de vue économique. Nous avons, dans une autre étude sur la fin du xvi^e siècle bourguignon, tenté de marquer l'individualisme constant des comtés « annexes » unis à l'ancien Duché par le traité d'Arras en 1435 : l'Auxerrois, tourné vers Paris où mène l'Yonne, le comté de Bar-sur-Seine cerné par les terres champenoises et l'influence de Troyes, le Mâconnais surtout, puissamment lié à la grande ville des banquiers, des imprimeurs et des penseurs : Lyon. Nous avons même souligné l'autonomisme et le neutralisme de ce comté-frontière revendiqué naguère par Charles-Quint : le pays d'Auxonne, et la situation juridique particulière du Charollais, qui restait domaine d'un comte, vassal du roi de France sans doute, mais dont le nom était Philippe II. Au milieu de ce monde séduit par les attractions externes les plus diverses, dans les bailliages centraux, noyau premier de la construction provinciale, une discipline moins relâchée, une cohésion plus ferme s'observaient : là était la vieille, la vraie Bourgogne, et ni Autun, malgré ses institutions communales un peu spéciales et malgré son important siège épiscopal, ni Chalon-sur-Saône, ni Beaune, ni Châtillon-sur-Seine, ni Semur-en-Auxois ne résistaient jamais de front à l'autorité émanée de Dijon. De ces conditions si variées, et en même temps si fondamentales, nous devons, au moins en ces quelques mots trop brefs, rappeler que

Finances (créé en 1577), ni sur les impositions. Les conseils des bailliages n'ont fait l'objet que de trop rares études. Il est vrai que la vaste *Introduction* de J. GARNIER et E. CHAMPEAUX au recueil des *Chartes de commune et d'affranchissement en Bourgogne* (cette introduction remplit un vol. in-4° de 999 p., Dijon, 1918) constitue un excellent précis sur les institutions communales.

l'historien du ^{xvi}e siècle ne doit jamais négliger l'existence ni le sens ¹.

Il faudrait préciser aussi ce qui, dans les mouvements des esprits, venait des bourgeois, des clercs, des gentilshommes, sans négliger le peuple. Le peuple, — à prendre cette expression dans son sens social d'aujourd'hui, c'est-à-dire les paysans d'une part, les gens des métiers de l'autre, — mériterait, en Bourgogne, une observation attentive. Il n'était nullement étranger aux fluctuations de l'opinion « commune », ni même à sa genèse. En maints lieux, on le sait par les délibérations échevinales et par quelques écrits comme les *Remonstrances* de Bégat, il avait apporté sa contribution à l'esprit général de toute une société locale en mêlant, dans les mouvements de la Réforme, les intentions sociales aux préoccupations spirituelles et en contribuant ainsi à conférer à la crise de 1562-1572, dite politico-religieuse, l'un de ses aspects locaux les plus nets, sinon les plus originaux ².

Mais l'examen des conditions sociales de l'esprit public en Bourgogne imposerait à son tour celui des sources de cet esprit dans les divers éléments de la société et amènerait en particulier à enquêter sur les conditions et caractères de l'information. Sujet complexe, à coup sûr, que celui-là, et que, d'ailleurs, l'on ne peut aborder sans avoir jeté les yeux, pour commencer, sur bien des questions préjudicielles. Les vigneron de Chalon, de Beaune, de Dijon, si prompts aux réactions violentes lorsque les excitaient les « bruits » ou les « rumeurs », savaient-ils lire et lisaient-ils ? Ces patoisants entendaient-ils seulement le français de façon précise et étaient-ils aptes à suivre à l'église une homélie un peu abstraite ? Il serait téméraire, tant qu'une étude spéciale sur la langue parlée des villes bourguignonnes au ^{xvi}e siècle n'aura pas été publiée, de prétendre mesurer soit l'autonomie soit la dépendance de ce qu'on peut appeler l'information populaire à l'égard de l'information bourgeoise. D'ores et déjà, il faut se garder, par prudence, de prêter à cette information des lettrés comme à la propagande cléricale une prépondérance trop déterminante ³.

Il est sûr cependant qu'en Bourgogne, comme ailleurs, c'était parmi les chanoines des cathédrales ou collégiales, parmi les officiers

1. On trouvera dans DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 2-24, un aperçu sur la diversité des Bourgognes et leurs orientations ou attaches particulières.

2. Nous avons essayé de réunir, dans *Mayenne et la Bourgogne*, I, 147-150, quelques indications sur les aspects les plus généraux des tendances populaires entre 1560 environ et 1587.

3. Cf. *Mayenne et la Bourgogne*, I, 146 et notes.

du roi, parmi les avocats ou procureurs, que les informateurs de tous types rencontraient leurs auditoires non seulement les plus attentifs, mais aussi les plus aptes à diffuser des nouvelles et à orienter ou à régler cette diffusion dans le milieu. Nous avons indiqué ailleurs quelques-uns des traits caractéristiques de cette information des « gros » en Bourgogne aux environs de 1587¹ et nous ne reproduirons pas ici ces observations, qui semblent cependant toutes valables pour la date de 1574. On peut dire qu'à cette date déjà, aussi bien qu'en 1587, l'information urbaine, en Bourgogne, affectait une intensité spéciale due, sans nul doute, au nombre et à l'activité des routes qui amenaient en cette province les voyageurs, les courriers de Paris, de plusieurs provinces et de trois ou quatre pays étrangers ; — à l'influence directe exercée sur la périphérie de la province par ces foyers d'idées et de passions, qui étaient aussi des centres d'imprimerie : Troyes, Lyon surtout, cette base de ravitaillement des libraires bourguignons vendeurs de plaquettes, cette cliente puissante du commerce bourguignon qui était aussi une directrice d'opinion écoutée en Mâconnais plus que Dijon² ; — à l'habitude, enfin, qu'avaient les élus de la province et les échevinages urbains de lancer sans cesse sur la route de Paris, ou des résidences royales de la Loire, des messagers et des agents divers dont le retour au pays et le passage à travers les petites villes des bailliages entretenaient, de semaine en semaine, et le courant de l'information et la curiosité des nouvellistes. Mais ces notions diverses mériteraient d'être précisées : autour d'elles, nombre de recherches resteraient à faire.

De ces diverses questions préliminaires, et de quelques autres dont nous ne ferons pas ici mention spéciale, nous nous contenterons, dans la suite de nos notes, de ne pas ignorer l'existence. C'est à l'examen, bref mais nécessaire, de quelques données plus tangibles du milieu bourguignon à la date de 1574 que nous consacrerons la suite de cette note d'introduction.

1. *Ibid.*, p. 139-146.

2. Sur le rôle de Lyon comme base d'information et d'action politique, v. H. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 22-24, 280-282, 288 ; II, 342-346 ; et *L'influence de Lyon et la Ligue en Bourgogne. Mâcon en 1588-1589* (dans les *Annales de Bourgogne*, 1937, p. 177-208).

2. — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.

Tout autant que les absorbantes péripéties des luttes religieuses en Bourgogne, les archives du règne de Charles IX nous signalent à satiété les épreuves économiques ; et, sans doute, les pièces de la fin de ce règne, remontrances adressées au roi, enquête du lieutenant en l'absence Guillaume de Tavanès (1573), procès-verbaux de chevauchées des officiers des bailliages, poussent-elles généralement trop au noir leurs témoignages : elles ne mentent cependant que par exagération. La Bourgogne de 1574 portait sur son sol les traces laissées par les armées de Wolfgang, duc des Deux-Ponts, de l'amiral de Coligny et du maréchal de Cossé-Brissac : 250 ou 300 villages et monastères incendiés, presque autant de finages à demi-incultes¹. La peste, qui demeurait depuis dix ans à l'état endémique dans presque tous les bailliages, frappait périodiquement des coups plus meurtriers sur l'Avallonnais, le Mâconnais, le Beaunois ou l'Autunois. Devant elle, ou devant les « magoguets », les fugitifs couraient les chemins². Le dépeuplement sévissait. Quelle que soit la prudence avec laquelle il convient d'interpréter les chiffres des enquêteurs de bailliage, la réduction du nombre des feux ruraux de 1565 à 1574, même dans des pays de sol riche comme le Chalonnais ou le comté d'Auxonne, n'en constitue pas moins un fait digne d'être retenu³. Des villages, déjà, étaient

1. C.-D'OR, C 3064, f. 106 et s. ; 3368, f. 57 et *pass.* (l'abbé de La Ferté à l'ouverture de la session des États de 1570 dit qu'il y a eu « plus de quatre cens villages bruslez, passant... l'armée des Allemans par ce pais... ») ; B 11883 (liste des moutiers et paroisses saccagés ou pillés) ; MACON, BB 39-40 ; DIJON, B 174 bis, f. 132-136, 153, 162 ; ABORD, III, P.J. n° 36 ; *Corr. des Saulx-Tav.*, 292-305. Détails dans BAUDOUIN, II, 31-43 ; CHALLE, I, ch. ix ; Ch. CROIX, *Le Châtillonnais et la guerre*, 156-158 ; ROSSIGNOL, *Une invasion en Bourgogne* en 1569, dans *Mém. Acad. de Dijon*, 1851, p. 137-152. — Sur la marche de Wolfgang en Comté : L. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 557-567.

2. V. surtout MACON, BB 44 ; BEAUNE, BB 5 et 6 ; AVALON, CC 193. Cf. L. LAROCHE, *La peste et la tôle dans la Bourgogne méridionale*, Tournus, 1934, in-8°, 13, 17 ; H. BON, *Essai historique sur les épidémies en Bourgogne*, Dijon, 1912, in-8°, 55-60 ; CLÉMENT-JANIN, *Les pestes en Bourgogne* (1349-1636), Dijon, 1879, in-8° ; BAUDOUIN, *Recherches sur les épidémies dans l'Avallonnais* (dans *Bull. de la Soc. des Sc. de l'Yonne*, 1859) ; J. GARNIER, *Notice historique sur la Maladière de Dijon*, Dijon, 1853, in-8°.

3. V., entre autres nombreux témoignages, le registre des États provinciaux, C.-D'OR, C 3066, f. 170 ; C 3067, f. 2-3 v°. Pour le comté d'Auxonne : C 7476, 7485, 7496. Pour le bailliage de Nuits : cf. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 24 n. 4.

signalés comme complètement déserts¹. La grande désolation des paroisses rurales, qui ne devait prendre fin que vers 1598 ou 1599, dès 1574 était nettement commencée.

Les années 1570-1573 n'avaient produit que de maigres récoltes, et 1573 avait amené l'une des plus graves disettes du xvi^e siècle bourguignon, on peut dire aussi l'une des plus dramatiques. Elle déclencha une spéculation éhontée des grands marchands de blé prompts à saisir les occasions de bénéfices exceptionnels, entre autres celle que représentait pour eux la famine de Lyon. De cette grande ville, à la fois cliente munificente et redoutable raffleuse de subsistances, les marchands bourguignons et les bateliers de Saône, en 1574, bénissaient le nom ; mais ce nom, à la même date, effrayait, à Dijon, les gagne-petit, qui voyaient monter les prix sur le marché aux grains : il symbolisait, aux yeux de beaucoup en Bourgogne, l'un des fléaux du temps, la cherté².

On sait le caractère général et l'histoire assez connue de ce mal, qui tenait si grande place dans la séquelle des épreuves populaires en Bourgogne. Notons que, dans l'espèce, semble se vérifier assez nettement cette observation que la progression des prix se précipita après 1560 et conserva un rythme accéléré entre 1570 et 1580³. Du moins, les tableaux de prix dressés par Monget pour la région dijonnaise pourraient-ils être invoqués en ce qui concerne, par exemple, le bétail sur pied, les volailles, le froment, le lait et les œufs⁴ et des témoignages de détail semblent-ils situer vers 1572 et 1573 une « crue » particulièrement sensible des prix des vivres. La mauvaise récolte et la mauvaise vendange de 1573 aggravaient encore de façon accidentelle la progression régulière⁵. Mais il faut considérer aussi l'avance des prix bourguignons

1. Exemples : Corcelles-les-Bouzeron, Chamilly, La Forêt, Chissey, en Chalonais (C.-D'OR, C 3067, f. 2 v^o).

2. Sur ce rôle économique de Lyon et les appréhensions qu'il suscitait, v. dans *Mayenne et la Bourgogne*, I, 22-24, d'assez nombreuses références, auxquelles on pourrait ajouter un volume qui, sans étudier ni notre époque, ni même l'histoire économique de Lyon, suggère bien des observations utiles : J. PERMEZEL, *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, Lyon, Audin, 1935, in-8^o (v. par ex. ch. VII). — Pour la disette de 1573, v. J. GARNIER et E. CHAMPEAUX, *Chartes de commune...*, Introduction, 482 (références) ; C.-D'OR, C 3066, f. 61, 62 v^o, 66, 99, 104 v^o, 122, etc. ; BEAUNE, BB 6, f. 9 et s., 21, 32, etc.

3. Sur le fait en général, v. p. ex. H. HAUSER, *La vie chère au xvi^e siècle. La réponse de Jean Bodin à M. de Malestroil*, Paris, Colin, 1932, p. xx-xxi (bibliographie dans les notes).

4. C. MONGET, *La chartreuse de Dijon*, III, P.J. n^o 8.

5. Le vin « vailluz 85 livres » (la queue de 465 litres) : un vigneron de Couchey (au sud de Dijon) note cet événement qui fait date (*Livre des Robert*, 108).

sur ceux d'une bonne partie au moins des pays de l'intérieur du royaume. Dès 1573, le fait de cette avance ressortait clairement du mémoire dressé sur place, après enquête, par le général des monnaies Thomas Turquam¹, et, quelques années plus tard, il devait être confirmé, entre autres témoins qualifiés, par le voyageur vénitien Lippomano écrivant, en 1579, à l'étape de Saulieu ou de Chalon : « J'ai trouvé que les vivres étaient plus chers dans ce pays que dans tous les autres de la France...² ».

Ce fait de la cherté importe ici beaucoup plus que ses causes. Cependant un regard jeté sur elles ajoute à l'impression de malaise que donne le spectacle de la Bourgogne vers 1574. Il semble qu'il faille chercher en partie ces causes dans la diminution de la production agricole, et, en une certaine mesure, industrielle, que déterminaient les guerres dans la Bourgogne même et autour d'elle. Il convient aussi de tenir compte de la spéculation. Mais, en Bourgogne, comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs à cause du voisinage de la Franche-Comté espagnole et de la Savoie³, il faut faire bonne place à cette cause essentielle dont Jean Bodin, dès 1568, avait proclamé l'importance : « l'abondance d'or et d'argent ».

En fait, ce que dénoncent surtout les documents de la période 1565-1575, c'est l'irruption au Duché, par dessus la frontière, non pas de monnaies de bon aloi, mais de « basses monnaies » comtoises, savoyardes et autres, notamment, indique Breunot, les *carolus*

Pépin (12) confirme, ainsi que Turquam (*Remonstrances* citées ci-après) ; cf. H. HAUSER, *La question des prix et des monnaies en Bourgogne dans la seconde moitié du XVI^e s.* (dans les *Annales de Bourgogne*, 1932, 11). Le registre du chapitre de N.-D. de Beaune note la « grande cherté » du blé et du vin, qui atteignent en 1572-1573 à un prix qui « ne fut jamais vehu » (C.-D'OR, G 2505, f. 15 v^o). — Le *Livre des Robert* confirme le prix donné par les chanoines de Beaune pour la mesure de blé : 3 livres (p. 108). Il donne pour la même mesure 2 livres en 1566 et seulement 10 gros en 1567 (p. 107-108). Dans les années 1569-1571, on payait 25 ou 30 sols (v., à ce sujet et sur les prix à Dijon pendant la grande disette de 1573, GARNIER ET CHAMPEAUX, *loc. cit.*).

1. *Remonstrances faites au parlement de Dijon le X. jour de septembre 1573 par M. Thomas Turquam, general des monnayes, commissaire député par Sa Majesté pour l'exécution du descry des especes de billon estrangeres...* Paris, J. Dallier, 1573, in-8^o. M. H. HAUSER, dans *La question des prix*, 10 et s., analyse et commente cette pièce. — Sur le séjour ou les séjours de Turquam en Bourgogne et son enquête, v. ci-après, p. 18, n. 4.

2. *Relations des ambassadeurs vénitiens au XVI^e s.*, II, 468-469. Indications de prix à l'appui.

3. On n'a pas évalué encore dans quelle mesure ce voisinage a pu augmenter la quantité des monnaies d'or et d'argent en Bourgogne.

de Genève ou de Besançon¹ : mauvais billon dont l'abondance déterminait une dépréciation de la livre tournois, un « surhaussement » accéléré de l'écu d'or².

C'est pour remédier à cet afflux des espèces étrangères, qui se produisait depuis près de vingt ans, que fut publié l'arrêt du Conseil du roi décidant le décri en Bourgogne, Champagne, Dauphiné et Lyonnais, du billon importé par la frontière de l'est³. Cette mesure, qui devançait de trois ans le grand édit des monnaies de 1577, et dont l'exécution fut surveillée attentivement, sur place, par Turquam lui-même, de février à décembre 1574⁴, rencontra dans la population assez mauvais accueil, et le commissaire eut beau s'évertuer à faire « commuter » les monnaies étrangères en monnaies royales : en 1575 encore les pièces prosrites circulaient⁵. Il est vrai que c'était désormais aux risques et périls de ceux qui les

1. I, 207. L'édit de décri du 22 mai 1573 énumère les *carolus* de Besançon, du Val d'Aoste, de Bresse, Genève, Dole, Metz, etc., les pièces de 8 blancs de Savoie et du marquisat de Montferrat, etc. (C.-D'OR, B 12082, f. 86). Les États insistent aussi sur les *carolus* bisontins et genevois (C.-D'OR, C 3066, f. 90 v°).

2. La valeur légale de l'écu sol, monnaie réelle et bonne monnaie métallique, passait entre 1516 et 1575 de 2 livres à 3 livres (monnaie de compte) ; mais en Bourgogne sa valeur marchande se trouvait dépasser le niveau qu'elle atteignait ailleurs. Turquam le dit nettement en 1573 : l'écu sol, qui vaut 54 sols ailleurs, vaut en Bourgogne 59 sols. En acceptant les monnaies étrangères pour une valeur supérieure à leur valeur métallique réelle, en exportant au contraire les bonnes monnaies de France (parfois fondues en lingots), les Bourguignons avaient fait « monter en ce duché les pièces d'or à plus haut prix qu'elles ne sont exposées en tous les endroits de ce royaume » et, du même coup, les prix des marchandises (*Remonstrances* citées ; HAUSER, *La question des prix*, 10-13. Cf. à ce sujet, *Reg. Parl.*, II, 791).

3. C.-D'OR, B 12082, f. 86 (Fontainebleau, 22 mai 1573, enreg. le 15 février 1574). Cf. *Reg. Parl.*, II, 785. Le Conseil privé a affecté comme fonds aux bureaux de change établis en Bourgogne 20.000 livres (*ibid.*, II, 794, 10 mars 1574). Le décri est fixé au 13 février, c'est-à-dire à la même date qu'en Champagne, où il est aussi pratiqué (782).

4. Turquam se présente au Parlement de Dijon en février 1574 (*Reg. Parl.*, II, 782 : dès le 11 déc. 1573, on avait reçu des lettres du roi annonçant sa venue, II, 772). Présence continue à Dijon ou à proximité de Dijon au moins jusqu'à mai (démontrée par les entrées au Parlement : *Reg. Parl.*, pages citées ci-dessus et 800, 804, 809). En juin, peut-être Turquam inspecte-t-il les bureaux de change des divers bailliages : il parle de ces bureaux à Dijon au Parlement en juillet (*ibid.*, 823, 830). Durant l'été, il se rend « à la suite du roi », donc à Lyon ou Avignon. Mais il est de retour à Dijon au plus tard pour la Saint-Martin (*ibid.*, 856, 12 nov.). Il est à Dijon encore en décembre (*ibid.*, 869-870, 3 déc. ; DIJON, B 212, f. 124, 126 et v°, 17 déc.).

5. Déjà en sept. 1573, plusieurs dissuadaient Turquam (venu en Bourgogne pour enquête) de tenter le décri, crainte de causer au peuple une trop grande perte, ce peuple s'accommodant de la circulation du billon étranger. Les bureaux de change, particulièrement à Chalon, Auxonne, Saint-Jean-de-Losne, c'est-

« exposaient », car on ne les acceptait plus dans les caisses du roi, avec tolérance, que pour une valeur fort basse¹.

Ces doléances de 1576 concernant les monnaies prennent toute leur valeur lorsqu'on lit tout près d'elles celles qui concernent le fardeau fiscal. C'est à l'heure même où la cherté, aidée par la guerre, la peste et la disette, répandait la misère, que le roi multipliait et aggravait ses prélèvements de tous genres sur l'avoir de ses sujets.

Épreuve générale, on le sait, et peut-être même, si la cherté n'avait pas particulièrement sévi en Bourgogne, les privilèges fiscaux du pays eussent-ils pu lui conférer l'appréciable avantage d'un sort plus doux, tout considéré, que celui de ses voisins². Mais

à-dire aux points de contact marchands avec la Franche-Comté, sont négligents ; et les magistrats locaux sont rétifs ou hostiles. A Beaune, le « peuple » « murmure » et l'on craint des désordres (BEAUNE, BB 6, f. 131, mars). Le 27 avril, on n'a reçu pour échange que la valeur de 36.000 livres — dont on a déjà remonnayé plus des deux tiers : 25.000 l. (*Reg. Parl.*, II, 804). Aussi le délai de « commutation », qui avait déjà allongé en mars (*ibid.*, 800), l'est-il encore au delà du 3 mai (804, 809). Les partisans de l'allongement disent que les bureaux manquent de monnaies royales (809 : 28 mai). Mais Turquam dénonce la mauvaise volonté des responsables : il voudrait que le Parlement exigeât des corps de ville le versement à la caisse du roi d'une somme (de 1.000 écus par ex.) en garantie des amendes qu'elles doivent infliger pour les enfreintes à l'ordonnance (804 : 27 avril) ; il prie la cour de faire surveiller les officiers des bailliages, qui manquent de zèle (823 : 3 juillet). Le 17 juillet, incidents, plaintes de Turquam (830-831). Le 12 nov., il annonce que, pendant son absence, le peuple, contrairement au décri, « a remis sur le cours des monnoyes estrangeres au prix de dix deniers le dixain » (856). Depuis le milieu d'octobre il stimule la mairie de Dijon, qui en décembre lui fait ses remontrances (DIJON, B 212, f. 70 v°, 124, 126 et v°). Etc.

1. Le Tiers-État du bailliage de Dijon écrit dans son cahier de doléances de 1576 : « Par le moyen des monnoies estrangeres et aultres que celles qui doibvent avoir cours audict royaulme, le pauvre peuple est grandement affligé et apauvry, mesmement quand il convient faire quelques paiemens aux tresoriers et recepveurs de Sadicte Majesté, tellement que pour raison de commutation des monnoies, il y a quelquefois perte du cinquiesme... ». Suit une demande de stabilisation, de nouveau décri des mauvaises monnaies et de refonte de ces monnaies en billon de bon aloi (B.N., Moreau 804, p.p. BAUDOUIN, II, 491). — D'ailleurs Turquam encore, et les partisans de la stabilisation sur la base de l'écu sol à trois livres, purent renouveler leurs observations sur le rôle de la frontière de Bourgogne (on ajoute cette fois de Champagne) dans le trouble et le « surhaussement des espèces » (H. HAUSER, *op. cit.*, 16-18). Et le fléau du billon étranger (ajoutons du mauvais billon français) allait continuer à sévir de plus en plus (v. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 28-29 ; II, 119-125).

2. On sait quelle réputation avait la Bourgogne de peu payer au roi : « La Bourgogne est pays d'États qui font octroi de peu, de trois en trois ans » (Harangue de Gonnor, intendant des finances, au Parlement de Paris, 22 mars 1563. Arch. nat., X^a 1604, f. 618 v°, cité par ROMIER, *Le royaume de Cath. de Médicis*, II, 166, n. 2).

des « subsides », des « empruntz » et des « subventions », de tout cet « extraordinaire » dont l'édit d'Orléans de 1566 avait annoncé l'abolition, le poids, en réalité, ne cessait de s'aggraver. Les hommes du Tiers-État du bailliage d'Auxois, à la fin de 1573, énuméraient ainsi au roi Charles IX leurs charges du moment :

subsides de taillon (cinquante mil hommes), empruntz tant generaulx que sur les particuliers, reliques prises aux eglises, francz siefs et nouveaux acquetz, terres vagues, boys à bourrie, ...le petit seeau, la douane, les aulnages, payement des Reistres, voyage du roy de Pologne, estappes, camps qui sont passés par la Bourgogne en nombre de sept à huit, aultres subsides sur le fer et acrué sur le sel, deniers levés sur les procureurs, ...

et « une infinité d'autres subsides nouvellement inventez »¹, sans compter la taxe de gabelle qui est plus forte en Bourgogne que dans « toutes les aultres provinces », alors que, déjà, le sel lui-même, en ce pays, « est plus cher de trente ou quarante livres que ès aultres provinces, pour raison de longs charrois qu'il y convient faire... »².

Les cahiers de 1576 contiendront beaucoup d'autres doléances et seront, par exemple, d'accord pour dénoncer la surcharge croissante des frais de justice, qu'ils attribueront à la multiplication des offices de judicature...

La ruine de la province était le motif constant des mémoires adressés au roi :

Qu'il plaise à lad. Majesté, disoit celui du bailliage d'Auxois, jecter un œil de pitié sur son pauvre peuple de la Bourgogne, considerer et croire les grandes pauvretéz auxquelles, pour ce jourd'huy, il est constitué par la malice et cherté du temps qui a continué puis douze ans en çà³; mesmement puis troys ou quatre ans que le pauvre peuple a esté contrainct à manger du simple pain d'avoyne et herbaiges et boyre de l'eau. Par le moyen de quoy en est mort la moitié...

1. « Remonstrances » du bailliage d'Auxois, vues et appointées par Charles IX le 31 janvier 1574, p.p. BAUDOUIN, II, P.J. n° III, 450. — Les gens d'Auxois voudraient que revienne « le tout comme souloit estre du temps du roy Philippe le Bel » ; mais ils demandent surtout que soit respecté l'édit d'Orléans. — Sur la variété des impôts et subventions (quelques années plus tard), v. G. WEILL, *Les Etats de Bourgogne sous Henri III*, 129 et s.

2. Le droit de voiturage dépendait en effet de la distance des marais salants. — On demande que soit appliquée « la taxe ordinaire de toutes les aultres provinces qui est de 45 livres tournois par muid » (Doléances du Tiers-État du bailliage de Dijon, 1576, B.N., Moreau 809, p.p. BAUDOUIN, II, 490). — Indications utiles sur le régime des gabelles dans la généralité de Lyon et dans les contrées voisines chez J. PERMEZEL, *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, 59-62. — Le Mâconnais, pour les gabelles, dépendait de Lyon.

3. C'est-à-dire depuis 1562, date du début des guerres civiles.

D'autres ont émigré en Franche-Comté et ailleurs...¹. Telles étaient, mêlées d'ailleurs des outrances accoutumées dans ce genre de textes, les plaintes fondées qu'adressaient les Bourguignons au roi Charles IX. Les mêmes allaient assaillir Henri III dès ses premiers pas en Bourgogne, en février 1575. A la base de tout esprit public, en 1574, se trouvait ce sentiment croissant des épreuves et surtout une inquiétude latente au sujet du blé, des vivres, des prix incertains, un besoin de stabilité dans les conditions matérielles de la vie, qui allaient inspirer dans une large mesure les jugements portés sur le nouveau règne.

3. — MOUVEMENTS SOCIAUX.

Ni les doléances des sujets, ni les enquêtes des hommes du roi ne laissent ignorer, à côté des difficultés économiques de la fin du règne de Charles IX, l'importance grandissante des transformations sociales et des conflits divers qu'elles déterminaient².

Un fait particulièrement visible est l'atteinte durable et grave que subissaient alors dans leur fortune matérielle les gentilshommes. Fait général en France, qu'on ne démontrera pas ici une fois de plus³. Il faut cependant retenir l'amertume de ces barons plus ou moins déchus, obligés d'aliéner leur réserve ou d'en disputer les produits à leurs créanciers et à leurs intendants, ou d'obérer leur avenir par des constitutions de rentes au taux de 8,75 % (le « denier douze »). Leurs réactions, alors bruyantes et vives, contre le mauvais sort étaient l'un des faits qui caractérisaient le milieu.

Leurs aigreurs étaient surtout à l'égard de la nouvelle puissance qui, depuis trente ou quarante ans, s'élevait alors qu'ils déclinaient, ces officiers du roi qui venaient jusque dans leurs domaines les remplacer comme seigneurs. Leur plus brillant écrivain, un noble de race qui avait fait retraite dans l'Église sans abandonner sa mentalité de gentilhomme, le chanoine Pierre de Saint-Julien de Balleure, doyen du chapitre de Chalon, se trouvait d'accord

1. *Remonstrances* citées, 449-450.

2. Nous ne saurions fournir que de brefs aperçus sur les données qui importent le plus ici : les poussées et conflits sociaux, non décrire les groupes sociaux.

3. Nous ne répéterons pas ce que nous en avons dit ailleurs dans un court aperçu (*Mayenne et la Bourgogne*, I, 33-43), auquel nous renvoyons faute de pouvoir citer aucune étude bourguignonne spéciale.

avec le huguenot Hotman pour combattre âprement cette « manière de gens, disait-il, qui a la vogue par toute la France », ces « demi-dieux du temps present, qui sont les gens de justice et les financiers », ces parvenus « qui ont presentement le vent tant en poupe qu'il n'y a qu'eux, en ces miseres generales, qui aient l'heur d'estre par la malice du temps laissez plus en entier... ¹ ».

On sait assez quel fait général justifiait ces fureurs. Si les privilèges anciens s'agitaient, la puissance plus jeune des officiers achevait, en ces années de crise, de s'établir fortement dans le milieu. Leur groupe tendait en même temps à se distinguer de plus en plus de l'« estat populaire », à s'affirmer comme catégorie sociale, comme élément citadin seigneur des campagnes, et comme une sorte de bourgeoisie noble. Bourgeois, ces officiers l'étaient par leur résidence urbaine, qui les distinguait fort clairement des gentilshommes aux yeux des hommes d'alors, du moins en Bourgogne ² ; ils l'étaient par leur culture ou du moins par le contact qu'ils conservaient avec les livres de droit, ils l'étaient par toutes leurs mœurs et surtout par leur goût de l'administration des biens, de l'économie. Mais, même non anoblis, ils étaient en grande partie « privilégiés » comme les gentilshommes, exempts de la taille comme officiers des cours souveraines ; ils prétendaient l'être et, le plus souvent, l'étaient en fait, de presque toutes les « subventions » extraordinaires

1. *De l'origine des Bourguignons*, 109. Cf. 180. Le livre est imprimé en 1581, mais le privilège est de 1567 et la conception de l'écrivain est plus ancienne encore : « La première rédaction, au moins des deux premiers livres, a dû être achevée en 1573 au plus tard, c'est-à-dire au lendemain de la Saint-Barthélemy », ainsi que l'auteur l'indique lui-même (L. RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure*, 80). Cette chronologie dissuade d'attribuer à la *Franco-Gallia* une influence d'œuvre à œuvre sur l'*Origine*. — Hotman, de son côté, dénonce ces ennemis publics, ces gens de justice, qui ont « non seulement mis sous leurs pieds et supplanté toute l'autorité du concile des Etats,... mais aussy contraint tous les princes du Royaume, voire mesmes la majesté du Roy, de passer sous leur main et de s'humilier sous leur grandeur » (traduction de Simon Goulart, *La Gaule françoise*, Cologne, 1574, in-8°, 197). V. aussi les jugements sévères du ch. XXI de l'édition latine de 1576. Saint-Julien, avec Hotman, en attendant les *Vindiciæ contra tyrannos*, exaltait dans toute son œuvre ces fiers et purs gentilshommes dont il se glorifiait d'être l'un des fils : « Ce sont les gentilshommes qui ont élu et créé les roys et non les roys la noblesse » (*Meslanges historiques*, 595). — Rapprocher de ces nobles protestations bourguignonnes ce qu'écrit J.-A. de Thou (*Histoire universelle*, V, 729) : « la noblesse de cette province accoutumée à la liberté... ne voyoit qu'avec peine que de jeunes gens sans mérite remplissent seuls les premières charges... ».

2. Les plus riches « barons » ont en ville une maison ; mais ils n'y séjournent qu'exceptionnellement. Le gentilhomme est à la cour, aux camps ou dans son château.

payées au roi¹ ; ils jouissaient, s'ils étaient parlementaires, du privilège de juridiction² ; ils étaient tous exempts de la détestable charge du « guet et garde », sauf les cas, rares et réduits par eux au plus court, où ils reconnaissaient la situation d'« éminent péril³ » : privilège que l'historien oublie le plus souvent de leur attribuer, mais qui comptait aux yeux attentifs du « peuple », las de la milice, des ordres des dizainiers et des nuits passées sur la muraille... D'ailleurs, suivant un progrès rapide, l'anoblissement étendait sa consécration sur cette élite de la fortune et du privilège. Le roi, de plus en plus, vendait non seulement des offices, mais encore des lettres de noblesse qui permettaient de devancer l'anoblissement par ancienneté dans l'office⁴. Il faut rappeler ici la pensée vengeresse de Saint-Julien : Tout gentilhomme est noble, mais tout noble n'est pas gentilhomme⁵... Cependant la nouvelle noblesse touchait par ses conquêtes à la catégorie des gentils-hommes. Il est vrai que ses relations, du côté des marchands et avocats, demeuraient actives et illustrées, par exemple, par de nombreux mariages. Mais déjà son effort principal l'orientait de préférence vers le mélange avec les nobles porteurs de l'épée, tandis que peu à peu, mais de plus en plus nettement, elle tendait à limiter, devant les nouveaux docteurs ès droits candidats aux états, l'accès des cours souveraines ou royales. Ces juristes voulaient garantir l'avenir de leurs lignées par des consécérations définitives et, tandis

1. C'est dans le détail des affaires fiscales qu'il faudra étudier cette exemption de fait. Mais les cas à examiner sont innombrables. Voici un exemple : la ville de Dijon a à payer comme cote de la nouvelle subvention 8.000 livres. Le maire prie le Parlement de bien vouloir prendre sa « cote » (25 mai 1574). Réponse du Parlement : subvention nouvelle ; le Parlement s'informerait en vue de savoir si les autres Parlements participent à ce genre de subvention (28 mai et 9 juin). La mairie insistant, la cour demande ajournement jusqu'à ce qu'elle soit informée de l'attitude des Parlements et, si elle paie, ce sera à condition que ce paiement ne crée pas précédent (4 août). Les mois passent : les parlementaires ne paient pas (*Reg. Parl.*, II, 808, 812, 813, 817, 834, etc.).

2. Le droit de *committimus*, qui réservait aux Requêtes du Palais les causes des parlementaires.

3. V. les registres de la Chambre de ville de Dijon, par ex. B 208, f. 33, 35.

4. V. DIJON, L 72 (exemptions fiscales pour cause d'anoblissement). Dans les registres B 211-214 (1573-1578) on trouvera la mention de douzaines d'informations sur les anoblissements nouveaux (voir les tables de ces registres). On sait que Henri III allait accélérer le mouvement : voy. not., dans LA FERRIÈRE, *Lettres de Cath. de Médecis*, V, p. LXI, ce qui concerne la vente à l'homme d'affaires Castelas, pour 300.000 livres, de 1.000 lettres d'anoblissement qu'il revendrait (1576).

5. *De l'origine des Bourgonngnons*, 70. — Nous n'ignorons pas que certains officiers descendaient de familles d'ancienne noblesse (v., à ce sujet, ROUPNEL, *La ville et la campagne au XVII^e siècle*, 158 et s.).

qu'ils protestaient contre la multiplication des charges qui menaçait de dévaloriser au point de vue social leur établissement familial, leur pratique de la résignation tendait, aidée de l'accès aux seigneuries et de l'anoblissement, à favoriser la constitution d'une sorte de caste fermée. Dans cette caste, quelque jour, le jeune bourgeois appartenant à une famille non encore consacrée n'allait plus pouvoir pénétrer que par la voie du mariage : il en était déjà un peu des offices comme des maîtrises dans les villes à jurandes et des docteurs en droit comme des compagnons.

Or, l'afflux des candidats aux offices grandissait sous l'effet de la crise du commerce : l'enrichissement par la marchandise menaçant de devenir un simple souvenir, des fortunes réalisées cherchaient à se stabiliser en accédant à la robe. Mais devant les accès gardés, une partie des jeunes avocats piétinaient en vain et une catégorie de déçus se formait ainsi rapidement ¹.

Nous avons montré ailleurs ² qu'une partie de ces tards-venus, du moins dans les villes où les libertés communales offraient un champ assez large à la « capacité » dont ils se flattaient, à Dijon, à Auxerre, à Auxonne, par exemple, s'attachèrent, vers 1574 précisément, à l'idée de trouver compensation du côté des fonctions communales. Depuis cinquante ans les « maîtres » tendaient à prendre dans les échevinages la place des « honorables hommes », les avocats, procureurs, notaires ou greffiers, à refouler les « marchands ». L'influence des idées de renouvellement politique aidant, ils songèrent à y établir la base d'une puissance. Le mot de « république » est rare dans les registres communaux de ce temps et du temps ligueur en Bourgogne, mais l'idée de redresser les anciennes franchises et d'instituer dans les villes la dictature de groupes définis d'avocats et procureurs allait s'y manifester de plus en plus.

Il faut donc signaler avec soin, en ce qui concerne les conditions fondamentales de l'esprit public dans le milieu bourguignon, la guerre latente, ou parfois déjà déclarée, qui séparait deux bourgeoisies : — les bourgeois mineurs, surpris sur la route des offices par les circonstances économiques, bloqués à l'étape de la basoche

1. Leurs plaintes sont mentionnées en 1574 dans le rapport de Guillaume de Tavanès au roi (ABORD, III, P.J. n° 36). Elles le seront souvent par les États provinciaux. Ils voudraient voir réserver les charges à ceux qui ont le plus de « suffisance et capacité » : c'est là l'écho de revendications communes aux suppôts de tout le royaume. Cf., en Bourgogne, l'apostrophe de Saint-Julien contre les « jeunes esbarbats » ignorants qui entrent au Parlement parce que leurs écus « sont de pois » et qu'il faut appeler en latin *patres* (*De l'origine...*, 180).

2. V., à ce sujet et sur tout ce qui précède, DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 46-53.

ou du barreau, gênés dans leur progression par leur nombre même, assez riches parfois, et parfois déjà propriétaires de terres et de villages, mais restés presque tous soumis à la taille, aux « gectz » et subventions de tous genres, — et les grands bourgeois qui, eux, avaient déjà franchi, en fait, les limites du véritable « Estat populaire », puissants par leurs seigneuries et par leurs titres, serrés autour de leurs corps eux-mêmes armés de coutumes et de textes, ces « privilégiés » que leurs rivaux ne cessaient de désigner ainsi dans leurs registres, d'un terme chargé d'intentions belliqueuses ¹...

Guerre de deux forces urbaines. Les gentilshommes étaient dans leurs châteaux, à la cour ou aux camps et, d'ailleurs, leur prééminence politique ou sociale était fait ancien, réalité admise. Au contraire, les deux bourgeoisies qui, à cette heure, semblaient se dégager l'une de l'autre se trouvaient directement au face-à-face, à l'intérieur de villes étroites où le contact même animait leur rivalité ². L'avocat-échevin n'aimait pas le gentilhomme et devait, dans la suite, amplement le prouver ³; mais ce qui s'affirmait de plus, et déjà avec force, c'était la résolution de cet avocat de disputer l'hégémonie urbaine aux « présidents et conseillers ». Et cette guerre déclarée par les suppôts aux officiers du roi, c'était, à bien voir, la première consécration du groupe des hauts bourgeois comme catégorie sociale, disons mieux : comme aristocratie sociale. Depuis que se dessinait une rupture de continuité entre les deux bourgeoisies, on peut dire qu'une élite nouvelle se définissait par en bas. Par en haut, elle ne rencontrait que la défiante prévention des barons, et c'était là, en réalité, assez faible barrière. Déjà, l'on pouvait pressentir la progressive fusion des deux noblesses : la *Franco-Gallia* vitupérait en vain, et trop tard.

Nous ne chercherons pas ici à déterminer l'importance des liens qui unissaient la catégorie des avocats, procureurs et marchands, ces bourgeois de l'écritoire ou du commerce, à la masse populaire ; — et nous ne consacrerons qu'un rapide regard à ce peuple lui-même, rural pour les trois quarts et, pour le reste, réparti en une trentaine de bourgs-clos d'un millier d'habitants au plus,

1. Expression courante dans les registres des États (par ex. C 3067), mais plus significative dans ceux de la Chambre de Dijon (par ex., B 208, f. 77 et *pass.*).

2. Ce mouvement vers une rupture de deux catégories bourgeoises ne devait pas s'achever. Malgré tout les deux bourgeoisies conservaient leurs contacts, leurs parentés et leur communauté de goûts ou de mœurs ; et le *xviii*^e siècle ne devait pas tarder à confirmer la continuité sociale.

3. V. en particulier *Mayenne et la Bourgogne*, I, ch. v, § I et iv.

en une dizaine de villes bailliagères et épiscopales comme Mâcon, qui avait sans doute 4.000 habitants environ ou Auxerre qui en comptait peut-être 6.000, ou, enfin fixé dans la ville « capitale », Dijon, dont le peuplement atteignait 15.000 habitants peut-être¹. Contentons-nous de dire qu'aux champs le nombre des mainmortables allait diminuant assez rapidement depuis au moins trois quarts de siècle² et que, dans la plupart des bailliages, le nombre des paroisses affranchies atteignait vers 1574 à la moitié. Mais tout ce qui n'était pas tenure servile n'était pas propriété censitaire et les terres amodiées, les fermes et les métairies, représentaient une proportion de la superficie agricole d'autant plus notable que la propriété paysanne paraît avoir été, au moins en certaines régions comme les bailliages de Dijon et d'Autun, très amenuee, et aussi que le robin, une fois devenu maître d'un domaine, travaillait souvent à y substituer des « rentes » aux censives. Enfin, à côté des tenanciers mainmortables, des propriétaires et des fermiers, il faut faire bonne place aux journaliers dont le nombre s'accroissait partout avec les multiples causes de ruine du paysan qu'avaient apportées les guerres civiles depuis 1562, et avec la mainmise du bourgeois urbain sur la terre. Si de riches fermiers et quelques laboureurs, munis de réserves, d'un bon cheptel et de terres fertiles continuaient à profiter de la hausse des prix du blé et autres vivres par eux vendus aux citadins, le grand fait, dans le village bourguignon de 1574, aussi bien dans la Plaine que dans la Montagne, et sans doute même dans la Côte, c'était la misère des « manœuvres », réduits non seulement à boire de l'eau et à manger des « herbages », mais à quitter leur village, à fuir devant le soldat, devant le chômage compliqué de l'impôt, à se retirer en des régions plus accueillantes et notamment en Franche-Comté³, ou, plus simplement encore, à vagabonder, quitte à se faire brigand à l'occasion⁴, en attendant de s'engager, s'ils s'agissait d'hommes jeunes encore, dans les bandes du duc d'Alençon.

L'existence de ces catégories rurales avertit assez qu'il ne saurait

1. H. HAUSER, *Le site et la croissance de Dijon* (dans *Dijon et la Côte-d'Or en 1911*, Dijon, 1911, 3 in-8°, t. I, 48).

2. Sur cette question et les suivantes, v. GARNIER et CHAMPEAUX, *Introduction aux Chartes de commune...*, ch. ix. Cf. *Mayenne et la Bourgogne*, I, 38-39, 55-58.

3. « Remonstrances » du baill. d'Auxois, 1573 (BAUDOUIN, II, P.J. n° III, 450).

4. Les comptes des bailliages d'Auxois, d'Avallon, de la Montagne, entre autres, montrent cette désertion, ce vagabondage, corsé, naturellement, de mendicité, de fabrication de fausse monnaie et de « larrecins » de toutes espèces (C.-D'OR, C 2558, 2857, 2949, 3804, etc.). La liasse BII 46/1 (arrêts de la Tournelle) té-

être prudent d'imaginer une fictive « opinion paysanne » ou même plus simplement des sentiments collectifs réellement homogènes ¹.

Il était dans la plupart des villes bourguignonnes des îlots de population semi-rurale : des centaines de familles vigneronnes groupées près des portes, par exemple à Dijon, Auxerre, Chalon, Mâcon, et ce fait seul suffirait à avertir que le peuple citadin n'offrait pas à la genèse ou à la diffusion des « opinions » des conditions beaucoup plus uniformes que les populations villageoises. Les artisans eux-mêmes différaient quant aux dispositions politiques suivant les métiers ou suivant les accointances cléricales de leurs confréries : d'autre part, un conflit permanent séparait souvent maîtres et compagnons. On a montré comment, devant les jurandes — car tel était le type d'organisation du travail dans les plus grandes villes bourguignonnes, — devant les clôtures qui, le plus souvent, barraient aux ouvriers l'accès des maîtrises, ou bien le compagnon, venu par la grand'route, brûlait l'étape de Bourgogne, ou bien, s'il était homme du lieu, il se révoltait au nom de sa misère, de son salaire déprécié par la hausse des prix. L'antinomie ancienne des hommes des métiers et des vigneron urbains, qui, dans les guerres de religion, avait dressé plusieurs fois les uns contre les autres vigneron catholiques et ouvriers protestants, s'aggravait d'une effervescence ouvrière de caractère franchement social. Mais les vigneron eux-mêmes commençaient à s'élever contre les « gros », et les paroles que le milicien Thévenin Petot prononçait durant une garde de nuit, en avril 1573, à l'époque de la grande disette, exprimaient le commun esprit de tout un petit peuple dijonnais : « Mortdey, ces gros bougres dorment grassement en leurs lictz, et nous aultres paouvres mourons de faim à les garder. Par la mortdey, il leur fault à tous couper la gorge... ² ».

moigne que le Parlement lui-même a à juger beaucoup de criminels d'origine paysanne (vols, meurtres, etc.). Les cahiers de doléances de 1576 signalent beaucoup de villageois, totalement dénués de ressources, qui ne peuvent payer aucun impôt (BAUDOUIN, II, P.J. nos x-xi). Le brigandage sévit avec intensité vers 1574. En 1575, pour dégager les routes d'accès au pèlerinage d'Alise-Sainte-Reine, qui attirent un grand nombre de voyageurs, il faut organiser une milice rurale (cf. GRIGNARD, *La vie de sainte Reine... suivie de nombreuses recherches...*, Paris et Dijon, 1881, in-8°, 357). Cf. Enquête de Guillaud de Tavanès, 1573, dans ABORD, III, 222 : affaire de La Tagnière, en Autunois.

1. Les sentiments variaient, à n'en pas douter, suivant les régions et suivant les conditions de vie, — ajoutons, bien entendu, suivant les influences diverses exercées par les petites villes, clientes et protectrices, ou par les seigneurs, gentils-hommes ou robins.

2. Etc. : « ...Faictes des maires qui soient marchans ! Ils vendent leurs dismes

Il resterait à parler des clercs bourguignons, dont la foule bigarrée se répartissait entre le grand diocèse d'Autun, qui englobait une moitié de la province, et ceux de Langres, de Chalon, de Mâcon et d'Auxerre¹. Considérés dans leur ensemble, ces clercs, agités encore par les problèmes et conflits spirituels qu'avaient soulevés la Réforme et ses premières conquêtes², paraissaient cependant plus préoccupés désormais de leurs épreuves temporelles, de la montée constante des charges fiscales ou de la décadence de leurs revenus de tous genres, que du péril huguenot, dès lors à peu près conjuré.

A ne considérer que l'activité sociale et politique, il semble qu'on puisse se contenter de distinguer deux éléments ecclésiastiques principaux. On peut presque négliger, dans l'espèce, une trentaine d'abbayes rurales bénédictines ou cisterciennes ou de grands prieurés clunisiens, c'est-à-dire d'organismes féodaux et agraires qui prolongeaient ou adaptaient la tradition médiévale de l'exploitation domaniale, sans que leurs moines se montrassent soucieux de rien autant que de leur sécurité ou de celle de leurs biens³. Mais les réactions ou entreprises principales du monde clérical

et graines aux estrangers... Les paouvres... meurent de faim... Y nous fault aller cheu le president Noblet ou cheu le maire. Ils ont force grens. Nous les prandrions... » (C.-D'OR, B1 360/50). — Sur les compagnons : H. HAUSER, *Notes sur l'organisation du travail à Dijon et en Bourgogne au XVI^e et dans la première moitié du XVII^e s.* (Rev. bourguignonne p.p. l'Univ. de Dijon, XIV, n° 1, 1904).

1. Nous ne parlerons pas ici des évêques : Ch. Ailleboust, d'Autun (1572-1585) ; Ch. des Cars, de Langres (1571-1614) ; Battista Alamanni, de Mâcon (1558-1582) ; Jacques Fourré, de Chalon (1573-1578) ; Jacques Amyot, d'Auxerre (1571-1593), — dont plusieurs seront mentionnés dans la suite de nos notes.

2. Sur le trouble profond qu'avaient apporté les idées de la Réforme dans les chapitres bourgeois et même dans les communautés monastiques, — sur la participation du clergé à la guerre, — sur les épreuves matérielles subies par les instituts ruraux ou urbains, on n'a encore, en Bourgogne, aucun travail spécial à citer. Le t. III de l'*Introduction aux études d'hist. ecclésiastique locale* de V. CARRIÈRE (Paris, 1936, in-8°), par sa partie consacrée aux *Epreuves de l'Eglise de France au XVI^e s.*, inspirera-t-il quelques recherches ? En attendant, il faut se contenter des indications fournies par ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*, t. I, 147-182 ; 247-340, etc. ; BAUDOUIN, I et II ; CHALLE, I ; etc., — et ignorer, par ex., l'importance réelle des aliénations imposées au clergé local, ou les pertes en hommes causées par la guerre. Notons que les documents généraux comme les registres d'enregistrement du Parlement suffisent à signaler de nombreuses aliénations opérées par les abbayes en 1573-1574 (C.-D'OR, B 12082, f. 85, Cîteaux). On recevra dans l'automne de 1574 les lettres du roi demandant enregistrement de la bulle pontificale qui autorisait la vente pour le roi d'une partie du domaine de l'Eglise (B 12082, f. 100).

3. Ce qui ne veut pas dire cependant que des abbés comme ceux des deux grands chefs d'ordre, Cluny et Cîteaux, n'imprimaient pas à leur troupeau monastique une activité politique nettement orientée (qui était en l'espèce favorable au parti « catholique »). Sur les abbés de Cluny et de Cîteaux, Cf. de Guise et Nicolas Boucherat, v. la suite de nos notes.

étaient ailleurs. Une aristocratie ecclésiastique, d'abord, dominait socialement dans presque toutes les villes la vie et souvent l'opinion des gens d'église dans le lieu. Elle était constituée essentiellement par une trentaine de chapitres cathédraux ou collégiaux, possesseurs de domaines terriens, collateurs de nombreux bénéfices curiaux et, comme tels, abris de choix pour une partie des cadets des notables familles nobles ou bourgeoises du pays¹. D'autre part, un clergé bien différent à tous points de vue de celui des « églises » bourgeoises accroissait alors de jour en jour, en Bourgogne comme ailleurs, son influence sur le peuple urbain : c'était la masse presque anonyme des cordeliers, jacobins et carmes d'une cinquantaine de couvents répartis entre les villes du pays, moines pauvres, d'origine souvent populaire, moins soucieux de biens temporels que les chanoines et plus savants qu'eux, non en lettres latines, mais en théologie, souvent docteurs, souvent prédicateurs habiles, aussi passionnés de doctrines générales qu'indifférents à la plupart des contingences locales, moines voyageurs en effet et non liés à un lieu par une prébende ou un établissement familial, moines migrants... Les chanoines jouaient un rôle directeur parmi les clergés urbains au point de vue des « intérêts » : ils les représentaient dans les conseils ; ils siégeaient dans les chambres de villes comme échevins ecclésiastiques ; ils « entraient » aux États provinciaux, où ils tenaient à chaque session la plus grande partie des sièges réservés à l'Église². Les Mendiants, eux, occupaient les chaires. Les chanoines voulaient « conserver », ou restaurer, avec la religion traditionnelle, l'ordre politique ancien, dont ils avaient bénéficié ; — mais les moines prêcheurs, à qui recouraient ces chanoines pour inciter le peuple au rétablissement de l'unité religieuse, le faisaient parfois, déjà, avec une ardeur qui dépassait les intentions des prudents et menait aux « novalités »³.

En 1574 cependant, c'étaient encore les chanoines qui entraî-

1. Bourgeois ou nobles d'offices comme la Sainte-Chapelle de Dijon ; gentils-hommes comme le noble chapitre de Saint-Pierre de Mâcon. On trouvera dans notre *Mayenne et la Bourgogne*, I, 65-70, 150-152 (avec des références), quelques notes sur ces chapitres et leur rôle vers 1587, puis sur les moines.

2. V. en part. C.-D'OR, C 3066, f. 84 (1573) ; C 3067, f. 42 v^o, 90, 154 (1576-1577).

3. Nous n'insisterons pas sur ces faits généraux assez connus. Notons seulement, à titre d'exemple, les noms des prédicateurs que demandent ou agréent, à la date qui nous intéresse, les chanoines du chapitre de Notre-Dame de Beaune : — 24 juillet 1573, Nic. Hugot, gardien des cordeliers de Villefranche-sur-Saône, s'offre pour l'avent et le carême prochains (C.-D'OR, G 2505, f. 24 v^o) ; le cordelier Valentin Seurreault prêche le carême de 1574 (f. 97 v^o - 98) ; le gardien de Beaune prêche l'avent de 1574 (f. 162 v^o). Les cordeliers semblent souvent choisis ; à Dijon, les jacobins et les carmes leur disputent les chaires.

naient le petit clergé des paroisses ¹ et élevaient la voix le plus haut lorsqu'il s'agissait de condamner les pratiques du gouvernement royal, lequel consacrait les contributions ecclésiastiques à des objets interdits par les règles les plus certaines et imposait des aliénations des biens de l'Église, ou surtout l'augmentation des décimes : le nouveau règne allait commencer par un prélèvement de 2 millions de livres sur le clergé ². Et, cependant, quelle que fût la vigilance de leur administration, ces clercs avaient beau s'efforcer de tirer parti de la hausse des prix des « fruitz » pour compenser la dévalorisation de leurs revenus domaniaux, cette hausse, en réalité, profitait à quelques-uns de leurs paysans plus qu'à eux-mêmes. En 1574, lorsque se produit le changement de règne, le clergé possédant, le clergé indigène, est déjà dans le plein de cette crise d'inquiétude financière qui le mène de plus en plus au conservatisme, non seulement religieux, mais social, à la défense impatiente, ombrageuse, de tout droit acquis ou prétendu tel, et, pour cela, en bien des cas, au conflit avec les avocats-échevins, trop novateurs, trop entreprenants et trop portés à requérir la collaboration ecclésiastique pour leurs entreprises propres, ou à exiger la participation des clercs aux subventions extraordinaires et surtout à cette lourde charge des jours de guerre : le « guet et garde » ³. Ce clergé, en somme, prenait de plus en plus l'aspect d'une catégorie sociale organisée pour l'exploitation et la défense de ressources matérielles et de privilèges temporels : en 1576, les doléances des cahiers du Tiers

1. Alors si silencieux et passif dans l'ensemble que nous croyons pouvoir, sans inconvénient, le passer presque sous silence dans cette esquisse sommaire.

2. L. SERBAT, *Les ass. du clergé*, 71 (1 million sur les « fruits », 1 par aliénation de fonds). — Sur ces griefs divers, v. *ibid.*, 61 et s. En 1576, l'aliénation de 200.000 l. de rente (*ibid.*, 73) sera la cinquième mesure de ce genre depuis 1563 (*ibid.*, 52, 58, 68, etc.). — La Sainte-Chapelle de Dijon doit aliéner les domaines de Conœur et de Ruffey (J. d'ARBAUMONT et L. MARCHANT, *Le Trésor de la Sainte-Chapelle*, Dijon, 1887, in-4°, p. xx). Naturellement, les charges nouvelles ne sont pas aussi lourdes pour tous les monastères, quoi qu'il faille se défilier de certaines légendes répandues par la propagande protestante, par ex., en Mâconnais, celle suivant laquelle le trésor amassé par Cl. de Guise au château de Lourdon se montait à 200.000 écus (CHEVRIER, *Le protestantisme en Mâconnais*, 18-19). — Noter que le procureur-syndic du clergé de France à la suite du roi, depuis 1564, avait été Ch. Ailleboust, qui devint évêque d'Autun (SERBAT, 168).

3. Nous pourrions citer de nombreux exemples tirés de CHALON, BB 5 et 6, FF 90 ; MACON, BB 40 et s. ; AUXERRE, BB 3 ; DIJON, B 208 ; YONNE, G 1854. — Guill. de Tavanès, lieutenant en l'absence, lorsqu'il procède à l'enquête ordonnée par Charles IX, est assailli par les plaintes des chapitres qui exposent leurs charges et leur gêne (C.-d'OR, G 2505, f. 53 : Beaune ; cf. ABORD, III, P.J. n° 40).

État, de celui de Dijon par exemple, dans les articles consacrés au clergé¹, ne représenteront guère autre chose que la constatation de ce fait général, peut-être plus marqué en Bourgogne qu'ailleurs, parce que, là, la religion exigeait moins, et que la lutte contre le huguenot n'y apparaissait plus — nous allons le voir — comme une nécessité exclusive et déterminante.

4. — PROTESTANTS ET CATHOLIQUES².

Les inquiétudes religieuses, dans la Bourgogne de 1574, n'étaient plus assez pressantes pour détourner certaines catégories sociales des préoccupations temporelles, des soucis matériels, qui les assaillaient au contraire de plus en plus. Avec le règne de Charles IX, s'achevait la belle époque du calvinisme bourguignon. Vers 1565, dans la plupart des villes, un quart ou un tiers de la population bourgeoise ou artisanale avait paru gagné à la religion nouvelle. En 1567 et 1569 encore, Mâcon, Chalon ou Auxerre avaient été menacés, ou dominés, par les réformés et de Dijon même, en 1567, le sort religieux avait semblé incertain. En 1574, au contraire, le protestantisme était terrassé.

L'automne de 1572 n'avait pas décidé à lui seul de cette victoire catholique ; mais il l'avait, en somme, parachevée. Septembre s'était passé en Bourgogne presque sans effusion de sang huguenot. Ayant sursis par prudence, le 28 ou le 29 août, à l'exécution d'ordres verbaux lancés de Paris le jour même de la Saint-Barthélemy, le lieutenant-général en Bourgogne, Léonor Chabot, comte de Charny, et les baillis d'Auxerre, de Mâcon, avaient reçu presque aussitôt des instructions nouvelles, cette fois signées par le roi, qui les détournèrent entièrement de procéder aux exécutions sommaires³.

1. BAUDOUIN, II, P.J. n° x, 459-469.

2. En cette partie encore notre texte sera réduit au plus bref. Nous y indiquerons cependant quelques vues générales sur la Bourgogne protestante que ne fournit encore aucune étude publiée. Le seul ouvrage d'ensemble sur le sujet est celui de BAUDOUIN (*Hist. du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*, t. II) : il date de 1884. La *Réforme à Dijon* d'E. BELLE est complétée jusqu'à la mort de Charles IX par l'article de M. WILKINSON, *Dijon*, 1562-1574, 75-84.

3. A Dijon, d'ap. Jeannin (*Discours apologétique*, 709 ; cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 113-114 ; BELLE, *La Réforme à Dijon*, 152 n. 6), Charny réunit un conseil où ledit Jeannin, premier opinant, aurait fait triompher l'idée de l'ajournement. Le 21 sept., un prisonnier du château de Dijon, le s^r de Traves, fut exécuté par « les gens du prevost des mareschaux » et « de l'ordonnance de

Cette Bourgogne qui venait de donner au conseil du roi l'un des initiateurs de la Saint-Barthélemy, Gaspard de Tavanès, son ancien lieutenant-général, dut peut-être à cette circonstance d'échapper à des tueries comme celle de Bordeaux ou à des troubles sanglants comme ceux de Lyon, — cette voisine que Mâcon imitait d'ordinaire si aisément ¹.

Mais les protestants bourguignons n'échappèrent pas pour autant à la persécution générale qui mit fin dans le royaume au régime libéral de l'édit de Saint-Germain. Charny ayant ordonné au début de septembre l'emprisonnement des réformés et la saisie de leurs armes ², ce fut là le signal d'une sorte de terreur catholique. Comme dans la Champagne voisine, des bandes se jetèrent

monsieur le Grand, comte de Charny, ...suivant les lettres de Sa Majesté » (Dijon, B 208, f. 23). S'il s'agit de Jean-Jacques-Celse de Traves, calviniste de l'Autunois qui, depuis dix ans, ne cessait de se signaler par ses forfaits, ses pillages en Chalonnais, sa participation aux opérations des Allemands en 1569 (ABORD, I, 205, 219, 404 n. 1), l'exception s'expliquerait en partie par les crimes qu'avait commis la victime elle-même. — A Mâcon, le bailli Ph. de La Guiche fait également surseoir au massacre et sauve les nombreux réformés du bailliage (JEANDET, *Mâcon au XVI^e s.*, 181; Edm. CHEVRIER, *Le protestantisme dans le Mâconnais et la Bresse*, 16). — A Chalon, Philibert de Montconys, capitaine gouverneur, emprisonne les protestants, en partie pour les mettre à l'abri du danger (CHALON, BB 5, août-sept. 1572; EE 1). — A Autun, aucun massacre, semble-t-il (ABORD, I, 449; — le registre du Conseil de ville, AUTUN, BB 3, n'a que des feuillets blancs entre mars 1572 et juin 1575). — A Auxerre, on ne mentionne que les lettres royales ordonnant au bailli « très expressément... de ne faire éviction et massacre comme celle advenue en la ville de Paris... » (QUANTIN, *Le comté d'Auxerre au XVI^e s.*, dans *Bull. Soc. des sciences de l'Yonne*, 1890, 269. Cf. LEBEUF, *Hist. de la prise d'Auxerre par les huguenols...*, Auxerre, 1723, in-16, 199, n.).

1. H. HAUSER, *Le P. Emond Auger et le massacre de Bordeaux (1572)*, dans *Bull. Soc. d'hist. du protestantisme français*, 1911; — PUYROCHE, *La Saint-Barthélemy à Lyon et le gouvernement de Mandelot*, même bull., XVIII; — *Corr. du roi Charles IX et du sieur de Mandelot, gouverneur de Lyon, pendant l'année 1572*, p.p. Paulin Paris, Paris, 1829, in-8°. — D'autres provinces furent épargnées (v. la liste donnée par La Ferrière dans les *Lettres de Cath. de Médicis*, IV, p. cxi). Cf. MARIÉJOL, *Cath. de Médicis*, 199; et FORNERON, II, 177 et s., dont le tableau semble d'ailleurs trop poussé au noir.

2. DIJON, B 208, f. 15 v° (ordres du 31 août), 16 (recherche des armes), 17 (autre ordonnance). Sur les suites de ces mesures, v. Charny au cap. Didron, cap. de Seurre, Couchey, 8 sept. 1572 (B.N., Moreau 809, f. 42, publ., non sans fautes de lecture, dans *Lettres de Charny*, par le *Cabinet historique*, I, 1855, 167); CHALON, BB 5, 31 août et sept. 1572; EE 1 (le s^r de Montconys, gouverneur de Chalon, à Charny, et Charny à Montconys, 8 sept.); etc. — Une partie au moins des protestants emprisonnés paraissent avoir été remis en liberté au début d'octobre (v. dans WILKINSON, *op. cit.*, 81, un message de Charny ordonnant à la Chambre de ville de Dijon la libération de ceux qui se conduisent « doucement » : suivent 35 noms, dont 5 de femmes).

sur les bourgs qui abritaient les protestants fugitifs. En Auxerrois, écrivait Charny lui-même,

*plusieurs se mectent en armes et font si mauvais traitement à ceux de la religion qui se tiennent aux champs que, ne pouvant seulement habiter en leurs maisons, ilz sont contrainctz de se retirer aux pays estrangers...*¹

Cette terreur détermina, en effet, en Bourgogne comme en Champagne, et ailleurs, une importante émigration dont la trace se retrouve aux registres municipaux ou aux rôles fiscaux, qui signalent les « absens », et dans un grand nombre de mentions dispersées².

Quant aux abjurations, qui, depuis 1568, et notamment à Dijon³, s'étaient déjà produites en bon nombre sous l'influence des mesures de contrainte, elles se multiplièrent brusquement. Il nous est resté, par exemple, 102 procès-verbaux de celles que reçurent, dans le seul mois d'octobre 1572, les chanoines d'Auxerre⁴. Il ne paraît donc pas douteux que la grande réaction antiprotestante

1. Charny aux maire et éch. d'Auxerre, Dijon, 5 oct. 1572, AUXERRE, AA 23. — Entre autres noms, il faut citer celui d'un capitaine de sac et de corde, Jacques Creux, dit Brusquet, ancien geôlier d'Auxerre, grand esloir des protestants depuis 1562 (CHALLE, I, 306-310).

2. Dès le 1^{er} sept., allusion au départ de nombreux protestants dijonnais (B 208, f. 18). Exemples dans NAEF, *La Réforme en Bourgogne*, 67, 93, 157, etc. Une partie des immigrés signalés comme inscrits au livre des bourgeois de Genève à des dates postérieures sont certainement des fugitifs de 1572-1573 (v. L. COVELLE, *Le livre des bourgeois de l'ancienne république de Genève*, Genève, 1897, in-8°). E. CHAVANNES donne aussi sous ces dates des noms bourguignons dans sa *Liste de réfugiés français à Lausanne de juin 1547 à déc. 1574* (dans *Bull. Soc. d'histoire du protestantisme*, XXI, 1872, 463-478). Cf. Jules CHAVANNES, *Les réfugiés français dans le pays de Vaud...*, Lausanne, 1874, in-12. Pour Montbéliard : TUETÉY, *Les Allemands en France*, 20, 35. Les noms d'émigrés sont ceux de marchands drapiers, de libraires (Girard Colin, de Dijon), d'artisans divers, mais aussi de bourgeois, voire d'officiers. Parmi les notables, on relève par ex. le Mâconnais Olivier Dagonneau, ancien receveur au bailliage de Mâcon, intrigant et influent, qui, emprisonné à Dijon au lendemain de la Saint-Barthélemy, se réfugia ensuite à Genève où il rejoignit son frère Toussaint, ci-devant notaire à Mâcon (qui y épousa, dit-on, la veuve de l'auteur du *Martyrologe*, Jean Crespin), et où il devint membre du Conseil des Deux-Cents (CHEVRIER, *op. cit.*, 17. Cf. DROUOT et GROS, *Recherches sur la Ligue en Bourgogne*, Dijon, 1914, in-8°, 1^{re} p^{ie} : *Requêtes à Mayenne*, n° 105 ; JEANDET, *Mâcon au XVI^e s.*, 119-128) ; — François Saumaise, maître des Comptes de Dijon (sur lui, BELLE, p. xx, 150-220), qui gagne Lausanne et plus tard Montbéliard, où il retrouve des Dijonnais exilés avant 1572 (*ibid.*, 150, n. 5 ; TUETÉY, *loc. cit.*).

3. BELLE, *La Réforme à Dijon*, ch. v.

4. YONNE, G 1627. Cf. CHALLE, I, 313. Cf. *ibid.*, P.J. n° xxiv. — Nombre de certificats délivrés par des curés dans l'automne de 1572 se rencontrent à Dijon (D 65-66 ; BELLE, P.J. n° 40-42 ; cf. WILKINSON, 82).

de 1572 compléta en Bourgogne l'œuvre de réduction systématique accomplie par Gaspard de Tavanès de 1567 à 1570 avec le concours des « fraternités » catholiques.

Des groupes réfractaires demeuraient cependant çà et là, à l'abri des garanties limitées de l'édit de Boulogne, de juillet 1573, qui, condamnant le culte, tolérait la croyance muette. Si Auxerre, dès 1573, paraissait à peu près vidée de ses huguenots ¹, Chalon, par exemple, conservait, autour du procureur du roi au bailliage Philibert Guide, les cadres bourgeois d'une communauté encore bien vivante ², et Louhans, Givry, Rully, Buxy, formaient autour d'elle une couronne de petites colonies non vaincues ³. A Dijon, les officiers protestants, qui, d'ailleurs, s'étaient presque tous abstenus de se déclarer auprès du vulgaire, les La Collonge, les Bretagne, les Morin, les Quarré, les La Reynie, les Valon, quelques-uns des Saumaise, inclinaient désormais aux démonstrations de repentir. Mais des animateurs bourgeois comme Antoine Brocard, de la Chambre des Comptes, comme plusieurs notaires ou procureurs, soutenaient encore la vie secrète d'un monde où se distinguaient des orfèvres et d'autres ouvriers d'art ⁴. Il demeurait enfin quelques couvents dijonnais non exempts de suspicion. Chez les carmes, dont le prieur Didier Buffet, factieux de 1561, avait fini par porter du côté de la réaction populaire catholique son ardeur oratoire, son neveu François Buffet, dont l'*Historia mea* nous conte les cruelles hésitations, demeurait en son cœur un hérésiarque ⁵.

1. LEBEUF, *Hist. de la prise d'Auxerre*, 198, 202.

2. Nous la rencontrerons ci-après, III. Sur le rôle de Guide : CHALON, BB 6, f. 75. Autres notables : le chirurgien Josias Machureau (BB 5 et 6) ; un peu plus tard, le jeune avocat Job Bouvot. Cf. J. ROY-CHEVRIER, *Ph. Guide, poète chalonais* (dans *Mém. Soc. d'hist. de Chalon*, 1924, 112, 142 et s.).

3. CHALON, GG 3. En 1584 encore, un prêche se tient à Buisson-Picart, près de Chatenoy-le-Royal.

4. Sur ces noms dijonnais et ces indications (très sommaires), v. surtout BELLE; Table onomastique, et ses P.J., n^{os} 31, 37 ; P. PERRENET, *La communauté protestante de Dijon au début du dix-septième siècle* (dans *Annales de Bourgogne*, II, 1930, 282-283 et n.) ; DIJON, B 210-211 ; Breunot, I, 220, 235 ; FL. VINDRY, *Les parlementaires au XVI^e s.*, I, 159. — Parmi les artistes encore suspects : Hugues Sambin, Euvarard Bredin ; orfèvres : Odinelle, Guenot ; imprimeurs : Grangier et Desplanches ; marchands : les Gougenot, les De Mouhy.

5. Un carême trop audacieux prêché à Chalon en 1579 fera arrêter ce théologien. Il lui faudra faire rétractation publique en 1580. Après quoi, d'ailleurs, il quittera son ordre et l'Église pour devenir pasteur (N. WEISS, *Notes sur la Réforme à Dijon avant l'édit de Nantes*, dans *Dédicace du Temple de Dijon*, Dijon, 1899, in-8°, 6 ; Id., *La rétractation de Fr. Buffet...* (25 mars 1580), dans *Bull. de la Soc. de l'hist. du protestantisme français*, LX^e année, 403 et s.). — Sur Didier Buffet : BELLE, 26-27 et n. ; DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 151 et n. 1 (et Index).

Qu'on ajoute de petits centres et refuges comme Saint-Jean-de-Losne au Val-de-Saône ou les gros bourgs semi-ruraux, semi-marchands, de Couches, Noyers, Is-sur-Tille, Mirebeau et Arnay-le-Duc¹ : l'on peut dire que, grosses villes ou simples bourgs clos, la « religion » n'avait pas, en 1574 encore, complètement perdu ses points d'appui bourguignons. Dans le sud du gouvernement surtout, en ces pays de Chalon, Tournus, Mâcon où elle s'était, en 1562, puis en 1567, si violemment dressée, la Réforme vivait toujours. L'apparition — en 1574 précisément — d'un pamphlet anonyme imprimé clandestinement et dirigé contre l'abbé de Cluny, Claude de Guise, et en même temps contre sa parenté tout entière, la *Légende de Saint-Nicaise*², révélait la persistance d'un foyer secret.

De plus, hors des villes, il fallait compter avec un certain nombre de châteaux, munis non seulement d'arquebusiers, mais de ministres, ces prêches ruraux qui évangélisaient autour d'eux quelques paroisses et surtout les bourgeois des villes voisines ou des gentilshommes dont les « assemblées » se faisaient là malgré les édits : Villarnout en Avallonnais, Conforgien en Autunois, Saulon-la-Rue dans la plaine de l'Ouche, Vantoux au nord de Dijon³. Dans ce nord-ouest de la Bourgogne où Noyers et Tanlay avaient été, au temps des dernières guerres, les abris, parfois les bases de Condé et de Coligny⁴, des gentilshommes fidèles tenaient autour des villes catholiques une partie importante du plat-pays, autour d'Avallon, par exemple, Jean de Jaucourt, le principal seigneur du pays, qui fut gendre de Du Plessis-Mornay ; François de Briquemaut, s^r de Milleron et de Ruères, le fils d'une victime des massacres parisiens⁵ ; en Autunois et en Chalonnais, les Traves, les Conforgien,

1. P. PERRENET, *op. cit.*, 361 et s., cite pour Arnay les Phelizot, les De Mouy ; pour Saint-Jean-de-Losne les Martène, les Buisson, les Catherine. Cf. BELLE, 151 n. 2 ; ABORD, I, 38 ; II, 23 n. 1.

2. Où l'abbé était accusé de crimes abominables. Rééditée sous le titre plus connu de *Légende de dom Claude de Guise*..., s.l., 1581, in-8°. Sur l'attribution à Jean Dagonneau de Cluny, ou à Gilbert Regnault, juge-mage, aussi de Cluny, v. HAUSER, *Sources*, III, n° 1494, et JEANDET, *Mâcon au xvi^e s.*, 119-128 (« Les quatre frères Dagonneau et la Légende de dom Claude de Guise »).

3. E. PETIT, *Avallon et l'Avallonnais*, Auxerre, 1890, in-4°, 309-310 ; ABORD, II, 23 n. 1 ; DIJON, B 208, f. 14. Il semble qu'autour des Briquemaut, des Maraffin de Guerchy, un nombre de nobles protestants assez notable tenait encore comme en 1569-1570 une partie des maisons-fortes situées entre Avallon, Auxerre et La Charité-sur-Loire (CHALLE, I, 250, 265-267, 289, 301).

4. V. notamment PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 79 et s. ; BELLE, 118, 136-138, 152 n. 1, etc. ; CHALLE, I, 219 et s. ; 258 et s. ; etc.

5. *France protestante*, v° Jaucourt (Jaucourt était le châtelain de Villarnout) ; NAEF, 87 ; — BAUDOUIN, II, 123-124 ; CHALLE, I, 301.

les Chamilly, les Saint-Léger ; plus près de Dijon, François Le Marlet, s^r de Saulon, ou le jeune sieur de Saulx-Vantoux ¹.

On ajouterait encore, aisément, bien d'autres raisons de penser que, malgré l'œuvre de Tavanès et la terreur de 1572, le protestantisme bourguignon, en 1574, continuait à vivre. Cependant sa vie, désormais, n'était plus qu'une vie ralentie. Il était évident, par exemple, qu'il n'attirait plus comme vers 1562 ou 1565 les « povres gens ». Le président Bégat, dans ses *Remonstrances* de 1563, avait pu à juste titre souligner ce fait que l'hérésie, en Bourgogne, ressemblait à une révolte du « peuple vulgaire » contre les « gros ». Les lointaines « rebeines », qui, sous le coup des crises économiques, avaient préparé, à Lyon, le mouvement populaire vers la Réforme, avaient eu leurs imitations à Mâcon et à Chalon. Dijon même avait connu, vers 1565, ces élans des artisans et compagnons vers les nouveautés sociales sous le couvert de la religion ². Mais, ensuite, était venue la puissante contre-offensive catholique conduite par le lieutenant-général Gaspard de Tavanès aidé des « fraternités » urbaines. L'existence est certaine en Bourgogne, à partir de juillet et août 1568, de confréries catholiques analogues à celles du Languedoc, de l'Anjou, du Berry, de la Champagne. Tavanès se flattait même d'avoir organisé dès 1567 la première de ces confréries où il avait, dit-il, « fait liguier les ecclésiastiques, la noblesse de Bourgogne et des riches habitants des villes », association comportant serment, cotisation, obéissance au lieutenant-général, fourniture d'armes, de chevaux et entretien d'effectifs prêts à saisir les piques ³. C'était là la confrérie de Dijon, qui prit forme en juin 1568. Dans le même été apparurent les confréries du Saint-Esprit de Chalon, de la Sainte-Croix d'Autun, de la Sainte-Trinité de Semur, la confrérie de Beaune, celle de Cravant, et d'autres encore probablement ⁴. Dans toutes ces créations l'impulsion était la même :

1. ABORD, I, 32, 205, 219 ; II, 23. — Sur François Le Marlet, nombreuses mentions dispersées dans DIJON, B 215-224. — Le jour même de la Saint-Barthélemy, le jeune s^r de Saulx-Vantoux (cousin du maréchal de Tavanès) ouvrait un prêche dans son château de Vantoux (DIJON, B 208, f. 14 ; cf. BELLE, 151). Le même, à la même époque, enrôlait des soldats pour les Flandres (DIJON, B 208, f. 13).

2. Bégat, *Remonstrances*, f. 30 et s. — Sur l'aspect social de la Réforme à Dijon, v. BELLE, ch. II, et la Préface de H. HAUSER, XVII-XXII.

3. *Mém.*, 289-291 (avec le texte du serment).

4. Sur ces confréries : BAUDOUIN, I, 442-455 ; BELLE, 109-117 ; PERRY, *Hist. de Chalon*, 345 ; *L'Illustre Orbandale*, II, 153-155 ; ABORD, I, 384-392 ; PINGAUD,

elle venait du maréchal qui, s'autorisant de certains ordres du roi, opérait un recensement des forces catholiques et les organisait. Les « articles » des « sociétés » variaient ¹; mais partout il s'agissait d'entretien d'une milice et de « chevaux de service » par les « aisés », d'arquebuses et de « bons moryons » pour « ceulx du moyen estat » ². Mais la confrérie était de plus — on le voit bien, par exemple, dans le cas de celle de Dijon — comité de vigilance et de surveillance, organe de police. Enfin, elle offrait, durant les jours de paix, les tranquilles apparences d'une œuvre pieuse : à Chalon, son chef, qui n'était autre que le capitaine de la citadelle, portait le titre de « prieur »; des moines ou des chanoines, des carmes à Chalon, à Autun le chapitre cathédral, l'encadraient et l'inspiraient; elle avait chapelle à la prochaine église ³.

Un autre trait, fort net et caractéristique, fut dans la limitation du champ d'action de chacun de ces organismes. Tavanès, parlant de défense d'une province entière, considérait, lui, l'effectif total que les confréries pouvaient fournir : 1.500 cavaliers et 4.000 hommes de pied. D'autre part, ici et là, l'idée fut exprimée de fédérations par bailliage : la société de Semur, par exemple, pensait à une « confédération mutuelle accordée et jurée entre nous et les habitants es aultres villes et bourgs du bailliage d'Auxois... » ⁴; peut-être même des relations interrégionales s'étaient-elles esquissées ⁵. En fait, cependant, l'action ne devait être que locale, comme le commandement, comme la caisse qui groupait les cotisations. D'ailleurs, la participation des échevinages à l'action des sociétés achevait de déterminer cette limitation de leur champ effectif aux remparts de chaque ville.

Cette organisation, incomplète, eut au moins cet avantage de permettre le rassemblement, — sous le contrôle des bourgeoisies locales, — de catholiques militants qui, le plus souvent, se firent

Les Saulx-Tavanès, 72-75. — Cf. JOS. LECLERC, *Aux origines de la Ligue. Premiers projets et premiers essais* (1561-1570) (dans les *Études*, n° du 20 avril 1936).

1. Pour Chalon : texte de l'*Ill. Orbandale*, loc. cit.; Semur : BAUDOUIN, I, 444-445; Dijon : « Articles de société et fraternité... », copie dans DIJON, B 117, et B 9, pièce 15 (p.p. BELLE, P.J. n° 36). A Beaune, un article insiste sur le caractère rigoureusement secret de la société (BAUDOUIN, I, 454).

2. Discours de J.-A. Bégat, cité par BAUDOUIN, I, 441.

3. Détails intéressants dans BELLE, 109-116. Noter à Autun l'intervention d'un jésuite qui devait s'illustrer plus tard comme ligueur : Odon Pigenat (ABORD, I, 391).

4. SEMUR, cité par BAUDOUIN, I, 448.

5. Par ex. entre Chalon et Lyon (BAUDOUIN, I, 449).

en même temps les hommes des maisons de villes ¹. Les fraternités, qui avaient, ce n'est pas douteux, le même aspect populaire que les premières assemblées huguenotes, jouèrent le rôle de centres de regroupement catholique. On y battait le tambour comme dans les compagnies protestantes de Dijon ou de Mâcon de 1565 ; on y commençait à parler de réformes de l'« État » sur le même ton que certains religionnaires de 1562. Il apparaissait que la migration d'une mentalité et de certaines forces pouvaient quelque jour s'opérer de la Réforme impuissante et vaincue à un parti catholique rénové, populaire et réformateur. Entre les deux mouvements populaires de la Réforme et de la Ligue, il faut remarquer cette étape de 1572-1579, où la première a perdu son attrait et où la seconde n'agit pas encore. C'est le temps du recul du protestantisme artisan et de la sourde reconquête par les catholiques d'une partie du peuple urbain ².

Désormais, ni les bourgeois émigrés qui tenteront quelque « entreprise » sur les villes de Bourgogne, ni leurs frères restés au pays sous le masque d'une fausse conversion, ne pourront guère compter sur les « remuements » du peuple. Au vrai, l'histoire des guerres proprement religieuses, en Bourgogne, était, dès 1574, terminée. La réaction farouche de Tavanès, la terreur de l'automne de 1572, l'appel déjà nouveau d'accent que faisaient entendre certains chefs catholiques, l'influence aussi de Paris sur l'Auxerrois et des villes champenoises sur les bailliages de Châtillon-sur-Seine ou de Dijon, tout cela faisait, au début de 1574, se redresser une Bourgogne catholique vigoureuse ; cette Bourgogne, désormais, était nettement dissociée de ces pays d'outre-Loire ou d'outre-Lyon d'où lui étaient venues, dix ans plus tôt, des propagandes et des armées, et où se maintenaient encore les avancées du calvinisme méridional. Pas de Sancerre bourguignon ; pas de capitaine bourguignon pour imiter ni pour aider Lesdiguières... Le péril protestant, sur le sol bourguignon, semblait, à la mort de Charles IX, définitivement conjuré.

Cependant, comme Jametz ou Sedan dans le gouvernement de

1. L'avocat Et. Déchevannes à Autun ; l'avocat Guill. Royhier à Dijon ; Abel Guérin, de Mâcon, secrétaire et agent de Tavanès à la cour, qui joue un rôle actif dans cette organisation (v. Tavanès à Guérin, 13 août 1568. PINGAUD, *op. cit.*, 73 n. 1), est à cette époque un bourgeois de la seconde zone.

2. Il ne faut pas ignorer l'émigration des artisans protestants : elle paraît avoir été relativement forte. Mais, parmi ceux qui demeuraient, beaucoup reparaissent à leur ancienne paroisse.

Guise, les proches refuges des émigrés, Montbéliard et Genève, allaient entretenir aux frontières de la Bourgogne, sinon une menace pour la foi des catholiques, du moins un péril constant pour la sécurité de leurs villes. Dans sa dernière lettre aux Dijonnais, Charles IX les avertissait d'un projet de surprise de ceux de la « nouvelle opinion », afin, écrivait-il, « que vous ayez à prendre garde à la sûreté de nostre ville de Dijon » : les émigrés de l'automne de 1572, réfugiés à Montbéliard, commençaient en cela leurs durables représailles¹. D'autre part, dans le nord-est, s'entendaient toujours les rumeurs des camps allemands : le péril des Reîtres protestants, depuis 1569, était expérience vécue et sujet d'épouvante périodique. Et la question, ainsi, se posait malgré tout, en bien des têtes, de savoir si les débris du protestantisme bourguignon ne pouvaient pas, quelque jour, reprendre corps et vigueur grâce à l'intervention de secours venus de l'extérieur.

5. — LA BOURGOGNE ET LES GUISES.

Une idée surgit dans l'esprit lorsqu'on évoque le recul final du protestantisme bourguignon et plus encore lorsqu'on fait intervenir l'hypothèse des influences catholiques rayonnées par la Champagne : la Bourgogne n'était-elle pas dans la zone d'influence des Guises ? La Bourgogne, « province des Guises » : la notion est de celle que rencontre tout historien du xvi^e siècle français ; et même n'entre-t-elle pas couramment dans le jeu des interprétations, lorsqu'il s'agit de commenter la carte des partis à l'époque des guerres civiles ?... La Bourgogne, gouvernement des Guises cadets, comme la Champagne, gouvernement des Guises aînés, ne pouvait être que du côté des catholiques en 1567 ou 1568, du côté des ligueurs à partir de 1576... Voici donc pour nous une question encore à poser. Province des Guises : quelle est, au juste, vers 1574, la portée de cette formule ?

Il y avait, en 1574, un tiers de siècle déjà que le gouvernement de Bourgogne était dévolu aux Guises². Lorsqu'en 1543 le fondateur

1. Charles IX aux mag. de Dijon, Saint-Germain-en-Laye, 27 fév. 1574, *Corr.*, n° 296 ; Charny à Desbarres, maire, Pagny, 9 mars 1574, *ibid.*, n° 297.

2. Aucune étude sur les Guises gouverneurs de Bourgogne. Les indications de faits sont dispersées dans les vieux ouvrages de CHALLE, BAUDOUIN, LA CUISINE (*Le Parl. de Bourgogne*, I et II). Les histoires générales de la maison de Guise, BOUILLÉ et FORNERON, guides anciens, et incomplets, restent cependant

même de la maison, Claude de Lorraine, ce fils cadet du grand René II et ce mari d'Antoinette de Bourbon, ajouta officiellement à son titre de gouverneur de Champagne celui de gouverneur de Bourgogne¹, il se trouva que ce fut là la première étape d'une entreprise territoriale et familiale qui allait s'étendre peu à peu sur l'est du royaume et qui, vers 1560, au temps du Triumvirat, atteignait déjà à une ampleur impressionnante. Puissances « en quelque sorte géographiques »² : on a un peu forcé le mot, peut-être, lorsqu'on a voulu caractériser les grands patronats du xvi^e siècle, fondés avant tout sur des clientèles personnelles et de complexes réseaux d'influences familiales, les patronats du connétable de Montmorency, d'Antoine de Bourbon, de François de Guise. Il est bien vrai, cependant, qu'une assiette territoriale définie soutenait l'essentiel de ces constructions politiques : vrai, en particulier, que, « depuis la frontière du Luxembourg jusqu'aux rives de la Durance », l'autorité des Guises était, dès 1560, suivant des modes d'ailleurs fort divers, plus ou moins implantée et reconnue³. Champagne, Bourgogne, Lyonnais, Dauphiné, ces quatre importants gardiens des frontières de l'est, auxquels il faudra ajouter, plus tard, d'une part la Provence — où le souvenir du roi René n'était point aboli⁴, — et de l'autre la Picardie, formaient une longue

utiles. — Sur la jeunesse du premier gouverneur Guise, v. P. MAROT, *Une histoire de la famille du duc de Lorraine René II composée entre les années 1501 et 1508* (dans le *Bull. phil. et hist. du Comité des Travaux hist.*, années 1926-1927).

1. Le premier duc de Guise, Claude, ne fut pourvu définitivement qu'en 1543 après la mort de l'amiral Philippe Chabot. Mais il gouvernait auparavant en fait, ayant été, dès 1538, « commis au gouvernement dudit pays ». Antérieurement, et dès 1523, il avait par commission reçu le commandement militaire et la défense du gouvernement de Bourgogne, associé à celui de Champagne (BOUILLÉ, *Hist. des ducs de Guise*, 74-75, 117). Le cumul des deux gouvernements de Champagne et de Bourgogne représentait, dit Saint-Julien de Balleure (*De l'origine des Bourguignons*, 179), une ambition ancienne qui avait éveillé la défiance de François I^{er}.

2. Le mot est de L. ROMIER, *Le royaume de Cath. de Médicis*, I, 223.

3. En Champagne, après Cl. de Guise († 1550), gouvernent François de Guise, puis, à partir de 1563, Henri de Guise, le fils aîné de François. — En Dauphiné, François de Lorraine, duc de Guise (alors duc d'Aumale), est nommé gouverneur par lettres du 9 mars 1547 (BOUILLÉ, I, 156, 185). Il sera, en outre, gouverneur de la Savoie (*ibid.*, I, 185). — En Bourgogne, après Claude de Guise, mort en 1550, c'est son fils Claude, marquis de Mayenne, puis duc d'Aumale, qui reçoit le gouvernement. Il le garde jusqu'à sa mort, en 1573.

4. Au xvi^e siècle, du moins jusque vers 1550, ces souvenirs du roi René y semblent conserver leur force. Une plainte exprime les regrets de la Provence de n'avoir pas pour prince un descendant du bon roi et l'espoir de voir les Lorrains ressaisir leur autorité sur elle. V. à ce sujet les renseignements tirés du ms. fr. 5694 de la B.N. par E.-G. LÉONARD, *Les prétentions lorraines sur la Provence au xvi^e s.* (dans les *Mém. de l'Inst. hist. de Provence*, 1926). En 1594,

bande de terres tenues par la postérité de Claude : grand boulevard du royaume, tracé des Pays-Bas espagnols à la Méditerranée ; boulevard français, mais qui jouxtait les terres de deux princes étrangers liés aux Guises par des parentés fort directes, les ducs de Lorraine et de Savoie. De précieuses promesses d'appui étaient là, en vue des entreprises auxquelles invitait l'ampleur même d'un champ d'action orienté tout aussi bien vers les Flandres ou les Allemagnes que vers l'Italie. François de Guise, lorsqu'il défendait Metz ou lorsqu'il épousait une Este, renforçait des orientations déjà marquées, et Henri de Guise, au siège de Jametz, Mayenne, voyageant en Italie ou prenant comme femme Henrie de Savoie, ne feront que confirmer, à leur tour, ces orientations familiales.

Il n'est pas niable que cette zone d'influence guisarde ne fût trop étirée en longueur pour être solidement tenue ; mais les Guises semblent avoir été longtemps plus séduits encore par la variété des horizons politiques ouverts autour d'elle que par l'idée d'y établir une principauté à leur profit. Elle était aussi fort hétéroclite ; mais, vers 1550, une idée de plus en plus reçue tendait à faire, des titres de gouverneurs, des biens pratiquement héréditaires¹ et les provinces des Guises se répartissaient aisément entre les représentants d'une lignée qui ne manquait pas de fils, et de fils animés d'esprit familial. Pour les deux provinces de Champagne et de Bourgogne, en particulier, l'affectation s'imposait : à l'aîné la première, au cadet la seconde. En 1563, la mort inattendue de François de Guise ne rompit pas ce plan ; le fils aîné du défunt,

lorsque Henri IV donne au jeune duc de Guise le gouvernement de la Provence, Cheverny l'en blâme comme d'une imprudence, en rappelant que les princes lorrains ont toujours revendiqué le pays comme descendants d'Yolande, femme du roi René (De Thou, *Hist. universelle*, XII, 301). — D'ailleurs, dès 1558, la lieutenance-générale de Provence est donnée à une créature des Guises (ROMIER, I, 224). Et, dès 1530, une part des terres des ducs lorrains en Provence était échue au premier duc de Guise (BOUILLÉ, I, 48).

1. Loyseau, dans son traité *Des Offices* (liv. IV, ch. iv), écrit des gouverneurs qu'« après leur mort, leurs enfans prennent à injure si le gouvernement est confié à un autre... ». L'ambassadeur florentin écrit, en 1587, que les princes regardent « leurs gouvernements comme héréditaires et comme leur bien propre » (*Négociations avec la Toscane*, IV, 685). De Thou, P. Cayet, et d'autres historiens, fournissent, on le sait, de nombreux exemples à l'appui de cette observation. Les Bourguignons paraissent eux aussi accepter l'idée de l'hérédité. Par ex., le 29 mars 1593, recevant au Parlement le jeune Henri de Lorraine, fils de Mayenne, nommé gouverneur par son père, le premier président rappelle que Mayenne « avoit toujours eu le gouvernement qui luy avoit esté laissé par ses anciens » et reconnaît logiquement qu'il y envoie son fils (Breunot, I, 291).

Henri de Guise, fut pourvu du gouvernement de Champagne¹. En 1573, lorsque mourut le duc d'Aumale, frère cadet de François, c'est Mayenne, frère cadet de Henri de Guise, qui succéda à son oncle en son gouvernement de Bourgogne². Champagne, Bourgogne : centres de la construction guisarde, objets de prétentions d'aspect dynastique. Mais, en outre, les Guises, en Lyonnais, en Dauphiné, en Provence, gardaient, au moins en fait, droit de regard. En 1580, en 1588, c'est Mayenne qui sera chargé par le roi de rétablir, en Dauphiné, l'ordre catholique, et lui qui postera dans les places de la vallée du Rhône des capitaines de son choix. Et Lyon, jusqu'à 1589, le verra, en somme, aussi souvent que Dijon³. En Lyonnais, d'ailleurs, comme en Dauphiné, ce sont des alliés qui, en ce temps, gouvernent : Jacques de Savoie, duc de Nemours, le second mari d'Anne d'Este, le beau-père des jeunes Guises, jusqu'à 1585, et plus tard, pendant la Ligue, leurs demi-frères, Charles, duc de Nemours à Lyon et, à Grenoble, Henri, marquis de Saint-Sorlin, posté là au nœud des liaisons capitales que Mayenne entendait garder avec le duc de Savoie⁴.

De cette association de princes, mainteneurs de la puissance territoriale, les Guises aînés, les ducs de Guise, François, puis Henri, tenaient la direction. Et c'est en Champagne, à Joinville, qu'ils avaient leur quartier-général, le siège de leurs conseils de famille ou de parti. Là, dans un château embelli par eux, le fondateur Claude dormait sous un grand tombeau à l'italienne ; là était le Saint-Denis d'une famille princière — qui, d'ailleurs, n'excluait pas toujours de ses rêves la royauté ; là était la terre, — princi-

1. Cf. BOUILLÉ, *Hist. des ducs de Guise*, II, 308. En attendant qu'il fût d'âge à remplir effectivement sa charge, son oncle Aumale devait l'exercer en son nom. Après la mort de Henri de Guise en déc. 1588, Mayenne, respectant la règle, tiendra pour gouverneur désigné de la Champagne son neveu le jeune duc de Guise. Mais il nommera lui-même son propre fils aîné au gouvernement de la Bourgogne en 1593 (DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, II, ch. xv, § 11). — BOUILLÉ, en plusieurs passages (I, 91-92, 118, 193, etc.), indique bien la « tendance » des premiers Guises à agir dans leurs gouvernements en libres princes autant qu'en gouverneurs.

2. Aumale, pourtant, a un fils, Charles de Lorraine, qui sera le dernier duc d'Aumale (1555-1631), et il a un an seulement de moins que Mayenne, qui entre alors dans sa vingtième année. Mais il faut que le jeune Aumale cède le pas au frère cadet du duc de Guise. Un autre gouvernement lui sera attribué plus tard, l'un de ceux qui complétaient le groupe territorial de la famille : la Picardie.

3. Sur ces divers faits, cf. RICHARD, *P. d'Epinac*, ch. x, et les fascicules suivants de la série des *Etudes bourguignonnes sur le XVI^e siècle*, auxquels nous nous permettons de renvoyer dès à présent.

4. Sur cette préoccupation, v. par ex. la *Corr. de Mayenne*, p.p. Henry et Loriquet, lettres citées ci-après, p. 43, n. 2.

pauté depuis 1552, — qui ne devait appartenir qu'à « ung seul, assavoir... l'aîné fils du duc de Guise... »¹.

Le siège moral de la maison n'était donc pas en Bourgogne. Et la Bourgogne, par ailleurs, n'offrait pas au chef des Guises, comme la Champagne, les conditions convenant au conducteur d'une politique : le contact de la Lorraine, et celui des Pays d'En-Bas, le voisinage de Paris. La Bourgogne était bien gouvernement de cadet, et elle pouvait même paraître, bordée qu'elle était d'une frontière passive, celle de la neutre Comté, offrir des ressources politiques et militaires plus faibles que les autres gouvernements guisards, tous situés sur des frontières actives.

La Bourgogne avait cependant de quoi attirer les ambitions d'un Guise, et d'abord sa situation même au centre d'un grand organisme familial, — entre la Lorraine et Lyon, la ville des banquiers et des imprimeurs, — entre le duc Charles III et le duc de Savoie dont les terres, ouvertes celles-là, touchaient par la Bresse à Mâcon, — entre Paris, enfin, et l'Italie. Ses routes ensuite : fort était, dans le parti, aux époques des ligues, celui qui gardait, à Dijon, à Chalon, à Mâcon, la liaison entre Champagne et Dauphiné et pouvait couper facilement, à hauteur de Lyon, les communications du roi avec la vallée du Rhône². Autre élément de force : le passé

1. Lettres d'érection de la baronnie en principauté (cartulaire de Joinville, Cf. BOUILLÉ, I, 258). — Sur le caractère de Joinville parmi les possessions des Guises et sur la sépulture du fondateur, v., outre BOUILLÉ, I, 231 et s., E. HUMBLLOT, *Notre vieux Joinville*, Dijon, Darantière, 1929, in-8°. — En 1593, lorsque les Espagnols semblent sur le point de faire triompher la candidature du jeune duc de Guise à la couronne, Mayenne, parmi les conditions qu'il met à son consentement, spécifie celle-ci : la principauté sera retirée à Guise devenu roi et lui reviendra à lui-même comme au nouveau chef de la maison princière (A. N., K 1585, n° 68). A Joinville : conseils des Guises en sept. 1576, en 1585, etc. ; — traité des Guises avec Philippe II en 1584 ; — noces du jeune duc d'Aumale en 1576 (*Nég. avec la Toscane*, IV, 81-82), etc. — Sur l'établissement des Guises en Champagne, v., outre la thèse d'E. HENRY, les nombreux travaux de détail qui les montrent, par ex., se transmettant l'archevêché de Reims, les abbayes de Saint-Rémy, Saint-Nicaise, Saint-Pierre-les-Dames, l'abbaye de Montier-la-Celle, etc.

2. Les liaisons guisardes du Nord et de Paris avec Lyon, le Sud-Est ou l'Italie s'établissent et s'établiront de 1585 à 1595 par la Bourgogne, non par la route habituelle de Paris à Lyon, qui passait par La Charité-sur-Loire et le Bourbonnais. Entre ces pays du Centre, toujours plus ou moins soumis à l'influence des protestants ou à l'autorité du roi, et la Franche-Comté, neutre de droit et de fait, la Bourgogne représentait un passage indispensable. Sur cette question et celle des itinéraires routiers à l'époque, nous renverrons à *Mayenne et la Bourgogne*, Introduction, § 1, p. 3-5, 141 (texte et références). Quant au souci des ligueurs de tenir les routes du Dauphiné, il apparaîtra, par ex., dans telle lettre de Mayenne disant que ce pays « nous est d'extrême importance pour le passage d'Italie », car c'est la route ordinaire que suivent les représentants

bourguignon. A de grandes ambitions de prince, aucune autre mouvance guisarde n'offrait, comme assiette éventuelle, des souvenirs politiques aussi grandioses et même aussi vivants encore. Le gouverneur de Bourgogne habitait un Logis-du-Roi qui était le palais des anciens ducs de Bourgogne, et si la nécropole des Guises, race nouvelle, était en Champagne, Dijon restait la capitale dynastique des princes qui, cent ans avant, avaient osé concevoir le plan d'une nouvelle Lotharingie, celle-là même dont il est possible, précisément, que l'idée ait flotté quelque temps dans le cerveau de certains Guises¹. Et, certes, la Bourgogne du Téméraire avait succombé dans les traités ; mais son prestige était-il totalement aboli ? Au xvi^e siècle, le xve a légué non seulement les guerres de l'héritage bourguignon, mais la légende des grands Ducs, l'éclat, frais encore, de l'ordre de la Toison d'Or et l'épopée de Nancy. François, duc d'Anjou, partant en 1578 pour les Flandres, n'y regardait-il pas ces belles résidences qui, depuis la mort de Philippe le Beau, semblaient attendre un prince digne d'elles ? Et de Dijon le renom historique n'était-il pas séduisant pour tout gouverneur, même féal à son roi ? Aux Guises, même s'ils ne songeaient pas à reprendre les grands desseins d'autrefois, aucune autre capitale plus brillante que Dijon n'était offerte par l'ensemble des gouvernements tenus sous leur influence. Et, si leurs ambitions les eût amenés vraiment à reconstruire, aux flancs orientaux de la France, une grande domination politique, nulle part ailleurs ils n'eussent rencontré une pareille Sainte-Chapelle pour leurs solennités dynastiques, un lieu de sépulture comme ce Champmol où un large espace demeurait vide à côté des restes de Jean sans Peur et de Philippe le Bon, cet espace où Charles-Quint lui-même, en 1522, avait aspiré à reposer après sa mort.

Élément de liaison ou de cohésion politique, élément de gloire, on comprend que la Bourgogne ait tenté Claude le fondateur, et qu'il ait voulu en adjoindre le gouvernement à celui de la Champagne. On comprend aussi que cette province dévolue, après la

de la Sainte-Union (Mayenne à divers, 8 fév. 1591, HENRY et LORQUET, *Corr. de Mayenne*, dans *Travaux de l'Acad. de Reims*, XXXIII, 41, 59, 69).

1. « La faveur de Henri II a permis là une sorte de reconstitution historique : l'ancienne Lotharingie rendue aux descendants de Lothaire... » (ROMIER, *Le royaume de Cath. de Médicis*, I, 223). L'allusion à ces prétentions carolingiennes des Guises est acceptable. Mais nous n'avons trouvé nulle part la preuve que ces rêves mouvants se soient jamais fixés en une formule précise et publiée. Au nom des droits carolingiens, les Lorrains revendiqueront avec plus de netteté autre chose : la couronne de France elle-même.

mort de Claude, aux cadets ait été cependant regardée comme domaine de la famille et parfois surveillée de près par l'aîné personnellement. Car, d'un tel fait, témoigne, par exemple, la nomination à la charge de lieutenant en Bourgogne, en 1550, d'un client déclaré et éprouvé, non de Claude d'Aumale, gouverneur de la province, mais de François de Guise, le frère aîné, le chef de la maison. Entre le patron et ce client, Pierre d'Épinac — le père, déjà, d'un autre guisard de l'avenir, et marquant : le futur archevêque de Lyon, — une correspondance précise s'échangeait et elle montre non seulement qu'Épinac, baron forézien, avait dû déjà à Guise de devenir, en 1548, gouverneur de Sainte-Menehould, en Champagne ¹, puis qu'il avait organisé, contre Charles-Quint, un service d'espionnage dont il transmettait les informations « jour par jour au quartier de Joinville aussi bien qu'au cabinet du roi ² », mais encore qu'il fut posté en Bourgogne pour servir, plus encore que le roi et mieux que le duc d'Aumale, gouverneur, les Guises, famille et parti, commandés par François ³. A ce chef de la maison le client fidèle rendit compte jusqu'à sa mort, en 1556, de ses actes de gouvernement ⁴. Et ce contrôle, exercé par l'aîné en 1550, ne devait pas rester indice isolé. Lorsque Henri de Guise, le Balafré, en 1586, vint en Bourgogne assiéger et châtier Auxonne insurgée et y imposer comme gouverneur un homme à lui, le baron de Sennecey, les circonstances et les textes ⁵ dénoncent encore la même préoccupation d'établissement familial par l'aîné, la même conception d'une organisation ou d'une association guisarde enveloppant le gouvernement de Bourgogne ⁶. Le jeune Mayenne, en 1573, pouvait se considérer comme un gouverneur bien nanti ; mais, en Bourgogne, cependant, il lui fallait admettre que l'autorité des Guises s'exerçât parfois en même temps que la sienne propre.

Un prestige certain confirmait, en Bourgogne, cet établissement des Guises. Prestige qui, d'ailleurs, peut surprendre à certains

1. Épinac à Fr. de Lorraine, Sainte-Menehould, 11 juin 1548 ; Saulieu, 4 mars 1549, B.N., fr. 20458, f. 298, 310. Cf. RICHARD, *P. d'Épinac*, 7 et n. 1.

2. RICHARD, *op. cit.*, 8 et n. 4 (dépêches de 1551 et 1553).

3. Document fort clair : Épinac au duc de Guise, Dijon, 1^{er} juin 1550, B.N., fr. 20543, f. 133.

4. B.N., fr. 20458, f. 378, 382, 390, etc. Richard (*loc. cit.*) remarque cette « chose singulière » et en conclut que la Bourgogne était un « fief » des Guises.

5. V. DROUOT, *L'affaire d'Auxonne*, dans *Annales de Bourg.*, I, 1929, 312 et s.

6. Le jeune demi-frère de Mayenne, le duc de Nemours, considérera, en 1589, la Bourgogne comme un domaine où il a lui aussi des droits (DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, ch. v et vii).

égards. Claude de Guise et Claude d'Aumale résidèrent, en effet, fort peu dans leur Bourgogne, toujours mêlés qu'ils étaient aux grandes intrigues du royaume ou employés aux commandements des armées, bons types en réalité de ces gouverneurs qui exploitaient leur titre sans se soucier, que par exception, d'en assurer effectivement les charges. Des grands services de Claude, aucun n'avait concerné la Bourgogne. Ses vingt-deux blessures de Marignan, le massacre des paysans allemands à Saverne, sa campagne de Saint-Dizier, tels étaient, au vrai, ses mérites, bien mieux que sa médiocre vigilance aux frontières de Saône lors des menaces des Impériaux ou sa bienveillance hautaine à l'égard des requêtes bourguignonnes ¹. Après lui, son fils, de 1550 à 1573, avait, comme gouverneur, fait haute figure plus que bon service. Ces vingt-trois années pourtant lui eussent offert aisément, en cette Bourgogne profondément travaillée par la Réforme, l'occasion de s'affirmer grand chef catholique. Dévoué à la « cause », Aumale l'était ; mais sans génie et même sans éclat, et, retenu au Louvre ou aux camps, il laissa gouverner, à Dijon, le lieutenant, Gaspard de Tavanès, se contentant de l'appuyer de loin et de haut ². Il apparut cependant en Bourgogne au début de 1569, dans l'intention d'écarter de sa province les reîtres de Wolfgang ; mais il n'y réussit nullement et, de la Saône à la Loire, un large sillon de feu et de sang tracé par les protestants devant lui, un amas de ruines non relevables témoignèrent de son insuffisance aux yeux des Bourguignons ³. Pendant ce temps, Tavanès s'illustrait à Moncontour, y gagnait son titre de maréchal ; et son retour dans la province était salué de façon significative. Le vrai gouverneur, en effet, plus qu'Aumale ⁴, c'était lui, le soldat de Renty :

*Gaspar de Saulx, c'est là dire,
Qui mi ès ebazoï l'Empire* ⁵.

1. Sur ses commandements et ses exploits, v. BOUILLÉ, I, 36. — Sur son attitude avec les États, le Parlement et les villes de Bourgogne : C.-D'OR, C 3061 ; DIJON, B 181 et suiv.

2. V. notamment, à ce sujet, BELLE, *La Réforme à Dijon*, 16, 20, 55, 90, etc.

3. Et des Bourguignons, explicitement, la relèvent. V. par ex. les *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 356. Cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 90. — Sur cette campagne de 1569 : BAUDOUIN, II, 30-43. V. aussi ci-dessus, p. 14.

4. Quoi que disent, naturellement, les apologistes : Jean Helois de Beauvoisis, *Les tombeaux et discours des faicts et déplorable mort du duc d'Aumale*, 1573, in-8° ; Jean de La Gessée, *Le tombeau de tres-noble... Claude de Lorraine...*, Lyon, B. Rigaud, 1573, in-8°, 23 p. ; et la *Deploration de la France sur la mort de hault et puissant prince messire Claude de Lorraine... occis au siege de La Rochelle...*, Lyon, B. Rigaud, 1573, in-8°, 16 p.

5. *Lai Gade dijonnaise*, pièce d'Aimé Piron (Dijon, 1722, in-12). Sur ce prestige,

Mais, à travers le personnage assez médiocre d'Aumale, on ressentait sans doute le prestige de son frère, de ce François de Lorraine qu'Espagnols et Italiens avaient appelé le « grand-duc » de Guise¹; et, au-dessus de l'activité utile de Tavanès, le nom des Guises maintenait, malgré tout, la séduction qu'il exerçait sur la Bourgogne catholique. Leur absence, à ce point de vue, paraît ne pas leur avoir nui beaucoup; et leurs interventions auprès du roi en faveur des États provinciaux les servirent sans doute plus qu'une présence marquée par ces petits conflits avec les puissances locales où s'effritaient souvent les renommées provinciales des princes². Le renom lointain d'une famille qu'on ne voyait guère, mais tout autant cependant que les Bourguignons du xve siècle avaient vu leurs ducs, suffisait à la faire juger digne d'occuper le palais dijonnais de Philippe le Bon³. Et, dans ces Guises de Bourgogne, certains retrouvaient, sans doute, plus ou moins confusément, l'ombre des Ducs. Il semble bien que le chef de file, Claude de Guise, dès ses « entrées » de 1543, ait fait figure apte à évoquer leurs hautes mémoires et su allumer ensuite, par sa fière mine, par sa façon princière de signer ses lettres aux échevinages « Claude » tout court, par ses airs de prince régnant ami de ses sujets, la flamme d'une admiration non éclatante peut-être, mais qui transparaît cependant en maint petit fait de la chronique locale : dans

v. par ex. la visite et le compliment que lui fait le 25 octobre la Chambre de ville de Dijon (DIJON, B 174 bis, f. 162). Sur son rôle en Poitou et son retour triomphal en Bourgogne : S.-C. GIGON, *La troisième guerre de religion. Jarnac. Moncontour*. Paris, 1913, in-8°; PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 87-93. Sur la renommée de Tavanès : Brantôme, *Les grands capitaines français* (dans les *Œuvres complètes*, V, 89 et s.); J. Gassot, *Sommaire mémorial*, 87-88.

1. Brantôme, *loc. cit.*, IV, 187.

2. Les Montmorency, en Languedoc, eurent-ils une fortune analogue ? Nous le croirions, à lire par ex. DOGNON, *Les inst. du Languedoc* (mais non sans remarquer, d'ailleurs, que trois Joyeuses, au moins, de 1589 à 1595, auront là, eux aussi, leur autorité et leur clientèle familiale. V. P. de VAISSIÈRE, *Messieurs de Joyeuse*, Paris, 1926, in-8°, part. 306-309). Le cas bourguignon, évidemment, ne semble pas unique dans le royaume de Charles IX ou de Henri III, si large qu'on puisse faire l'influence des souvenirs, proprement bourguignons, venus de l'époque ducale, très sensibles chez des écrivains comme Saint-Julien de Balleure. Mais il faut remarquer que les gouverneurs de Bourgogne des xvii^e et xviii^e s., les Condés, surpasseront de beaucoup les Guises, à la fois en éclat et en popularité.

3. Et de baptiser leurs fils, à l'instar des ducs, à la Sainte-Chapelle de Dijon, comme Mayenne fait de son aîné, Henri, en fév. 1579 (Pépin, 25-27) ou d'y marier leurs enfants, comme Mayenne encore (sur le mariage de sa belle-fille, en février 1588, v. *ibid.*, 40. C'est l'abbé de Cîteaux — autre tradition suggestive — qui officie).

l'usage, par exemple, qui s'établit de son temps, de nommer Croix de Guise l'un des monuments familiers et populaires de Dijon¹.

Les Bourguignons donnèrent à leurs gouverneurs des preuves d'attachement. Il faut, d'ailleurs, écarter bien des gestes dénués de sens. Que les entrées solennelles aient été fêtées ; que même, en 1552, les États aient donné 10.000 écus d'or pour la rançon d'Aumale prisonnier : ce sont là, en somme, simples usages². Que les écrivains du pays, même de très loyaux sujets du roi comme le médecin-poète François Bossuet de Seurre, comme Philibert Guide de Chalon, Philibert Bretin d'Auxonne, ou des « Burgondions » aussi attachés aux traditions propres à la noblesse indigène que Pierre Saint-Julien de Balleure lui-même, aient dédié leurs œuvres aux Guises³, le fait, qu'on peut noter, est cependant trop conforme aux communes pratiques du temps pour être tenu comme significatif. Mais que les Bourguignons fassent en si grand nombre service sous les enseignes des gouverneurs, le fait semble avoir déjà grande conséquence⁴. Les guerres étrangères, dès avant 1559, les campagnes contre les Allemands protestants ensuite, firent des Guises les chefs familiers des bans du pays. Toute une jeunesse bourguignonne mourut sous les armes auprès d'eux. A la rencontre

1. Sur l'éclat particulier des « entrées » de 1543, FRÉROT, *Documents historiques*, dans *Bull. Soc. arch. du Châtillonnais*, 1895-1896, 244-254 (dépenses, cadeaux, impositions) ; CHALON, BB 2 ; MACON, BB 28. — Ex. de lettres signées : « Vostre bon amy, Claude », comme un prince du sang ou un duc de Bourgogne, dans MACON, AA 6 (n° 7, 6 juin 1547). Le nom de Croix de Guise remplaça vers 1550 celui de Croix de Juse (de *justice*, *judicium* ?) que donnent les textes du xv^e s. (DIJON, K 3, enq. de 1451). — A citer ici : l'*Oraison panegyrique pour Claude de Lorraine*, Paris, 1550, in-8°, p. p. le jacobin Pierre Doré, prieur du prieuré bourguignon du Val-des-Choux. BOUILLÉ, *Hist. des ducs de Guise*, I, 118, note que « la tendance du duc de Guise à s'arroger une sorte d'indépendance dans l'exercice de son gouvernement se manifestait... par des symptômes multipliés ».

2. DIJON, B 182, 187, 188 (31 déc. 1550) ; C.-D'OR, C 3477 (lettres de Henri II approuvant le don des 10.000 écus).

3. F. Bossuet dédie au duc d'Aumale et au cardinal son *De natura aqutilium carmen*... (Lyon, M. Bonhomme, 1558) ; Guide dédie à Mayenne sa *Maison rustique* (1583), Saint-Julien de Balleure ses *Mélanges historiques* (1588). Notons que l'un des meilleurs poètes du temps, le Charollais Guillaume des Autels, mort en 1581, avait peut-être été l'agent des Guises auprès de Charles-Quint et fut, en tout cas, entretenu par eux dans leur abbaye de Cluny comme un serviteur ancien et dévoué (v. HARTMANN, *Guill. des Autels*, Zurich, 1907, in-8°).

4. On trouve, dans les comptes des ban et arrière-ban des divers bailliages (C.-D'OR, C 3565-3584), non seulement de nombreux noms de Bourguignons ayant servi de 1538 à 1573, suivant la règle, sous Cl. de Guise ou Cl. d'Aumale (v. les analyses de PEINCEDE, vol. XXVIII, 613 et s.), mais maints certificats et pièces diverses témoignant de services particuliers. V. aussi tels comptes spéciaux, comme B 3083 (Bar-sur-Seine, 1543-1544).

de Pont-Saint-Vincent, en 1552, les Bourguignons tombent en grand nombre autour d'Aumale encerclé¹. En nombre aussi, ils prennent part vaillamment, sous François de Guise, à la défense de Metz et, sous le même, avec leur gouverneur, à la campagne d'Italie de 1556². Du baron de Sennecey à un Guy de Saint-Julien, les noms abondent des Bourguignons qui se signalent, hors des compagnies propres du gouverneur, dans celles du duc de Guise lui-même³. Et l'une des gloires de Gaspard de Tavanès était d'avoir appuyé, de façon décisive, François de Guise à Renty.

L'on s'attachait aux Guises d'autant plus volontiers qu'un long avenir bourguignon semblait assuré à leur postérité par le nombre même de leurs enfants mâles. Souvent, et plus peut-être que les gouverneurs eux-mêmes, on voyait en Bourgogne leurs familles, les six fils de Claude, puis les cinq fils de François, neveux d'Aumale, en attendant les fils de Henri de Guise et de Mayenne. Ces beaux seigneurs et cardinaux, ou leurs alliés, les Nemours, les Este, les Ferrare, passaient l'un après l'autre par la Bourgogne et écrivaient couramment à ses corps de ville⁴. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, y tenaient des bénéfices ou des seigneuries, comme les Nemours Seurre et Montbard, comme François de Lorraine, le frère cadet

1. Tués : le s^r de Nançay, guidon de la compagnie du duc, le baron de Couches, le s^r de Joncy, « puisaisné de la maison de Rochebaron en Charolois » et leurs soldats ; prisonniers : le s^r Desgully et beaucoup d'autres Bourguignons (*Commentaires des guerres en la Gaule belgique* de Fr. de Rabutin, éd. Gailly de Taurines pour la Soc. de l'Hist. de Fr., t. I, 1932, in-8°, 152-155).

2. Liste des volontaires venus au siège de Metz, dans le Mémoire de Bertrand de Salignac, Coll. Michaud et Poujoulat, VIII, 561, à l'appendice (le s^r de Rochebaron, notamment). Louis de Chastellux sera gouverneur de la citadelle de Metz de 1569 à 1580 (ZELLER, *La réunion de Metz à la France*, Paris, 1926, 2 in-8°, II, 91, n. 1). Dès 1523, contre les Impériaux de Furstemberg qui avaient envahi le Bassigny, Cl. de Guise avait trouvé l'appui de la noblesse de Bourgogne (BOUILLÉ, I, 75). — Dans la campagne d'Italie, on rencontre surtout les Bourguignons sous les ordres de Cypierre, mestre de camp de la cavalerie légère, du comte de Tavanès, etc. Cf. BOUILLÉ, I, 352 et s.

3. Sur le cas de Saint-Julien, frère de l'historien, RAFFIN, *P. de Saint-Julien de Balleure*, 31, note ; sur d'autres : S.-ET-L., E 742 (Hector Boyer, « archer de la c^{ie} du duc de Guise »).

4. En août 1574, par ex., le cardinal de Lorraine, le cardinal d'Este, le duc de Nemours et sa femme, la veuve de François de Guise, le duc de Ferrare, le jeune duc de Guise, etc. (Pépin, p. 16-17 ; cf. MACON, CC 88). En janv. 1575, le cercueil du cardinal de Lorraine, transporté à Joinville, traverse solennellement le pays (*ibid.*, et DIJON, B 212, f. 134. Cf. aussi M 112, f. 164 : achats de torches pour le convoi du cercueil, déposé à la Sainte-Chapelle de Dijon ; MACON, CC 87 : achats de torches). En déc. 1576, passage du cardinal d'Este (CHALON, BB 6, f. 81 v^o). — Sur la corr. bourguignonne des Lorrains et de leurs alliés, v. notamment MACON, AA 6, 7, 8, 11, etc.

de Mercœur, le marquisat de Chaussin¹. La grande abbaye de Cluny est « de vostre maison », dira plus tard à Mayenne le recteur Roze de la *Satyre Ménippée*. Et elle fut, en effet, à Jean, cardinal de Lorraine, d'abord, puis au cardinal Charles de Lorraine, puis à Claude de Guise, ce bâtard du grand Claude qu'une haine protestante a accablé dans la *Légende de domp Claude de Guise* d'accusations si mortelles². Où qu'ils regardent, vers 1574, les Bourguignons voient les Guises, leurs biens, leurs hommes, leur puissance.

Cependant, le ciel de Bourgogne, pour la famille de Mayenne, n'était pas sans ombres. Elle trouvait devant elle, — outre l'opposition partisane des protestants, — quelques inimitiés personnelles. Que « Dom Claude », ce bâtard brutal, y eût ses ennemis, sans doute ce n'était rien. Mais voici qui, déjà, comptait : la sourde hostilité, et qui s'en prenait directement aux gouverneurs mêmes, d'une partie des nobles indigènes, les plus grands d'ailleurs, dont les aînés, sous François I^{er}, avant le triomphe des Guises, étaient montés aussi haut qu'eux, et qui mesuraient leur déchéance : les fils d'un grand gouverneur de Bourgogne, de ce favori du roi qui était, en 1540, tombé précisément sous des coups dont certains venaient de Claude de Guise, et que ce Claude avait remplacé dans son gouvernement, l'amiral Philippe Chabot. Ces fils du grand disgracié, Léonor Chabot, comte de Charny, et François Chabot, s^r de Brion, leurs propres fils, leurs filles, leurs gendres, comme Guillaume de Tavanès, et leurs alliés ou leurs clients, tenaient en secret pour des intrus les beaux étrangers³ qui les avaient évincés du gouvernement et des plus hautes charges de leur province. Or, Charny, en 1570, lorsque Gaspard de Tavanès quitta la Bourgogne pour la Cour et le conseil

1. Cf. DIJON, B 458, *pass.*

2. *Satyre Ménippée*, éd. Read, 155. — Sur la *Légende de domp Claude de Guise abbé de Cluny*, s.l., 1581, in-8°, v. ci-dessus, p. 35, n. 2. — Sur les Guises abbés de Cluny, la *Gallia Christiana*, IV, 1160-1161. — En 1530, le card. de Lorraine avait reçu l'abbaye de Labussière (*ibid.*, 498). En 1573, l'abbé de Vézelay est Ch. de Lorraine, card. de Guise (*ibid.*, 475).

3. Étrangers à la Bourgogne, non à la France : les Guises sont régnicoles depuis la naturalisation de Claude en 1506 (BOUILLÉ, I, 46). Les Bourguignons, par ailleurs, ont-ils pu leur faire grief particulier d'être les descendants du grand adversaire de leur dernier duc ? Ce sentiment n'apparaît pas, même chez Saint-Julien, ce Bourguignon fervent. Tout au contraire, il semble permis de supposer que, fils d'un grand prince ennemi de leurs ducs, les Guises aient mérité pour cela même d'apparaître aux yeux comme les pairs en noblesse de ces ducs, et de revenir glorieusement occuper le palais dijonnais où durant six ans leur aïeul René avait été retenu prisonnier. Cette revanche de la fortune, que nous n'avons d'ailleurs pas trouvée mentionnée dans les écrits du xvi^e s., ne pouvait, semble-t-il, qu'être admirée.

du roi, reçut de Charles IX la charge de lieutenant-général¹ ; par cette demi-réparation, le roi s'assurait le dévouement exclusif d'un serviteur moins brillant sans doute que le maréchal, mais vigilant et loyal, et d'un adversaire secret des Guises, d'un ennemi dont la rancune, si voilée qu'elle demeurât et si patiente, devait devenir plus tard, au temps des Liges, le stimulant, peut-être même le principe, d'une opposition redoutable aux entreprises de Mayenne. Et non loin de cette rancune, en Nivernais, couvait aussi une jalousie dont les effets pouvaient aisément atteindre la Bourgogne guisarde, celle du duc de Nevers, bon catholique pourtant, mais Italien, rival des Guises fils d'Italienne : Gonzague de Mantoue contre Este de Ferrare². Dans ce royaume de Catherine de Médicis où se prolongeaient tant d'ambitions et tant de guerres de la Péninsule, il ne faut pas négliger ce duel sournois dont la Bourgogne devait percevoir plus d'une fois les effets. Pour le jour où la politique désagrégerait la famille sociale des gentilshommes, le roi pouvait espérer se constituer autour de ce prince, comme autour des hauts barons bourguignons, un parti apte à neutraliser certaines entreprises factieuses.

6. — LA BOURGOGNE ET LA ROYAULTÉ.

Dans les sentiments que le nom des Guises inspirait aux Bourguignons, il semble que n'entraîna jamais aucune hostilité réelle dirigée contre la royauté. La question, cependant, n'est ni vaine ni oiseuse de savoir dans quelle mesure on pouvait considérer ces

1. Commission du 5 nov. 1570, enreg. au Parl. le 20 déc. (C.-D'OR, B 12081, f. 265). Gaspard de Tavanès s'était démis en nov. 1570 en sa faveur. Outre d'autres alliances, Charny était devenu la même année le beau-père de Guillaume, le fils aîné du maréchal (BAUDOUIN, II, 102). Et ce gendre, à la mort de Cl. de Saulx-Vantoux, en déc. 1571, allait recevoir le titre de « lieutenant en l'absence » (en l'absence du gouverneur et du lieutenant-général).

2. « Non può tolerare il carico del duca du Mayne », dira de lui, en 1589, le cardinal Caetano (lettre citée par L'ÉPINOIS, 379). Pourquoi, après la mort d'Henri de Guise, boude-t-il la Ligue, dont il a été l'un des fondateurs ? Parce que, répond Brantôme, « pour un demi-royaume, il n'eut pas voulu obeyr à M. du Mayne, car il se sentoit aussi grand que luy en dignité, autorité et tout, et plus vieux et pratiq capitaine... » (*Grands capitaines*, dans *Œuvres complètes*, éd. Soc. de l'Hist. de Fr., IV, 386). — Sur son attitude à l'égard des Guises durant la Ligue, v. SAULNIER, *Le rôle pol. du cardinal de Bourbon*, ch. III et IV. — La jalousie des Tavanès à l'égard des Guises, pour être celle de plus petits nobles, n'en est pas moins vive. Les *Mém. de Gaspard de Tavanès* en fournissent de nombreuses preuves (v. par ex. 105-106).

Bourguignons de 1574 comme des sujets loyaux et sûrs du roi Très Chrétien ¹. Un siècle ne s'était pas encore écoulé depuis l'époque où, au Duché de Charles le Téméraire, le terme de « François » désignait aux yeux du peuple des étrangers. Il n'y avait pas 48 ans que des poésies antifrançaises où l'on saluait Charles-Quint comme l'héritier des Ducs avaient encore circulé dans Dijon ²... Il paraît légitime de se demander si de tels souvenirs n'étaient pas de nature à aggraver les dissentiments qui pouvaient naître entre la province et son roi, si, d'autre part, le progrès de l'idée de la libre disposition des peuples n'allait pas corser la valeur, orienter l'influence de ces souvenirs.

Des allusions à une possible sécession bourguignonne avaient été insérées, en 1562-1563 encore, dans des remontrances solennelles au roi ³. Mais ne faut-il pas admettre qu'en fait les paroles prononcées alors par le président Bégat ou jetées par d'autres dans les discussions antérieures aux remontrances, représentaient beaucoup plus une tentative d'intimidation conçue par l'aristocratie catholique qu'une réaction spontanée de l'opinion commune ? Quoi qu'il en soit du sens exact de cet épisode, un fait certain est que, tôt après, les guerres religieuses avaient précipité l'intégration de la Bourgogne dans le royaume en l'entraînant dans les mêmes passions, dans la même destinée d'épreuves que les autres provinces, et en la vouant au rôle d'« avenue » des protestants allemands, de première victime catholique de l'ennemi qui était le huguenot étranger. Désormais, pour remettre en question, parmi les nobles,

1. C'est là, au contraire, le problème le plus général et le plus fondamental parmi ceux que soulève l'histoire de la Bourgogne au xvi^e siècle et son examen, qui reste à faire, nécessiterait une patiente méthode et de longues pages. Il faudrait procéder à l'analyse de la structure politique de la province et à celle de l'être moral qui vivait sous ce nom, examiner les conditions économiques des relations avec le royaume, etc. On comprendra que nous n'entreprenions pas ici ce travail de longue haleine et que nous nous bornions à emprunter les éléments d'une brève et provisoire réponse à une première étude résumée ailleurs : v. *Mayenne et la Bourgogne*, I, 73-102. Il est vrai qu'il s'agit en ces pages de la Bourgogne de 1587 ; mais nous nous sommes soucié, en les écrivant, d'y fournir des vues sur la période antérieure. Sur les États : v. *ibid.*, 94-102 ; — sur les villes : 88-94 ; — sur les cours souveraines et corps royaux : 80-87.

2. A. VOISIN, dans *Annales de Bourgogne*, VI, 1934, 202 ; Id., *La « mutemaque » du 25 juin 1577* (*ibid.*, VII, 1935, 340 et s.) ; H. HAUSER, *Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne*, § II, not. 16-20 ; cf. § IV, not. 36-39.

3. Les célèbres Remontrances présentées au roi au nom du Parlement de Dijon contre l'édit de janvier et l'édit d'Amboise. Sur cette affaire, v. VIARD, *Le président Bégat*, dans la *Revue bourguignonne* p. p. l'Univ. de Dijon, t. XV, 1905, n° 4, 40-48, et BELLE, *La Réforme à Dijon* (préface de H. Hauser, p. xxv-xxix).

les bourgeois, les artisans ou les paysans de Bourgogne, leurs idées sur le « service du roy », il eût fallu que ce roi violât délibérément et ostensiblement le pacte sur lequel reposaient les « libertés » du « pays », ces conventions — en fait, plus ou moins précises et formelles — qui avaient permis aux États du Duché, en 1477, de reconnaître Louis XI pour leur prince.

Mais, si l'idée d'une dénonciation du contrat monarchique ne hantait plus guère les cerveaux, celle du contrat lui-même demeurerait à la source du loyalisme bourguignon, non seulement chez les juristes, mais dans l'ensemble d'une population, et les thèses que la presse politique commençait à répandre sur le droit de disposition des peuples allaient rajeunir cette conception héritée des aïeux. C'est dire que, sous le sentiment français et monarchique, survivait non seulement un particularisme, mais un autonomisme vigilant. Les Bourguignons, par la voix de leurs représentants aux États provinciaux, pouvaient concéder au roi bien des contributions nouvelles : ils ne cessaient malgré cela d'affirmer par la même voix leur attachement immuable à leurs privilèges fiscaux comme au droit de conserver leurs « coutumes », ou leurs institutions urbaines. La garde des institutions locales transmises par la vieille Bourgogne ducale, et sauvées dans l'ensemble des atteintes que le roi avait pensé leur porter par des ordonnances comme celle de Moulins ¹, était entretenue par la jalouse défiance d'un peuple entier. Le roi, certes, s'efforçait de commander souverainement : son chancelier, ses secrétaires d'État défendaient son autorité à travers les vicissitudes que lui valaient les difficultés des guerres et le désarroi financier. L'on voyait aussi au pays les « commissaires du roi », — en dernier lieu, en 1571, deux maîtres des requêtes, Ch. de Lamoignon et Nicolas Potier de Blancmesnil ². Malgré ces soins, le temps était loin encore où les rois nouveaux entrant dans Dijon pourraient se dispenser d'aller à l'abbaye Saint-Bénigne pour y jurer solennellement le respect des chartes locales ³.

1. L'édit de Moulins avait, en 1566, retiré aux villes la juridiction civile. Mais, dès 1570, Dijon et Autun avaient obtenu dérogation ; et les autres communes, Beaune, Seurre, etc., allaient bénéficier d'une mesure analogue en 1574 et 1575 (GARNIER, *Chartes de commune en Bourgogne*, I, n^{os} CLXIV, CCH, CCXXXI, CCCIV, CCCLXVII ; cf. DIJON, C 1 ; C.-D'OR, B 12082, f. 99, 109. L'édit d'Amboise de 1572 avait supprimé une bonne partie des droits communaux de police : les villes surent peu après les reconquérir (DIJON, C 1 ; GARNIER, *op. cit.*, II, n^o CCCIII).

2. BAUDOUIN, II, 94 et s.

3. GARNIER, *Chartes de commune*, I, 128, 129, 137, 142, 147, etc.

Les États provinciaux n'étaient pas par destination proclamée l'organe de défense de toutes les « libertés » du pays. D'abord, ni leurs sessions, triennales en principe, ni la commission d'élus qui, entre les « tenues », exécutait leurs « résolutions », ne représentaient, en réalité, la totalité de la population. Une minorité noble, ecclésiastique et bourgeoise y avait seule entrée effective : les députés du Tiers-État étaient choisis par des assemblées de bailliage où ne figuraient que quelques représentants des villes closes, c'est-à-dire, en fait, des échevinages, élus eux-mêmes, dans le plus grand nombre de cas, par une minorité bourgeoise, et d'ailleurs le conseil de ville du chef-lieu ou sa mairie opéraient sur leur choix une pression presque toujours efficace : les députés n'avaient donc rien, en réalité, de représentants du peuple proprement dit¹. Les gentilshommes inféodés dans les bailliages bourguignons avaient entrée aux États². Tout le clergé était censé représenté ; en fait les chapitres bourgeois ou nobles l'étaient abondamment ainsi que quelques abbayes, et le clergé des paroisses, au contraire, les vicaires ruraux surtout, ne participaient pas au choix des députés ou devaient, en fait, accepter le choix imposé par les collègues de chanoines. Les États étaient l'organe des aristocraties sociales et de la bourgeoisie communale, non pas l'image de la province³.

1. Les paysans du plat-pays, s'ils étaient serfs (et c'était encore le cas de la moitié à peu près des ruraux) étaient censés représentés et défendus aux États par leurs seigneurs (cf. BILLIARD, *Les États du duché de Bourgogne aux XIV^e et XV^e s.*, Dijon, 1922, in-8°, 51). Mais le nombre des seigneurs gentilshommes siégeant effectivement était généralement très faible et, d'ailleurs, on ne voit pas qu'ils aient eu l'habitude de défendre autre chose que leurs intérêts propres. Le haut clergé, notamment les abbés des grandes abbayes rurales, étaient pour les « povres » laboureurs ou journaliers des défenseurs peut-être plus effectifs, même lorsqu'il ne s'agissait pas en particulier des paysans de leur domaine.

2. En fait, peu de gentilshommes « entraient » : 66 en 1557, 36 en 1566, 40 en 1573 (C.-D'OR, C 3066, 3067). Le nombre s'éleva en 1578, époque des revendications nobiliaires (comme en Bretagne, où de 10 à 30 en général avant 1576, on passe à 115 en 1576). On retombera ensuite à 15 ou moins et en pleine Ligue on descendra au minimum (*Mayenne et la Bourgogne*, II, 37-38). Il en est de même en Bretagne, où les États ligueurs offrent un minimum d'entrants, « une dizaine au plus », tandis que les États royalistes réunissent davantage de nobles, encore comme en Bourgogne (v. A. RÉBILLON, *Les États de Bretagne de 1661 à 1789*, Paris-Rennes, 1932, 83, n. 5 ; cf. 94, n. 29).

3. Sur ces inégalités et d'autres de genres divers qu'on remarquait dans la représentation aux États (notamment entre les villes et particulièrement au détriment des « comtés annexes », v. par ex. A. THOMAS, *Une province sous Louis XIV*, Paris, 1849, in-8°, 9-16 ; G. WEILL, *Les États de Bourgogne sous Henri III*, 136. — Notons que les comtés de Mâcon, d'Auxerre, d'Auxonne avaient conservé leurs petits États particuliers : les conflits de ces États avec les États « généraux » montraient non seulement que la fusion bourguignonne était inachevée, mais que les États généraux ne pouvaient prétendre parler réellement au nom de l'ensemble de la province.

Les États apparaissaient cependant comme l'organe supérieur de la défense commune contre les abus de la fiscalité royale et d'une façon plus générale contre les empiètements du pouvoir monarchique. Leurs attributions étaient financières d'abord ; ils « octroyaient », on le sait, le don gratuit triennal du pays au roi ; ils disputaient ses ressources d'argent au fisc royal trop prompt à multiplier ses appels sous les formes les plus diverses : nulle imposition nouvelle sans leur consentement. De plus, ils veillaient aux « coutumes », à leur réformation ; ils pourvoyaient à certains besoins généraux : aux voies, aux ponts, à la police des chemins... Il suffira de rappeler ces fonctions, ces activités connues¹. Mais il est sans doute opportun de noter plus clairement qu'à la date de 1574 mieux que jamais encore, quelles que fussent les raisons de désunion des Bourgognes ou des Bourguignons, ces États et leurs élus, bien qu'ils ne fussent pas l'image d'une « nation » bourguignonne, tenaient le rôle de corps protecteur des intérêts communs et des « libertés » conservées par la collectivité. C'était ce corps qui, en 1477, avait, au nom des neuf bailliages, consenti la Réunion à la Couronne, et des termes de cet acte, demeuré fondamental, il restait lui-même le témoin et le garant.

Autour des États, agissaient d'autres corps : les cours souveraines, — le Parlement surtout, pourvu lui aussi du droit de remontrances, mais organe du gouvernement monarchique en même temps que corps d'élite des bourgeoisies indigènes, — la Chambre des comptes de Dijon, les trésoriers, les cours et conseils de bailliages... On ne passera pas devant ces groupes indigènes sans observer qu'ils étaient en général moins imbus des préoccupations communes du « pays » que des ambitions et des conquêtes propres de leur catégorie sociale, sans noter aussi que le loyalisme monarchique prenait souvent, chez ces officiers, l'accent d'une solidarité de puissance les unissant au souverain et que, sans vouloir sonder l'insondable, l'on doit voir, sous la fidélité royaliste de la

1. Sur elles, v. notamment WEILL, article cité. Si des indications d'histoire comparée étaient de mise ici, nous rappellerions l'excellent terme de rapprochement que constituent, entre autres États, ceux de Bretagne avec leurs pouvoirs financiers et leur rôle politique (v. A. RÉBILLON, *Les États de Bretagne de 1661 à 1789*, Introduction sur les États avant 1661, p. 21 et s.).

majorité de ces privilégiés, le mélange du service des intérêts personnels et du service de Sa Majesté. Mais passons¹ : c'est des États qu'il s'agira surtout ci-après, des États, lieu indiqué d'élaboration ou de résonance de l'esprit public en Bourgogne.

1. A ces notes générales sur les États, il était possible d'en ajouter d'autres sur les grands organes de l'autorité et de l'administration monarchique, notamment sur le Parlement, ce haut cénacle des officiers du roi, qui était en même temps le plus important foyer des forces sociales alors en activité dans le pays même. Ce caractère double, cette antinomie interne : corps royal et élite indigène, eût pu mériter quelques commentaires. Nous y renonçons, nous contentant de renvoyer pour ce qui concerne les corps d'officiers à nos observations et références fournies dans *Mayenne et la Bourgogne*, I, 80-87. — En ce qui concerne une autre puissance provinciale, le gouverneur, v. *ibid.*, 73-79, et ci-dessus, § 5.

II

LE NOUVEAU RÈGNE

(1574-1576)

1. — NOUVEAU GOUVERNEUR. NOUVEAU ROI.

La décadence du protestantisme bourguignon et la croissance des préoccupations politiques ou sociales dans beaucoup de cerveaux bourguignons, ce fait, que nous avons déjà rencontré, achève de s'éclaircir, si l'on observe que, vers 1574, une génération s'effaçait, et qu'une autre, au contraire, s'établissait. Fait assez général, sans doute, mais, en Bourgogne, particulièrement net.

Autour du jeune Mayenne, le nouveau gouverneur de la province, nommé en 1573, et de Guillaume de Saulx-Tavanes, le fils aîné du maréchal, qui, à dix-neuf ans, à la fin de 1572, succédait, comme lieutenant en l'absence, à son parent Claude de Saulx-Vantoux, et, comme gouverneur du grand château de Dijon, au vieil ami fidèle de son père, le s^r de Trestondan ¹, beaucoup de jeunes hommes s'installaient dans les charges et les commandements. Nombre de personnages futurs du drame ligueur débutaient en ce temps-là. C'est en 1575 que le propre frère cadet de Guillaume de Tavanes, le vicomte Jean, dont le destin bourguignon devait être si chargé d'aventures, prenait possession de son premier poste important dans la province : le gouvernement d'Auxerre ². C'est à la même date que le futur baron de Sennecey, orateur des États de 1588,

1. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanes*, 127-128 ; BAUDOUIN, II, 103 ; *Mém. de Gaspard de Tavanes* (écrits par son fils Jean), éd. Michaud et Poujoulat, 411, 429-430 (le jeune Guillaume aurait dû être, en 1573, envoyé à Metz comme gouverneur, si la mort de son père n'était survenue).

2. PINGAUD, 128-130.

sortait de l'ombre, et en avril 1576 qu'il commençait sa carrière comme capitaine de Chalon ¹. Dans les cours souveraines, apparaissaient les futurs animateurs de partis, un Bernard Desbarres, un Bénigne Fremyot ²...

Ces noms connus avertissent assez que les politiques et les réalistes calculateurs remplaçaient les vieux soldats, ambitieux, mais généreux, des anciennes guerres d'outre-monts et les militants des guerres proprement religieuses. Ce n'était pas assez de Léonor Chabot, comte de Charny, lieutenant-général, nommé en 1570, mais imbu encore des vieilles idées sur le service du roi, sur la guerre, sur la noblesse, pour tenir tête aux équipes nouvelles. Avec la mort du cardinal de Lorraine, le 26 décembre 1574, c'était la première constellation des Guises, celle des temps héroïques, qui achevait de s'éteindre, et la date compte dans l'histoire des guerres civiles ³ : dans le cadre bourguignon, les morts du gouverneur le duc d'Aumale et de Gaspard de Tavanes, le vainqueur des protestants dans la province, avaient une valeur analogue. Avec le corps du maréchal, c'était l'essentiel d'une mentalité passée qu'on enterrait, le 6 septembre 1573, dans le charnier de la Sainte-Chapelle de Dijon ⁴. Le grand président, animateur des luttes catholiques, Jean-Agneau Bégat, avait disparu depuis 1572. Devant les hommes nouveaux, le champ bourguignon était débarrassé des conseillers et des censeurs. Et le gouverneur nouvellement nommé semblait leur promettre la solidarité de sa jeunesse égale à la leur, avec l'appui d'une autorité indulgente ou complice.

1. Sur Claude de Bauffremont et sa carrière, not. comme bailli de Chalon, v. PERRY, *Hist. de Chalon*, 431-434 ; L. NIEPCE, *Hist. de Sennecey et de ses seigneurs*, s. l. n. d., in-8°, 410 et s. Cf. B.N., Bourgogne 43, f. 64 et 175. C'est le futur député aux États de Blois (1588) et ambassadeur de la Ligue à Rome (1593), le fils de Nicolas, bailli de Chalon, député aux États de Blois de 1576.

2. Desbarres, qui sera l'un des boute-feux de la Ligue en Bourgogne, est pourvu comme conseiller le 1^{er} février 1575 (C.-d'OR, B 24, f. 347 ; cf. VINDRY, *Les parlements au XVI^e s.*, I, 146) ; Fremyot, le futur chef du parti royaliste en Bourgogne, entre aux Comptes dès 1571, mais sa carrière au Parlement débute en 1573 (C.-d'OR, B 24, f. 62 ; cf. VINDRY, I, 143). Desbarres avait été maire de Dijon en 1573-1574 (Dijon, B 211 ; Pépin, 13).

3. Cf. le *Sommaire mémorial* de J. Gassot, 135-137 ; EVENETT, *The cardinal of Lorraine* ; BOUILLÉ, *Les ducs de Guise*, II, 568. Sur l'écho de ce décès et les solennités funéraires en Bourgogne : C.-d'OR, G 2505, f. 164, 166 v° ; Pépin, 18-19.

4. Pépin, 13 ; C.-d'OR, G 2505, f. 101 v°.

Mayenne avait été pourvu par lettres datées du 7 mars 1573 ¹. Mais il avait ensuite accompagné le duc d'Anjou à Cracovie. Il en était revenu en avril 1574 avec son cousin le marquis d'Elbeuf et avait gagné Joinville, où Henri de Guise, de nouveau « divisé » avec Charles IX, venait de se retirer ². Il prit contact avec son gouvernement au milieu de juin et fit, le 25 juillet, son entrée solennelle à Dijon ³, d'où il partit ensuite, le 5 août, pour visiter les villes de son gouvernement ⁴.

De Mayenne, la plupart des Bourguignons ne connaissaient, en 1574, que le nom et nullement encore, semble-t-il, le passé ⁵. Ils l'accueillirent suivant les règles. Son entrée à Dijon, entre autres, fut « fort brave et bien récréative, dit Pépin, car chacun y prenoit plaisir et faisoit fort bien ⁶ ». Sa personnalité, en l'espèce,

1. Lettres patentes du 7 mars 1573 (enregistrées à la Chambre des Comptes de Dijon, du 5 oct. 1573 : C.-d'Or, B 24, f. 70 v^o - 72 ; enr. au Parlement, même date : B 12082, f. 63-65).

2. Sur le voyage de Mayenne à Cracovie et son retour (avec Nevers, Retz, Elbeuf), v. le *Catalogue des princes, seigneurs... qui accompagnent le Roy de Pologne*, Lyon, B. Rigaud, 1574, in-8^o ; B.N., fr. 6392, f. 228 ; 3193, f. 149. Cf. BOUILLÉ, I, 555, 559 ; Gassot, 120.

3. Il vient alors de Lyon (Macon, AA 8, n^o 25) par Beaune (C.-d'Or, G 2505, f. 120 ; C 3066, f. 147 v^o). Il passe par Dijon (mais sans entrée, escorté seulement de Charny depuis Chalon ou Beaune) le 23 juin (préparatifs divers de la Chambre de ville, 22 juin, Dijon, B 212, f. 10 v^o ; convocation des notables par le garde des évangiles pour aller au devant du duc, 23 juin, f. 14) et il gagne Joinville. Dès le 14 juillet, commencent les préparatifs pour l'entrée solennelle à Dijon, d'abord fixée au 22 (B 212, f. 39 v^o et s. ; *Reg. Parl.*, II, 829-830), puis ajournée par Mayenne au 25 (Mayenne aux mag. de Dijon, Joinville, 17 juillet 1574, Dijon, B 212, f. 44, *cop.*). — Sur les détails de l'entrée : *Reg. Parl.*, II, 838-845 ; C.-d'Or, C 3066, f. 148 v^o, et ci-après, note 6.

4. *Reg. Parl.*, II, 847. Il est à Beaune le 6 (C.-d'Or, G 2505, f. 128). Le 9, il écrit d'Auxonne (*Reg. Parl.*, II, 836).

5. Les chroniques bourguignonnes écrites avant son apparition dans son gouvernement, ne font aucune allusion à ses premières guerres ni à son voyage de Cracovie. De même en ce qui concerne les histoires ou mémoires postérieurs à la Ligue et écrits par des Bourguignons, exception faite pour les Mémoires dits de Gaspard de Tavanès, écrits par Jean de Tavanès, compagnon de Mayenne à La Rochelle (1573) et au voyage de Pologne (*Mém.*, 401). — Il n'a été publié encore aucune étude sur la jeunesse de Mayenne, pas plus d'ailleurs que sur le reste de sa vie. L'esquisse qui suit est, à notre connaissance, la première qui aura été consacrée au sujet. Ce fait nous autorise, croyons-nous, à ne pas la réduire à des proportions trop exigües.

6. Pépin, 16. — Pour les détails, v. *Reg. Parl.*, II, 838-845 ; Dijon, B 212, f. 47-49 v^o et 132 (dépenses ; contribution du clergé : 450 liv.). Cf. C.-d'Or, G 581, f. 122 (Saint-Étienne) ; L 409, f. 97-121 (comptes : notamment emprunt de 1.350 livres) ; H 6 (achat d'enseignes neuves) ; B 49 bis (100 s. au secrétaire pour copie des « mystères »). Les nobles du pays sont présents. Les rues sont « tendues comme à la Feste-Dieu ». Sur la place Saint-Jean, un arc peint, couvert d'inscriptions à la louange du prince, est surmonté d'une victoire. Les

jouait un petit rôle. Il semble, d'ailleurs, qu'il ait plu. Il avait vingt ans et peut-être faut-il lui concéder cette élégance, cet air doux, dont parle l'ambassadeur vénitien ¹.

Sa jeune carrière, en 1574, était celle d'un prince de haute maison et d'un digne fils des Guises. Il avait vécu une grande partie de son enfance au sanctuaire de la famille, près du mausolée de son grand-père, dans ces jardins qu'animaient les séjours de la cour des Guises, et où Remy Belleau, en 1564-1565, allait commencer à écrire sa *Bergerie* ², au milieu des belles forêts de la principauté. Ensuite — après la mort de son père, — il avait appris honnêtement, au collège de Navarre, à Paris, au milieu de compagnons comme le futur Henri IV, une discipline d'esprit qui, plus tard, devait, dans sa correspondance par exemple, aider les qualités d'une intelligence plus attentive, certes, que pénétrante, mais, au total, au moins moyenne. Puis, à quinze ans, en 1569, grand déjà, mais svelte encore dans ses vêtements verts, gai et bon chanteur ³, il avait entendu les incessantes rumeurs de guerre qui assiégeaient alors l'imagination des princes écoliers et laissé là les « histoires » des proconsuls romains pour gagner les camps à son tour. Il y eut pour maître son oncle Aumale, pour parrain son frère, et son baptême de capitaine se fit dans une belle campagne, celle du Poitou ⁴. Ses débuts y furent significatifs de ce que, sans doute, il allait demeurer toujours, malgré la réputation de général qui lui

peintres du lieu, Euvrard Bredin, Ranguet, les Gautheron, ont été employés. — Les compagnies des sept paroisses vont chercher le duc à Champmol, où il est arrivé le 24 au soir, et défilent devant lui. Le clergé, les échevins lui font cortège. Harangues. Entrée par la porte d'Ouche et la rue Saint-Jean. On donne à Mayenne un bassin d'argent doré. — Mayenne devait, allant à Lyon, s'arrêter à Beaune le 6 août (C.-D'OR, G 2505, f. 128 et v^o) ; à Auxonne, le 8 ou le 9 (*Reg. Parl.*, II, 836). Il entra à Mâcon le 24 août (MACON, BB 43). Il n'entra officiellement à Chalon qu'en 1578 (CHALON, BB 6, f. 205, 25 mai 1578).

1. Relations de Lippomano, 1576, dans *Relations des ambassadeurs vénitiens*, II, 641.

2. Remy Belleau, *Œuvres poétiques*, éd. Marty-Laveaux, II, 4 (Belleau parle de la « beauté naturelle du lieu » et de la « gaye...compagnie » au milieu de laquelle il y vivait). Cf. AL. ECKHARDT, *Remy Belleau*, Budapest, 1917, in-8°.

3. Suivant *Le passe-temps de Monsieur de La Motte-Messemé...*, 2^e éd., Paris, J. Le Blanc, 1597, in-8°, il chante les « superius » à Poitiers pendant le siège de 1569. Cf. Léo MOUTON, *Le capitaine Fr. Le Poulchre de La Motte-Messemé*, dans *Rev. d'hist. litt. de la France*, 1931, 281.

4. Sur cette campagne de Mayenne, sur les suivantes et sur la carrière de Mayenne en général jusqu'à 1574, v. BOUILLÉ, I, 434-444, 448, 468, 488-489, 492-493, 527-534 ; FORNERON, II, 181, et diverses références données dans la suite de ce travail.

échut plus tard, un parfait combattant, avec du coup d'œil dans le détail, mais non pas un vrai chef d'armée apte aux larges et rapides manœuvres. Sous Poitiers bloqué par l'Amiral, et à Moncontour, il fit avec vaillance ses premières armes ¹. La paix de Saint-Germain ramena Mayenne à Paris, où il apprit la vie de cour et à dépenser, outre d'autres, les 6.000 livres de sa charge de grand chambellan. Le discrédit des Lorrains et la rentrée de Coligny dans la grâce du roi lui firent reprendre ensuite le chemin de Joinville, puis le lancèrent, en avril 1572, dans un lointain voyage « en Levant ».

Le voyage d'Orient : rêve des jeunes marquis ou barons, lorsque la guerre s'apaise en France ; rêve, vers 1571, d'un Guise partant pour la Hongrie, du jeune chevalier bourguignon Jean de Tavanès chevauchant, en 1573, de Cracovie vers Constantinople à travers les aventures de Valachie ²... Un vieux levain de chevalerie et de croisade avait conservé un reste de vertu. Mayenne servit donc contre le Turc ; mais ce fut sur la mer, dans la flotte de Don Juan d'Autriche, sous les couleurs de la Ligue chrétienne armée pour la défense de Venise, et contre le sultan Sélim ³. Il gagna Venise par Turin, par Ferrare, et y entrevit l'Italie de sa mère. Il reçut du doge la noblesse vénitienne et une galère, puis s'embarqua pour les pays « estranges » avec 200 compagnons, une belle charge de jeunesse française : on n'y comptait, dit Villegomblain, que six têtes de plus de vingt-cinq ans ⁴. Par Zara, Raguse, Brindes, il rejoignit à Corfou les troupes de la République et celles du pape,

1. « Vous aviez desjà fait paroistre vos vaillances au siège de Poitiers, que deffendistes bravement contre l'advis du premier mary de madame la Lieutenantande, monsieur de Montpezat vostre devancier, qui vous conseillait de quitter tout et vous en aller... » (*Satyre Ménippée*, 192). V. aussi De Thou, *Hist. universelle*, X, 476. — Sur l'attitude de Mayenne à Moncontour, *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 401. — Cf. *Le siège de Poitiers, suivi de la bataille de Moncontour...*, de Libergé, éd. H. Beauchet-Filleau, Poitiers, 1846, in-8°.

2. *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 93, 103, etc.

3. Villegomblain, *Voyage de M. le duc de Mayenne en Levant*, à la fin du t. II des *Mémoires des troubles* (avec pagination spéciale). Cf. De Thou, X, 476. A. de Nervèze, dans son zèle d'apologiste, n'hésite pas à compter Mayenne parmi les combattants de Lépante (*Vie et trespas de... Charles de Lorraine*, Paris, 1613, in-8°, rééd. Cimber et Danjou dans *Archives curieuses*, t. XV, 203).

4. Outre les 200 nobles, la troupe comprenait 100 soldats-serviteurs, et 4 petits navires, dont un de vivres, suivaient la galère (Villegomblain, *ibid.*). Parmi les gentilshommes, Villegomblain nomme des Bourguignons : Cl. d'Estampes, sr de La Ferté-Imbault (que Mayenne retrouvera en Bourgogne), et « Aurillau de Bourgogne » (p. 59).

attendit avec elles les maigres renforts de don Juan, escarmoucha sur les côtes, et, le 7, puis le 9 juillet, assista à la bataille. Bataille vaine, qu'il fallut après trois mois de petites manœuvres, reprendre devant Navarin le 7 octobre, et sans succès encore. Déjà, ardeur éteinte, la troupe de Mayenne était tombée à 35 hommes. Mayenne prit alors, le 20 octobre, le chemin du retour, par Messine, par Naples où le vice-roi, qui était le cardinal de Granvelle, reçut — et sans doute regarda et jugea — ce Guise de dix-huit ans, qu'il devait un peu plus tard surveiller en voisin défiant, par dessus la frontière de Saône. Puis, le jeune prince gagna Rome et Florence, revit son oncle à Ferrare, ébaucha, en passant chez le prince de Parme, des relations qui, elles aussi, devaient avoir une suite et, par Milan, Turin, regagna la France et Paris, où Charles IX le reçut « avec bon visage ¹ ». Voyage sans vraie gloire militaire, mais occasion de premières expériences, premier commandement personnel, premières visites aux cours italiennes et premiers honneurs reçus. Cette année de 1572, dans la formation de Mayenne, a dû compter.

Pendant l'absence de Mayenne, le parti catholique avait, en France, pris sa revanche, le duc de Guise d'abord, mais, outre lui, les boute-feux du Conseil du roi — entre autres le vieux Gaspard de Tavanès, nouveau venu dans la faveur de la reine-mère, fort écouté, fort absolu, plus ardent qu'un jeune homme, et dont ce fut pourtant la dernière entreprise à la veille de la maladie finale, de la courte retraite qu'il allait prendre, avant de mourir, à Sully en Bourgogne ². Mayenne ne vit pas la grande tuerie des huguenots du 24 août ; mais il revint à temps pour conduire sa compagnie à l'armée du duc d'Anjou et à l'assaut de La Rochelle, en février 1573. Il s'y battit bien, et, dit Jean de Tavanès, « au jour du gain des cazemates », reçut « une arquebusade estant dans le fossé » ³. Ce fut-là, en avril 1573, son vrai baptême du sang, en une affaire où la jeune noblesse de son âge conquist sa première gloire. Mais, depuis un mois déjà, la mort de son oncle, frappé par un boulet sous les mêmes remparts ⁴, lui avait ouvert la voie des honneurs.

1. Villegomblain, 66 et suiv.

2. PINGAUD, *Les Saulx-Tavanès*, 117.

3. « De quoy je fus tesmoin » (*Mém. de Gaspard de Tavanès*, 401). Cf. BOUILLÉ, II, 527, 534 ; FORNERON, II, 181.

4. A. Genet, *Relation du siège de La Rochelle...*, Paris, 1878, in-8° ; Pépin, II ; BOUILLÉ, II, 533 ; FORNERON, II, 181.

Après sa nomination de gouverneur, en cette même année 1573, l'érection en duché-pairie du marquisat de Mayenne¹ vint accélérer le décisif «*avancement*» d'un Guise cadet qui, dès lors, prenait sa place dans le premier rang des princes français. Son entrée au conseil privé du roi devait, en 1575, compléter les actes de cette étape importante, en attendant le mariage, de 1577, et l'amiralat, de 1578². Pour Mayenne, qui allait seulement atteindre ses vingt ans en 1574, l'accession au gouvernement de Bourgogne était bien le début de la carrière virile, et un long destin semblait devoir unir la fortune de ce jeune prince à celle de sa province.

Il est possible que cette pensée ait échauffé l'accueil des Bourguignons à Mayenne dans l'été de 1574. Mais, de sentiment suscité par sa personne même, on ne saurait s'étonner de ne rencontrer aucune trace. Le gouverneur juvénile n'arrivait pas sans renom. Mais il était en fait, comme son frère Guise, un inconnu. Le crédit qu'il trouvait n'était que celui que lui avaient assuré ces ascendants dont le maître de Dijon, en l'accueillant à la Chartreuse, lui déclinaient les noms : «*Monseigneur de Guise vostre ayeul, monseigneur de Guise vostre père, et monseigneur d'Aumale, vostre oncle*»³. Et, plus de dix années encore, Mayenne allait percevoir, dans les harangues de ses villes, dans les fêtes dijonnaises célébrées autour des berceaux de ses fils, l'évocation persistante de ces souvenirs tutélaires⁴.

1. Lettres patentes de sept. 1573 (ANSELME, III, 780-782 ; BOUILLÉ, II, 545). — La seigneurie de Mayenne-la-Juhez, complétée par les baronnies de Sablé, La Ferté-Bernard, la châtellenie d'Ernée et d'autres terres, avait été érigée en marquisat par François I^{er} en 1544 (ANSELME, III, 779 ; BOUILLÉ, I, 149). Cf. L. MAITRE, *Le Maine sous l'ancien régime*, 1867, in-12 ; *Inv. des Arch. de la Mayenne*, s^{1e} B, t. I, p. XIX.

2. BOUILLÉ, II, 561 ; ANSELME, VII, 884-885. — C'est en décembre 1575, après la majorité du jeune duc, que fut consacré par acte le partage des biens paternels entre son frère aîné et lui (texte dans BOUILLÉ, III, 499).

3. Desquels «*sera passée [en vous] la semence de leur prouesse et vertu : ...Et aussi seres heritier de l'amour qu'ilz avoient gagné sur tous ceulx de ce pays par leur clemence, douceur et benignité...*» (DIJON, B212, f. 48 v^o et 49 v^o). Cf. *Entrées et réjouissances dans la ville de Dijon*, fasc. I, Dijon, Darantière, 1885, in-8^o, 19 ; *Reg. Parl.*, II, 842.

4. Par ex. en 1579, dans les solennités qui marquent le séjour à Dijon de la douairière de Lorraine, du cardinal de Guise, du duc et de la duchesse de Guise, et dans les fêtes célébrées à l'occasion de la naissance et du baptême du premier fils de Mayenne. Le 13 février, dans un cortège où figurent l'«*Infanterie dijonnaise*», un char mythologique, etc., on voit aussi des «*joueurs*» qui disent «*la louange de la maison de Lorraine*» (Pépin, 26-27). Cf. DIJON, B 215. Au Parlement, le 22 mai 1578, en présence de Mayenne, discours du premier pré-

Après leur nouveau gouverneur, les Bourguignons connurent leur nouveau roi. A la nouvelle du « voiage de Pologne », puis de l'évasion de Cracovie, il y avait eu en Bourgogne fêtes et prières publiques ¹. Puis, sur la route que semblait devoir suivre le nouveau roi pour gagner Reims ou Paris, s'activèrent soudain les préparatifs d'accueil ². Des cortèges princiers apparurent venant du nord : au milieu d'août, ceux du cardinal de Lorraine, ce dernier oncle des Guises, de la duchesse de Nemours, leur mère, et du cardinal d'Este ³, puis celui de la reine-mère accompagnée de toute la cour ⁴. Mayenne, Charny, Guillaume de Tavanès et d'autres Bourguignons escortèrent l'imposante caravane jusqu'à Lyon, où elle parvint le 27 août, puis s'avancèrent au devant du roi ⁵. En septembre, lors de l'entrée du roi en France, les villes bourguignonnes chantèrent des *Te Deum* et allumèrent des folières ⁶.

sident exprimant la confiance que la Bourgogne a toujours eu en « ses progéniteurs, qui, par longues suites d'années, avoient gouverné ceste province ». L'avocat du roi, Montholon, renchérit (Breunot, I, 230). On multiplierait aisément les exemples. En 1594 encore, on parle au Parlement des « anciens » de Mayenne, qui lui ont « laissé » après eux la Bourgogne (*Ibid.*, II, 290).

1. C.-D'OR, G 2505, f. 135 ; DIJON, B 212. « Nostre roy », mandent les consuls lyonnais aux échevins de Mâcon, vient d'atteindre à Venise le terme de ses « infortunes » (MACON, EE 49).

2. Le bruit courant que Henri III traversera la Franche-Comté, le gouverneur des Pays-Bas lui écrit dès juillet pour s'excuser de ne pas l'y saluer et fait tout préparer pour sa réception (L. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 747, et ses références).

3. Pépin, 16.

4. Cath. de Médicis, dès le 11 juillet, annonçait son prochain départ de Paris pour Lyon, où elle voulait attendre le roi, et demandait à Charny de préparer son passage en Bourgogne (Charny à Guill. de Tavanès, Pagny, 17 juillet 1574, B.N., Moreau 809, f. 60). En réalité, Henri III ne quitta Venise qu'au début d'août et Catherine elle-même ne se mit en route que le 8 août, avec le duc d'Alençon, le roi de Navarre et le duc de Guise. Elle aborda la Bourgogne par Mussy-l'Évêque et, par Châtillon, rejoignit à Dijon le 19 août les cardinaux et les Nemours. Le voyage continua par Pagny, Chalon, Tournus (où il y eut montre de 6.000 Suisses) et Mâcon (*Lettres de Cath. de Médicis*, V, 72-77 ; *Reg. Parl.*, II, 836, 847-849 ; B.N., Moreau 809 [lettres de Charny] ; *Lettres de Charny*, dans le *Cabinet historique*, t. I, 1855, 167-168 ; B.N., fr. 18516 ; Pépin, 17 ; C.-D'OR, C 3066, f. 151 et v°).

5. BAUDOUIN, II, 142. Ils allèrent peut-être jusqu'à Montmélian en Savoie. Suivant R. de BOUILLÉ (II, 559), qui ne fournit pas de référence, Mayenne serait allé jusqu'à Trévise. Les documents réunis par FR. MUGNIER (*Le passage en Piémont et en Savoie d'Henri III*, dans *Mém. Soc. savoisienne d'hist. et d'arch.*, 1899) ne le mentionnent pas. Nous n'y relevons d'ailleurs qu'un nom de Bourguignon, celui du Mâconnais Philibert de La Guiche (90). — Nous n'avons pu consulter *Il Viaggio in Italia di Enrico III* (1890, in-8°) de P. de NOLHAC et Angelo SOLERTI.

6. *Lettres de Cath. de Médicis*, V, 83 ; C.-D'OR, G 2505, f. 135, 137.

Puis, en janvier 1575, elles l'accueillirent à leur tour lorsque, laissant dans leur rebelle Damville et le Languedoc protestant, il prit la route de Reims¹. Au combattant de Jarnac et de Moncontour, au compagnon de guerre de Gaspard de Tavanès, elles semblent avoir fait partout un chaleureux accueil. « Il est impossible, notait Pépin, de pouvoir écrire la grande jouissance qui se fit [à Dijon], le tout en louant et remerciant la Divine bonté et la priant qu'elle nous veuille garder nostre Roy et nous le bien conduire... ». Et l'ardent chanoine ajoutait aussitôt, parlant de Dieu : « Qu'il permette l'extirpation des heresies² ! ». Le populaire, lui, pensait à la paix, au repos. *Salus populi suprema lex esto*, disait l'exergue de la médaille frappée en l'honneur du passage du roi par les États provinciaux. *Salus populi* : les instances répétées dont les élus assaillirent le roi à Dijon en vue de diminuer les charges fiscales disent assez la commune aspiration du « peuple » bourguignon³.

Ces vœux de février 1575 étaient en Bourgogne, à n'en pas douter, l'expression d'espérances générales. Ils reflétaient le crédit particulier dont jouissait encore Henri III auprès de l'opinion commune ; et la floraison d'écrits louangeurs que répandaient alors les plumes bourgeoises du pays avait beau être suscitée surtout par la mode des poèmes de circonstance, si répandue alors parmi les avocats latinistes ou ronsardisants, — l'abondance de ces écrits, leur unisson, ne laissent pas de donner l'impression d'un crédit sincère fait au nouveau Valois : tel, dès 1573, le long *Panegyrique*, en alexandrins solennels, imités de la *Franciade*, que Pierre Botton, de Mâcon, avait publié sur l'élection d'Henri de Valois comme roi de Po-

1. Accompagné de sa mère, de son frère le duc d'Alençon, des cardinaux, de Mayenne. Le card. de Guise, puis le chancelier étaient passés avant la cour (*Reg. Parl.*, II, 880, 882). — Sur les préparatifs et le passage : MAÇON, CC 87 (comptes), BAUDOUIN, II, 142 (Tournus : 26 janv.). Pour Dijon, où la cour arrive le 1^{er} février et d'où le roi repart le 3 : *Reg. Parl.*, II, 884-885 ; Breunot, I, 167 ; Pépin, 19 (erreur de date) ; — rien dans le reg. de la mairie entre le 28 janv. et le 3 fév. (B 212, f. 140 v^o - 141 v^o). — Le roi poursuit son voyage par Selongey, Langres, Joinville, accompagné par Mayenne. Le sacre a lieu le 13 février.

2. Mayenne offre au roi un grand banquet qui se tient dans la grande salle de l'abbaye Saint-Étienne, non sans grand débours pour la ville (DIJON, M 112, f. 173).

3. C.-D'OR, C 3066, f. 182-183 ; BAUDOUIN, II, 143-144. Notons que, dès l'automne de 1574, il fallut cotiser pour le paiement des dépenses du retour de Pologne. Dijon, pour cela, doit emprunter 3.000 livres (DIJON, B 208, f. 28 ; M 17, f. 8 ; 18, f. 73 ; L 203).

logne¹ : tel le *Souhait du peuple françois sur l'heureux retour du roy de Pologne* dont un autre avocat mâconnais, Philibert Bugnyon, fixé à Lyon, saluait l'entrée de son prince : tel encore le *Carmen heroicum in reditum Henrici regis*, écrit à Dijon par le conseiller au Parlement Jean Thomas².

En 1575, le nouveau roi trouvait une Bourgogne éprouvée non seulement par les dernières guerres, mais par la crise économique de 1570-1573, ces années de stérilité du sol et de hausse des prix, par l'augmentation des « subsides », la création d'offices qu'il fallait racheter, par des charges « si grandes et inusitées », avait écrit Guillaume de Tavanès dans son rapport à Charles IX, que les Bourguignons « croient Vostre Majesté n'en estre advertie... ». Mais l'avènement de Henri III réveillait des espérances. Les panégyriques des bourgeois bourguignons de 1575 exprimaient ces espérances.

On songe en les lisant aux cris de haine qui s'élèveront plus tard, en 1589, contre le « cauteleux Renard ». Sans voir si loin, il faut se demander comment, des espérances suscitées parmi eux par l'avènement d'un nouveau roi et du crédit qu'ils accordaient encore à Henri III en février 1575, lors de sa traversée de leur province, les Bourguignons passèrent à la défiance déclarée qui se manifesta au plus tard dans l'affaire des États de 1578. Telle est la question qui se pose pour qui veut connaître l'évolution de l'esprit public en Bourgogne à l'époque de la première Ligue, la recherche qui doit être poursuivie à travers les faits du début du règne, à commencer par le renouveau de la guerre en 1575 et 1576.

1. *Panégyrique sur l'avant-couronnement du Roy de Pologne*, Paris, D. du Pré, 1573, in-4°, 15 p. Sur cette œuvre : M. RAYMOND, *L'influence de Ronsard sur la poésie française*, Paris, 2 in-8°, II, 50-52. — Sur le poète Botton, *ibid.*, et 36-38 ; JEANDET, *Mâcon au XVI^e s.*, 41-44.

2. Le *Souhait* de Bugnyon parut à Lyon, B. Rigault, 1574, in-8° (sur Bugnyon : F. BRUNOT, *De Philiberli Bugnoti vita...*, Lyon, 1891 ; JEANDET, 35-41 ; RAYMOND, I, 90-93). — Sur le *Carmen* de Thomas, qui fut suivi d'un *Epithalamium Henrici III, versu heroico*, Dijon, Desplanches, 1575, in-4°, v. PAPILLON, *Les auteurs de Bourgogne*, I, 32. — Amadis Jamyn, le disciple de Ronsard, né à Chaource près de Bar-sur-Seine, écrivait lui aussi, mais en poète de cour, *Au Roy sur son retour de Pologne* (publ. dans les *Œuvres poétiques*, Paris, 1579, in-12, f. 1).

Bien d'autres pièces furent probablement lues en Bourgogne, et, par exemple, le *Bref discours sur le tres heureux advenement*, de Cl. de Montionnal, gouverneur de Charlieu, Lyon, 1574, in-8°.

2. — LE RÉVEIL PROTESTANT DE 1575 ET LA GUERRE DE 1576.

Au printemps et dans l'été de 1575, l'insurrection protestante, dont l'un des foyers, celui du Languedoc, était resté en activité après 1572, se propagea de nouveau dans les provinces méridionales. En même temps, le jeune Condé, «gouverneur général des Églises de France», annonçait son retour dans le royaume, à la tête de 12.000 étrangers.

Ce renouveau belliqueux se fit sentir jusqu'en Bourgogne. Dès le milieu de 1574, des incidents sporadiques y décelaient, çà et là, une certaine renaissance de la propagande calviniste¹. Il est vrai que, dans la plupart des affaires dont les archives ont conservé la trace, les délinquants sont des religieux étrangers à la province. C'est un «homme étranger», Marceaul Desbordes, ouvrier de la Monnaie de Paris — probablement un fugitif d'août 1572, — qui parle et prophétise dans les villages proches de Dijon et qui, logeant en juin 1574, «à la dinée», à Agey, y annonce l'imminente subversion de la ville de la Saint-Barthélemy²; — c'est Jean Bietrix, fils d'un Dijonnais, mais depuis longtemps fixé à Genève, qui, en novembre 1575, est trouvé porteur d'un volume contre l'honneur de feu roi Charles³. Comme au temps de sa première initiation, c'est des voyageurs que la Bourgogne protestante paraît, en 1575, recevoir son réconfort.

Mais, si la tempête qui préludait au loin venait battre ainsi les lisières de la province catholique, des adeptes de la foi nouvelle, dans le pays même, répondaient à ces appels. Dans les anciens

1. Dès janvier 1574, circulèrent des «alarmes», par ex. en janvier une alarme venue du Forez (C.-d'Or, G 2505, f. 68). Une certaine recrudescence peut se constater en même temps dans les procès pour religion d'après les arrêts de la Tournelle (C.-d'Or, Bir 46/1). Aucune étude spéciale, rappelons-le, n'a encore été consacrée à l'histoire du protestantisme bourguignon après 1572. Nous devons nous contenter de faire état ici de quelques renseignements dispersés dans les archives locales.

2. Arrêté à Dijon après dénonciation (Dijon, B 212, f. 16 v^o), il fait l'objet d'une enquête à l'issue de laquelle on apprend par Pierre Michel, procureur des États (qui rapporte de Paris copie de la sentence du Châtelet), qu'il a été récemment condamné aux galères perpétuelles pour crime de religion commis à Paris (f. 45 v^o).

3. Dijon, B 213, f. 85 v^o. Il est condamné par la mairie à la lacération du livre, à l'amende de 500 l. et à l'expulsion du royaume (f. 98).

centres de l'hérésie, en Chalonnais, en Mâconnais, en Auxerrois, la décadence de la « religion » n'avait pas encore atteint à un tel degré qu'on y eût vu prendre fin ni les enquêtes de la police ni les visites domiciliaires. Mais, au printemps de 1575, les échevins de Mâcon durent, d'accord avec François de Mandelot, gouverneur du Lyonnais, et les consuls de Lyon, redoubler de surveillance ¹ et, à la même époque, une lettre du prévôt des marchands de Paris alertait Auxerre : dans le pays environnant, s'agitaient des suspects — peut-être des fugitifs de la capitale, mais certainement aussi des hommes de la région — ; et ces suspects ressuscitaient, autour d'eux, les anciennes alarmes du temps où Condé le père résidait à Noyers ou à Vallery ². Au centre même de la Bourgogne, Saulx-le-Duc et Talant devaient renforcer leurs garnisons de morte-payes. Dijon, qui avait vu, en avril, exécuter un François de Lespine, « adhérent à ceulx de la religion » et coupable d'« avoir conspiré sur les villes et chasteaux de Dijon et Beaulne », redoutait les entreprises ³. La mairie, qui avait surveillé de près, en janvier, le sr de Bussy d'Amboise traversant la ville, fermait ses portes, en décembre, à M. de Châtillon. Enfin, brochant sur les rumeurs secondaires, encourageant les uns et alarmant les autres, s'était répandue, durant l'été, l'annonce des concentrations de troupes opérées par le prince palatin Jean-Casimir et par M. le Prince ⁴. Lorsque, dans la deuxième quinzaine de septembre, on apprit la

1. C.-D'OR, C 3066, f. 264 ; — MACON, BB 44, f. 70 et s. — Pour les visites domiciliaires et autres mesures en 1573-1575 : BB 43, *passim* ; lettre des échevins à Charny, 4 mars 1574 (MACON, AA 6, n° 66 bis, copie) ; Mandelot aux échevins de Mâcon, Lyon, juin 1574 et 15 fév. 1575 (AA 7, n°s 61, 62).

2. Le prévôt des magistrats de Paris aux magistrats et échevins d'Auxerre, Paris, 6 mars 1575 (AVALON, EE 49 ; cf. BAUDOUIN, II, 145). Pour les mesures de police à la fin de 1574 et au début de 1575 : LEBEUF, II, 398-399.

3. C.-D'OR, B 24, f. 250-251 ; — G 2505, f. 193 v°. Cf. Ch. AUBERTIN, *Les protestants à Beaune*, s.l. n.d., brochure in-4°, 6 ; — DIJON, B 212, f. 132 v° ; B 213, f. 103 v°. — Des bandes suspectes, dès février, rôdaient en pillant autour de Dijon (*Reg. Parl.*, II, 886). Le 14 fév., emprisonnement d'un Bisontin qui apportait des armes (DIJON, B 208, f. 32 v° - 33). — On craint que des Dijonnais ne partent rejoindre les troupes protestantes (DIJON, B 208, f. 30 v°). Sur cette suite d'alarmes et les mesures prises par la mairie de Dijon au cours de l'année 1575, v. DIJON, B 208, f. 33, 33 v°, 34 v°, 36, 38-41, 42-47, etc. — Cf. *Reg. Parl.*, II, 929 (séjour de l'amiral de Villars).

4. Dès la fin d'avril 1573, une troupe de 500 cavaliers huguenots signalée à Guill. de Tavanès dans la région de Chaumont, lui paraît être l'avant-garde d'« une levée de Reistres qu'a faite le duc des deux Pontz » (Guill. de Tavanès aux échevins de Mâcon, Sully, 28 avril 1573, MACON, AA 6, n° 50 bis).

fuite du duc d'Alençon quittant la cour pour rejoindre les Malcontents¹, le branle-bas d'une nouvelle guerre commença en Bourgogne. En novembre, exploits d'une poignée d'ennemis de l'abbé Claude de Guise, se produisirent, en Mâconnais, la surprise du château de Lourdon et le pillage du trésor de l'abbaye de Cluny déposé en cette forteresse : cette occupation par la « religion » d'un repaire qui devait tenir en alerte dix lieues de pays à la ronde, jusqu'à 1577, fut la préface de la guerre des Reîtres². Les préparatifs de défense s'activèrent.

Le gouverneur de Bourgogne participait alors à la campagne de Dormans, puis vaquait, au loin, à la formation d'une armée royale : il manqua l'occasion de se montrer à son avantage en son poste provincial ; et ce fut vers le lieutenant-général Charny que, pour s'aider à combler les brèches de leurs murs, à rénover leurs guets ou à remplir leurs arsenaux, les échevinages se tournèrent. Secondé parfois par son lieutenant en l'absence, Guillaume de Tavanès, dont les lettres à plusieurs reprises suppléaient aux siennes³, le successeur du Maréchal jetait, chaque jour, sur les chemins, ses ordres prolixes, entretenant ainsi, de Pagny, les vigilances et les confiances⁴. Il veillait surtout, se rappelant Wolfgang, sur les ponts de Saône, et maintenait, autour de Pontailier d'abord, puis, à partir

1. Cet événement sensationnel est notifié par le roi lui-même (Henri III aux magistrats de Dijon, Paris, 27 sept. 1575, *Correspondance de la mairie de Dijon*, n° 300), avec des recommandations de vigilance d'autant moins faites pour apaiser les inquiétudes que le duc d'Alençon avait des intelligences nombreuses dans le nord-est de la province (v. à ce sujet, ci-après, IV, § 2).

2. Les courses de « ceulx de Lourdon » seront invoquées par les Mâconnais comme l'une des causes du retard apporté par eux dans leur paiement de leurs impôts (les élus du Mâconnais à ceux de Bourgogne, Mâcon, 4 avril 1576, C.-d'OR, C 3351, f. 7). — Charny, séjournant à Mâcon, organise en vain un siège de Lourdon (Charny aux échevins de Mâcon, Mâcon, 9 nov. 1575, MACON, AA 6, n° 78). Cf. NAEF, *La Réforme en Bourgogne*, 139 ; CHEVRIER, *Le protest. dans le Mâconnais*, 19-20 ; L. RAFFIN, *Le château de Lourdon* (dans le *Millénaire de Cluny*, t. II).

3. V. par ex. MACON, AA 6, n°s 52, 53, 54.

4. Par ex. 14 lettres pour Mâcon seulement entre février 1574 et janvier 1576 — au moins — aux échevins, au gouverneur, le s^r de Gondras, ou à son lieutenant, le s^r de Marbé (MACON, AA 6, n°s 66-80). Elles insistent inlassablement sur les réparations des remparts, contrôlent les gardes, y envoient, malgré leurs protestations, les ecclésiastiques, préparent le siège de Lourdon (tenu par une bande protestante). V. aussi les nombreuses lettres copiées dans le registre de CHALON, BB 5 (cf. CHALON, EE 1) : ordonnance du 27 oct. 1575 imposant la garde aux privilégiés. — Pour Dijon : DIJON, B 213, f. 88 et s., 107. Charny contraint les officiers des cours à participer au guet.

du 20 septembre, autour d'Is-sur-Tille, un camp d'un millier de Reîtres levés pour le roi, payés par la province ¹.

Mais l'expérience de 1569 avait appris aux villes à compter surtout sur elles-mêmes. Mâcon, crainte d'une garnison imposée, louait, à ses frais, une compagnie de son choix ². Auxerre, placée sur l'une des routes qui, de Lorraine, mènent aux ponts de Loire, se bastionnait, tous habitants à la corvée, même les dimanches ³. Chalon, Autun, Beaune, Dijon, Châtillon, Avallon étaient en alarme bien avant décembre et l'annonce précise de la « grande armée d'Allemands » ⁴.

En janvier 1576, Charny put écrire que ses places étaient parées : « J'ay pourveu à celles de deça » ⁵. Charny, non Mayenne : Mayenne avait écrit, cependant, lui aussi, mais pour donner, de loin et de haut, des avis généraux ou des nouvelles ⁶.

C'est ailleurs, en fait, qu'il avait fait service. En septembre 1575, lorsque Thoré, avec l'avant-garde des secours étrangers, était entré en Champagne, une partie des nobles de Bourgogne étaient montés à cheval, avaient rejoint leur gouverneur et, avec lui, vaincu à

1. C.-D'OR, C 3066, f. 234, 246, etc. ; DIJON, B 213, f. 55 et 56.

2. MACON, B 44, f. 100 et s. ; EE 49 ; et CC 87-88 (comptes de dépenses) ; — Charny aux échevins de Mâcon, lettres de juin à octobre 1575, AA 6, n^{os} 74-76. Mâcon devait participer de plus aux opérations contre le château de Lourdon (Charny aux mêmes, Mâcon, 9 nov. 1576, *ibid.*, n^{os} 79, 82).

3. Avec la permission de l'évêque (LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, II, 399). Le registre du conseil de ville (AUXERRE, BB 3), aux dates d'octobre-décembre 1575, contient la mention des travaux payés (f. 2, 3, 6 et v^o, 7, 13, 14, etc.) et des mesures de garde, de contrôle des armes et munitions (f. 1, 2, etc.).

4. A Chalon, service d'« éminent péril » dès le 3 juillet 1575 (CHALON, BB 6, f. 16 v^o). A Beaune, durant l'été, grandes gardes, constitution de réserves de vivres, etc. (C.-D'OR, G 2505, f. 263, 264, etc.). A Autun, c'est à la fin d'août qu'on annonce la guerre et que les guets sont doublés (AUTUN, BB 3, f. 138), et en septembre que Charny menace d'envoyer 2 enseignes de gens de pied si la garde n'est pas parfaite (f. 139 et v^o). A Châtillon, on construit un boulevard et un nouveau capitaine de la ville, Séb. Noirot, organise une compagnie d'arquebusiers (FRÉROT, *Documents*, 432). Pour les mesures prises à Dijon : B 213, f. 88 et s. Le 30 déc. Charny ordonne une montre générale des milices dijonnaises (f. 107). V. aussi les *Reg. Parl.*, II, 930, 932 et s. (les officiers se préparent à participer à la garde, comme en temps de « péril éminent », 9 déc., 6 janv.).

5. Charny aux échevins de Mâcon, Dijon, 18 janv. 1576 (MACON, AA 6, n^o 80).

6. Exemple : Mayenne aux échevins de Mâcon, Paris, 28 août 1575 (MACON, AA 7, n^o 2) : ordre de constituer des dépôts de vivres pour l'armée de Guise qui, pense-t-il alors, couvrira la Champagne et la Bourgogne. Ton remarquablement impératif. Mêmes ordres aux Dijonnais (DIJON, B 213, f. 56 : 8 sept. 1575).

Dormans, le 10 octobre, — mais sous le commandement de Henri de Guise et sans attirer la gloire du succès sur Mayenne lui-même ¹.

Pour la Bourgogne, les épreuves de la guerre commencèrent à la fin de novembre 1575 par la retraite, à travers la Montagne et l'Auxois, des troupes étrangères du roi, dont le traité de Champigny, du 21 novembre, — manœuvre ultime de Catherine de Médicis pour arrêter l'invasion, — promettait l'évacuation. Puis, en décembre, la trêve rompue, on les vit, par le nord de la province, «rebrocher» vers l'Auxois et le Sénonais ². Cependant, les troupes de Condé et celles de Jean-Casimir s'étaient jointes en Bassigny ³. Leur armée entra en Bourgogne par Selongey, Fontaine-Française et Til-Châtel, les 14 et 15 janvier : 12 ou 15.000 combattants peut-être, mais largement déployés ; les coureurs du flanc droit en Châtillonnais, la gauche au milieu de la Plaine, en trois colonnes ⁴. Du 18 au 22, des compagnies passent sous Dijon, impuissantes à l'attaquer, faute d'artillerie. Vigoureusement canonnées par les coulevrines des bastions, elles s'écoulent vers le sud, logent au Pays-Bas, enlèvent le château de Gilly, taxent Côteaux à 4.000 écus de

1. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 467 ; Gondras aux échevins de Mâcon, Chaumont, 20 sept. 1575 (MACON, AA 8, n° 27). — Un état de l'armée de Guise du 20 oct. mentionne encore les compagnies de Mayenne, de Charny, de Guill. et Jean de Tavanès, du baron de Fervaques (HÉRELLE, *Documents*, II, 82-83).

2. Le poids des réquisitions commence, dès ce double mouvement de troupes (pour Montréal et Avallon, par ex., v. BAUDOUIN, II, 151). Sur le reflux des Suisses et des Reitres, sous Schomberg et Mansfeld, v. C.-D'OR, C 3066, f. 260 v°, 261 (nov.-déc. 1575). Cf. A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, IV, 376 et s. ; De Thou, *Hist. universelle*, VII, 295.

3. Sur cette jonction et sur la marche ultérieure de l'armée, v. les *Briefe des Pfalzgrafen Johann-Casimir*, 1576-1586, p.p. Fr. von Bezold, t. I, Introduction, 140 et s., et le *Recueil des choses jour par jour advenues en l'armée conduite d'Allemagne en France par M. le prince de Condé...*, s.l., 1577, in-16. Nous citons, ici, ces deux sources comme références concernant la plupart des faits militaires visés dans cette partie. Cf. aussi A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 17-18 ; De Thou, *Hist. universelle*, VII, 407 et s. — Études : L. de PRÉPAPE, *Hist. militaire du pays de Langres et du Bassigny*, Langres et Paris, 1884, in-8°, 121 et s. ; et BAUDOUIN, II, 151-161 (ces deux ouvrages sont à contrôler avec soin).

4. Le 4 janv. 1576, Casimir loge à Vignory, Condé à Charmes-sur-Moselle (les échevins de Chaumont à ceux de Dijon, 5 janv., *Corr.*, n° 301). Puis la marche commence vers Langres. Le 16, Condé loge au château de Tavanès, au Pailly (B.N., V° Colbert, 8, f. 30). Le 19, il est à Til-Châtel (*ibid.*, f. 31). Guill. de Tavanès couvre d'abord Châtillon (*Mém.*, 476). Des flanc-gardes allemandes traversent le pays non loin de lui (FRÉROT, *Documents*, 435). Puis il vient se joindre à Charny qui, avec un gros, manœuvre en vue de dégager Dijon (C.-D'OR, C 3067, f. 24). — Sur l'effectif, v. ci-après, p. 73, n. 5.

rançon, bloquent Nuits qui, le troisième jour, s'apeure, capitule le 26 janvier et subit le sac¹. Puis, suivant la Côte, les Reîtres défilent sous Beaune gardé par les argoulets du s^r de Brichanteau, sous Chalon bien gardé aussi par le s^r de Montessus, occupent Chassey, Givry, Buxy, consolident la garnison protestante de Lourdon². Le 6 février, Cluny compose. Enfin, par Anzy et Saint-Christophe, par Charolles et Paray, l'armée gagne le Brionnais, où elle saccage Semur, et, le 10, par Marcigny, atteint la Loire, avant de passer en Bourbonnais et de remonter vers le nord pour rejoindre les troupes du duc d'Alençon révolté³.

Au printemps, c'est la marche hésitante en direction de Paris, une offensive coupée des négociations que Catherine de Médicis multiplie, la reculade des compagnies de Mayenne affaiblies par les désertions, le ravage de la Puisaye et, en avril, les expéditions en Auxerrois, enfin le blocus de Sens⁴. La cour est en alarme et des concessions hâtives, portées au nom du roi au château de Vallery, chez Condé, aboutissent au traité signé à Étigny, près de Sens, puis, dès le 6 mai, à l'édit de pacification de Beaulieu. La retraite des Allemands était achetée, sans bataille : c'était, onze ans d'avance, la politique de 1587⁵.

Les Bourguignons durent alors subir un nouveau passage des Reîtres, et c'est par l'étroite bande de pays épargnée jusque là dans la province que les troupes de Jean-Casimir prirent leur chemin. Il s'y arrêtaient du reste aussitôt et s'y attardèrent durant deux

1. Passage sous Dijon : Charny aux échevins de Mâcon, Dijon, 18 janv. 1576, 9 fév., MACON, AA 6, n^{os} 80-81 ; DIJON, B 208, f. 86 et s. ; *Recueil des choses...*, 44 ; *Reg. Parl.*, II, 938 ; Pépin, 20. — Cîteaux et Nuits : Pépin, 21 ; C.-D'OR, G 2505, f. 267 ; Charny au roi, Dijon, 28 janv., B.N., V^e Colbert 8, f. 43 (cf. f. 49, 137) ; *Recueil des choses...*, 47 ; VIENNE, *Essai hist. sur la ville de Nuits*, Dijon, 1845, in-8^o, 238-247 (procès-verbal d'information).

2. C.-D'OR, G 2505, f. 267 v^o - 268 ; CHALON, BB 5 ; AUTUN, BB 3, f. 154 ; MACON, EE 49 ; AA 6, n^o 84 ; JUÉNIN, *Nouvelle hist. de l'abbaye... de Tournus*, II, 274.

3. *Recueil des choses...*, 48 et s. ; ABORD, III, P.J. n^o 41 (procès-verbal du 16 fév. 1576).

4. AUXERRE, BB 3, f. 57, 65, 72, 73, etc. (travaux de défenses, compagnies de renfort, ordres du gouverneur qui défend Auxerre à ce moment : Jean de Tavanès). — Sur toute cette partie de la guerre : CHALLE, I, 329-237. Cf. De Thou, *Hist. universelle*, VII, 413 et s. ; LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, II, 399.

5. *Recueil des choses...*, 167 ; A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 84 ; B.N., fr. 10270, p. 50-53 ; CHALLE, I, 331-337. Charny, le 25 mai, a reçu l'édit (Charny aux échevins de Mâcon, Pagny, 25 mai, MACON, AA 6, n^o 85). Il l'apporte au Parlement le 26 et la publication a lieu à Dijon le 28 (Breunot, I, 183).

mois, avec les 4.000 Suisses mutinés ¹. Le 11 juillet enfin, leur chef était à Sombernon ; le 12, il arrivait à Plombières. Il passa le 14 sous Dijon qu'il tint en haleine cinq ou six jours encore, puis, par Is-sur-Tille où il séjourna le 21, il s'en fut en Bassigny. Au début d'août 1576, le sol bourguignon était libéré des étrangers ².

Non de tous les soldats. Tandis qu'attendant le paiement de son indemnité de guerre Jean-Casimir se tenait à 8 lieues de ses limites ³, la Bourgogne subissait, dans ses bailliages septentrionaux, l'occupation des troupes du duc d'Alençon qui attendait, lui, la livraison de son apanage d'Anjou, Touraine et Berry. De Mussyl'Évêque à Avallon, par Châtillon et Ravières, son armée hétéroclite de protestants et de catholiques resta en liaison avec les Allemands, prête à reprendre la marche sur Paris ⁴.

3. — LES GRIEFS BOURGUIGNONS. LA BOURGOGNE ABANDONNÉE.

Durant ces six mois de guerre, la Bourgogne avait été de beaucoup la province la plus meurtrie. Toutes ses parties avaient été atteintes. Si l'on compte, outre les soldats, les goujats et batteurs d'estrade, c'était une vingtaine de milliers d'hommes — et dont les campements s'épalaient parfois sur six ou sept lieues de pays — qui avaient tracé, du nord-est au sud-ouest, puis dans le nord-ouest ou le nord du gouvernement, un large sillon de destruction. Les troupes, de brèves notes nous les décrivent : gens de pied sans armure, marchant en désordre, escortés par des voitures de grain et du bétail volé ⁵. Leur œuvre, des procès-verbaux dressés par les

1. AUTUN, BB 3, f. 166 v° (alarme à Autun, 27 juin) ; DIJON, B 208, f. 70.

2. DIJON, B 208, aux dates ; Breunot, I, 185 ; Pépin, 22 ; *Recueil des choses...* Cf. lettre de Casimir à Fr. de Vergy, *Corr. du cardinal de Granvelle*, éd. Pouillet et Piot, VI, 381 ; et *Négociations avec la Toscane*, IV, 79 ; BAUDOUIN, II, 170.

3. C'est à Andelot que, le 10 août, Jean-Casimir signe le reçu du premier versement (B.N., fr. 15904, f. 70 v°).

4. Le duc est à Mussy vers le 1^{er} juin, à Châtillon le 5, à Ravières le 23, à l'Isle-sous-Montréal le 26 (CROIX, *Le Châtillonnais et les épreuves de la guerre*, 159-160 ; BAUDOUIN, II, 171-175).

5. *Recueil des choses...*, 55. L'effectif total est évalué à 100.000 par le *Recueil, ibid.* (dont 30.000 combattants). L'état des soldes des *Calendars of state papers of the reign of Elisabeth*, 1575-1577, n° 460, dénombre de 20.000 à 25.000 combattants (cf. DE VAISSIÈRE, *Les d'Alègre*, 109-110). Les chanoines du chapitre de Beaune comptent, lorsqu'ils défilent sous leur ville, 22.000 hommes ma

bailliages nous en donnent idée. Il n'y manquait ni les églises profanées, comme celle de Semur, ni les châteaux saccagés, comme ceux du Pailly, de Longecourt, de Gilly, de Corabeuf, d'Échigey ou de Savigny-les-Beaune, ni les villages incendiés, désertés par leur population fuyant à grand flot, comme en Brionnais, « par les boys et buyssons... », — sans compter, ici et là, la peste laissée par le « camp des Reistres ». Sur ce tableau de désolation brochait le souvenir tout frais de la population de Nuits passée au « fy de l'espée » ¹...

A ces exploits des Allemands, répondaient, en Avallonnais, en Châtillonnais, les « brulemens » de l'armée de Mayenne, les réquisitions du duc d'Alençon signées, il est vrai, « François, fils et frère de roy », mais exécutées ensuite la pistole au poing ². Si poussé au noir que puisse être un document comme la requête où les

armés et marchant en désordre : Condé en avant-garde, Jean-Casimir avec le gros (C.-d'OR, G 2505, f. 267 v^o). Nous avons dit nous-même, par hypothèse : 12 ou 15.000 combattants.

1. La Guiche aux échevins de Mâcon, Autun, 1^{er} fév. 1576, MACON, AA 8, n^o 30. — Le *Recueil des choses...* (30 et s.) avoue tous ces forfaits en rejetant la faute sur les Allemands. A. d'Aubigné, *Hist. universelle* (V, 17), et De Thou (VII, 407) font de même. V. aussi, entre autres pièces, le procès-verbal d'information concernant Semur-en-Brionnais (ABORD, III, P.J. n^o 41). Plusieurs autres informations seraient à citer, par ex. C.-d'OR, G 52, f. 51. Indications utiles dans G 2505, f. 268-281 v^o ; C 3067, f. 57 et suiv. — V. aussi le témoignage de l'ambassadeur vénitien qui, en 1577, parle de la trainée de ruines qui se poursuit « de Dijon jusqu'en Champagne » (*Relat. des ambassadeurs vénitiens*, II, 285) et montre les chemins de Bourgogne infestés de soldats devenus brigands (279, 287, 289). Cf. L'Estoile, *Mémoires-journ.*, I, 113 ; J. Vignier, *Décade hist. du diocèse de Langres*, p.p. la Soc. arch. de Langres, Langres, 1891, 2 in-8^o, II, 244. — Un bon exemple de la terreur qu'inspiraient aux villes les garnisons des châteaux est fourni par les mémoires et lettres des échevins de Mâcon concernant la troupe du capitaine Pisay, de Lourdou (MACON, EE 49). — Sur la peste : AUTUN, BB 3, f. 168 v^o (10 oct. 1576).

2. Sur l'attitude des troupes de Mayenne, v. ci-après, p. 79. — Exemples de mandements de réquisition dans CHALLE, I, P.J. n^o xxvi (réquisition sur Montréal, Mussy-l'Évêque, 4 juin 1576) ; dans BAUDOUIN, II, P.J. n^o vii (sur Avallon, l'Isle-sous-Montréal, 26 juin 1576). — Le duc d'Anjou arrive à Châtillon le 5 juin avec Condé, La Noue, Bussy d'Amboise et tout l'état-major des protestants et des « Mécontens ». Pendant 21 jours, la ville est tenue par les troupes. C'est le 11 juin que se produit la mutilation fameuse d'une statue de saint Antoine qui, d'après le récit recueilli en deux plaquettes (de Paris 1576 et Troyes 1586), aurait été suivi de la mort ou de la conversion des profanateurs. Sur cet épisode et sur ces plaquettes : v. LEGRAND, *Hist. sainte de Chastillon*, 257 ; CROIX, *Le Châtillonnais et les épreuves de la guerre*, 160-162. — Sur le pillage de la ville et des environs : v. FRÉROT, *Documents*, 432 et s. (enquête de 1583). Avallon, Monsieur approchant, verse aussitôt 1.000 livres pour s'exempter de réquisitions et de logement (acte signé à Ravières, 23 juin, BAUDOUIN, II, P.J. n^o vi). Le 26, Monsieur exige le logement (*ibid.*, vii-viii) ; mais il doit se contenter d'une réquisition de vivres.

chartreux de Lugny montrent les forfaits de 400 « reîtres estant en la soulde du roy », puis d'une troupe du duc d'Alençon, — les calices emportés avec « le siboil ou estoit la sainte hostie », l'argent, le grain, le bétail volés, les arbres fruitiers coupés, le prieur rançonné..., — l'exemple suffit à témoigner éloquemment pour le bailliage de la Montagne ¹.

Épreuves bien connues, d'ailleurs, et des provinces voisines et de la Bourgogne elle-même dans les années 1568-1570 ². Mais ce qui, en 1576, apparut plus nettement que jamais, ce fut l'impuissance du roi comme protecteur.

Une fois de plus, le roi avait laissé les Reîtres saccager le plat-pays bourguignon. Le gouverneur de Bourgogne commandait, et au pays même, une armée royale, — de petit effectif, il est vrai, 8.000 hommes au plus ³ et sur lesquels encore il avait prélevé de quoi secourir quelques places, le régiment d'arquebusiers du s^r de Brichanteau pour Dijon et Beaune, les 500 salades de Jean de Tavanès envoyées, trop tard, au secours de Nuits, les 14 enseignes du maître de camp D'Émery, réserve postée, à la fin de janvier, à Autun ⁴. Tandis que les compagnies des nobles du pays, celles du comte de Charny, du comte Guillaume de Tavanès, des sieurs de Beaufort, de Benne, de Trémont et de Chevière, harcelaient les colonnes protestantes et couvraient Dijon, Tournus ou Mâcon ⁵, on

1. V. le texte (mal daté) dans MIGNARD, *Hist. des fondations religieuses du bailliage de la Montagne* (*Mém. Comm. des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. VI, 368).

2. Pour comparaison : L. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 562 et s. ; L. DAVILLÉ, *Les ravages de la Lorraine pendant la Ligue* (dans *Le pays lorrain*, t. VIII, 1911, 7 et s.).

3. Mayenne au roi, 19 janv., 3 et 10 fév. 1576, B.N., V^c Colbert 8, f. 30, 55, 72. — Bouillé, panégyriste des Guises, évalue (II, 26) l'armée de Mayenne à « 6 ou 8.000 arquebusiers et 1.200 cavaliers mal payés » (il ne cite aucune pièce) et prend prétexte de ce faible effectif pour faire un long éloge du jeune général. BAUDOUIN (II, 161) juge plus sévèrement sa « tactique inexplicable », et GARNIER (*Corr.*, t. II, *Précis hist.*, XIV) écrit : impéritie.

4. B.N., V^c Colbert 8, f. 40, 49, 137 ; C.-D'OR, C 3067 ; AUTUN, BB 3, f. 160. D'Émery a « commission de Monseigneur le duc du Menne pour se jeter dans les villes de son gouvernement où l'ennemy doit passer » (Ph. de La Guiche aux échevins de Mâcon, Autun, 1^{er} fév. 1576, MACON, AA 8, n^o 30). Le même propose, comme garnison aux Mâconnais, avec l'appui de La Guiche, les trois compagnies les plus disciplinées de son régiment (EE 49, avec une copie de la commission de Mayenne). — Guill. de Tavanès (*Mém.*, 467) parle de six compagnies du régiment de Piémont qui couvrent Châtillon.

5. DIJON, B 208, f. 55 v^o - 56 ; Guill. de Tavanès aux échevins de Mâcon, Chalon, 27 janvier 1576 (MACON, AA 6, n^o 81), et *Mém. de Guill. de Tavanès*, 468. A Mâcon, des gentilshommes des environs offrent leurs services : les s^{rs} de de Rochebaron et de Montperron (AA 8, n^o 29, 31).

s'attendait à voir le gouverneur faire tête avec son gros. Mais il laissa passer les occasions de renouveler la charge de Guise à Dormans. Après avoir tenu, au milieu de janvier, le pays de Bar-sur-Seine et la Montagne, son armée royale — et ce titre pourtant évoquait parmi les simples l'idée de puissance — était restée inactive sous Châtillon, tandis que Dijon voyait flamber les villages de la Plaine. Mayenne s'était posté ensuite à Époisses et à Montbard, en travers des trouées de l'Auxois par où Condé et Jean-Casimir eussent pu encore remonter vers Paris, et, à mesure que Condé infléchissait sa marche vers le sud-ouest, il avait pivoté autour du pays auxerrois, couvrant, comme Cossé-Brissac en 1570, les avenues de l'Ile-de-France, et exécutant en cela ses consignes¹.

Consignes imprécises, d'ailleurs, et il s'en plaignait au roi :

*Je me trouve en la plus grande peyne que eust jamais homme ayant la charge qu'il vous a pleu me confier, parce que par toutes les lettres qu'il vous a pleu m'escripre vostre intention n'y est point bien expressement declarée et semble que je doibve laisser passer lad. armée et employer les forces pour la conservation de vos villes où plus commodément j'auray moyen d'y pourveoir...*²

Sauf Nuits, les villes du roi échappèrent aux Reîtres : sans doute ; mais Guise aurait-il, lui, sacrifié la campagne ? Aurait-il laissé défiler autour de lui, sans les attaquer, ces colonnes dispersées qui présentaient leur flanc ? Le jeune Mayenne laissa « passer lad. armée », laissa s'opérer, en Bourbonnais, la jonction des Reîtres et des Malcontents du duc d'Alençon, se contentant, à la fin de janvier,

1. Mayenne est à Vitry-le-François le 14 janvier, à Bar-sur-Seine le 19 (Mayenne au roi, B.N., V^e Colbert 8, f. 30, 40). Il observe : « Nous sommes en doute du chemin qu'ilz prendront, estant au nombre de trois, à scavoir vers Roane à la teste de Loire, à Autun et à la Charité, ou par la vallée d'Époisses par le Tonnerrois et Auxerrois, qui seroit pour aller vers Paris » (B.N., V^e Colbert 8, f. 40). Les Reîtres, des abords de Dijon, lancent vers le 19 janvier une reconnaissance jusqu'à Pont-de-Pany, tâtant la route de Paris en direction des passages gardés par Mayenne. Et, après le sac de Nuits, ils font une nouvelle tentative vers l'Auxois, qu'ils poussent jusqu'à Arnay-le-Duc, et ce nom, précisément, rappelle un précédent : celui de Coligny livrant bataille en 1570 pour s'ouvrir la route de Paris (cf. BAUDOUIN, II, 40, 71 et s.). Les passages étant gardés, les protestants poursuivent leur route vers le sud.

2. Mayenne au roi, janv. 1576, B.N., V^e Colbert 8, f. 137. Le plan tracé d'abord par le roi semble avoir été d'empêcher la jonction de l'armée de Condé avec les troupes du duc d'Alençon, groupées au sud de la Loire : un mémoire rédigé par Bellièvre le conseillait (B.N., fr. 15904, f. 400-403). Mais le souci de conserver l'armée pour couvrir Paris paraît avoir ensuite déterminé des ordres contradictoires.

de se poster au sud de Cravant, sur les routes qui, par les vallées de la Cure et de l'Yonne, viennent du sud. Son occupation de Decize, son établissement à Cosne et une pointe sur Moulins (le 1^{er} mars) parurent annoncer son intervention active¹; mais, tôt après, il se repliait; puis, au début d'avril, retraitant vers le nord, il se borna finalement à s'établir en position de surveillance entre Auxerre et Sens, impuissant, désormais, à retenir ses compagnies qui, se licenciant d'elles-mêmes l'une après l'autre, se mettaient à battre le pays à leur guise².

Comme en 1569, l'armée du roi, c'était le fait, avait abandonné les campagnes bourguignonnes à l'heure du péril. Les villes mêmes allaient, durant des années, souffrir des destructions opérées dans le plat-pays : « biens » abandonnés par les rentiers, récoltes compromises, prix des vivres haussés et revenus diminués, cela n'était pas, pour les citadins, sujet de petit grief. Et si la plupart des remparts urbains avaient échappé à la tempête, c'était peut-être à eux-mêmes surtout qu'en plus d'un cas les « citoyens » des villes pensaient le devoir. En tout cas, l'alarme de 1576 leur avait généralement démontré la valeur de leurs forces propres et l'efficacité de leurs « résolutions » spontanées. Dijon, mettant ses milices sous les armes et canonnant l'ennemi à grandes volées, Auxerre, recrutant des compagnies à grande dépense et s'épuisant en gardes, n'avaient pas fait effort vain³. A Autun, les notables, oubliant un instant leurs conflits, l'évêque Ch. Ailleboust, le vierge Claude Berthault et les officiers du bailliage avaient, à la nouvelle que l'armée protestante se dirigeait vers eux⁴, atteint au ton héroïque. Le 20 jan-

1. Mayenne au roi, Cravant, 31 janv. et 2 fév. 1576 (B.N., V^e Colbert 8, f. 37, 39). Le prince est à Moulins le 1^{er} mars (*ibid.*, f. 57; cf. *Négociations avec la Toscane*, IV, 58, dépêches des 10 et 23 mars).

2. *Négociations avec la Toscane*, IV, 59, dép. du 24 mars.

3. Le registre d'AUXERRE, BB 3, entre le 21 fév. et le 8 août, énumère un nombre considérable de mesures défensives coûteuses. C'est à partir du 2 avril que l'alarme s'affirme au sujet de « l'armée de Monseigneur le prince de Condé » et que les remparts se garnissent de gabions (f. 57). Le 12, les « soldatz » commencent à arriver (f. 61). Sur les compagnies des capitaines Lahaye, Malarbé, v. f. 63, 75, 77, 80, 135. — Le gouverneur de la ville, Jean de Tavanès, participe avec vigilance à ces mesures (f. 63, 65, 72, 76, 80). — A Autun, quelques travaux seulement (AUTUN, BB 3, f. 150, 12 janv.).

4. AUTUN, BB 3, f. 151 v^o (17 janv.), f. 153 (19 janv.). Il ne s'agissait, en fait, que de la reconnaissance poussée sur Arnay (v. ci-dessus, p. 76, n. 1).

vier, à l'assemblée générale des habitants tenue au palais épiscopal, l'évêque annonce « qu'il ne desamparera la ville, ains qu'il vivra et mourra en vray concitoyen » ; puis, le lieutenant-général Mont-rambault dit « qu'il s'estoit resolu vivre et mourir pour la patrie et pour la ville où il a prins naissance » ; le lieutenant particulier Pupelin proteste aussi de « vivre et mourir à la defense de la ville » : tout le personnel du bailliage répète leur serment ; — puis les chanoines jurent à leur tour « ne desemparer ces lieux, ains y vivre et mourir avec les citoyens pour le service du roy », et, tous les assistants, se ralliant à ces résolutions, on répartit entre les capitaines et les échevins les commandements des murs¹. Mais le recours au « sieur gouverneur en ce pays » est aussi jugé indispensable et une demande de secours est portée d'urgence à Mayenne. Or, le soir même, on apprend que le gouverneur replie son armée vers Cravant, et qu'il faudra, si Charny n'intervient, ne compter, en dehors des milices, que sur 200 arquebusiers qu'on recrute fébrilement autour de la ville²...

Au souvenir du passage du « duc Casemil³ », restera associé, désormais, ce sentiment que les citadins doivent, dans le cas d'éminent péril, compter d'abord sur eux-mêmes. De l'esprit « républicain » de 1588, là est l'une des racines locales. Et, à l'origine des doléances fiscales, si amères, de 1578-1579, il y a sans doute, outre le chiffre imposant des dépenses et des ruines de 1576, ce sentiment qu'ayant assumé devant les Reîtres le rôle qui revenait aux gentils-hommes, les villes ne devaient pas payer encore les subventions de guerre⁴. Ainsi l'abstention de l'armée royale doit être retenue

1. AUTUN, BB 3, f. 154-155. Cf. ABORD, I, 462-463. Le 23, Cl. Berthault, vierg, ayant conféré avec les centeniers de la ville basse, parle de « l'ancienne gloire et reputation de ceste cité tant ancienne », puis les centeniers décident unanimement de ne se retirer dans les forts qu'après avoir défendu la ville basse « à leur possible » et de « mourir pour leur patrie » (f. 158 et v°).

2. BB 3, f. 155 v°, 158. Le 22 janv., deux députés rendent compte qu'ils ont vainement cherché Mayenne à Semur, Moutier et Montbard. Le 24, on demande à deux gentilshommes du pays de fournir d'urgence le « plus grand nombre d'arquebusiers qu'ilz pourront » (f. 159 v°). Les enseignes du s^r d'Emery n'arriveront qu'après l'alerte (f. 160).

3. *Casemil*, *Cassemil*, *Cassemir*, *Cazemi* : sur ces diverses graphies et prononciations bourguignonnes, v. C.-D'OR, BII 360/51 ; AUTUN, BB 3, f. 153 et 166 v° ; ABORD, I, 465, n. « Le duc de Cassmyr », dit le registre d'AUXERRE, BB 3, f. 98 v°.

4. Sur ce sentiment, v. ci-après, p. 124. Le meilleur témoignage sur l'effort des villes est sans doute celui de DIJON, B 208, f. 56-70 (série des mesures défensives).

comme l'une des causes de l'état d'esprit du Tiers-État dans le conflit qui allait éclater entre les États de Bourgogne et le roi.

Mayenne, et non seulement le roi, perdit, en cette affaire, le meilleur de son crédit. Pour le moins, on devine que si Henri de Guise avait gagné à Dormans ¹, unique bataille de la campagne, sa première gloire de chef catholique, son frère cadet avait maigrement illustré son commandement d'armée et gravement déçu sa province. A Charny, comme naguère au maréchal de Tavanès, allèrent les rares grâces qui s'exprimèrent ².

Et non seulement l'armée du gouverneur avait paru impuissante, mais elle avait lourdement fatigué le nord-ouest de la province :

Avoit le camp dudit sieur du Maine, relate le curé Claude Haton, la renommée de faire plus de domage, de ravissements, rançonnemens et tous aultres maux que celui desdits reistres, mettant le feu en aucuns lieux.

C'était aux troupes de Mayenne, bien explicitement, que les échevins châtillonnais imputaient le pillage de leurs maisons et les chartreux de Lugny le sac de leur monastère ³...

Pas de doute que des âpres griefs de 1576 le renom du jeune gouverneur n'eût à pâtir. Il allait revenir en Bourgogne salué suivant les rites, mais sans chaleur et sans confiance. Il avait, dans sa Bourgogne catholique, où il bénéficiait, en 1574, du préjugé le plus favorable, manqué l'occasion d'acquérir un prestige effectif dans ses échevinages, dans son clergé et dans son peuple.

Mayenne avait donc mal débuté ; mais Henri III beaucoup plus mal encore. C'est à lui surtout qu'allaient finalement les griefs dont nous venons de parler ; — et à ceux-là, il en faut ajouter d'autres encore, moins propres à la province, communs au contraire

1. Où d'ailleurs, mais comme sous-ordre, Mayenne fit bonne contenance, ainsi que les Bourguignons qui l'accompagnaient. Par exemple, Jean de Tavanès avait peut-être été de ceux qui dégagèrent Guise entouré et blessé. Après quoi, il aurait avec sa troupe ramassé 1.500 prisonniers (v. à ce sujet PINGAUD, 129).

2. Remerciements des Mâconnais (les échevins de Mayenne à Charny, Mâcon, 1576, dans MACON, EE 49). Témoignages d'attachement donnés à Charny en juin et juillet 1576 par les échevins de Dijon à l'occasion de la maladie de sa femme (DIJON, B 214, f. 24, 26).

3. *Mémoires de Cl. Haton*, 827 ; — FRÉROT, *Documents*, dans *Bull. Soc. du Châtillonnais*, 1895-1896, 433 ; — MIGNARD, *loc. cit.*, 368. Sur l'aspect misérable des troupes de Mayenne, v. B.N., V^c Colbert 8, f. 50.

aux sujets catholiques de tout le royaume : les griefs provoqués par l'édit de Beaulieu et la politique que représentait cet édit.

4. — L'ÉDIT DE BEAULIEU ET LES PREMIÈRES RÉSISTANCES AU ROI.

Les catholiques bourguignons, bourgeois et clercs aussi bien que paysans, avaient imploré la paix, et cependant, ayant réchauffé leur haine des protestants allemands, ils ne virent pas sans indignation, au début de mai 1576, l'édit de Beaulieu, — « la paix la plus pauvre et la plus inique qui fut jamais », suivant le jugement du chanoine dijonnais Pépin ¹, — rendre à l'« huguenoterie » ce que les guerres lui avaient enlevé : le culte libre, les chambres mi-parties... L'œuvre du maréchal Gaspard paraissait, à ces ardents, jetée bas et ils apprenaient même que leur catholique Bourgogne était frappée, en ce mois de mai, d'un coup particulier bien propre à les toucher : non seulement elle allait avoir à payer sa part de l'exorbitante indemnité de deux millions de livres promise au Palatin, mais c'était sur elle, c'était par le don des château et seigneurie d'Argilly, des revenus des châtellenies de Châtel-Gérard, Pontailler, Brazey, Beaumont-sur-Grosne, Vieux-Château, Saint-Léger - de - Fourcheret, Saint - Germain - de - Modéon et Rouvres, que Henri III achetait la renonciation de Jean-Casimir ². Ce chef des reîtres, d'ailleurs, prolongeait son séjour en Bourgogne ou aux abords de cette province jusqu'au versement de la première tranche de son indemnité ³, et cette présence proche, jointe aux dispositions libérales de l'édit, encourageait une ébauche de restauration pro-

1. *Livre de souvenance*, p. 22. — Sur le mécontentement en France, en général, après l'édit de Beaulieu, v. par ex. A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 88 et s. A Auxerre, suivant Jean de Tavanès (*Mém. de Gasp. de Tav.*, 236), la populace avait massacré les agents de Cath. de Médicis négociant la paix avec les protestants.

2. Lettres patentes du 30 mai 1576 (C.-D'Or, B 12082, f. 145 v^o - 146 ; cf. *Reg. Parl.*, II, 991). Il faut ajouter que Dijon (outre Saluces et Lyon) fut un instant offert en gage aux Suisses ennemis que le roi devait payer. Le duc de Lorraine avança heureusement à Henri III le million de livres nécessaire (*Négociations avec la Toscane*, t. IV, 63 et 74).

3. 300.000 livres, promises pour le 15 mai. C'est le 5 juillet seulement, à Mont-réal, que Bellièvre conclut avec le prince la convention qui détermine sa sortie de Bourgogne (B.N., fr. 15904, f. 117, 252 ; cf. La Ferrière dans *Lettres de Cath. de Médicis*, t. V, p. LIX-LXIII, et L. MONNIER, *Missions diplomatiques de Pomponne de Bellièvre de 1573 à 1588*, dans *Positions des thèses de l'École des Chartes*, 1930, p. 121).

testante. Des émigrés rentraient. Quelques repaires, comme Lourdon, en Mâconnais, continuaient à effrayer autour d'eux les populations catholiques ¹.

Or, à ce grief essentiel, s'en ajoutèrent aussitôt une série d'autres, secondaires ou capitaux. Secondaires peut-être, actifs cependant, ceux, par exemple, que suscita la prétention de Henri III de stationner en Bourgogne, aux frais du pays, des troupes de protection. Le reître était ennemi, mais le soldat français tout autant, et tout autant encore les leveurs de « subventions »... Lorsqu'il fallut payer, en juin, les six compagnies du régiment de Crillon que commandait le s^r de Miramont, devant Charny, qui, pourtant, se bornait à demander une avance remboursable sur l'« octroi » de 1577, les élus se dressèrent fermement, défendirent pied à pied leurs deniers, et ce fut, d'août à octobre 1576, un conflit animé de cinq mois ². Mais, après Miramont, Martinenque. Ce capitaine, trop connu en Bourgogne, s'installait en Auxerrois : commission du roi. Nouveau refus de crédit, et par les États cette fois ; nouveaux mémoires au roi ; nouveaux débats avec Charny ; — ce fut encore deux mois de passions ³...

On luttait aussi contre les impôts. « Où le Reître est passé, il n'y a point de dîme ! » Les ruines de son plat-pays plaidaient pour la Bourgogne l'exemption, ainsi que les fléaux qui, suivant les guerres, dans l'été de 1576, surgirent partout sur son sol : des flots de men-

1. S.-ET-L., B 852 (mentions des courses des soldats de Lourdon et La Rochette). Le registre du chapitre de Beaune fournit, entre autres documents, des indications caractéristiques. En juillet, plaintes contre le ministre (C.-D'OR, G 2506, f. 18). En sept., placards hérétiques sur les églises (f. 30 v^o). Etc.

2. C.-D'OR, C 3067, f. 22 et s., 25 v^o-38 v^o. Les compagnies, non payées, couraient. D'où les plaintes du plat-pays, qui amenèrent les élus à concéder 5.000 livres. Puis partirent en mission auprès du roi l'élu Desbarres et l'avocat-conseil des États, Pierre Jeannin. Mais Miramont, malgré des ordres du roi, tarda à quitter le pays. Il fallut encore 2.500 livres pour le décider à déguerpir (fin d'oct.) (*ibid.*, f. 54). Il fut transféré en Normandie. Cf. C 2979, f. 165.

3. Sur la mauvaise réputation du comte de Martinenque : S.-ET-L., C 467 (délibérations des États du Mâconnais) ; AUTUN, BB 3, f. 147 v^o. — Sur les débats et démarches diverses : C.-D'OR, C 3067, f. 39 et s., 55. Finalement la troupe est partagée entre Gien et Cluny (Henri III à Charny, Blois, 12 déc. 1576, BAUDOUIN, II, P.J. n^o ix). Cluny, alors, élève ses plaintes, et surtout Mâcon (Charny aux échevins de Mâcon, Pagny, 11 fév. 1577, MACON, AA 6, n^o 90). Sur les méfaits ultérieurs de la troupe de Martinenque, v. MACON, EE 50 (1577-1578). — Sur le comte Sciarra Martinengo, gouverneur de Gien à l'époque des dernières guerres religieuses, avec qui il faut sans doute identifier notre Martinenque, v. *Lettres de Cath. de Médicis*, V, 4 ; VI, 9.

dians et, derrière eux, redoutable et ruineuse, la peste qui était à Verdun dès juin, à Dijon en août, à Chalon en octobre, et qui allait, durant un an, lourdement sévir ¹.

Les élus du pays pouvaient, en outre, faire valoir les récentes dépenses de la guerre. La Bourgogne avait, en 1575 et 1576, dû, villes ou États, ajouter au taillon ordinaire les charges considérables de son armement ; l'entretien, par exemple, pendant quatre mois, des Reîtres campés à Is-sur-Tille avait coûté 112.000 livres, dont chaque bailliage avait dû payer à peu près le dixième ². Les villes, de leur côté, dressaient, envoyaient aux élus état de leurs propres dépenses, et particulièrement de celles qui étaient faites pour ces troupes du roi dont elles avaient reçu un si insuffisant appui ³. La grande affaire de 1576, avec le départ des Reîtres, fut, pour les Bourguignons, évidemment, la « décharge » qu'après délibération des élus, le syndic des États, Pierre Michel, fut chargé de négocier en cour. Il partit de Dijon le 6 février, suivi de 24 feuilletes de bon vin, et réussit assez bien. Le taillon de l'année fut réduit de moitié ⁴.

Les résistances à la politique religieuse de l'édit de Beaulieu furent aussi caractéristiques. Peut-être certains catholiques bourguignons n'avaient-ils pas observé sans étonnement, depuis le début de la guerre, l'équivoque diplomatie de la reine-mère : ses agents, Pomponne de Bellièvre et le s^r de Missery, avaient suivi Jean-Casimir pour lui offrir une paix avantageuse et le village d'Étigny, près de Sens, avait, à la fin d'avril, été témoin de l'humiliant empressement que Catherine avait mis à ravitailler elle-même l'armée ennemie ⁵. Mais les articles du 6 mai, qui autorisaient le culte protestant « par toutes les villes et lieux du royaume », achevèrent d'indigner les catholiques à qui échappaient les raisons et les calculs intimes de la reine-mère, résolue à arrêter les Reîtres,

1. CHALON, BB 6, f. 41 et s. ; B. DIJON, Baudot 46 (reg. de Seurre) ; Pépin, 23 ; JEANDET, *Verdun*, 31.

2. C.-D'OR, C 3066. Cf. BAUDOUIN, II, 149.

3. AUXERRE, BB 3, p. 126 : état des fournitures faites aux 8.000 Suisses du roi conduits par le colonel Pfyffer, etc. ; — C.-D'OR, C 5382 (dépenses de Dijon) ; — AUTUN, BB 3, f. 171. Cf. C.-D'OR, C 3067, f. 7-8, 12 et suiv.

4. C.-D'OR, C 3067, f. 7, 8 et v^o, 9, 10 et v^o, 14 v^o, etc.

5. Cath. de Médis à Bellièvre et Missery, Châtellerault, 14 janv. 1576, *Lettres de Cath. de Médis*, V, 311. Cf. 312-313, et L. MONNIER, *op. cit.*, 121 ; — BAUDOUIN, II, 166.

et à réconcilier ses fils, à quelque prix que ce fût, quitte à elle, et au roi, ensuite, à éluder l'exécution des engagements pris « par nécessité » ¹.

Bien que la convocation des États généraux, dont les lettres étaient du 6 août, pût éclairer sur la manœuvre qu'envisageait le roi, le Parlement de Dijon manifesta son opposition. Il avait publié, et dès le 28 mai, l'édit lui-même ²; mais il s'insurgea lorsqu'il s'agit de la constitution des chambres mi-parties. A la rentrée de la Saint-Martin, lorsque le premier président, Denis Brulart, présenta des lettres de cachet du 29 octobre ordonnant que fussent désignés les officiers de la nouvelle chambre, on arrêta de « différer » d'envoyer ladite liste « et de ne rien faire à cest egard jusqu'après la tenue des Estats qui estoient assignés à Blois ³ ». Pour qui savait combien les édits de religion s'usaient vite et surtout pour qui prévoyait l'esprit et les résolutions des États, — et cette prévision était aussi aisée que probante était l'expérience des édits, — le sens d'un tel ajournement n'était nullement douteux.

Une autre décision compléta peu après ce premier arrêt. Lorsque, en novembre encore, le conseiller Bernard Desbarres exhiba un édit créant un office de président catholique à la chambre mi-partie et des lettres de provision à cet office portant son nom, « fut resolu », d'un mouvement commun des chambres assemblées, « que tant l'edit, provisions dudit sieur Desbarres que toutes aultres lettres ou jussions qui pourroient venir seroient gardées et mises dans un sac sans y former aulcun arrest... ⁴ ». L'on voulait attendre aussi de savoir « tout ce qui seroit dit dans les aultres parlemens du royaume » et, là encore, l'intention est peu douteuse puisque, dès la date, le Parlement de Paris au moins fournissait le modèle de la résistance la plus astucieuse et la plus résolue ⁵.

1. Cf. A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 26.

2. *Reg. Parl.*, II, 978; Breunot, I, 183. Cf. *Edit du Roy Henri III sur la Pacification des Troubles, publié en la Cour de Parlement à Dijon le xxviii^e jour de May 1576*, à Dijon, par Jean des Planches, 1576, in-8°, 40 p. non chiffrées.

3. Breunot, I, 186. Cf. *Reg. Parl.*, II, 1012-1013.

4. Breunot, I, 186; cf. *Reg. Parl.*, II, 1015. L'arrêt fut suivi, par ex., le 14 janv. 1577, lorsqu'on mit au sac une lettre de jussion et une requête de Desbarres demandant la vérification (*Reg. Parl.*, II, 1030; Breunot, I, 189). On diffère vers la même date une ou plusieurs causes « dont aucunes des parties avoient demandé d'estre renvoyées à la Chambre my-partie » (Breunot, *ibid.*).

5. E. MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, Paris, 1914-1916, 3 in-8°, II, 45-48.



L'intérêt de ces résistances bourgeoises est d'être, en Bourgogne, les premières en date où s'exprime nettement l'idée d'une opposition au roi Henri III. Nous ne savons à quel degré ni comment l'opinion populaire les appuyait ¹. Nous n'avons même aucune preuve que le clergé bourguignon eût manifesté, comme celui de Sens, par exemple ², son hostilité pour cette capitulation du 6 mai qui avouait la victoire la plus précise remportée, en France, par les protestants. Nous en savons assez cependant pour affirmer, ici, l'importance des événements de 1576 dans l'histoire des relations des Bourguignons avec Henri III.

A ne tenir compte que du fait dominant de son histoire depuis 1570 et 1572, le recul évident des protestants, on eût pu croire que la Bourgogne dût échapper, sous le nouveau règne, au fléau de la guerre religieuse. Et, de fait, l'agitation protestante de 1575 n'avait éveillé, en Bourgogne, aucun mouvement important proprement indigène. Mais il se trouva que, saisie une fois de plus par son destin de liaison géographique du calvinisme méridional avec ses alliés allemands, cette province fut, en somme, le théâtre principal de la guerre de 1576. Alors ses épreuves redoublèrent et ses griefs contre le roi, impuissant à la protéger, grandirent brusquement. On n'hésita plus, par exemple, même en des pièces imprimées aussi modérées que l'*Imploration de la Paix au Roy*, du chanoine autunois François Perrin ³, à rappeler les espoirs encore si récents, soulevés par le passage du roi en février 1575. Puis ces griefs s'aggravèrent encore du discrédit particulier que ce roi s'attira comme auteur de l'édit de Beaulieu. Faute de connaître les incidents locaux de la période, les « paroles » et les rébellions populaires, on peut être tenté de remarquer la modération des actes de résistance, dont aucun ne dépassait la norme des précédents : si la déception de 1576 abat la foi, elle ne déchaîne pas la révolte. Mais, par leur ensemble, ces actes acquièrent une signification dont l'importance ne peut

1. Rien à ce sujet dans les chroniques. Rien à relever dans les papiers de justice de C.-D'OR, BII 360 /50.

2. CHALLE, I, 334.

3. Lyon, B. Rigaud, 1576, in-8° (v. le 8^e sonnet annexe). Cf. A. de CHARMASSE, *François Perrin, poète français du seizième siècle*, Autun et Paris, 1887, in-8°, 89.

échapper : l'opinion qui, dans l'été de 1576, se formait sur le roi devait rester pour beaucoup l'opinion définitive.

Or, il faut se rappeler que la Bourgogne était l'un des gouvernements tenus par les Guises et songer qu'au temps même où Henri III s'attirait l'animosité des Bourguignons, au large s'élevait le prestige du vainqueur de Dormans, champion des catholiques indignés par la « paix de Monsieur » et patron indiqué de toutes les résistances au roi. La Bourgogne des Guises, la province de Mayenne, n'allait-elle pas répondre à l'appel de la Ligue ? Question logique, et que les historiens, en effet, se sont posée. Mais il nous faudra montrer qu'ils y ont répondu un peu vite par l'affirmative.

III

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA LIGUE DE 1576-1577 EN BOURGOGNE

La Ligue apparut dans le flot des doléances et des indignations suscitées par la guerre de 1576 et par l'édit de Beaulieu. Le premier essai ligueur, la Ligue guisarde de 1576, avorta : les États généraux de Blois fournirent au roi, non seulement le moyen d'éluder l'exécution du traité conclu par lui avec Jean-Casimir et d'égarer les griefs de ses sujets, mais encore l'idée de capter cette Ligue, de l'exploiter et de la neutraliser. Après la Ligue du duc de Guise, en apparut donc une seconde, qui fut la Ligue du roi. De ce jeu complexe de 1576-1577 que perçut la Bourgogne ? Aux deux vagues successives de la Ligue quel accueil fit-elle ? Questions d'autant plus difficiles qu'en l'espèce les témoignages directs, nous l'avons dit, font à peu près totalement défaut¹ ; — questions, cependant, que nous voudrions, pour le moins, poser et, dans la mesure où le permet notre documentation, éclairer.

1. — LA LIGUE GUI SARDE DE 1576 ET LES BOURGIGNONS.

Dès décembre 1575, exploitant dans sa fraîcheur son titre de vainqueur de Dormans, Henri de Guise « se montre dans Paris et cherche la popularité ». Le jour de Noël, Catherine de Médicis écrit au roi : « Asteure..., les villes cet liguet sur le non d'eun grent

1. V. ci-après, p. 89 et suiv.

que vous saurés quelques jour ¹ ». Enfin, la paix de Monsieur et le rétablissement de Condé au gouvernement de la Picardie suscitent la Ligue de Péronne et son manifeste appelant « tous les fidèles, loyaux et bons sujets du roi » à « une sainte et chretienne union ». Des articles constitutifs se répandent et, dès le printemps de 1576, sous le nom de Guise. Tels sont les faits qui sont communément donnés comme présidant à la naissance de cette association générale qu'on appelle la Ligue ². Cette Ligue générale substituait l'idée d'un groupement unitaire aux entreprises provinciales, concomitantes, mais dispersées, de la période précédente : « Les associations locales (comme celle du Saint-Esprit en Bourgogne), écrit G. Weill, firent place, en 1576, à une confédération générale étendant ses vues sur le royaume entier avec le désir de rallier tous les catholiques à son programme ³ ».

Cette formule, pour ne pas comporter nettement l'idée d'une succession, d'un transfert des moyens et des hommes d'une forme d'association à l'autre, l'idée d'une filiation des confréries à la Ligue, ne laisse pas cependant de suggérer une telle idée. La première Ligue générale ne consista-t-elle pas en un essai de ralliement des ligues locales ? La Ligue de 1576 n'est-elle pas sortie des petites ligues antérieures ? Il est à coup sûr permis de se poser la question dans le cas de cette Bourgogne, où les « associations » locales sont tenues pour avoir été un temps particulièrement vivantes et où les entreprises nouvelles sont censées *a priori* avoir trouvé un milieu guisard des plus favorables.

Mais pour vérifier duement, dans le cadre bourguignon, cette interprétation à la fois simple et séduisante, il faudrait être en état, d'abord, de dire si les associations locales prolongèrent leur existence réelle jusqu'à 1576 ; — en état aussi d'établir avec certitude le fait de la propagande guisarde, l'existence d'un mouvement ligueur caractérisé, pour le moins à la fin de 1576.

1. Rapport de l'agent anglais Dale (*Calendar of State Papers*, 1575, 210, cité par La Ferrière, *Lettres de Cath. de Médecis*, V, 181, n. 2) ; — Cath. de Médecis au roi, Poitiers, 25 déc. 1575, *ib.*, 181.

2. P. Cayet, *Chron. novenaire*, 13 et s. ; A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 96, 121 ; J.-A. de Thou, *Hist. universelle*, VII, 423-429.

3. *Les théories sur le pouvoir royal*, 140. — Sur les sociétés catholiques locales, v. ci-dessus, I, § 4.

Or, non seulement nous ne sommes pas en mesure d'apporter de réponses nettes à ces premières questions, mais encore les faits ou indices que nous avons pu recueillir incitent à douter fortement que, si ces réponses étaient possibles, elles pussent être réellement affirmatives.

Il faut douter, d'abord, que les fraternités de 1568 aient survécu jusqu'à 1576. Est-il sûr, même, que toutes aient dépassé la paix de Saint-Germain de 1570 ? Non seulement les associations catholiques étaient, à la date, gênées par les « irresolutions de la Royné » et les « requestes des huguenots », mais, comme le dit Jean de Tavanès, « il y eut articles exprès en la paix d'abolir ces associations ^{1...} ». Certaines végétèrent peut-être jusqu'à la mort de leur protagoniste, le Maréchal, en 1573. Le renouvellement, par « plusieurs notables habitans » de Dijon, le 7 janvier 1571, du serment de fidélité aux « articles de société et fraternité » prolonge, sans doute, l'existence d'une « société » jusqu'à une date avancée dans l'année qui précède celle de la Saint-Barthélemy ; mais, en tout cas, de 1572 à 1576, nul indice, à notre connaissance, ne permet de croire que cette société ait dépassé réellement la grande persécution des protestants. Le silence des registres municipaux semble en cela sinon probant, du moins digne d'attention ². En effet, l'un des traits caractéristiques des ligues de 1568, en particulier de la « Société catholique » de Dijon, avait été leur liaison directe et intime avec les échevinages ³. Sociétés et corps de ville conjuguèrent leur action contre les protestants ; la communauté d'action était si avouée que les cadres de la société et ceux des milices communales, au moins au début de 1571, étaient effectivement les mêmes, et qu'à la signature des articles renouvelés à cette date, les noms des

1. *Mém. de Gaspard de Tavanès*, 294. Jean de Tavanès paraît vouloir rappeler que les « associations » disparurent en effet vers cette époque.

2. DIJON, B 211. Cf. AUTUN, BB 3 ; BEAUNE, BB 9 ; CHALON, BB 6 ; SEMUR, reg. 3 ; B. DIJON, Baudot 46 (Seurre). Notons que certaines pratiques datant de Tavanès avaient été probablement conservées, comme, par exemple, le port d'une « marque » catholique, la croix, dans la milice dijonnaise, en 1574 (B 211, 12 mars 1574).

3. En 1568, à Dijon, « cette coopération de la Chambre de ville et de la Société catholique est des plus étroites et des plus assidues. Parfois, le maire prend même l'initiative de la convocation des membres de la confrérie : on a dans celle-ci comme un dédoublement de la Chambre » (BELLE, *La Réforme à Dijon*, 116 ; à l'appui de cette indication, intéressants détails).

associés étaient soigneusement accompagnés de l'indication de leurs grades dans ces milices : capitaines, lieutenants, enseignes ou centeniers¹. On ne peut s'empêcher de penser que, si les corps catholiques locaux avaient été encore vivants en 1576, leur réaction, quelle qu'elle fût, en présence de l'essai de Ligue générale n'aurait probablement pas été sans laisser dans les archives des corps de ville quelques traces démontrant pour le moins leur existence à la date.

Il est vrai — et nous abordons par cette observation une deuxième question — que le silence des registres communaux pourrait signifier, tout autant que la disparition des « fraternités », l'inexistence ou la faiblesse de la propagande ligueuse qui leur eût valu d'y être nommées. Et, de fait, il est permis de douter de l'importance réelle de l'action guisarde en Bourgogne durant l'année 1576. A Paris, « objectif principal » du duc de Guise, en Picardie, en Normandie, et dans le Languedoc, se déroulent, dit-on, au cours de l'année 1576, des opérations de conquête qui sont mentionnées par les « histoires » écrites à la fin du xvi^e siècle ou au début du xvii^e. On croit même percevoir certaines des méthodes employées². En général, la Bourgogne, elle, est passée sous silence par les historiens anciens.

Cependant il est au moins une exception. Agrippa d'Aubigné, suivant qui le mécontentement soulevé par l'édit de Beaulieu fut bien la principale cause, ou occasion, du mouvement, indique que les régions où germa la Ligue furent celles où les Reîtres de Jean-Casimir, en y prolongeant leurs excès, soulevèrent les populations, c'est-à-dire la Champagne et, ajoute-t-il, « un coin de Bourgogne » : ce seraient, suivant lui, les « aigres complaints » de ces deux pays qui auraient servi « d'entrée aux semences de la Ligue³ ». Alors, les jésuites, qui trouvaient, là et ailleurs, des cœurs déjà « préparés », commencèrent à mettre l'organisation sur pied. « L'allumette de l'embrasement » fut bien la Picardie ; mais les Pères eurent tôt

1. DIJON, B 117, f. 120 et s.

2. De Thou, *Hist. universelle*, VII, 425, 428 ; DUBOIS, *La Ligue. Documents relatifs à la Picardie*, 8 et s. ; LOUTCHITZKY, *Documents inédits pour servir à l'hist. de la Ligue*, 19 et s. — On « sommail » les catholiques, nous dit A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 106 (cf. 121). De Thou parle de la propagande parisienne, du recrutement des « libertins » ou ambitieux, des assemblées, etc. (VII, 423). Cf. MARIÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 175. — On peut consulter en outre, sur la première Ligue et les États de 1576, le résumé de M. WILKINSON, *A history of the League or Sainte Union, 1576-1595*, Glasgow, Jackson, Wylie and Co, 1929, in-8°.

3. *Hist. universelle*, V, 96.

fait, en agissant sur les « bonnes villes », d'y « joindre » la Champagne et la Bourgogne... Hésite-t-on à suivre le fougueux huguenot dans sa thèse antijésuite, à lui objecter que les jésuites n'avaient encore, en 1576, aucun établissement en Bourgogne ? Il répond aussitôt qu'« ils se servirent en Bourgogne de cordeliers, ne pouvant leur société fournir à tout ¹... ».

L'ennemi de la Compagnie de Jésus, écrivant après les longues guerres de la Ligue, n'a-t-il pas, en l'espèce, fait abusivement remonter jusqu'à la date de 1576 certains sentiments provoqués seulement, en réalité, par des événements beaucoup plus récents ? Situer dans les deux grandes provinces — guisardes ou réputées telles — de Guise et de Mayenne les premiers foyers de la maladie qu'il avait combattue pendant vingt ans ², lui semblait, sans doute, version logique, basée sur l'expérience des Ligues de 1585 et surtout de 1588 et 1589. En fait, ni les chroniques bourguignonnes, ni, jusqu'à présent, les archives que nous avons consultées ne nous ont livré la moindre mention d'une action guisarde d'organisation datée de 1576 ³. Il est vrai que les précisions fournies par A. d'Aubigné sur les agents de la Ligue sont difficilement contrôlables. Nous connaissons les noms de quelques moines ardents, pourfendeurs de huguenots, qui tenaient les chaires à la date ; mais il s'agit plutôt de jacobins, comme Roch Mamerot ou Germain Buthé ⁴. Un cordelier de cette époque, François Marcoux, se fit connaître pour la virulence de ses sermons de 1583 et années suivantes, mais nous ne savons pas de façon certaine s'il prêchait en 1576. Nous ne connaissons pas davantage l'activité des Valentin Seurreault ou des Marin Pathier que nous rencontrons à cette époque à Beaune ou à Auxerre ⁵.

Cette carence documentaire ne saurait évidemment être invoquée

1. *Ibid.*, 96, 109. Pour Troyes, il cite « deux chanoines, Hennequin et Blujon, et deux prescheurs, Dumai et du Rianni ».

2. Il parle, bien entendu, de la Normandie, mais non comme foyer : « cela s'estendit en Normandie » (110).

3. Rien à relever dans DIJON, B 208, B 213 ; AUTUN, BB 3 ; CHALON, BB 6 ; MACON, BB 44 ; AUXERRE, BB 3 ; etc. Rien dans le *Livre* de Pépin, ni dans le *Journal* de Breunot.

4. CHAPOTIN, *Les dominicains d'Auxerre*, Paris, 1892, in-8°, 210-218.

5. Fodéré, *Narration historique... des convents de l'ordre de Saint-François*. Lyon, 1619, in-4°, p. 915 ; A. de CHARMASSE, *Les prédicateurs de l'avent et du carême à la cathédrale d'Autun* (dans *Mém. de la Soc. éduenne*, XXIX, 1901).

utilement en ce qui concerne la vigueur ou la faiblesse de l'effort ligueur en Bourgogne en 1576. Le caractère factieux et à demi-occulte de l'entreprise guisarde expliquerait, s'il le fallait, le mutisme des registres officiels des échevinages ; et le fait que ces mêmes registres n'avaient pas ignoré, en 1568 ou 1569, les associations de Tavanès, ne saurait diminuer la valeur de l'observation, parce que ces premières associations, bien loin de s'opposer à la politique du roi, répondaient, au contraire, aux tendances alors avouées par ce roi. Quant aux journaux ou mémoires, ils sont, pour la date, rares et pauvres ¹. En tout cas, il n'est pas absolument impossible que des lettres privées ou peut-être une chronique nouvellement exhumée nous apporte quelque jour, sur la campagne guisarde en Bourgogne, des indications positives ².

Il est d'ailleurs tout aussi possible que ce mouvement guisard ait assez tôt avorté au milieu d'une population hostile ou défiante, inquiète, comme celles de Picardie ou du Poitou, de voir certains gentilshommes trop connus prendre les apparences de chefs locaux de l'entreprise ³. Il paraît sûr, bien probable en tout cas, qu'entre la date où purent se répandre les appels de Guise (août 1576 ?) et le lancement de la Ligue royale, contre-attaque de Henri III (janvier 1577), le temps manqua — et la remarque, évidemment, ne vaut pas que pour le cas bourguignon — pour qu'une littérature fleurît dans la province autour du dessein nouveau.

Malgré les réserves qu'impose une critique prudente, les affirmations d'A. d'Aubigné incitent, une fois toutes défiances exprimées sur la valeur du témoignage, à se demander si, tout au moins dans la périphérie septentrionale, dans ces comtés d'Auxerre, de Bar-sur-Seine, ouverts aux influences externes et plus particulièrement champenoises, le gouvernement de Bourgogne ne subit pas, dès l'été de 1576, une certaine infiltration de la propagande guisarde. Et même, bien que nous ne la saisissons pas, l'ébauche d'une organisation, en pleine Bourgogne, n'apparaît pas comme invraisemblable. Si l'« association » nouvelle ne rencontrait plus

1. Pépin ne sait guère que ce qui se passe à la Sainte-Chapelle ou autour d'elle. Breunot, à cette époque, ne donne que la chronique du Parlement.

2. Faudrait-il aussi penser que la consigne de secret, imposée par les chefs, ait pu être plus respectée en Bourgogne qu'ailleurs ?

3. OUVRE, *La Ligue à Poitiers*, Poitiers, 1855, in-8°, 29-30.

de petites ligues prêtes à s'adapter au rôle nouveau de cellules locales d'un organisme général, du moins les hommes des anciennes « fraternités » étaient demeurés. Que les champions de la lutte anti-protestante au temps de Tavanès et des luttes antérieures à la Saint-Barthélemy soient devenus les « catholiques » militants de la Ligue de 1585, et déjà les animateurs de toutes les résistances au gouvernement de Henri III à partir de 1578, voilà qui ne peut guère faire doute pour qui suit, à travers les textes, à Dijon des noms comme ceux des avocats Guillaume Royhier et Guillaume Millière, du tanneur Jean Pignalet¹, ou à Autun ceux des avocats Etienne Déchevannes et Georges Venot². Quelle fut l'attitude de ces catholiques en 1576 ? Rien ne permet d'affirmer que les premières ligues locales et la nouvelle ligue générale, les unes prolongeant leur existence, l'autre triomphant des obstacles que le roi suscitait devant elle, eussent pu se continuer entre elles : car les deux institutions — et nous y reviendrons³ — étaient, organiquement et d'esprit, bien différentes. Du moins, les hommes en bon nombre, semblaient-ils pouvoir faire la liaison. Observons donc les Bourguignons dans la période critique de la fin de 1576 et du début de 1577 : à défaut de témoignages positifs fournis par les archives sur la Ligue guisarde de 1576, la préparation et la participation de la Bourgogne aux États de Blois, puis à la Ligue du roi, de 1577, nous fourniront peut-être quelques indications indirectes.

2. — LES BOURGUIGNONS AUX ÉTATS DE BLOIS⁴.

Les archives des villes offrent, en Bourgogne, une documentation assez précise sur ce que fut, au point de vue de la procédure, la

1. Maires ou échevins ligueurs de 1578 ou années suivantes ; personnages souvent nommés comme tels ou comme officiers des paroisses par les registres : DIJON, B 215-225. Leurs signatures sont au bas des « Articles de société » de février 1571.

2. V. ABORD, III, Index.

3. V. ci-après, V, § 2, où nous insisterons sur le caractère ou les apparences aristocratiques du mouvement de 1576-1579 et le rôle prépondérant qu'y jouent les gentilshommes.

4. Nous devons rappeler particulièrement ici ce que nous avons dit dans notre avant-propos sur le caractère fragmentaire de nos « notes », où nous ne nous proposons nullement d'épuiser les questions, mais seulement de réunir certains faits ou observations.

préparation des premiers États de Blois, convoqués pour le 15 novembre 1576. P.-M. Baudouin, qui a exploité une partie de ces ressources, fournit un exposé clair et généralement exact sur les assemblées de bailliages et l'élaboration des cahiers¹. Nous avons ajouté à ses indications quelques notes seulement et de plus nombreux sondages les complèteraient probablement de façon utile. Nous sommes cependant en mesure de préciser que, ni à Dijon, ni à Chalon, ni à Autun, ni à Semur, les documents concernant les élections et la rédaction des cahiers ne réalisent l'espoir qu'on pouvait nourrir d'y rencontrer la preuve d'un mot d'ordre donné par la Ligue ou d'une pression exercée dans le sens guisard, par exemple par le jeune gouverneur de la province.

Les assemblées se tinrent dans les chefs-lieux de bailliage en octobre², puis les bailliages envoyèrent leurs députés et leurs cahiers rédigés à une rapide tenue des États provinciaux dont les élus du pays, au nom des privilèges bourguignons, avaient obtenu du roi la convocation³. Cette session eut lieu à Beaune, du 22 au

1. *Hist. du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*, II, 179-194 (et P.-J., n° x-xi) : nous l'utiliserons ci-après. — Parmi les registres de corps de ville : MACON, BB 44 (cf. AA 10) ; BEAUNE, BB 9 ; DIJON, B 208 ; et surtout CHALON, BB 6, qui (f. 28-75) abonde en indications précises sur le mécanisme de la préparation. On peut se reporter aussi, en ce qui concerne les pratiques suivies dans cette préparation, la plus méthodique, semble-t-il, qu'ait connue la Bourgogne avant 1789, à CHARLEVILLE, *Les Etats généraux de 1576. Le fonctionnement d'une tenue d'Etats*. Pièces dans LALOURCÉ et DUVAL (n° 61 : ass. d'Auxerre, 16 octobre).

2. Pour le bailliage principal de Dijon, cependant, la réunion eut lieu à Beaune, y ayant à Dijon « danger de peste » (v. le bailli aux magistrats de Dijon, 28 sept. 1576, *Corr.*, n° 303). Les avis écrits des habitants « chefs d'hostel » furent reçus à Dijon jusqu'au 6 oct. Il y eut plusieurs projets, que l'avocat-conseil Royhier fondit en un seul cahier (délib. les 9 et 10 oct., DIJON, B 208, f. 103). L'assemblée de Beaune, réunie le 14 oct., élit P. Jeannin et G. Royhier députés du Tiers. — A Chalon, première assemblée du Tiers le 21 sept., deuxième ass. le 5 oct. (élections). Mais, là, la rédaction du cahier tarde : il n'est lu que le 31 oct. (CHALON, BB 6, f. 28-43 v°). — A Auxerre, il semble que les députés du Tiers, Nic. Bargédé, Germain Boyrot et Germain Grail, ne sont habilités que le 8 novembre (AUXERRE, BB 3, f. 9). — A Autun, désignation, le 10 oct., de Cl. Berthault et G. Venot (AUTUN, BB 3, f. 168).

3. Le roi ne demandait que des élections et des remontrances de bailliages (des cahiers établis dans chaque bailliage principal). C'était ignorer les États de Bourgogne, contrairement aux précédents. Le procureur-syndic des États, Pierre Michel, fut donc envoyé en cour pour demander le droit pour la province de ne rédiger « que ung cahier par chaque corps ». Le roi n'accorda qu'une convocation des États et le droit pour eux de résumer les cahiers rédigés dans les divers bailliages (C.-D'OR, C 3067, f. 32). La convocation (signée par le lieutenant-général Charny) est faite à Beaune pour le 22 oct. (CHALON, BB 6, f. 38 ;

24 octobre, Dijon étant en danger de peste¹. Elle représente ce geste déjà traditionnel d'union des Bourgognes qu'on voyait se renouveler chaque fois que les privilèges communs devaient affronter l'épreuve de l'autorité monarchique. Il y eut des indisciplines cependant.

Tous les bailliages, plus ou moins vigoureusement, semblent² avoir condamné le désordre financier et le gaspillage de la maison du roi, l'oppression fiscale : c'était là le sujet de doléance commun à l'ensemble du royaume. La « fouille » des troupes dans les bailliages qui, au cours du dernier hiver, avaient été abandonnés sans défense et saccagés : voilà un autre thème général. Mais, sur le sujet essentiel de la religion, des divergences apparaissaient. Si les remontrances du Tiers autunois et du Clergé auxerrois respiraient la guerre au huguenot³, ceux de l'Auxois et du Chalonnais, par exemple, paraissent avoir représenté assez nettement la thèse transactionnelle et faisaient, semble-t-il, beaucoup plus de place aux doléances concernant les abus des bénéficiaires et commendataires ou l'ignorance des vicaires qu'aux appels aux armes ou à la dénonciation de l'édit de Beaulieu⁴.

Il n'est pas impossible qu'ici et là les « catholiques » aient trouvé, devant eux, une opposition assez vigoureuse. Du moins, un incident caractérisé en témoigne-t-il de façon probante en ce qui concerne Chalon, ce siège d'une communauté protestante longtemps active. L'assemblée des villes closes du bailliage avait élu, comme députés,

AVALLON, AA 27 ; AUXERRE, BB 3, f. 4 v^o, 5 v^o ; etc.). — Cf. AUXERRE, BB 3, f. 84 : remboursement des députés du tiers du bailliage d'Auxerre des frais de leur voyage à Beaune (29 oct. 1577) ; AUTUN, BB 3, f. 168 v^o.

1. V. DIJON, B 208, f. 99, 101 ; C.-D'OR, C 3067, f. 35 et suiv. — Ouverture, aux Jacobins, le 22 oct., sous la présidence de Charny (C.-D'OR, G 2506, f. 35 v^o).

2. Nous devons employer, ici, des formules prudentes. Nous avons les cahiers du Tiers pour les bailliages principaux de Dijon (B.N., Moreau 804, p.p. BAUDOUIN, II, P.J. n^o x) et de Mâcon (MACON, AA 10) ; pour le bailliage secondaire d'Avallon (AVALLON, AA 37, p.p. BAUDOUIN, II, P.J. n^o xi).

3. YONNE, G 1725 (un extrait dans BAUDOUIN, II, 192, n. 1).

4. V. not. le cahier d'Avallon, qui (art. viii) demandait le concile général, mais pour « anéantir les... erreurs », non seulement du Tiers État, « mais aussy des ministres de l'Église catholique » comme de la noblesse. Le bailliage principal d'Auxois se refuse à demander l'introduction des décrets de Trente (BAUDOUIN, II, 190). Pour le cahier chalonnais, v. ci-après, p. 96. — Nous ne saurions même affirmer que se soit produite dans aucune des assemblées des bailliages bourguignons cette exclusion des protestants qui est parfois signalée ailleurs (CHARLEVILLE, *op. cit.*, 60 ; PICOT, *Etats généraux*, III, 10).

deux « politiques » : le maire, Noble M^e Nicolas Jullien, et Claude Guillaud, enquêteur au bailliage : élection bourgeoise, élection d'officiers, favorable à la politique d'apaisement religieux. Des officiers aussi, et du même esprit, furent les auteurs principaux du cahier définitif. Élection, rédaction régulières, mais effectuées, en fait, par un petit comité bourgeois : le 5 octobre, après convocation à son de trompe et cri public, 16 « habitants » au total s'étaient présentés pour le vote ¹... Et la rédaction du cahier, tardant jusqu'au 31 octobre, avait échappé au contrôle des États de Beaune ². Mais alors, une rumeur populaire s'éleva : il fallut corriger le cahier, convoquer, le 7 novembre, une assemblée où parurent, cette fois, 85 habitants, et dépêcher, vers Blois, deux notables, porteurs du texte révisé ³... Contre le groupe des modérés, maître de la maison de ville, contre Jullien et Guillaud, qui, à Blois, défendaient leur texte et ne consentaient qu'à de légères modifications ⁴, un autre parti s'était levé, et menait assez vivement l'offensive pour que l'échevin François de Thésut dût présenter en assemblée générale, le 6 décembre, un plaidoyer systématique en faveur de Nicolas Jullien. Or, si le texte du cahier nous échappe, nous savons du moins que sa correction visait quelques articles sur la religion catholique, apostolique et romaine qui risquaient de provoquer le « scandale et tumulte du peuple »... et nous savons aussi que la dernière phase de ce conflit chalonnais en éclaira tout le sens. Le 10 décembre, en assemblée générale, à Chalon, le procureur du roi au bailliage Philibert Guide, porte-parole des réformés du lieu, déclara protester contre les corrections ne reconnaître que le premier cahier, et c'est un groupe de catholiques qui, à l'inverse, décida de l'approbation finale accordée au texte corrigé ⁵. Des officiers

1. CHALON, BB 6, f. 29 et v^o, 33-34 v^o. Les rédacteurs du cahier de bailliage, qui travaillaient sur les cahiers des villes, étaient Louis de Thésut, juge en la châtellenie royale, Philippe Bataille, conseiller au bailliage, et Cl. Guillaud.

2. Clos le 24 oct., il est lu à la Chambre de ville le 31 oct., approuvé le lendemain et aussitôt emporté par les députés (CHALON, BB 5, f. 43 v^o, 45 et s.).

3. CHALON, BB 6, f. 52 et s. (procès-verbal des discussions, mais qui ne décèle pas expressément l'intervention d'un groupe guisard).

4. Les députés se refusent d'abord à toutes modifications ; puis, après intervention du député noble de Chalon, le baron de Sennecey, Jullien admet une partie des corrections et envoie copie aux villes du bailliage pour approbation (Jullien aux magistrats de Chalon, Blois, 28 nov. 1576, CHALON, BB 6, f. 76 v^o ; *ibid.*, f. 69-71, lettres de Guillaud et des envoyés Villedieu et Lorrain).

5. CHALON, BB 6, f. 65 et s., 71 et s., 75. On doit probablement reconnaître

« politiques » chalonnais, des confrères de Philibert Guide, avaient demandé, suivant toute apparence, la paix et la tolérance. Un groupe de vigilance alertant la population catholique, l'entreprise bourgeoise et « politique » avait été finalement dénoncée et neutralisée. Mais l'épisode nous avertit que l'abstention des protestants, dans la préparation aux États de 1576, ne fut peut-être pas aussi réelle qu'on pourrait le croire¹, que, même dans une province « catholique » comme la Bourgogne, leur activité se perçoit et que probablement, ici ou là, comme à Chalon, les députations « politiques », avant de partir pour Blois, avaient probablement noué quelques connivences avec les religionnaires de leurs bailliages.

Mais il faut remarquer en outre que, dans les textes fournis par le registre de Chalon, il n'est pas un seul mot qui puisse être considéré comme dénonçant une intervention de la Ligue guisarde dans l'affaire du cahier. Rien non plus ne décèle l'impulsion guisarde à l'assemblée de Beaune. Les réactions catholiques furent très probablement spontanées et il suffit d'admettre une certaine survivance de l'esprit local de 1568-1569 — l'esprit de la confrérie du Saint-Esprit à Chalon — pour les expliquer suffisamment.

Quant à la liste des députés bourguignons, elle est riche, sans doute, en noms de catholiques déclarés². Mais elle comprenait aussi trop de futurs royalistes et navarristes³ pour que nous omettions de remarquer que cette province, où le protestantisme était vaincu et où l'on ne saisit pas la trace précise de l'action guisarde, se rangea aux États, toute « catholique » qu'elle fût, dans le parti de la paix, des économies, dans le parti hostile à la réception des

ce texte amendé dans une copie de CHALON, GG 3 : remontrances de 1576 condamnant l'exercice de toute autre religion que la religion catholique, apostolique et romaine, et demandant, pour ramener les prétendus réformés, un concile national.

1. « Le parti... ne s'était pas présenté aux élections... » ; « ...Si les huguenots ne votèrent pas... », etc. (MARÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 178).

2. On citera par ex., dans le clergé : Séb. Le Royer, chan. d'Auxerre ; — dans la noblesse : Ch. de Malain, s^r de Missery (Auxois) (sur son rôle aux États, BAUDOUIN, II, 200) ; — dans le tiers : Jacques Vignier (Bar-sur-Seine), Edme Rémond (Châtillon), Guillaume Royhier (Dijon). Sur plusieurs de ces futurs militants de la Ligue, v. notre *Mayenne et la Bourgogne*, Index alphabétique.

3. Noblesse : le s^r de Rochebaron (Mâconnais) ; de Cypierre (Autunois) ; Damas de Saint-Riran (Dijonnais) ; — Tiers : Nicolas Jullien (maire de Chalon) ; etc. Sur plusieurs de ces futurs adversaires des Guises, v. *Mayenne et la Bourgogne*, Index alphabétique.

décrets de Trente¹, bref dans la masse des modérés qui fit échec au mouvement de Guise. Et cette attitude des députations bourguignonnes aux États semble bien confirmer l'impression que donne le rapide examen que nous avons tenté de la période antérieure : l'incertitude ou la faiblesse des prises proprement guisardes s'y manifeste. Il faut se garder soigneusement, dans l'étude du xvi^e siècle politique, de projeter les faits d'une période sur une autre. De la Ligue de 1589, il ne faut pas inférer à celle de 1576 en ce qui concerne le programme ni les hommes : Pierre Jeannin qui devait, en 1589, devenir aux côtés de Mayenne, chef de la Ligue révoltée, l'âme véritable du Conseil d'État, en 1576 condamnait les menées bellicistes de Henri de Guise. Mieux encore : l'autre député de Dijon, cet avocat Guillaume Royhier qui, en 1571, militait encore dans la société antiprotestante, et ce futur ligueur de 1585, ce représentant d'un bailliage où fumaient encore, au milieu de celles de vingt villages, les ruines de Nuits naguère abandonnée aux Reîtres, écrivait de Blois, le 21 décembre :

...Nous avons ung roy autant vertueux et genereux que jamais nous havons heu... Le peuple qui ne le recongnoistra ne sera bien veu de Dieu...²

Il y aurait là de quoi dérouter, si l'on ne se rendait compte de la confusion dans laquelle les États avaient débuté le 6 décembre, ou du profit que Henri III sut en tirer à la fois pour déchirer le traité de Jean-Casimir avec l'édit de Beaulieu et pour rallier à lui une partie des catholiques.

Le parti de la guerre, inspiré par les guisards et peut-être secrètement poussé par le roi, qui désirait une large subvention militaire, n'entraîna pas les catholiques bourguignons. Le baron de Sennecey, député de Chalon, orateur de la Noblesse, s'était efforcé d'écarter la guerre au point de ne pas se prononcer formellement pour l'exclusion de la Réforme³. Jeannin, qui avait disputé au ligueur Ver-

1. Sur ce point particulier : *Histoire de la Ligue*, I, 23.

2. Royhier au maire Petit, Blois, 21 déc. 1576, *Corr. de la mairie de Dijon* n° 305.

3. Sur Nicolas de Bauffremont, baron de Sennecey, v. NIEPCE, *Sennecey et ses seigneurs*, 403-404 ; LA FERRIÈRE, dans *Lettres de Cath. de Médecis*, V, p. LXXII. Sur son discours à la seconde séance des États : A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 149.

soris le titre d'orateur du Tiers ¹, réprouva l'emploi de la violence : c'était la thèse de Jean Bodin, avec qui, du reste, les Bourguignons condamnaient la seule ressource qui eût pu servir à payer une armée, l'aliénation du domaine ². Le 26 décembre, la Bourgogne fut l'un des cinq gouvernements qui se prononcèrent pour la formule de l'union religieuse « par voyes douces et pacifiques, — et sans guerre », et laissèrent aux sept gouvernements entraînés par les Parisiens, les ligueurs picards ou les Champenois du duc de Guise, la responsabilité de la guerre nouvelle ³.

Mais le jeu s'était, durant les États, compliqué. Le roi lui-même, astucieusement, pour mater le duc d'Anjou, pour saper la Ligue guisarde et se faire octroyer de grands subsides, révoquait l'édit de Beaulieu, se proclamait hautement ligueur et devenait corne-guerre ⁴...

3. — LA LIGUE DU ROI ET LES VILLES BOURGUIGNONNES. CHALON. DIJON.

La Ligue du roi, tout autant que la Ligue de Guise, préparait la guerre et menait aux impositions extraordinaires. Rencontra-t-elle, en Bourgogne, plus de succès ?

C'est en décembre 1576, à Blois, que Henri III avoua la Ligue et la fit sienne en en adaptant le formulaire ⁴. Il crut, dès lors, s'être assuré une bonne somme de deniers avec un effectif de troupes

1. Sur les 12 voix (des 12 gouvernements), il avait obtenu 5 voix ; Versoris 7 (Picot, III, 26). — Sur le rôle de Jeannin : N. GARNIER, *Le président Jeannin*, 359-367. Cf. ABORD, I, 470-472.

2. V. notamment le cahier du Tiers-État dijonnais (dans BAUDOUIN, II, P.J. n° x, p. 491).

3. Avec la Bourgogne, on comptait, parmi les gouvernements modérés : Bretagne, Guyenne, Lyonnais, Dauphiné. — Pour la guerre : Ile-de-France, Normandie, Champagne, Languedoc, Orléanais, Picardie, Provence (Picot, III, 27). La Noblesse et le Clergé avaient voté de même dès les 19 et 22 déc.

4. MARIÉJOL, dans *Hist. de France* de LAVISSE, VI¹, 177-179 ; FORNERON, *Les ducs de Guise*, II, 251 ; etc.

5. On sait que le serment de la nouvelle Ligue comportait « obéissance, honneur et tres humble service au roy Henry... et, apres luy, à toute la posterité de la maison de Valois, sous l'autorité de ses lieutenants-généraux sans cognoistre autre quelconque... ». Chaque province devait fournir et entretenir un effectif. On renonçait à « toutes aultres associations, si aulcunes en avoient esté cy-devant faictes... »

que l'« association » devait lui fournir, et son conseil traça, en janvier, un vaste plan militaire en vue d'assurer non seulement la clôture des accès du royaume devant les étrangers, mais dans le royaume même l'autorité du souverain.

Dans les « avis » formulés au conseil à cette occasion, la Bourgogne tenait une place importante ¹. Chemin reconnu des Reîtres protestants, elle devait, avec la Champagne, être armée pour faire face à toute nouvelle invasion allemande : les deux Guises avaient ainsi, comme gouverneurs, leur place dans le plan nouveau.

Le 8 janvier, à Blois, Henri III reçut en la présence de Mayenne les députés bourguignons et les informa de ses intentions. Le 10, il signa des lettres ordonnant au lieutenant-général Charny de « recongnoistre diligemment » quelles forces d'infanterie et de cavalerie la Bourgogne pourrait mettre sur pied, puis de procéder à la préparation et à l'ouverture d'une session spéciale des États provinciaux en vue d'« adviser aux moyens les plus commodes d'entretenir et soldoyer lesd. forces ² ». Après quoi, à la fin du mois, « voyant que lad. Union s'avançoit fort ès aultres provinces de son royaume » et désirant « que le semblable fut fait au plustost » en Bourgogne, le roi envoya en mission quelques députés avec le baron de Sennecey, afin d'activer à la fois le ralliement à l'« association » et la réunion des États ³ : « A quoy », ajoutait Mayenne

1. V. les « avis » dans B.N., V^e Colbert 29, et les *Mémoires de Nevers*, I, 196 et s. On conseille au roi de s'assurer, une fois pour toutes, de La Charité-sur-Loire, passage habituel des Reîtres — ce qui aurait soulagé la Bourgogne (Nevers, cardinal de Bourbon, M. de Limoges, I, 203, 239, 274) ; — d'utiliser la Bourgogne comme base de ravitaillement des armées royales dirigées contre les protestants du midi (I, 212) ; — d'organiser en Bourgogne et Champagne les compagnies fournies par les « associations » qui, aidées de 4.000 reîtres, empêcheraient toute nouvelle invasion allemande (Cath. de Médicis, I, 231 ; cf. card. de Bourbon, I, 239, et de Lenoncourt, I, 279) ; — d'organiser, au point de vue de l'armée et de la police, les gouvernements, les bailliages, les villes : les États provinciaux paieraient les troupes (card. de Guise, I, 244) ; etc. — Mayenne conseille de maintenir la paix, mais de s'armer et de constituer un trésor de guerre. « Quant aux forces, V. M., outre les siennes ordinaires, en peut tirer de la description des associés par toutes les provinces ». Bien payées, ces milices serviront bien et fouleront moins les populations que d'autres troupes. En ce qui concerne la Bourgogne, il a dressé l'état des places, pourvoira à celles qui l'exigent « afin de les maintenir toutes en vostre obeissance » (I, 248-249).

2. Henri III à Charny, Blois, 10 janvier 1577 (lettres patentes), C.-D'OR, C 3067, f. 80 v^o - 82, copie.

3. Henri III aux magistrats de Dijon, Blois, 29 janv. 1577, *Corr.*, n^o 306 : — le même aux magistrats de Chalon, Blois, 6 fév., CHALON, BB 6, f. 101, cop. — Sur la réception de la lettre du roi à Dijon : DIJON, B 208, f. 80 (14 fév.).

dans ses propres lettres du 4 février, les Bourguignons montreront à Sa Majesté « qu'ilz n'ont moindre volonté et affection à son service que ceulx des aultres provinces ¹... ».

C'était l'époque où la révolte de Damville et de Condé menaçait, et où, cependant, le Tiers État, à Blois, persistait à demander au roi de ramener, sans dépenses, les réformés à la vraie religion : le temps où « les plus eschauffez à la guerre estoient les plus froids à l'octroi ² ». Henri III avait hâte d'obtenir de la Ligue les ressources que ne lui accordaient pas les États. Peu après, la guerre commençait effectivement dans le Languedoc et se propageait plus ou moins dans tous les pays peuplés de protestants. C'est donc en pleine guerre que se développa l'essai de ralliement tenté par le roi dans les provinces, au temps même où parvenaient aux clergés locaux, aux bourgeoisies catholiques, les nouvelles alarmantes du midi, celle par exemple de la prise de Montpellier par François de Châtillon (avril), puis les rumeurs rassurantes : siège et reprise de La Charité par le duc d'Anjou (avril), sac d'Issoire, expédition de Mayenne dans l'Ouest (mai). Alarmés d'abord, les catholiques étaient bientôt rassurés par ces victoires et, aux autres raisons qu'ils croyaient avoir de repousser les demandes de subsides, s'ajoutait bientôt le sentiment que l'effort demandé n'était pas indispensable. On sait que l'accueil fait au formulaire de l'Association ne répondit pas, — quoi qu'en pussent prétendre les lettres que nous avons citées, — aux espérances du roi. Il fut défiant en Picardie, défiant en Champagne. En Bourgogne que fut-il ?

Pour répondre à cette question d'une façon précise et complète, il faudrait disposer d'une documentation qui, en réalité, fait en grande partie défaut. Pour nous renseigner sur les sentiments des nobles, nous n'avons guère que les courts procès-verbaux de la

1. Mayenne aux magistrats de Chalon, Blois, 4 fév. 1577, CHALON, BB 6, f. 101 v^o, *cop.* ; le même aux magistrats de Mâcon, mêmes l. et d., MACON, AA 7, n^o 3. Résumé : le roi me prie de vous écrire pour appuyer la mission de votre député porteur de cette lettre. Des trublions s'arment [il s'agit de Damville et de Condé]. Pour leur résister, le roi veut l'union des bons catholiques. Il a envoyé des instructions à M. le Grand (le comte de Charny) en vue de réaliser cette union en Bourgogne. Mais les autres provinces ont devancé la mienne et je voudrais que la Bourgogne les imite sans retard. Le roi convoque les États de la province et m'a demandé de m'y trouver. En attendant, il veut que les bons sujets se préparent à lui donner « ayde et secours ».

2. A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 158.

session des États provinciaux tenue en juin 1577. Des correspondances utiles auraient pu être conservées ; mais cette heureuse fortune ne s'est pas produite. Pour les clercs, des cahiers de délibérations de chapitres ou de chambres du clergé contiennent peut-être quelques intéressants passages : nous n'avons pas encore rencontré ces textes. Nous sommes allé d'abord à la source la plus certaine, aux registres de délibérations des corps de ville, puis à cette autre source, toujours plus avare en ce qui concerne la vie politique et l'esprit public : ces procès-verbaux des États dont nous venons de dire qu'ils étaient trop sobres, mais qui constituent cependant le document général le plus précieux.

La première réponse à l'appel royal fut donnée en Bourgogne, non par les États provinciaux, dont la tenue, très retardée, n'eut lieu qu'au début de juin, mais par les échevinages. Ils délibérèrent entre janvier et avril, surtout en mars, en vue de préparer les assemblées des « villes » par bailliage, qui elles-mêmes devaient préparer la réunion finale des trois ordres à Dijon, et c'est d'ailleurs dans leurs registres qu'il faut chercher, à côté de leurs résolutions propres, les échos ou même de brefs procès-verbaux de ces assemblées préparatoires du Tiers-État. Nous avons lu le registre du conseil d'Autun, qui ne contient sur l'année 1577 que des textes rares et sans intérêt pour le sujet¹ ; ceux d'Auxerre et de Semur², qui nous ont fourni seulement des indications des plus sommaires ; celui de Dijon³, plus abondant et plus intéressant ; celui de Chalon enfin, le plus suggestif⁴.

1. AUTUN, BB 3 (le registre finit d'ailleurs à la date du 17 mars, et BB 4 ne commence qu'en 1580).

2. Dans AUXERRE, BB 3, une seule délibération concernant la Ligue (le 29 mai 1577). SEMUR, reg. 3, contient quelques mentions peu précises (f. 166-174 bis).

3. Nous avons été précédé et à Chalon et à Dijon par BAUDOUIN (II, 207-211), mais, heureusement, il n'a pas épuisé les documents. Retenons qu'il ne parle ni d'Auxerre, ni d'Avallon, dont il a dépouillé les archives. Cela confirme le fait de l'insuffisance de ces fonds dans le cas d'espèce. — Le registre de Seurre (B. DIJON, Baudot 46, f. 20-23), qui aurait pu compléter Chalon, ne contient rien sur la Ligue de 1576-1577.

4. Hâtons-nous de signaler que le passage le plus significatif de la délibération chalonnaise (sur le sens des Ligues en « estat monarchique ») a été publié depuis longtemps par BAUDOUIN, II, 209, ce qui lui a valu d'être mentionné par G. WEILL *Les théories sur le pouvoir royal*, 143 (Weill rédigea sa thèse en Bourgogne) et, dans la suite, par MARIÉJOL (dans LAVISSE, VI¹, 187). Nous croyons utile, cependant, de reproduire ici ce texte en le remplaçant dans l'ensemble de délibérations qui permet de mesurer sa portée exacte, peut-être moins élevée et générale qu'elle ne paraît lorsqu'on isole le passage de cet ensemble. Il n'est

Une analyse des textes fournis par ce document chalonnais peut être doublement utile : elle éclairera, croyons-nous, non seulement certaines modalités propres de l'opinion du lieu, mais encore et plus généralement les aspects ou les moyens de l'opposition faite à la Ligue royale dans plus d'un cas, hors de Bourgogne aussi bien qu'en Bourgogne. Pour le moins, elle nous renseignera sur la procédure employée dans les villes pour la « réception » de la Ligue royale et la physionomie des débats qu'elle pouvait susciter dans une petite maison de ville, au fond des provinces.

— 9 mars 1577¹. A la maison de ville de Chalon, assemblée générale « au faict de la Ligue ». 80 « habitants » présents, seulement. Lecture des lettres du roi des 29 janvier et 6 février. Le baron de Sennecey, bailli du Chalon nais et député aux États généraux, qui a été envoyé par le roi en Bourgogne, assiste à la séance. Il explique que S. M. ne veut plus tolérer qu'une seule religion et requiert l'union des bons sujets catholiques contre les « turbateurs et ennemys de la tranquillité publicq..., lesquelz desjà se sont mis en armes pour empescher une si sainte resolution ».

Puis l'échevin François de Thésut, qui remplace le maire, alors à Blois, rappelle en termes vagues que les catholiques ont, dans les dernières guerres, vaincu grâce à leur union, mais, « comme Monseigneur le Grand » — le comte de Charny, lieutenant-général au gouvernement de Bourgogne — « ne leur a encore envoyé les articles de lad. association », les Chalonnais ne sauraient « resoudre ». Les États provinciaux décideront. Nulle urgence, d'ailleurs, en l'affaire, puisque le roi admet que les protestants paisibles soient pour le présent laissés « en liberté de leur conscience ». Il

pas inutile, par ex., d'indiquer que la « délibération » du 23 mai fut l'œuvre non pas des « habitants » de Chalon considérés dans leur généralité, comme on pourrait le croire en lisant Weill ou Mariéjol, non pas même des 80 notables indiqués comme présents à la séance, mais plus simplement de l'échevinage et de quelques-uns de ces 80 bourgeois. C'est la minorité qui, déjà, avait rédigé le cahier du Tiers et provoqué la protestation des « catholiques ». Mais, cette fois, il n'y eut pas de protestation des catholiques, et le fait de cette abstention peut-être retenu comme signifiant, avec d'autres, l'hostilité ou la défiance générale qu'éveillait la politique du roi.

1. CHALON, BB 6, f. 97 et s. L'échevin Thésut lit aussi la lettre de Mayenne, « nostre gouverneur ». — Les Chalonnais, qui semblent ne pas avoir reçu dès janvier, comme les Dijonnais (v. ci-après) les articles à signer, se réunissent seulement à la date où se préparent les assemblées de bailliages. A Dijon, le mandement de Charny ordonnant l'assemblée est reçu le 5 mars (DIJON, B 208, f. 80 v°).

faut seulement veiller aux divisions, qui, depuis huit jours, renaissent dans Chalon, et empêcher les « assemblées particulières ¹ ».

Claude Guillaud, le député du Tiers chalonnais, venu de Blois pour l'occasion, apporte témoignage de la volonté du roi au sujet de la Ligue et prie l'assemblée de prendre des mesures d'exécution. Le roi, le gouverneur et deux députés des grands États réunissent ainsi leurs instances : les échevins chalonnais décident sans fièvre qu'ils examineront, en temps opportun, avec les représentants des villes du bailliage, les articles de la nouvelle association ².

— 11 mars. On a reçu du lieutenant-général « copie de l'association en laquelle Sa Majesté desire que ses subjectz entrent ». On envoie aussitôt le texte aux villes closes du bailliage, avec convocation à une assemblée ³.

— Le 17 mars, avant toute délibération sur l'association, l'échevinage publie les éléments fiscaux du plan royal : Charny, qui a reçu commission pour lever sur les villes du bailliage de Chalon 10.300 livres (suivant département fait au Conseil du roi), réclame à Chalon 8.000 livres. Émotion et commentaires ⁴.

— 31 mars. Assemblée générale où le maire, Nicolas Jullien, revenu depuis « peu de jours », et Claude Guillaud rendent compte de leur députation. Jullien prêche l'union « selon qu'est la volonté du Roy, qui est tant debonnaire que, en ce faisant, il embrassera son peuple... ». Ainsi parle, au retour de Blois, un « politique ». Mais, en fait, il semble peu pressé de hâter l'« association », puisque ses soins de maire vont d'abord aux intérêts fiscaux, et qu'on le voit à Dijon, au début d'avril, engageant discussion avec les élus au sujet de la subvention de 10.300 livres ⁵.

— Et c'est le 18 mai, seulement, que se tient l'assemblée « pour adviser et conférer avec les villes du bailliage... sur le faict de la Ligue ordonnée par le Roy et dont monseigneur le Grand en avoit envoyé coppie ». Mais, vaine assemblée : la copie des articles qu'on a reçue n'est pas signée... D'où ajournement au 25 mai ⁶.

1. CHALON, BB 6, f. 98 v^o et s.

2. *Ibid.*, f. 100 et v^o.

3. *Ibid.*, f. 105 v^o.

4. *Ibid.*, f. 106. On s'informera auprès des autres villes bourguignonnes en vue de savoir si elles vont demander un rabais.

5. *Ibid.*, f. 108-112 v^o.

6. *Ibid.*, f. 115 v^o - 116.

— *Le 23 mai*, délibération entre Chalonnais. Que tirer de cette copie non signée, de ces articles non « reduictz en forme authentique... » ? Les considérants se trainent. Mais, finalement, les intentions se dégagent, se précisent et éclatent... Il faut en venir au fait : que décider au sujet de « lad. pretendue Ligue et association » ? La vraie question est enfin posée et le procès-verbal prend soudain le ton un peu solennel des grandes résolutions :

« Sur quoy — dit-il — tous les susd. habitans presentz ont unanimement requis et prié led. sieur Jullien » de déclarer à la prochaine assemblée de bailliage :

que toutes ligues et associations, en estat monarchique, sont de grande consequence, qu'il est impossible aux subjects de se liquer sans alterer la superiorité que le roy a sur eulx, qu'est un vray crime de leze magesté.

On remarque, de plus, que les lettres de convocation aux États provinciaux, fixés au 2 juin, ne mentionnent que la levée et l'entretien des « forces » et que, « quant à lad. Ligue, il n'en estoit aucunement parlé en lad. commission ». Les lettres de cachet reçues du roi, elles-mêmes, parlent d'une association, mais sans commandement d'y entrer. Du reste, l'affaire requiert des lettres patentes, non de simple cachet ; et encore s'agira-t-il de ces lettres patentes après lesquelles « on attend bien deux ou trois jussions » : — et le cas d'espèce mérite, en effet, cette circonspection,

pour craincte de tumber à l'advenir en reprehension pour s'estre trop legerement laissé couler à telle ligue important de tant à l'estat du Roy...

Il serait donc insensé d'« accepter lad. Ligue » actuellement. Lorsque,

par lettres patentes autenticques et en forme dehue, elle [Sa Majesté] leur commandera de jurer solennellement qu'ilz veuillent vivre et mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, et employer leurs vies et moyens envers et contre tous ceulx qui voudront entreprendre les y empescher,...

les échevins chalonnais le feront : en attendant, ils affirment que

d'entrer en aultre Ligue sans plus solennelle jussion, qu'il ne leur est loisible ny possible.

Mais, d'autre part, Jullien est aussi chargé de protester contre la nouvelle charge fiscale imposée à Chalon, et

requerra led. Jullien au nom desd. habitans que Messieurs de la Noblesse soient priés se ressouvenir de la promesse qu'ilz firent aux Estatz de Beaulne de s'opposer par effect aux pilleries, ravages et rançonnements par trop frequentz en ce pays...

Il demandera que les élus soient requis de faire révoquer « toutes charges extraordinaires et nouvelles erections d'impostz » contraires aux « privilèges du pays ». Il se tiendra prêt à favoriser une énergique résistance des villes au Clergé et à la Noblesse, au cas où ces aristocraties privilégiées « demeureroient d'accord de lad. Ligue » et voudraient en faire supporter les frais par le Tiers-Estat ; il exigera, s'il faut se résoudre à « quelque contribution au lieu de lad. Ligue », que la charge en soit répartie sur les trois ordres ¹.

Telle fut la délibération, mélange de doctrine et de considérations pratiques, qui condamna la Ligue au bailliage de Chalon. Il était bon de suivre un instant les sentiers de cette opposition chalonnaise, de considérer cette manœuvre louvoyante suivie tout à coup de déclarations ouvertes élevant le principe de l'autorité royale au-dessus du roi Henri III ² et dévoilant, finalement, parmi les mobiles essentiels, l'hostilité contre la subvention nouvelle : l'idée, pour écarter l'impôt, d'écarter, fermement, l'« association ».

Tout autre, au premier regard, apparaît l'accueil fait par Dijon à la Ligue du roi. A Chalon, prévalait, dans l'âpreté d'un combat engagé depuis l'affaire des cahiers, l'une des deux opinions bourgeoises du lieu, et c'était celle des *politiques*. Or, à Dijon, les catholiques de l'hôtel de ville étaient d'un autre type. Si Royhier, à Blois, avait fait crédit au roi, c'était sans doute, précisément, parce qu'il l'avait vu se faire ligueur ³ : les conciliations protestantes n'avaient pas cours, dans l'ancienne capitale du maréchal de Tavares, dans la ville où avait agi et écrit Jean-Agneau Bégat, comme dans le Chalon de Philibert Guide. Jean Petit, maire de Dijon, n'avait pas reçu sans empressement, des mains de Charny, le formulaire de

1. *Ibid.*, f. 116-119 v°.

2. Sur la doctrine que peuvent indiquer ces déclarations, v. ci-après, V, § 2.

3. La lettre de Royhier, citée ci-dessus, p. 98, est, en effet, de la date où l'on apprenait que le roi prenait la direction de la Ligue.

l'association et son procureur-syndic l'avait lu, dès le 8 janvier, en présence des échevins et des officiers des milices, qui l'avaient approuvé unanimement ¹. Une adaptation hâtivement rédigée à l'usage du peuple dijonnais en fut communiquée pour « avis », les 10 et 11 janvier, à un certain nombre d'habitants de chacune des sept paroisses. Tous jugèrent « lesd. articles bons et saintz, voulant entrer en lad. association... et contribuer selon leurs pouvoirs et facultez aux frais nécessaires... ». Toutefois, deux paroisses déjà demandèrent que « la ville » gardât « son auctorité » sur « le manie-ment des deniers » ². Le clergé de la ville, consulté, fit connaître son approbation ³. Mais les officiers « et aultres privilegiez », consultés de même, tardaient à répondre. Charny reçut donc de la mairie, le 15 janvier, un avis où s'insérait une réserve suggestive : les avocats ou procureurs-échevins, bons catholiques, se déclaraient prêts à « entrer en lad. association », mais...

...Quant au surplus desd. articles concernant le reglement pour l'execution de lad. association, supplient tres humblement Mond. seigneur scavoir l'intention et volonté de Mesd. s^{rs} de la Cour et des Comptes, gens de finances, nobles et aultres privilegiez, ou bien, de son auctorité, les faire convoquer..., attendu que l'affaire touche la generalité de tous les habitans de quelque estat et qualité qu'ilz soient... ⁴

Le « peuple » entendait ne pas supporter seul les charges de la Ligue. Les échevins dressèrent donc des articles à eux, qui les prémunissaient contre ce danger, tandis que Charny s'efforçait d'imposer les textes du roi ⁵. Le 22 enfin, jugeant trop « onéreux » pour la ville ces textes du roi, la Chambre arrêta le sien au nom de la « commune resolution » des habitants ⁶.

Charny se tut. Survint, le 13 février, le baron de Sennecey, avec les lettres du roi ordonnant les assemblées de bailliage préparatoires

1. DIJON, B 208, f. 73 v°.

2. *Ibid.*, f. 74-75 v° (Saint-Michel : 32 présents ; Saint-Pierre : 37 ; Saint-Nicolas : 24 ; etc. Au total, environ 200 « habitants » consultés, sur 2.800 environ).

3. Le 14 janvier. On lui demande de s'engager à payer un quart de la contribution de la ville (B 208, f. 76 v°).

4. *Ibid.*, f. 77. Le 16, Charny informe la Chambre que les officiers approuvent l'association, mais n'y veulent entrer en corps (*ibid.*).

5. Plusieurs allées et venues à ce sujet, les 17 et 18 janvier, entre hôtel de ville et Logis-du-Roi (*ibid.*, f. 77 v° - 78). Charny admet le refus de certains articles, mais non des refontes. Malgré cela, le 19, on rédige 8 articles contenant des modifications aux textes officiels et l'on prie Guillaume et Jean de Tavanec de faire accepter ces modifications au lieutenant-général (f. 78).

6. *Ibid.*, f. 78. Suit (f. 78 v°) la copie des articles arrêtés. Ils contiennent des garanties spéciales au sujet de la gestion des cotisations, le droit de nomination

aux États provinciaux. Le 14 mars, à l'assemblée des « villes » du bailliage de Dijon (Beaune, Nuits, Auxonne, Saint-Jean-de-Losne, Talant, Mirebeau, outre Dijon), parut l'avocat Guillaume Royhier, qui rendit compte de sa députation à Blois, s'efforça d'apaiser les appréhensions, exhorta l'assemblée à suivre « le desir et volonté de Sa Mat^é », et communiqua une rédaction des articles qui amendait légèrement celle de la Chambre de ville de Dijon. Les députés en emportèrent copie, s'engageant à revenir le 24 mars pour décider. Mais, le 24 mars, les deux représentants de Talant, — tout proche, — parurent seuls¹...

Le 29 mai, cependant, à la veille de la tenue des États provinciaux, il fallut fixer un mandat précis au maire de Dijon. Alors la Chambre de ville mit en forme sa déclaration de défiance :

Messieurs les viconte maieur et eschevins de la ville de Dijon, après avoir ouy l'advis du conseil et habitans, ...sont d'advis que lad. ville de Dijon ne doit prendre resolution d'entrer en lad. association, sinon que tous les estatz de lad., soit de l'esglise, cour de parlement, chambre des comptes, nobles, financiers et aultres privilegiez, aient volenté de leur part entrer en ladicte association, attendu qu'ilz sont compris soubz le nom du peuple de Dijon et des premiers et principaulx membres et, où ilz auront telle intention comme aussi les aultres estatz et villes de ceste province de Bourgogne, lesd. viconte maieur et eschevins feront le semblable pour après, par ensemble et par advis commun, prendre une mesme conclusion et resolution sur ce qui sera requis et necessaire et speciallement pour n'estre point subjectz, obligez et contrainctz à contribution de deniers pour le present ny pour l'advenir, et, en attendant qu'il en soit deliberé, lesd. viconte maieur et eschevins feront declaration en tous lieux qu'il apartiendra qu'ilz continueront tousjours à faire le debvoir qu'ilz ont faict cy devant pour la manutention de la joy et religion catholique, aspotolique et romaine, fidelité et obeissance deue au Roy, conservation de son estat et coronne et de la patrie comme y estans subjectz et obligez de nature, ce que sera proposé si besoing est aux deputez des villes du bailliage de Dijon et à l'assemblée generale des estatz, et, outre ce, de leur part proposé qu'ilz sont d'advis que le pays doit faire remonstrances au Roy et entendre à Sa Mat^é les grandes charges et deniers cy devant levez sur les villes et villages du plat pays ensemble les ruines,

des capitaines, etc. Condition mise au serment : l'adhésion, à ces articles, des privilégiés. Le 24, assemblée des habitants (150 présents) pour approbation (f. 79).

1. Sur l'assemblée des 14 et sur la vaine attente des Dijonnais le 24, puis le 25, v. les procès-verbaux de B 208, f. 82 v^o - 83 v^o. — Une modification proposée par Royhier doit être signalée. Au texte qui demandait le serment de fidélité « au Roy, à sa posterité et maison de Valois », la Chambre ajoutait : « ...auxquels ci-après par succession legitime et loy du royaume la couronne sera deferée ». Royhier demanda cette addition : « pourveu qu'ils vivront en la religion catholique... ».

*paouvretez et necessitez tombees sur icelluy par le moien des troubles, brulementz, passage et sejour des armées et gens de guerre, maladie et contagion de peste et aultres incommoditez...*¹

De son côté, Auxerre, éclairée elle aussi par la demande de subvention, confiait à ses députés aux États provinciaux, le 29 mai, la mission de n'accepter aucune charge d'argent et de faire valoir l'épuisement de son comté, tant éprouvé dans les mois précédents, comme route de La Charité et passage des Reîtres². Et c'était là exprimer, assez directement, un sentiment plus ou moins déclaré, mais évidemment commun aux politiques de Chalon, aux catholiques de Dijon, et à eux-mêmes, échevins auxerrois³. Par des voies diverses, les villes bourguignonnes finissaient par se rejoindre en un semblable esprit de résistance à la manœuvre financière du roi. Mais, de plus, lorsqu'on lit ces procès-verbaux d'assemblées où siégeaient des avocats et des procureurs, ces textes peu prodigues de confidences, trop prudents pour être réellement vivants, mais où, cependant, réapparaissent souvent certains mots comme celui de « privilégiés », une autre impression se dégage et s'impose : on respire, là, la mentalité d'un vrai Tiers-État, tout animé de lutte sociale, et auquel les desseins d'un roi lointain ne faisaient pas oublier les sentiments conçus au contact des réalités locales.

1. *Ibid.*, f. 83 v°. Si les États décident une contribution, « ilz sont d'adviz que ce soit en hommes et non en deniers, et pour ceste fois seulement ». Il faut aussi, en ce cas : 1° que le roi révoque toutes ses autres demandes de subsides ; 2° que l'Église et la Noblesse participent à la contribution. — Le 30 mai, réunion des « villes » à Dijon ; on décide « de ne rien resouldre » avant d'avoir entendu, aux États mêmes, les propositions des ordres « privilégiés » (f. 87 v°).

2. AUXERRE, BB 3, 2^e cahier, f. 55 : « Du XXIX^e may V^e soixante et dix sept, par devant nous G. Leclerc, conseiller du roy, lieutenant general, maire, — en l'assemblée en laquelle estoient honorables hommes : [blanc], — A esté conclud que pour l'exécution des conclusions precedentes qui ont esté faictes touchant la Ligue et assotiation pour laquelle la ville comté et bailliage d'Auxerre ont esté convocquez en la ville de Dijon, que les remonstrances seront faictes aux Estatz generaux du pays de Bourg^{ne} assignez en lad. ville de Dijon au II^e jour de juing prochain telles quelles sont portees par lesd. conclusions precedentes et mesmes sera remonstré que pour le passage des camps et armées, sterelité des années précédentes et signament à raison du siege de la Charité, passage et sejour de la gendarmerye par ce pays, ledict pays de l'Auxerrois est reduict en extreme pauvreté et indigence, à laquelle Messieurs des Estatz seront suppliez d'avoir esgards, et pour faire le voiage sont commys M^e Germain Lamy, advocat, et Nicolas Thullant, marchand, eschevins de ceans ».

3. A Semur, où l'avocat Georges de Clugny, député à Blois, avait déposé le 7 mars les articles à signer avec des lettres du roi et de Mayenne, les registres n'ont recueilli que la satisfaction avec laquelle le maire Ch. Blanot rapporta le 8 juin de Dijon la nouvelle que « les villes de ce pays de Bourgogne sont en resolution de ne accorder la Ligue et association » (SEMUR, reg. 3, f. 166, 174 bis).

4. — LA LIGUE DU ROI DEVANT LE PARLEMENT DE DIJON ET LES ÉTATS PROVINCIAUX.

Il était dans les desseins du roi de conférer à la Ligue nouvelle l'autorité publique qu'eût représentée l'adhésion des Parlements. Mais il se heurta à l'opposition du Parlement de Paris qui, malgré trois lettres pressantes, se refusa à rendre arrêt ¹.

En Bourgogne, le lieutenant-général Charny avait mission d'obtenir arrêt du Parlement de Dijon : le journal du conseiller Gabriel Breunot nous dit comment il échoua. Le premier président lut, le 20 février, des lettres du roi « par lesquelles Sa Majesté veut et entend que la Cour de Parlement entre en ligue et association, non en corps, ains en particulier ²... ». On recourut d'abord à la comédie de la procédure : il fallait attendre le retour de 10 absents ; on ne pouvait délibérer que *pleno senatu* ³. Le 1^{er} mars, Charny ayant convoqué « dix des plus anciens de Messieurs » pour leur répéter la « volonté du roy », il fallut bien ouvrir le débat. Mais une échappatoire fut assez vite trouvée encore et, le 3 mars, on se contenta de prier le lieutenant de remettre les articles, non à chaque officier en particulier, mais à la cour, « pour y adviser en pleine cour » ; on lui dit « aussi que les Estats particuliers estoient proches, qu'il falloit attendre la resolution d'iceulx » ; — et cette réponse, enveloppée d'ailleurs de diverses arguties juridiques, n'était autre que celle du Parlement de Paris ⁴. Réponse dilatoire évidemment.

1. Aux lettres des 6, 12, 27 février, le Parlement répond que la seule procédure serait l'envoi de lettres patentes dont l'enregistrement serait mis en délibération. Mais le roi veut éviter une déclaration solennelle et désirerait l'adhésion individuelle de chacun des officiers. L'affaire, ajournée, sera bientôt abandonnée (MAUGIS, *Hist. du Parlement de Paris*, II, 49-50). Dès le 13 février, le Parlement de Rouen exprime son refus de signer les articles (LAIR, *Hist. du Parlement de Normandie*, 19 ; FLOQUET, *Hist. du Parlement de Normandie*, III, 174).

2. Donc même exigence qu'à Paris (v. la note précédente).

3. Breunot, I, 190. La copie du registre du Parlement ne porte pas trace de ces résolutions, probablement parce qu'il n'y eut pas délibération.

4. Breunot, I, 192 (nous passons quelques détails suggestifs, mais trop longs, qu'on trouvera dans le *Journal*). Les *Reg. Parl.* ne disent rien. Les arguties portent sur la nécessité d'obtenir du roi des lettres patentes, car, comme à Paris, pour éviter le débat solennel, le roi n'a envoyé qu'une lettre de cachet : on voit l'analogie avec l'attitude des Parisiens (qui pouvait être connue de ces Dijonnais, d'ailleurs, puisque le débat, à Paris, avait commencé dès le milieu

Ces officiers voulaient « temps pour y penser »... Et l'attitude est d'autant plus digne d'être remarquée que la majorité des présidents et conseillers restaient, à la date, dévoués au roi¹.

Une intervention de Mayenne, au milieu de mars, n'émut pas le Parlement². Avril et mai passèrent. Enfin, dès les premiers jours de juin, toutes les résistances particulières étaient couvertes par les États provinciaux, qui répondaient au roi au nom de la Bourgogne entière.

Les intentions fiscales de la politique royale conféraient, dans le cadre bourguignon, un importance particulière à la courte session des États provinciaux que le roi avait ordonnée. Lorsque Henri III, dans son instruction adressée aux gouverneurs de provinces, exprimait ouvertement son désir d'obtenir, « par le moyen de l'association », 3.000 hommes de pied et 800 chevaux par gouvernement en moyenne, « chascun desd. gouvernementz... portant l'autre », il comptait trouver directement, dans les provinces, sous le couvert de la Ligue, une partie au moins des subsides que la résistance du Tiers État et les thèses de Bodin sur le caractère inaliénable du domaine royal lui interdisaient d'espérer des députés de Blois. Ses lettres du 10 janvier adressées au lieutenant-général Charny étaient remplies d'une seule préoccupation : trouver les deniers

de février). De plus, les Dijonnais exigent une dispense (encore par lettres patentes) du serment par eux prêté à l'édit de Beaulieu, qui ne leur permet pas d'adhérer à la Ligue.

1. Guy Catherine, Breunot, Jean Bouhier, Bén. Tisserand, Cl. Bourgeois de Crespy, François Binet, Pierre Colard, Et. Millet, Louis Odebert, Jean Ocquidam se classeront, plus tard, parmi les partisans de Henri III ou les politiques favorables en principe à Henri IV. Il est vrai qu'il faut compter en face d'eux une assez forte équipe de protestants plus ou moins repentis, dont l'hostilité pour la Ligue s'explique aisément : le prés. Hugon de la Reynie, les cons. Jacques de Vintimille, Maclou Popon, Nicole Valon, Claude Bretagne, Guill. Viro, Pierre Odebert, Jérôme Saumaise, etc. — D'ailleurs, quelques ligueurs paraissent se déclarer, par ex. le quatrième président, Bénigne La Verne, qui déclare « vouloir signer la Ligue » (Breunot, I, 192). Mais il faut remarquer aussi que les officiers destinés à tenir plus tard des rôles dans le parti ligueur ne compteront au Parlement qu'après ces séances de l'été 1577 : Bernard Desbarres et Perpetuo Berbisey. Sur les idées des personnages ici nommés, v. BELLE, *La Réforme à Dijon*, table ; Gros, *Le Parlement et la Ligue en Bourgogne*, Dijon, 1910, in-8°, ch. I.

2. Le doyen de la Sainte-Chapelle de Dijon, Philippe Berbis, rapporte de Blois, le 21 mars, des lettres pressantes du gouverneur (Breunot, I, 196). Les *Reg. Parl.*, II, 1045, ne mentionnent qu'une mission verbale de Berbis.

nécessaires aux armements, en enlevant rapidement une promesse directe aux États provinciaux et même, pour faire plus vite encore et engager ces États par avance sur la bonne voie des concessions, — aux assemblées préparatoires de bailliage. Malgré les espérances qu'a fait concevoir, écrivait le roi, la réunion des États généraux, les fauteurs de troubles menacent de nouveau la paix du royaume. Aussi,

considerant le mal qui proviendroît de laisser pulluler telles entreprises si dommageables à nous et à nos bons subjects, lesquelz nous desirons soulager et garder d'oppression autant que faire ce pourra, desirant d'y provoïr et remedier,

AVONS, de l'advis de la royne nostre tres honnorée dame et mere,... advisé estre necessaire de faire recongnoistre quelles forces, tant de cheval que de pied, il y auroit en chascune des provinces de nostre royaume et ce qui s'en pourroit tirer, ensemble les moyens que noz bons subjectz peuvent avoir de les entretenir et soldoier quelque temps... pour, au cas qu'il en soit besoing..., nous ayder et servir comme vrays et fidelles subjectz sont tenuz faire à leur prince naturel et souverain seigneur à nous faire rendre l'obeyssance qui nous est dehue. Nous, à ces causes vous avons permis et permectons, et neanmoins mandons et enjoignons, recongnoistre diligemment les forces dont vous pouvez faire estat en vostre gouvernement tant de pied que de cheval, outre ceulx qui sont des ordonnances ou à la solde des compaignies entretenues, et, après, faire convocquer et assembler pardevant vous les gens des trois estatz de vostre gouvernement en la forme et maniere qu'ilz ont accoustumé d'estre assemblez à la tenue des estatz generaux dud. pais, et, affin que ce que nous avons à proposer en lad. assemblee ne preigne aucun retardement au grand prejudice de noz affaires et bien de nostre peuple, Voulons et ordonnons que en chascun bailliage de vostre gouvernement vous advisiez de les advertir pour eulx assembler et resouldre ce qu'ilz auront à rapporter par ensemble en lad. assemblee generale de nosd. estatz de Bourgongne establye en nostre ville de Dijon pour adviser aux moyens les plus commodes d'entretenir et soldoyer lesd. forces durant tel temps que verrez l'occasion et le besoin le requerir, — ratiffiant et approuvant, dez à present comme dez lors et dez lors comme dez à present, avoir et tenir pour agreable ferme et stable tout ce que sera faict estably et ordonné en lad. convocation et assemblée, tant pour l'establissement desd. forces que pour les cothisations et levées de deniers qu'il sera trouvé estre besoing pour l'entretienement d'iceux... ¹

Comme l'avaient remarqué les échevins chalonuais, le seul objet de la tenue d'Etats devait être, aux termes de ces lettres, l'octroi des sommes utiles aux levées prévues par le Conseil du roi ². De

1. C.-D'OR, C 3067, f. 80 v^o - 82. Le texte se termine par la permission de nommer des receveurs et contrôleurs des deniers accordés, aucun officier, — concession soulignée, — ne devant intervenir dans leur gestion. Les lettres sont copiées au registre des États comme lettres de convocation.

2. V. ci-dessus, 105.

l'« association », ce 10 janvier, pas un mot. Mais Charny eut le temps de recevoir un complément de consignes. Les réunions de bailliage, on l'a vu dans le cas de Chalon et de Dijon, traînèrent en longueur sans rien décider préjudiciellement, comme le roi l'eût voulu, et les États, qui devaient se réunir le 26 mars ¹, ne s'ouvrirent en fait que le 3 juin. Or, ce long retard condamnait l'effet de surprise qu'avait souhaité Henri III et mettait au contraire l'assemblée provinciale en présence d'une situation peu faite pour l'incliner à la docilité. Au début de juin, en effet, non seulement l'échec de la Ligue auprès des corps locaux, en Bourgogne même et dans les régions voisines, était un fait acquis, mais la guerre s'avancait à grandes étapes vers sa conclusion : la campagne d'Auvergne battait alors son plein et Mayenne progressait victorieusement en Saintonge. La nécessité des « subventions » n'apparaissait plus, et l'« association » elle-même semblait, du coup, perdre sa raison d'être la plus effective. Les dispositions de la Noblesse et du Clergé restaient cependant incertaines et les échevins de Chalon semblaient fondés à appréhender que les privilégiés ne voulussent entretenir la guerre sans participer eux-mêmes à la dépense.

Or, le lieutenant-général eut beau présenter de son mieux les demandes du roi, ce ne fut pas le Tiers État seulement qui, aux États, se dressa contre elles : la Noblesse se joignit à lui. Le registre des procès-verbaux ne nous livre pas le détail des considérations dont s'inspirèrent les députés des neuf bailliages. Mais leurs formules nettes et éloquentes conservent malgré cela un accent de résolution assez remarquable.

Le 3 juin, Charny, ouvrant la session, en précisa le double objet : « adviser des moyens plus commodes d'entretenir » les troupes de la levée, et « entrer en association et union ² ». L'abbé de Cîteaux, président de l'Église, demanda que copie des « articles » de l'association fût officiellement communiquée aux États. L'après-midi, Charny envoya les « articles », mais apporta aussi « certaines lettres patentes » par lesquelles il était

mandé aux eleuz desd. estatz fournir argent pour le payement de la solde des soldatz des cytadelles de Mascon, Chalon et place de Semur,

1. DIJON, B 208, f. 83.

2. C.-D'OR, C 3067, f. 82 et v^o.

...lequel paiement il a dict estre à chacun desd. soldatz trente solz par semaine et aux capitaines à l'equipolent des gaiges à eux establiz...¹

Et cette adjonction au programme était de nature à éclairer les plus dociles sur les préoccupations financières. Mais nous ignorons tout des discussions ouvertes dans chacune des trois chambres. Nous n'avons qu'un procès-verbal de la séance plénière qui s'ensuivit le 4 juin, un procès-verbal prudemment et soigneusement sobre de précisions utiles, quelle que soit son abondance quant aux mots, — et où cependant perce l'écho d'une plaidoirie tentée par l'un des ordres, le Clergé, en faveur de la Ligue :

Esquelles² chambres particulièrement chacun estat a delibéré tant en faict desd. lettres patentes, association que autres affaires led. jour et le lendemain quatriesme dudict mois.

Et finalement, s'estans de rechefz lesd. estatz assemblez en la chambre de messieurs du clergé, à la pluralité des voix, qu'est quant deux ordres tiennent une mesme opinion ilz font commue [sic] nonobstant le discentement de l'autre ordre, a esté conclu ce que s'ensuyt.

Les trois estatz du duché de Bourgongne et pais adjacens assemblez en la ville de Dijon par vertu de lettres patentes du roy données à Bloys, le dixieme janvier dernier, pour adviser et resouldre des moyens plus commodés d'entretenir et soldoyer les forces tant [f. 83 v^o] de pied que de cheval dont on pourroit faire estat audict pais outre celles qui sont des ordonnances et à la solde des compagnies entretenues, aians veu lesd. lettres, ensemble la coppie non signee de certains articles intitulez Association entre les princes, seigneurs, gentilshommes et autres tant de l'estat ecclesiastique, de la noblesse que du Tiers Estat subjects et habitans dud. pais, ont longuement delibéré du contenu en iceux et aussi sur les remonstrances faictes pour le service du roy par Monsieur le conte de Charny, grand escuyer de France, lieutenant general pour Sa Majesté audict pais, et faict declaration ceux de la noblesse et du Tiers estat³ avoir tousjours et avoient tres bonne intention d'exposer leurs personnes et vies jusques à la dernière goutte de leur sanc pour le service du roy, conserver l'estat, maintenir la religion catholique, apostholicque et romaine, en laquelle ilz ont esté nez, nourriz et que ceste obeissance, si avant emprincte en leur cueur, ne pourroit estre retenue avec ung lyen plus ferme que celluy de leur devoir, sans qu'il just besoing adjouster ung nouveau serement pour unir leurs volonteiz, signez articles et faire aucune association entre eux, qui avoient tousjours esté uniz et perseveré d'une mesme volonté en leur ancienne obeissance et loyauté. — En laquelle lesd. trois ordres dudict pais ensemblement ont déclaré vouloir continuer toute leur vie pour rompre les mauvais dessainctz de ceux qui voudroient faire [f. 84] entreprise contre la personne du roy, son estat, lad. religion, la tranquillité du royaume et seurté dudict pais, offrans ceulx de la noblesse exposer leurs vies et per-

1. C.-D'OR, C 3067, f. 83.

2. *Ibid.* — La suite de la foliotation est indiquée dans le texte entre crochets.

3. Ici, à n'en pas douter, indication du départage des voix : la Noblesse et le Tiers justifient leur vote hostile.

sonnes pour l'exécution de si bons et saintz effectz quant la neccessité le requerroit et ceulx dud. tiers estat employer avec leurs vies le peu de moiens qui leur restoit, selon qu'il seroit advisé par lesd. trois ordres ensemblement pour resister aux ennemis estrangers, s'il en venoit aucuns qui voulussent attemter contre le repos et tranquillité dud. pais et de lad. religion, pourveu que les autres deux ordres et gens privilegiez y apportassent mesme volonté et debvoir selon leurs moyens, supplians treshumblement Sa Majesté se contenter de leur entiere volonté d'y apporter tous les bons effectz qu'ilz pourront sans neanlmoings qu'ilz soient astrains ny tenuz d'entrer en association et contribution d'hommes ou d'argent.

Ces protestations grandiloquentes enveloppaient des considérations pratiques. La décision était nette : pas de Ligue ! A quoi bon, disaient le Tiers et la Noblesse de Bourgogne, « ung nouveau serement », qui n'ajoutera rien au sentiment qu'ils ont de leur « devoir », ni à leur union déjà réalisée ? Les gentilshommes offraient leur vie, et les bourgeois consentaient à donner « le peu de moiens » qui leur restait, si les étrangers revenaient en Bourgogne et si les « autres deux ordres et gens privilegiez » contribuaient aussi à la dépense. C'était répondre. Le roi parlait d'abord de subvention et secondairement d'association. Les États parlaient de l'association, car écarter la Ligue, c'était écarter, du moins pour un temps, la « contribution d'hommes ou d'argent »... Le sentiment de la Chambre de ville de Dijon était aussi celui des États.

Quelques concessions de détail suivirent ce refus au « principal ». Les États accordèrent pour l'entretien en Bourgogne, durant un an, de 400 arquebusiers recrutés au pays même, mobilisables suivant l'opportunité pour la police de la province, 40.000 livres à lever sur le sel¹. Ils ratifièrent un emprunt de 16.000 livres contracté par les élus pour le paiement des Suisses du roi et remboursables sur l'octroi de 1578-1580 ; mais ils refusèrent tout crédit nouveau pour payer les garnisons que le roi voulait établir dans trois places bourguignonnes².

1. Ici, au procès-verbal (f. 84-85), longs et intéressants détails sur les méthodes qui seront suivies pour la levée et l'entretien des 400 hommes ; désignation de leurs capitaines, les s^{rs} de Sarrigny de Montcoy, de Villières et d'Aultrey ; etc. Toutes ces décisions sont prises et écrites, afin de garantir aux Etats (ou élus) tout le contrôle des fonds (souci explicitement exprimé d'ailleurs).

2. *Ibid.*, f. 85 et s. — Notons, à la fin de ces notes, que les « articles d'association » qui ont été publiés par divers auteurs comme représentant le texte d'un serment prêté en Bourgogne à la Ligue de 1577 ne représentent, en réalité,

Les États provinciaux, réunis tardivement, n'eurent que le faible mérite d'affirmer devant le fisc royal une opinion provinciale qui s'était déjà assez nettement manifestée. Ils ne firent que consacrer un échec déjà réalisé, et à une date, d'ailleurs, où le roi lui-même renonçait déjà à son dessein d'« association ».

*
* *

Nos connaissances sur la Ligue de 1576, celle qui, née à Péronne, est représentée comme se répandant sous la direction du duc de Guise, semblent irrémédiablement limitées par l'insuffisance des archives locales. La question reste posée de savoir dans quelle mesure il faut croire, avec Agrippa d'Aubigné, à l'ampleur ou à l'efficacité de la propagande guisarde, et, à ce sujet, tous les doutes demeurent permis¹. En Bourgogne, en particulier, la propagande — s'il en

que des projets. Il en est ainsi notamment pour les « articles de l'association faite entre les princes... sujets et habitants du duché de Bourgogne » publiés par ABORD, III, P.J. n° 44.

1. Nous ne saurions entreprendre ici la critique des travaux, généralement anciens de date, dont quelques pages sont consacrées à la Ligue de 1576. Nous croyons bon cependant de proposer les observations suivantes. On lit souvent des phrases comme celle-ci : « La Picardie, berceau de la Ligue, rédigea un formulaire qui fut adopté presque sans modification dans le reste de la France... » (G. WEILL, *Les théories sur le pouvoir royal*, 141). En réalité, le cas de la Bourgogne, où nul témoignage conservé ne paraît confirmer cette version, ne peut-il inciter à ne pas accepter sans réserve les dires d'A. d'Aubigné ? Nous ne voyons pas, en effet, que l'affirmation de la diffusion ligueuse soit bien souvent suivie de preuves documentaires. On répète qu'« une formule d'association fut rédigée et répandue », que « les ligueurs juraient d'être fidèles à ce pacte », que « la Ligue grandit avec rapidité », et l'on passe : ces formules sont d'un historien de valeur, B. POCQUET (*Hist. de Bretagne*, V, Rennes, 1913, in-4°, 71), qui aurait vraisemblablement fourni des faits à l'appui de ces vues, si la documentation bretonne le lui avait permis. A. PRÉVOST (*Les luttes religieuses en Champagne au xvi^e s. La Ligue*, 13) juge, sans références, que la Champagne « fut naturellement une des provinces où la Ligue compta bientôt le plus d'affiliés », et le « naturellement » doit en dire long, mais un ou deux documents précis eussent dit plus encore. Etc. Ou bien nos auteurs reportent à la ligue indépendante de 1576 des faits concernant seulement l'essai officiel de 1577 et confondent ainsi les deux tentatives sans rien apporter, en réalité, sur la première (comme GRÉGOIRE, *La Ligue en Bretagne*, Paris et Nantes, in-8°, 1856, 25 ; CHALLE, II, 16-17 ; et, si nous le lisons bien, LAIR, *Hist. du Parlement de Normandie* [pendant la Ligue], Caen, 1861, in-8°, 16 et notes). Ou bien encore, constatant l'inexistence, dans leur secteur propre, des traces qu'ils pensaient rencontrer sur la foi des versions reçues dans les ouvrages généraux, ils s'en tirent en faisant allusion aux documents « des autres provinces qui nous sont parvenus », mais sans prendre la peine d'aller y voir de plus près (LAIR, *op. cit.*, 15). — On songe à se poser la question suivante : les chroniqueurs et « historiens » nous parlent des

fut une — n'a pas laissé de traces. Il n'est donc nullement certain que l'association royale y pût trouver la litière préparée lorsqu'elle se présenta à son tour au début de 1577.

Nous pouvons nous rendre compte assez bien de ce que fut l'accueil bourguignon en cette occasion nouvelle. L'opinion proprement populaire, dans la mesure où cette expression représente une réalité de 1577¹, ne nous a encore été rendue perceptible par aucun document digne de ce nom. Quant à l'attitude du clergé nous n'en avons pas abordé l'étude spéciale dans la présente note. Il nous faut donc, sur ces points, nous réserver entièrement. Mais l'opinion de la noblesse et des bourgeoisies nous est perceptible : elle contenait de la Ligue royale une condamnation dont la netteté relative apparaît si l'on compare les faits bourguignons à ceux de certaines autres provinces : la Champagne de Henri de Guise, par exemple, fut moins formelle que la Bourgogne de Mayenne². Les considérations exprimées par les villes variaient. Les « politiques » condamnaient toute ligue comme antiroyale et peut-être fut-il déjà plus d'un catholique pour s'accorder avec eux sur la définition vraie des ligues : pour réprouber celle de 1577 précisément parce qu'elle était lancée par le roi. Mais des considérations plus positives exercèrent certainement leur influence. Des délibérations dijonnaises, en particulier, il ressort que l'« Association » apparut très vite comme un piège fiscal. Elles nous montrent aussi — avec celles de Chalon — que les préoccupations sociales intervinrent en l'affaire, et que des échevinages laissèrent ou firent

manifestes de la Ligue de Péronne et des articles que les Ligueurs devaient jurer. Mais l'effet fut-il vraiment aussi imposant qu'il est admis de le dire ? Et, par conséquent, ne faut-il pas se demander si Henri III n'a pas vu dans l'organisation lancée par Guise plus encore un moyen d'action dans le sens de sa politique propre qu'une force redoutable à neutraliser.

1. Nous nous garderons de nier l'existence d'une opinion populaire. Si les « fraternités » avaient disparu, les confréries cordelières ou jacobines progressaient... Mais il est possible de douter que la question de la Ligue royale, entre janvier et juin 1577, ait réellement suscité les réactions et les manifestations d'une telle opinion. Le fonds B11 360 des Archives de la Côte-d'Or, si précieux parfois pour ses indications sur l'esprit du petit peuple dijonnais, ne nous a rien donné en l'espèce.

2. V. les indications sommaires et un peu confuses fournies par A. PRÉVOST, *Les luttes relig. en Champagne*, 16-23 (références). Il semble qu'en Champagne, outre l'influence probable de certains éléments parisiens, il faille tenir compte d'une notable influence cléricale favorable à la Ligue. Nous n'avons pas abordé dans la présente « note » l'examen de l'attitude du clergé bourguignon et ne pouvons risquer aucune comparaison à ce sujet.

échouer la Ligue par crainte que les privilégiés ne leur en réservassent les charges financières.

Il est bien certain, d'autre part, que l'affaiblissement rapide du péril protestant dans le pays même était peu fait pour favoriser l'idée d'une coûteuse organisation de défense catholique. Le Bourguignon espérait n'avoir plus besoin de secours. D'ailleurs, lorsqu'il l'avait fallu, il s'était armé lui-même et il en était resté en 1577 encore à l'idée des « confréries » de 1568, qui répondaient plus clairement et plus certainement aux besoins locaux. La Ligue nouvelle, qu'elle fût de Guise ou du roi, procédait au contraire d'une impulsion lointaine et visait à concentrer des moyens dont la Bourgogne, suivant toute apparence, ne devait jamais voir l'emploi, dont le contrôle même pouvait lui échapper entièrement. C'était le problème de la centralisation étendu à la guerre catholique, et ce pays d'État, habitué à ses libertés, à ses privilèges financiers, qui, même, le plus souvent possible, s'efforçait de conserver sur place l'argent versé par lui aux caisses royales, répugnait à accepter la discipline des solidarités trop onéreuses. Quoi que fissent, au royaume, quelques-uns de leurs grands gentilshommes, les Bourguignons jugeaient, quant à eux, suffisant de défendre les causes dans leurs propres horizons ; ils voulaient conserver « le maniement des deniers » ; ils ne s'étaient, en somme, pas encore élevés à la notion de parti général et organisé, à la conscience claire des grandes nécessités communes ; ils n'étaient pas mûrs encore pour devenir des « confédérés »¹ anonymes soumis à des chefs qu'ils ne verraient pas.

L'édit de Poitiers, en septembre 1577, déclarait abolies toutes les ligues. Il liquidait l'équivoque entreprise de l'« Association » royale. Il visait aussi les organisations guisardes prêtes à renaître en plusieurs lieux. Mais, en Bourgogne, en somme, rien n'était, alors, à abolir.

1. Expression d'A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 121.

IV

L'AFFAIRE DES ÉTATS DE BOURGOGNE

(1578-1579)

L'édit de Poitiers, publié au lendemain de la paix de Bergerac, en septembre 1577 ¹, semblait propre à assurer un équilibre durable entre les revendications des catholiques et celles des protestants. Il limitait à une ville par bailliage le culte calviniste, mais annulait d'autre part toutes les ligues anti-protestantes. Il conciliait le principe de la tolérance religieuse avec celui de l'autorité royale, et déjà suivant l'esprit de l'édit de Nantes. Mais l'on n'était pas en 1598. L'édit de 1577 n'apporta pas la pacification des partis. Il ne défendit guère, d'autre part, le roi Henri III du discrédit que lui valait à la date, entre autres sujets de griefs, sa fiscalité.

Le conflit de 1578-1579 entre le roi et ses sujets est connu dans ses traits les plus généraux. Il reste utile, cependant, de le considérer non plus à Paris ou de Paris, du gouvernement royal, mais dans le cadre d'un pays d'États comme la Bourgogne, où il affecta un ton particulièrement vif ; — il n'est pas sans intérêt d'y examiner, au moins brièvement, l'aspect local de ses causes générales et de se poser de plus quelques questions sur les modalités de ce conflit, de son évolution ou de ses conséquences.

1. Et enregistré sans retard par le Parlement de Dijon (C.-d'Or, B 12082, f. 159 v^o - 167 v^o). Texte dans ISAMBERT, t. XIV, p. 33 et s.

1. — L'OPPRESSION FISCALE
ET LE MÉCONTENTEMENT.
(1576-1578)

Henri III pensait-il, par l'édit de Poitiers, et par le rétablissement de la paix, regagner du crédit auprès de ses sujets ? La Bourgogne, qui, presque débarrassée de ses calvinistes, n'avait plus à mener pour son compte propre la guerre religieuse, venait d'en supporter douloureusement le faix pour les autres provinces¹. Or, pas plus après le traité de Bergerac qu'après celui d'Étigny, elle ne connut réellement le repos. Le régime du nouvel édit suscitant parmi les chefs protestants de nouveaux préparatifs, les alarmes de 1577 se prolongèrent en 1578 pour ce pays-frontière exposé aux coups des Allemands. D'avril à juillet, les recrues du duc d'Anjou, qui armait pour les Flandres, et des bandes protestantes opérant avec l'intelligence de Montbéliard ou de Genève, entretenaient dans les bailliages bourguignons l'image de la guerre². Mayenne, Guise et le duc de Lorraine quittaient la cour au milieu de mai pour parer, disait-on, à l'éventualité d'une nouvelle irruption de Jean-Casimir³. Mais le pillage trop réel des campagnes champenoises et bourguignonnes par les bandouliers français suffisait à à démentir les promesses royales de pacification.

1. On a vu plus haut (II) ses épreuves de 1576. En 1577, la Bourgogne n'avait pas été attaquée directement par les armées ; mais elle avait été « foulée » par les troupes catholiques, notamment la région auxerroise, proche de La Charité qu'attaquait l'armée royale (AUXERRE, BB 3, f. 31, 34, 66 ; cf. CHALLE, 13-16). A Dijon, il avait fallu activer la construction du boulevard de Saulx, acheter de la poudre, monter l'artillerie au rempart et appeler le clergé pour renforcer les gardes (DIJON, H 192 ; B 208, f. 88 et v^o, 89, 90, 141 v^o, janv.-juill., puis sept. 1577) : on annonçait des levées faites en Allemagne et l'on craignait de voir apparaître à l'improviste les Reîtres sur leurs « brisées accoutumées » (Breunot, I, 205, juillet). Cf. DIJON, B 208, f. 88 (annonce des Reîtres : 11 juillet). — Alertes aussi en Mâconnais où, en septembre, par ex., passe une troupe qu'on dit aller au devant des Reîtres (Charny aux magistrats de Mâcon, Pagny, 11 sept. 1577, MACON, AA 6, n^o 95). Dans la correspondance de Charny, v. aussi, *ibid.*, les n^{os} 92-94 et 96-97.

2. Particulièrement en Chalonnais (v. à ce sujet ci-après, § 2) et en Auxerrois (AUXERRE, BB 3, f. 241, 13 juill. 1578 ; 261. Charny veut envoyer sa compagnie à Auxerre en garnison ; protestations : f. 255). — Pour la Champagne, v. notamment Cl. Haton, II, 919, et s..

3. C'est ce que l'ambassadeur florentin écrit le 12 mai (*Négoc. avec la Toscane*, IV, 166).

On avait aussi à imputer au roi, en ce printemps de 1578, la continuation du malaise économique ¹. L'édit des Monnaies, l'un de ces grands actes sur lesquels Henri III comptait alors pour restaurer son royaume, s'appliquait en Bourgogne précisément au début de 1578, sous la surveillance du commissaire du roi départi en ce secteur difficile. En même temps que la valeur de l'écu devait être ramenée et fixée à trois livres, les monnaies comtoises ou savoyardes dépréciées, dont l'invasion faisaient « surhausser » l'écu, et par conséquent les prix, étaient décriées, refoulées ou ramassées et changées ². Mais, dès ce moment, certaines conséquences fâcheuses surgissaient aux frontières devant le commerce bourguignon. Conjugué avec des mesures comme la taxation nouvelle des exportations de vivres hors du royaume, ce décri déterminait une rupture au moins momentanée des échanges. Parce que « voz officiers des monnoies, en deux ou troys marchés, écrivait Mayenne au roi ³, leur ont cisailé leur monnoye et icelle envoyée au billon », il arrive que « le conte du Pont de Vaux, lieutenant de Monsieur de Scavoie

1. Sur la crise économique à la date, en France, v. MARIÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 232.

2. François du Lyon, président en la Cour des monnaies à Paris, avait été chargé, avec le général des monnaies Jacques Colard, de présenter l'édit au Parlement de Dijon. Il accomplit sa mission le 17 décembre 1577 (*Reg. Parl.*, II, 1113-1114 ; cf. Du Lyon au roi, Dijon, 19 déc. 1577, B.N., V^e Colbert 9, f. 87). L'enregistrement eut lieu le 18 (*Reg. Parl.*, II, 1118 ; le 19 d'après le registre C.-d'Or, B 12082, f. 179 v^o - 186). Mais on redoutait que la pénurie de monnaie, déjà fort gênante depuis le précédent décri (en mars 1577, le Parlement doit enquêter sur la production de la Monnaie de Dijon, *ibid.*, II, 1040), ne s'aggravât, après les nouvelles mesures, au point de provoquer des manifestations populaires, et l'on retarda la publication jusqu'au milieu de janvier (*ibid.*, II, 1119, 1121 ; le 15 janv., on permit à Jean Desplanches d'imprimer l'édit, *ibid.*, 1126). — Du Lyon resta plusieurs mois en Bourgogne pour interdire réellement l'entrée des monnaies étrangères décriées et parer aux difficultés qui surgissaient aux frontières de Franche-Comté et de Bresse : v. ses lettres B.N., V^e Colbert 9, f. 100 (9 janv. 1578), 105 (14 fév.), 113 (11 mars) ; cf. *Reg. Parl.*, II, 1173 ; Breunot, I, 216-218, 241. — On trouvera quelques détails sur l'organisation des bureaux de change des pièces décriées dans CHALON, BB 6, f. 184 v^o et 186 ; AUXERRE, BB 3, f. 106 (18 mars 1578 : le maire Germain Leclerc, lieutenant-général, présente des lettres de Fr. du Lyon, écrites de Dijon le 15 mars, qui commettent le marchand auxerrois Pierre Mamerot pour changer les « pièces descryées par l'edict du Roy et subjectes au billon, soit d'or ou d'argent, pour estre converties »). La question des effets déterminés en Bourgogne par cette application déborde l'horizon de 1578, qui est le nôtre ici. Contentons-nous de dire que l'invasion du billon étranger, cause de hausse des prix, se constate de nouveau peu de temps après et que les 3 livres pour l'écu sont vite dépassées. Sur la question, v. *Mayenne et la Bourgogne*, II, 119 et s.

3. Mayenne au roi, Dijon, 26 juin 1578, B.N., fr. 10297, p.p. H. DROUOT, dans *Annales de Bourgogne*, III, 1931, 168-172.

en ses pays de Bresse, « a faict publier ressentement riere son gouvernement deffences que aucun n'ayt à transporter ès pays de vostred. Maté vivres, danrrées et marchandises quelzconques sur peynne de la vye... ». Naturellement, les Mâconnais demandent que « semblable deffence » de transport soit faite aux sujets du roi et Mayenne a cru bon de prendre sur lui cette interdiction. Voilà donc le trafic paralysé, et même le transport des récoltes d'une rive de la Saône à l'autre, ce qui inquiète fort les clerks mâconnais, largement pourvus de terre de l'autre côté de l'eau ¹. Nous saisissons, par cet exemple, l'un des fruits immédiats de l'Édit aux frontières bourguignonnes.

Mais, avant cette cause d'arrêt du commerce, une autre déjà était apparue, et peut-être plus durable, lorsque le roi avait « inventé » les droits nouveaux édictés en février 1577 : cette traite foraine frappant à la sortie du royaume les blés, les vins, les toiles et les pastels ². On renouvelait par ailleurs une autre taxe sur la circulation du vin, — aide déguisée en subside provisoire, plusieurs

1. Mais Mayenne pense que les défenses faites par lui seront efficaces, parce que « les Bressantz seront forcés poursuivre la cessation et nullité de celles que led. s^r conte a faict faire, pour ne se pouvoir iceux si aysément passer des commodités qu'ilz retirent de vosd. pays que voz subjectz pourront faire des choses provenantes d'icelluy pays de Bresse » (lettre citée).

2. C.-D'OR, B 12082, f. 156 v^o. Les droits étaient de 2 écus par muid de vin. C'était là, peut-être, du moins en partie, une mesure répondant au programme protectionniste contenu par le cahier du Tiers-État des États de Blois. Le mécontentement, qui s'exprima dans la requête des États provinciaux de 1578, était celui des marchands habitués à exporter par delà la Saône une partie des blés du Bassigny. On a conservé le « compte particulier de M^e Jehan Berthault, receveur du domaine du roy au balliage de Dijon et commis ... à faire la recepte au bureau estably en la ville dud. Dijon » pour les nouvelles traites, du 26 novembre 1578 au 27 nov. 1579 (date à laquelle le roi a fait « sursoyre la levée desd. traictes »). Ce compte (C.-D'OR, B 4575) finit par totaliser une recette de 806 écus 10 sols par petites sommes de 2, 5, 7 écus, payées par des Lorrains venus par le Bassigny, par des marchands de Rouen, de Cambrai, de Valenciennes, de Châlons-sur-Marne, etc., et relativement peu de Bourguignons. Il est vrai que nous trouvons dans les papiers de justice de la ville de Dijon (C.-D'OR, BII 360/51) des exemples de transports à destination de Saint-Jean-de-Losne, c'est-à-dire de la frontière, opérés par des itinéraires détournés, échappant au contrôle des bureaux de Dijon. Il s'agit en ce cas de fer. Mais les vins (car le compte de Berthault ne mentionne guère que des vins) pouvaient aussi bien que des fers échapper au contrôle. — Le Parlement de Dijon n'avait enregistré l'édit des traites que le 30 octobre, après avoir reçu deux lettres de jussion « fort rigoureuses et expresse » (Breunot, I, 197, 209).

fois rachetée, plusieurs fois rétablie ¹. Alors que le désordre économique faisait sentir tous ses effets, le roi semblait aggraver chaque jour les obstacles qui s'opposaient au retour de la prospérité. Non seulement les bourgeois amodiateurs de rentes ou de granges, les grangiers eux-mêmes et les paysans propriétaires, continuaient à déplorer l'insécurité des champs et des chemins, mais les marchands d'Auxonne, de Chalon, de Mâcon, d'Auxerre, ou les gentils-hommes qui comptaient sur l'exploitation de leur réserve pour adoucir la déchéance de leurs revenus, voyaient se dresser, devant leurs bateaux de Saône ou de Seine porteurs de blé ou de vin, de nouvelles barrières. Aux deux versants économiques et commerciaux de la province, en cet Auxerrois, en ce Val de Saône où précisément sévissaient aussi les bandes les plus redoutables et où fumaient encore les villages incendiés, le fisc du roi allait guetter au passage ses sujets bourguignons.

Or, à cette économie provinciale qui souffrait déjà en partie par sa faute, le roi demandait encore bien d'autres contributions fiscales. A côté des obligations « ordinaires » consenties par les États provinciaux — les 88.214 livres annuelles de l'octroi et du taillon ², — les « subventions » extraordinaires se renouvelaient avec une fréquence qui s'accélérait. Des subventions nouvelles imposées d'autorité par le roi pour l'entretien des armées équipées par lui, les bailliages bourguignons avaient reçu avis de payer leur part, et c'est dans les registres des villes qu'il faut lire avec quelle mauvaise grâce. Dès mars 1576, la ville de Dijon se savait taxée, pour la levée en cours, à 8.000 livres. En mars 1577, la cote n'était pas payée et avait été, après charges et recharges, abaissée à 3.000 livres ³. Mais, depuis mars 1576, c'était une série de taxes nouvelles dont la

1. C.-D'OR, C 3067, f. 8 v°. Cf. DIJON, B 208, f. 154 v°, subside sur le vin. De plus, on étendait à la Bourgogne l'impôt de « regrature », supplément à la gabelle, que des « regrattiers », officiers nouveaux, devaient percevoir.

2. Octroi (taille consentie) : 16.666 écus 2/3 (50.000 livres) par triennalité ; taillon : 23.849 écus (71.548 livres) par an (C.-D'OR, C 3016, f. 59 ; 3366). C'est le chiffre établi depuis un certain nombre d'années : 264.644 livres pour la triennalité (et non 254.000, comme nous l'avons imprimé par erreur dans *Mayenne et la Bourgogne*, t. II, p. 104, n. 3). Nous n'avons pas à énumérer ici toutes les charges fiscales normales des Bourguignons (v., à ce sujet *ibid.*, I, 96 et s., et les références).

3. *Reg. Parl.*, II, 949 ; DIJON, B 208, f. 83 v°.

mairie avait reçu signification, en particulier celle de la « subvention » ordonnée le 20 février 1577¹...

Or, les villes bourguignonnes avaient le sentiment d'avoir contribué déjà largement aux frais de la guerre, soit en soldant les dépenses locales exigées par la mise en défense de leurs propres murailles et du pays environnant, soit en subvenant aux « monitions » et équipements des troupes de passage².

Mais combien de sujets, encore, de plaintes souvent amères ! Le roi, pressé de besoins, aliénait son domaine, malgré la résolution à cela contraire votée par les États de Blois : des quartiers de forêts en Auxerrois, au bailliage de Bourbon-Lancy, et ailleurs³. Mais il spéculait, d'autre part, de plus en plus, sur une autre « marchandise » : les offices. Les créations de charges se multipliaient de mois en mois, provoquant les protestations des États provinciaux, des corps de ville et du Parlement ; puis, en général, s'ouvrait la négociation d'où s'ensuivait le rachat, par le pays et les villes, d'une partie des nouveaux offices. On avait vu apparaître, en 1575, des officiers « demesureurs, arpenteurs et priseurs de terres ». Le Parlement fut doté d'une Chambre des requêtes comprenant un président, six commissaires, des greffiers et des huissiers⁴. Des greffiers

1. DIJON, B 208, f. 155, 166 et s., 170 et s., 175 v^o, etc. (munitions, entretien des troupes, etc.) ; *Reg. Parl.*, II, 1058. — Une lettre du roi aux élus de Bourgogne (Poitiers, 12 sept.), indique qu'un rabais de la subvention a été accordé à la Bourgogne à charge de fournir incontinent 35.000 livres.

2. Exemple : Auxerre, qui avance de grosses sommes à l'occasion du passage des 8.000 Suisses « conduictz pour le service du roy par le colonel Phiffert » (Pfyffer) (AUXERRE, BB 3, f. 47, 48, mars 1576 ; f. 126) ; pour l'entretien d'autres troupes, imposé par le gouverneur de la ville, Jean de Tavanès (f. 126, sept. 1576). En avril 1577, les fournitures faites aux Suisses ne sont pas remboursées (BB 3, 2^e cah., f. 51). — En octobre 1576, la cotisation d'Auxerre aux 35.200 livres levées en Bourgogne pour les garnisons du pays, est de 3.000 livres (BB 3, 2^e cah., f. 6). Sur d'autres impositions, v. *ibid.*, et C.-D'OR, C 7477, f. 9 et s. (États du comté). — Cf. C.-D'OR, C 3067, f. 23 et s. ; SEMUR, reg. 3, f. 170 v^o.

3. Janv. 1576 : vente d'une partie de la forêt de Soux en Auxerrois (*Reg. Parl.*, II, 1068) ; mars 1577 : ordre de vendre des forêts pour 32.000 livres (Breunot, I, 193) ; avril : id. pour payer les gages du Parlement : 6.420 livres (*Reg. Parl.*, II, 1066) ; nov. 1577 : ordre de « vendition » du domaine pour la valeur de 40.000 livres (*ibid.*, II, 1109, 1143). Cf. *ibid.*, II, 1082 ; Breunot, I, 197, 215, 227. — Notons que les aliénations ordonnées par Charles IX avaient été déjà importantes (C.-D'OR, B 12082, f. 38 v^o, 78 v^o, etc.).

4. Pour les « priseurs » de terres, v. C.-D'OR, B 12082, f. 114 v^o (juin 1575). L'édit de 1556 créant des priseurs de meubles fut enregistré seulement en 1575 (sur lettres du roi, 9 mars, *ibid.*, f. 115 et v^o). — Pour la Chambre nouvelle : *ibid.*, f. 113 v^o ; *Reg. Parl.*, II, 885-886, 891, 907, 926, 935, 937, etc. ; Breunot, I, 226.

des présentations, des maîtres nouveaux des eaux et forêts apparaurent aussi ¹. En 1576, les juridictions des juges-consuls se virent dotées de greffiers. En 1577, furent créés les trois offices du bureau de la traite foraine établi à Dijon ²; et il fallut faire place, au Parlement encore, à un cinquième président, au bailliage d'Auxerre à un nouveau conseiller, à celui de Semur à un greffier ³. L'année, de plus, vit la création d'un Bureau des Finances à Dijon ⁴ et de plusieurs greniers à sel avec grenetier, contrôleur, procureur du roi, greffier, mesureurs, porteurs; les commissions des préposés de plusieurs magasins à sel furent érigées en titre d'offices ⁵. Enfin l'édit de juillet 1578 démembraait les offices de greffier en trois emplois et états distincts ⁶. Jamais encore le désir de remplir la caisse des « Parties casuelles » n'avait déterminé une telle fièvre de création.

Tout cela paraissait non seulement charge intolérable, mais bravaide à l'opinion déclarée des sujets, ou lésion portée à leur « libertés ». Des cris s'élevaient à la fois dans les deux bourgeoisies. Les officiers, qui, par ailleurs, attendaient en vain le paiement de leurs gages ⁷, protestaient contre les créations de charges, que condamnaient plus haut encore les États provinciaux et les États particuliers lorsqu'il leur fallait engager la procédure trop connue des rachats ⁸.

1. C.-D'OR, B 12082, f. 122 v^o, 169 v^o.

2. *Ibid.*, f. 157 v^o.

3. *Reg. Parl.*, II, 931, 933; Breunot, I, 176, 188, 223; AUXERRE, BB 3, 21; C.-D'OR, C 3486.

4. Créé par l'édit de juillet 1577. Mais plusieurs trésoriers existaient déjà à Dijon (D'ARBAUMONT, *Armorial de la Ch. des Comptes*, 452 et s.).

5. C.-D'OR, B 12082, f. 148 v^o, 169, 170; Breunot, I, 195, 204, 214. — Des états de greffiers et gardes des présentations au Parlement sont créés (*Reg. Parl.*, II, 1115). Le nombre des procureurs au Parlement ou aux bailliages, des huissiers, etc., est augmenté (édit d'oct. 1576, B 12082, f. 156; *Reg. Parl.*, II, 1069, 1084).

6. Greffiers civils, criminels et des présentations (C.-D'OR, B 12083, f. 35; cf. H. BONNEVIOT, *Les greffes du Parl. de Bourgogne*, Dijon, 1911, in-8^o, 14).

7. *Reg. Parl.*, II, 1046 et s. (mars 1577); 1061 (mai); etc.

8. S.-ET-L., C 514 (rachat par les États du Mâconnais des nouveaux offices créés en l'élection de Mâcon, 1578 et s.); C.-D'OR, C 3067, f. 130; C 3486. — Au Parlement, la création de la 5^e présidence (à l'occasion de l'établissement d'une chambre mi-partie par l'édit de Beaulieu) provoque une longue opposition et des remontrances. L'enregistrement n'a lieu, après des jussions répétées, que plus d'un an après les lettres (1576-1578 : *Reg. Parl.*, II, 1106, 1126; Breunot, I, 186, 188, 203, 214, 224). Pour les greniers à sel, de même (*ibid.*, I, 204, 214). Pour la Chambre des Requêtes, que le Parlement refuse de s'incorporer : *Reg. Parl.*, II, 951-962, 970, etc. Le Parlement se refuse aussi à enregistrer les lettres d'aliénation du domaine (Breunot, I, 215, 227).

Les corps de ville appuyaient à ce sujet leurs démarches¹. Mais les « subventions » surtout soulevaient leurs protestations. La plupart des échevinages, dès le début d'avril 1577, avaient envoyé aux élus leurs remontrances, en les priant de « supplier Sa Majesté de se contenter pour l'advenir de leur bonne volonté et des anciennes contributions, sans lever ny exiger sur eulx aucuns nouveaulx subsides »². Auxerre, plus résolue encore, — et plus proche de Blois, — envoyait pour sa part propre un échevin au roi³, et trois autres députés furent mis en chemin par les élus pour « remontrer » la nécessité de l'exemption au nom des « privilèges et libertez⁴ ». L'esprit de résistance qui venait d'animer la lutte contre les édits de Moulins et d'Amboise et l'ardente résolution grâce à laquelle les « communes » venaient de reconquérir leurs anciens droits de justice et de police se retrouvaient dans ces protestations de 1577.

Que, malgré ces manifestations, la Bourgogne fût encore relativement privilégiée par comparaison avec d'autres provinces, il est possible. Il faut, pour le moins, remarquer que, si le gaspillage du roi et les dépenses de la guerre entraînaient la multiplication des surcharges fiscales, du moins les impôts directs et normaux n'avaient pas suivi, comme en d'autres provinces, une progression apte à compenser la dépréciation de la livre. Mais les Bourguignons n'en participaient pas moins à la levée générale de mécontentement qui se manifestait dans le royaume.

1. Exemple : l'échevinage d'Auxerre, qui entreprend, en janvier 1577, de faire supprimer par le roi, moyennant finance, une charge de conseiller au bailliage (AUXERRE, BB 3, 2^e cah., f. 22), et qui engage ensuite, en avril et mai, une longue suite de démarches en vue de faire rapporter la création de nouveaux greniers à sel à Cravant et à Toucy (*ibid.*, p. 211, 212, 214-215, 225), parce que, outre l'augmentation du nombre des officiers, les échevins considèrent le fait que leur ville, « principale de son comté, seroit dyminuée » (211).

2. Dijon, Beaune, Chalon, Mâcon, Semur, Avallon, Arnay-le-Duc, etc. (C.-D'OR, C 3067, f. 89 v^o ; BAUDOUIN, II, P.J. n^o XIII). En 1576, les élus refusent de communiquer aux trésoriers généraux le cahier de répartition du taillon sous prétexte qu'une réduction a été demandée au roi (C 3351, f. 6).

3. Fixée à 3.000 livres (AUXERRE, BB 3, 2^e cah., f. 44, 8 avril). Elle arrête d'autre part la levée de 100 pionniers faite à ses frais pour le siège de La Charité (f. 76). — Avallon écrit ses remontrances et se refuse à accepter les nouveaux impôts (AVALLON, AA 38).

4. C 3067, f. 89 v^o (décision du 18 avril 1577). — A ce mécontentement des laïcs, on sait qu'il faut ajouter celui des ecclésiastiques. La contribution exceptionnelle du clergé à l'occasion de la levée de 50.000 hommes et d'autres dépenses de guerre avait alarmé les collègues bourguignons comme les autres (v., à ce sujet, L. SERBAT, *Les assemblées du clergé*, 79 et suiv., et ci-après, 158-160).

Or, l'ampleur même de ce mécontentement lui conférait une valeur politique sans cesse croissante. Il représentait une force à la disposition des factieux. Et, si l'on songe aux résistances déclarées qu'il devait engendrer peu après, l'on ne peut omettre de se demander, au moins en ce qui concerne la Bourgogne, si, du mécontentement à la révolte, l'esprit public n'a pas été poussé par l'un ou l'autre de ces princes ambitieux qui, en 1578 précisément, intriguaient et s'agitaient autour du roi discrédité.

2. — LA QUESTION DU RÔLE DES PRINCES DANS LA GENÈSE DE L'AFFAIRE DES ÉTATS. LE DUC D'ANJOU. MAYENNE.

S'il est un nom de prince que les documents bourguignons datés du printemps et de l'été 1578 mettent nettement en vedette et signalent à l'attention de l'historien, c'est celui de Monsieur, frère du roi. Ce François, duc d'Anjou, qui, depuis 1575, s'était fait le grand trublion du royaume et qui, héritier présomptif de la couronne, patron généreux par surcroît, attirait derrière lui une clientèle rapidement accrue, comptait parmi ses serviteurs de tous rangs un bon nombre de Bourguignons¹. De plus, son activité personnelle n'avait guère cessé, depuis deux ans, de se manifester sur la terre bourguignonne ou dans ses abords immédiats. Il avait, en 1576, séjourné plusieurs mois en Auxerrois et en Châtillonnais comme chef de l'armée des Princes révoltés ; en 1577, il avait recruté, réquisitionné pour ses troupes engagées dans la guerre du roi et

1. Des gentilshommes d'abord, notamment ce familier, et haut officier de la maison, Guill. de Hauteмер, baron de Fervaques, normand de naissance, mais seigneur en Bourgogne où il résidait souvent en son comté de Grancey (v. notamment A. GARNIER, *A. d'Aubigné*, 151-159, 179-180, 183-184, 184-188, etc.) ; — Guill. Duprat, baron de Vitteaux, le célèbre « tueur » ; Claude d'Estampes, baron de La Ferté-Imbault ; Cl. de La Chambre, s^r de Montfort ; un s^r de Chastellux, et d'autres encore, officiers de ses compagnies et recruteurs de ses bandes (FORNERON, *Les Guises*, II, 207 et s. ; *Corr. de Dinteville*, 35, 39-40, 42, 80 ; BAUDOUIN, II, 149) ; — un président au Parlement de Dijon, Fiacre Hugon de La Reynie, — et tout un groupe de moindres personnages employés comme secrétaires : Claude Peschart de Dijon, Pierre d'Hoges, chalonnais, etc. (C.-D'OR, B 26, f. 48 ; D'ARBAUMONT, *Armorial*, 180). Sur ces clients divers, nous renverrons aux précisions et références qu'on trouvera dans une note spéciale sur *Le duc d'Anjou et la Bourgogne en 1578* (à paraître dans les *Annales de Bourgogne*).

concentrées longtemps à proximité de l'Auxerrois, devant La Charité-sur-Loire ¹. En 1578 enfin, ses agents, en Auxerrois d'une part, en Chalonnais de l'autre, redoublaient d'activité ²... N'allait-il pas, quelque jour, « entreprendre » sur le gouvernement de Mayenne et y établir l'une de ses bases personnelles ?

En réalité, la Bourgogne, à cette dernière date, percevait seulement certaines conséquences indirectes de la grande et véritable entreprise nouvelle en laquelle s'engageait désormais le prince. C'est pour les Flandres qu'il recrutait en Auxerrois ; et c'est pour préparer une attaque de la Franche-Comté de Philippe II, route des secours attendus aux Pays-Bas par Juan d'Autriche, qu'il constituait en Chalonnais, par intelligences, soudoiements et intrigues, des troupes et des bases ³. Et lorsqu'au milieu de septembre les compagnies de Claude de La Chambre s'élancèrent au delà de la frontière, sur les bourgs comtois de Saint-Laurent, Présilly, Arlay, Saint-Amour, violant la Neutralité et saccageant le pays, les mobiles de Monsieur éclatèrent au grand jour. Puis l'année 1579, qui vit continuer ces activités illicites, en confirma aussi le sens : le duc d'Anjou, passionnément jeté dans son dessein flamand, montait et entretenait là une diversion, à l'appui de ses opérations du nord ⁴. Mais la Bourgogne elle-même n'était pas en jeu : parti pour la conquête d'une principauté — et bientôt d'une reine d'Angleterre, — le prince songeait désormais à autre chose qu'à soulever de nouvelles provinces. Monsieur, frère du roi, n'entretenait, en somme, en 1578, aucun contact politique perceptible avec les

1. Sur ces recrutements du duc d'Anjou, v., par exemple, DIJON, H 204 (recrutement de 200 hommes de pied à Dijon). Sur les séjours de 1576, v. ci-dessus, II, § 3.

2. SEMUR, reg. 3, p. 221 (alarme au sujet d'un « camp » signalé entre Auxerre et Avallon, 4 juillet 1578) ; CHALLE, II, 20-21 ; Henri III au bailli de Chalon, 6 juillet 1578, CHALON, EE 7, *cop.*

3. Sur ces préparatifs jugés équivoques par le roi, surveillés par le lieutenant-général Charny dès février 1578, gênés finalement, mais tardivement, par Mayenne, gouverneur de Bourgogne, v. Henri III à Mayenne, 10 juill. 1578, CHALON, EE 1, *cop.* ; Charny aux magistrats de Chalon, Pagny, 19 juill., *ibid.* ; Mayenne aux mêmes, 23 juin, CHALON, FF 90, *cop.* ; le même au roi, Dijon, 26 juin, B.N., fr. 10297, f. 88 ; CHALON, BB 6, f. 224-252.

4. Sur le coup de main de Saint-Laurent, v. surtout B.N., nouv. acq. fr. 710. Cf. FEBVRE, *Philippe II et la Fr.-Comté*, 723-724. L'attaque proprement dite devait être, semble-t-il, pour octobre 1578. Mais les Liges suisses, garantes de la Neutralité comtoise, intervinrent, et Monsieur ajourna ses ordres (*ibid.*).

milieux bourguignons où se développait l'idée de la résistance à l'oppression royale.

En allait-il de même de la famille des Guises, dont on est habitué à penser qu'elle fit du mécontentement populaire contre Henri III le point d'appui principal de ses desseins politiques ? J.-A. de Thou, historien, en l'espèce, d'événements qu'il avait vécus, fournit une indication digne d'attention : « On ne douta presque point », écrit-il, que les remontrances bourguignonnes de 1578 ne fussent le résultat d'« une intrigue des princes de la maison de Guise et qu'ils n'eussent eux-mêmes animé les États de Bourgogne à parler au Roi avec tant de liberté... ¹ ». Il n'y a là aucune affirmation précise ; il ne s'agit que d'un témoignage indirect et de forme enveloppée... N'oublions pas, du reste, que De Thou était un adversaire des Princes ; notons aussi que, comme historien des guerres civiles, il n'hésite guère, en général, devant des simplifications où se confondent les étapes chronologiques et s'inscrit en somme parmi ces annalistes qui, jugeant après les guerres, ont prêté à la Bourgogne le caractère d'une province guisarde à toute époque des troubles comme en 1589, guisarde pour ainsi dire par nature ou par prédestination... Du rôle des Guises, de celui de Mayenne, gouverneur de Bourgogne, dans la genèse des Remontrances de juin 1578, en réalité, que penser ?

Ne faut-il pas se rappeler d'abord que Mayenne, depuis la paix d'Étigny (mai 1576) jusqu'à l'ouverture des États provinciaux, en mai 1578, fut à peu près constamment à 100 ou 150 lieues de Dijon et qu'en son absence Charny, muni de tous les pouvoirs de gouverneur, gardait le pays en serviteur vigilant du roi ² ? Et ne peut-on, en outre, observer que le jeune gouverneur et ses vingt-deux ans étaient loin encore d'avoir conquis, en Bourgogne, vers 1578, grand prestige, et réelle autorité personnelle ?

Autre chose encore importe. « Les Guises » : expression facile, qui paraît désigner, sous la plume de nombreux historiens, dès une lointaine origine, datée sans doute d'avant 1569, d'avant le siège de Poitiers et les premières armes de Mayenne adolescent,

1. *Hist. universelle*, VII, 731.

2. Sur cette vigilance, v. notamment la série des lettres de MACON, AA 6, nos 79-96. Sur les pouvoirs du lieutenant-général, cf. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 77.

un bloc familial déjà indissoluble et, par la suite, constamment homogène, fait de la même invariable matière mêlée d'ambition et de ligue... Soyons plus véridique : nous ne savons nullement à quelle date Mayenne devint ligueur, disons même guisard. Ses attaches avec le premier mouvement guisard, celui de 1576, ont été présentées comme un fait tenu *a priori* pour évident, alors qu'il s'agit seulement, en réalité, d'une simple hypothèse. Nous ne savons rien, ni des confidences que Henri de Guise put faire à son frère à l'époque où il prenait à son compte la Ligue née, dit-on, en Picardie ¹, ni des dispositions réelles de ce frère en la circonstance : et, lorsque Jeannin revendique le mérite d'avoir, un peu plus tard, détourné Mayenne de participer aux entreprises de Guise, on doute volontiers de l'importance du rôle joué en l'espèce par ce futur président ; mais on retient cette revendication comme comportant précisément une indication probable sur l'attitude adoptée, en fait, par le cadet à l'égard de l'aîné : attitude de réserve ou peut-être même de défiance ².

Aucun texte, en somme, ne nous interdit de voir dans le Mayenne de 1574 à 1577 autre chose qu'un courtisan zélé, et récompensé, de son roi. En saluant sur la route de Lyon ce roi revenu de Pologne, le gouverneur de Bourgogne avait confirmé l'attachement personnel qu'il professait depuis tantôt deux ans à l'égard de son maître et ami du siège de La Rochelle et du voyage de Cracovie. Henri III, de son côté, malgré les prêcherries de sa mère sur le choix de ses ser-

1. BOUILLÉ (III, 37) cite un témoignage (tiré de B.N., Dupuy 661) suivant lequel Guise s'attachait Mayenne en l'obligeant « en autre chose », mais ne lui faisait pas alors de véritable confidence, « feignant luy confier tout et ce n'estoit que ce qu'il ne pouvoit luy celer » : ainsi, de la Ligue Mayenne « n'avoit jamais sceu la vraye origine ». — Il est possible que lors du traité d'Étigny et de l'édit de Beaulieu, Mayenne ait, avec Guise, manifesté son mécontentement (BOUILLÉ, III, 27). — On trouvera des allusions à l'entente supposée de Guise et de Mayenne en 1576 dans Bouillé même, malgré l'indication documentaire signalée ci-dessus ; et l'expression « les Guises » est couramment employée même en ce qui concerne la vie politique non seulement par les historiens d'aujourd'hui (MARIÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 176), mais déjà par des historiens contemporains des faits (De Thou, *Hist. universelle*, VII, 425 ; les « princes lorrains », le « parti des Guises » ; 427 : « les émissaires des Guises », etc.). Mais est-ce là une suffisante raison de faire réellement de Mayenne un factieux de 1576 ? Écrivant plusieurs lustres après la Ligue, les historiens ont bien pu commettre l'erreur d'user, pour cette date comme pour de plus récentes, d'expressions qui étaient couramment employées lorsqu'il s'agissait de la Ligue en général. Nous devons, nous, dresser l'oreille lorsqu'il s'agit du très jeune Mayenne.

2. *Discours apologétique*, 710. Sur la chronologie de la carrière de Jeannin, v. *Mayenne et la Bourgogne*, I, 116.

viteurs, semble n'avoir pas marchandé à Mayenne, en 1574 et 1575, les témoignages au moins apparents de sa faveur ¹. Le plus visible avait été, dès février 1575, ce commandement d'armée qui avait égalé Mayenne à Guise comme général : première manifestation, dit-on, de cette politique qui, si longtemps, allait viser à répandre dans le groupe des Princes les éléments de dissociation ². Après sa consciencieuse campagne contre les Reîtres, Mayenne avait rejoint la cour et on avait célébré en août son mariage avec Henrie de Savoie, cette riche héritière qui lui apportait des seigneuries, de l'argent et l'expectative du titre d'amiral. Il devenait ce jour-là prince de premier rang et fut traité comme tel par Henri III ³.

Le jeune courtisan avait ainsi passé à la cour la plus grande partie de ces mois où la Ligue du roi s'employait à étouffer celle de Guise. Il servit, de Blois, les intentions du roi, correctement, sans paraître en son gouvernement, et, de ce bon service, on croit voir la récompense dans une nouvelle faveur octroyée par le roi, dans ce commandement, donné au début de 1577, de l'armée de l'Ouest, chargée de forcer les chefs protestants dans leurs bases mêmes. Mayenne, sans doute, y fut largement aidé par ses lieutenants, particulièrement par le vieux Philippe Strozzi. Cependant, de mars à septembre 1577, de la prise de Saint-Savinien à celle de Brouage, dans une campagne heureuse que seule la paix de Bergerac l'empêcha de couronner par l'attaque de La Rochelle, il cueillit le meilleur de sa réputation militaire et un nouveau renom de fidélité ⁴.

1. *Lettres de Cath. de Médicis*, V, 73 ; cf. lettre de J. Regnaut, 13 sept., *ibid.*, 85, n. 1. Henri III fait entrer Guise, Mayenne, les card. de Lorraine et de Guise dans son conseil (BOUILLÉ, II, 564). Il destine à Mayenne, dit Gassot (*Sommaire mémorial*, 137), l'une des commendes de 20.000 livres. Suivant Jeannin (*Disc. apol.*, 709-710), Mayenne, Bellegarde et Pibrac semblent alors devoir être les trois hommes de confiance de Henri III. Mais C. de Médicis est hostile à Mayenne.

2. BOUILLÉ, III, 23.

3. Don de 100.000 livres, notamment (contrat publ. par BOUILLÉ, III, 501). Sur ce mariage et le titre d'amiral tenu par Honorat de Savoie, marquis de Villars, beau-père de Mayenne : *ibid.*, et 37 ; *Nég. avec la Toscane*, IV, 78, et les références indiquées dans notre *Mayenne et la Bourgogne*, I, 105, n. 3 ; 110, n. 1-2.

4. Sur ce commandement et ces succès : prises de Tonnay-Charente, de Rochefort, de Marans, siège de Brouage (juill.-août 1577) et les étapes de la campagne menée contre Henri de Navarre et Condé, v. notamment les correspondances italiennes (*Nég. avec la Toscane*, IV, 118-122) ; *Lettres de Cath. de Médicis*, V, 274, n° 1 ; A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, V, 212 et s., 255-285 ; J.-A. de Thou, *Hist. universelle*, VII, 507-529 ; *Hist. de la Ligue*, p.p. Ch. Valois, I, 47-48 (B.N., fr. 10270, p. 92-96). — Quelques échos en Bourgogne, par ex. mentions de Bourguignons tués sous Brouage (S.-ET-L., B 857). Des plaquettes

Serait-ce après cette campagne de l'Ouest, durant ses séjours à la cour, que Mayenne, jusqu'alors serviteur constant de Henri III, aurait noué entente positive avec son frère à des fins factieuses ? Un fait important de l'hiver 1577-1578 et du printemps de 1578 fut le rapide progrès d'un mouvement guisard renouvelé dans son esprit et dans ses modes. L'édit de Poitiers de septembre 1577 venait d'abolir les ligues, mais cette circonstance même, croyons-nous, orienta l'action guisarde vers sa véritable destinée. La première Ligue, en 1576, prétendait servir le roi, le défendre contre le huguenot et s'était ainsi perdue dans l'équivoque en offrant à ce roi la possibilité de s'en faire le chef. Interdite, la Ligue prenait, en 1578, plus nette conscience d'elle-même. Elle trouvait sa formule et sa norme : elle ne combattait pas ouvertement le roi, mais agissait sans lui, malgré lui. Elle apparaissait, pour la première fois, comme une œuvre réellement illicite et comme une force apte à servir les mécontents. Elle devenait, à l'usage de tous les bons catholiques, ce qu'avait paru être, un temps, — à l'usage des protestants et catholiques du midi, l'entreprise de Monsieur. Elle se parait ainsi de son véritable attrait.

Autre circonstance pleine de sens, les premières négociations de Guise avec Philippe II sont aussi du printemps de 1578¹ ; et ce qui se dessinait là dans son ampleur, c'était désormais autre chose que les essais de 1576 : c'était la grande politique guisarde. Or, ce nouveau plan guisard ne pouvait, ainsi que la poussée tâtonnante de la période antérieure, se passer du concours d'un prince-gouverneur comme Mayenne. Il représentait une force et une puissance de conquête ; et, de plus, il importait d'offrir aux agents du roi d'Espagne le spectacle d'un groupe princier uni et réellement maître de gouvernements importants.

On croit comprendre que, dès lors, la défiance de Catherine de Médicis, gardienne attentive des intérêts de son fils, se manifesta

comme le *Discours de la defaicté qu'a fait Monsieur le Marquis [sic] du Maine près La Rochelle...*, Lyon, Benoît Rigaud, 1577, in-8°, 4 fol. (BAUDRIER, *Bibl. lyonnaise. Recherches sur les imprimeurs...*, Lyon, 1895-1921, 12 in-8°, t. III, 334) furent probablement lues en Bourgogne.

1. FORNERON, *Les ducs de Guise*, II, 214, 272 ; P.-O. de TÖRNE, *Philippe II et Henri de Guise*, 324-333. D'abord, projet de collaboration avec Don Juan d'Autriche aux Pays-Bas ; puis contacts avec l'ambassadeur Vargas surtout à partir de mars 1578. D'ap. Törne, les premiers subsides auraient été accordés en mars 1579 (*art. cité*, 326).

à l'égard de Mayenne aussi bien qu'à l'égard de Guise¹. C'est un Mayenne nouveau, en effet, qui, après sa longue absence, réapparut en Bourgogne en mai 1578. Le vainqueur de Brouage rapportait avec lui non seulement un prestige plus sûr que celui dont avait joui le débutant imberbe de 1574², mais encore des préoccupations nouvelles qui se révèlent assez nettement en certains actes. Sa pourchasse, d'abord assez molle, mais ensuite attentive, des hommes du duc d'Anjou, ne peut guère apparaître comme représentant seulement l'exécution des volontés du roi : ces volontés, le jeune prince, dans sa correspondance, les mettait volontiers en avant³; mais il faut se rappeler aussi que cette action de police dirigée contre Monsieur, adversaire de Juan d'Autriche, et louche allié des protestants, représentait certainement, tout autant que le service du roi, celui du parti guisard, celui de Guise qui, précisément, se faisait à la même date l'adversaire du duc d'Anjou au Conseil du roi⁴.

Cependant, faut-il penser que Mayenne se fit, au nom du mouvement guisard, l'inspirateur de la manifestation bourguignonne contre la fiscalité royale, cette « révolte » des États provinciaux que nous allons bientôt décrire ? Dans le registre de ces États, rien vraiment, aucune ligne, aucun mot ne l'indique. Tout au contraire, le gouverneur y apparaîtrait bien plutôt comme un trop fidèle agent du roi, objet de défiance pour les promoteurs de la résistance. Il semble s'entendre avec le commissaire du roi pour surveiller les factieux et s'empresse d'avertir Henri III du vote des remontrances. Les gentilshommes présents aux États le menacent, s'il n'y pourvoit d'urgence, de « courir sus » eux-mêmes aux troupes qui pillent le pays⁵. Ce n'est pas l'atmosphère des intelligences ou des com-

1. Au printemps de 1579, lorsque la reine-mère essaie de pacifier la Provence, elle redoute la présence de Mayenne « en ces quartiers », bien que cette présence s'explique par les affaires concernant le comté de Tende, héritage de la duchesse (MARÉJOL, *Cath. de Médecis*, 298).

2. Les fêtes de l'arrivée paraissent en témoigner : DIJON, B 215, mai 1578 ; M 115, f. 177-179 (réception de la duchesse et du duc, mai-juin) ; *Reg. Parl.*, II, 1156 ; etc. Le premier président et l'avocat-général l'appellent « Monseigneur » contrairement aux usages et soulèvent ainsi des critiques (Breunot, I, 230).

3. Mayenne au roi, 24 juin 1578, B.N., fr. 10297, f. 88. Cf. la correspondance citée ci-dessus, p. 128, n. 3.

4. TÖRNE, *arl. cité*, 329 (intervention de l'ambassadeur espagnol).

5. C.-D'OR, C 3067, f. 135, 136 v^o. Noter que le don des revenus des châtelainies de Rouvres, Argilly et Pontailler à Mayenne, enregistré au Parlement le 24 mai 1578 (Breunot, I, 231), put aider certains à croire Mayenne réellement lié au roi.

plicités. Et voilà, en somme, qui semblerait contredire assez nettement la phrase de J.-A. de Thou sur l'initiative de la maison de Guise dans l'affaire bourguignonne.

Mais la suite du texte de J.-A. de Thou ne répond-elle pas à l'objection ? Les Guises, y dit-on, jouaient double : en provoquant la remontrance,

*ils s'attachoient les peuples de cette province en faisant paraître tant de zèle pour leurs intérêts ; ils se faisoient un mérite auprès de Henri en apaisant cette émotion ; enfin ils se rendoient les médiateurs entre les uns et les autres et sembloient déjà tenir la balance entre le Prince et ses sujets*¹.

Et évidemment, l'hypothèse d'une aussi astucieuse duplicité, d'une adhésion aussi experte de Mayenne à un tel jeu, si elle ne peut être confirmée par nos laconiques documents bourguignons, n'est pas non plus infirmée par eux.

Il faut donc se rabattre sur le fait que, hors de Bourgogne, un bruit assez commun à la cour représentait le roi comme mécontent de l'attitude de Mayenne à Dijon ; on répétait que Guise et lui cherchaient l'appui du « peuple »² ; on finissait même par prononcer le nom fatal : la Ligue, la « Lega secreta », écrivait l'ambassadeur florentin³. La simultanéité des résistances provinciales trahissait, semblait-il, une vaste organisation occulte. On dénonçait même un complice des Guises, voisin de la Bourgogne : l'archevêque de Lyon, Pierre d'Épinac⁴. Ces suspicions constituent, en elles-mêmes, un fait à considérer, et elles ne sont pas sans ajouter quelque chose à l'impression, fournie par les actes de Mayenne en 1578⁵, d'une

1. *Hist. universelle*, VII, 731.

2. *Relations des ambassadeurs vénitiens*, II, 596-597 ; *Nég. avec la Toscane*, IV, 175 (juin et juill. 1578) ; 246 (mars 1579).

3. *Nég. avec la Toscane*, IV, 256.

4. V. la lettre de justification adressée le 30 sept. 1578 au roi par Épinac (dans RICHARD, *P. d'Épinac*, 101-102). L'archevêque déclare avoir en Bourgogne « beaucoup de grandz affaires » de famille qui l'obligent à entretenir des relations en ce pays ; mais il n'a pas eu « intelligence » avec « ceux des États de Bourgogne ». Il s'agit de fausses accusations inspirées par la « vindicte et haine », etc. — V., dans le même sens, les commentaires de RICHARD, 98.

5. Aux indications déjà données, ajoutons que Mayenne, dans l'été de 1578, acheva de parcourir son gouvernement, présida l'ouverture des États particuliers du comté d'Auxonne, arbitra des conflits, régla des guets. V. en particulier, CHALON, BB 6 (registre de l'échevinage, aux délibérations de l'été et de l'automne 1578, puis de 1579) ; MACON, AA 7, nos 4, 5, 6 (lettres) ; C.-D'OR, C 7485 (États d'Auxonne). Rien n'interdit de penser qu'une intention de propagande guisarde pouvait se mêler à cette activité.

participation à une entreprise organisée. Pour tout dire, l'intervention de Mayenne en vue de susciter une manifestation publique du mécontentement bourguignon contre le roi, si elle n'apparaît pas comme certaine, ne peut être, non plus, tenue pour invraisemblable ¹.

Peut-être quelque trouvaille d'archives démontrera-t-elle un jour plus clairement que Mayenne contribua à engager le conflit des États de Bourgogne avec le roi en 1578. Mais les thèses des publicistes, — dont un au moins était protestant, — avaient aussi préparé ce conflit. Quelle que soit la part prise par les guisards dans la genèse de l'affaire des États, cette affaire eut d'autres origines plus déterminantes, et d'abord la réaction spontanée, contre l'oppression fiscale, d'une population « accoutumée », comme dit De Thou ², « à la liberté ».

3. — LES ÉTATS DE BOURGOGNE DE 1578 ET LES REMONTRANCES DE ROUEN.

Si les provinciaux progressaient dans leur expérience de la procédure propre aux résistances utiles, de leur côté le roi et ses secrétaires d'État perfectionnaient leur méthode : édits ou lettres inopinées, jussions, puis négociations, transactions, concessions octroyées contre des versements d'argent immédiats ; au pis-aller, envoi d'un commissaire du roi pour conduire sur place les opérations ou enquêter... Des usages, une expérience se confirmaient, et un gouvernement, s'installant dans son impopularité, s'habituaît à vivre ainsi d'expédients au jour le jour.

Mais on sait qu'au printemps 1578 des obstacles plus redoutables surgirent devant lui. L'histoire de l'affaire des États de Bourgogne, épisode des résistances provinciales de 1578, est déjà assez bien connue ³, et nous pouvons, par conséquent, nous dispenser

1. L'on songe évidemment à se demander ce que fit de son côté, en Champagne, Henri de Guise. Mais le terme de comparaison nous échappe, probablement aussi pour des raisons de carence documentaire.

2. *Hist. universelle*, VII, 729.

3. V. BAUDOUIN, II, 220-237. Mais la documentation se réduit en somme aux procès-verbaux des États (C 3067), dont la sécheresse est constante et ne laisse place à l'expression d'aucun sentiment ni même d'aucune opinion.

d'en relater ici le détail ; mais il nous faut du moins caractériser cette manifestation importante de l'esprit public en Bourgogne et en chercher le sens véritable.

Les États provinciaux se réunirent le 21 mai 1578. Il s'agissait cette fois, non plus d'une session extraordinaire comme en juin 1577, mais de la tenue périodique régulière où le roi présentait sa demande de taille pour trois années. Une telle tenue se réduisait habituellement à quelques journées et les élus seuls demeuraient ensuite à Dijon pour exécuter les « résolutions » des États durant la triennalité. Mais, cette fois, les demandes du roi provoquèrent quatre réunions successives et donnèrent aux États, au cours des années 1578, 1579 et 1580, un certain caractère de permanence que l'institution n'avait peut-être jamais connu encore à ce degré.

Suivant la tradition, le gouverneur de la province était venu ouvrir la session ¹. Mais Mayenne ne s'était pas présenté seul : il avait été précédé à Dijon par un commissaire du roi, le maître des requêtes Jean Vetus ², muni de lettres de commission qui lui permettaient d'entrer aux États et au Parlement, de faire « chevauchée » dans les bailliages et d'y mener enquête sur les troubles divers, sur les procès-verbaux des « abus », et d'y veiller à la pacification suivant les termes de l'édit de Poitiers, enfin d'examiner les « états au vray » des finances du roi au Bureau des Finances de Dijon et — attribution d'importance — de « suspendre officiers ayant malversé » ³. Vetus était donc l'un de ces commissaires royaux qu'on

1. Mayenne quitte la cour le 12 mai (*Nég. avec la Toscane*, IV, 166) et arrive à Dijon le 19 (Breunot, I, 229 ; *Reg. Parl.*, II, 1150-1151).

2. Vetus était arrivé à Dijon dès le 14 mai au moins, puisque, le 15, il entra au Parlement (*Reg. Parl.*, II, 1149). Vetus n'était pas un inconnu pour les Dijonnais : il avait été en 1569 pourvu d'un office de conseiller au Parlement de Dijon, qu'il avait d'ailleurs résigné dès le 15 mai 1571 sans en avoir effectivement pris possession (Fl. VINDRY, *Les parlementaires au XVI^e s.*, I, 131, 164).

3. Expressions de Breunot, I, 230-231. Cf. *Reg. Parl.*, II, 1152-1155. — Les pouvoirs de Vetus semblent être à peu près les mêmes que ceux dont on trouve l'analyse dans les *Mémoires de Nevers*, I, 605-622, sous le titre « Despesches faites en l'année de 1579 à plusieurs commissaires deputez par le roy... » : séance aux États ; enquête dans les bailliages auprès des trois ordres et droit de répression des troubles ; élimination des troupes irrégulières par intervention du gouverneur ; examen des comptes des trésoriers généraux avec droit de suspension des délinquants ; contrôle minutieux des levées fiscales, des aliénations du domaine royal ; contrôle des eaux et forêts ; etc. — Vetus, à n'en pas douter, constitua ses dossiers personnels et fit son rapport au roi. Faute de posséder ces documents, nous ne pouvons nous faire une idée précise de ce que fut cette mission, dont les archives locales se bornent à faire de brèves mentions.

voyait paraître dans les provinces où il s'agissait d'arracher aux sujets du roi plus de tailles ou plus de subventions ¹. Il représentait en Bourgogne cette intention autoritaire qui marque les années 1578-1581. Mais sa mission devait être vaine.

Avant d'accomplir son enquête dans les bailliages ², il parut à l'assemblée des États le 21 mai, aux côtés de Mayenne, et, après lui, exposa avec détail aux députés les besoins financiers du roi en leur demandant un exceptionnel « secours de deniers ». Il y eut émoi ; puis, après trois jours de discussions tenues, portes closes, dans la chambre de chaque ordre, et dont le registre commun se garde de nous livrer le secret, la manifestation des États se déclara. Sans répondre à la demande de subsides, ils s'ajournèrent au mois de juillet et envoyèrent des remontrances au roi, dont ils voulaient, avant de prendre aucune décision financière, connaître la réponse et les intentions, particulièrement en ce qui concernait l'exécution des résolutions votées par les États généraux de Blois.

Les longs débats secrets annonçaient des résistances. Ce coup énergique surprit cependant, et Mayenne, qui sentait le besoin de se couvrir du côté du roi, dépêcha Vetus à la cour devant les députés des États ³.

Dans leur mémoire, les États prenaient occasion de la demande du roi pour exposer l'ensemble de leurs doléances ⁴ et renouveler celles des vains cahiers de 1576, auxquels ils se référaient, d'ailleurs,

1. A propos des commissaires du roi en Bourgogne Vetus, puis La Guesle (v. ci-après), on rappellera que les commissaires départis, précurseurs des intendants, sont l'objet d'indications diverses dans les études sur ces intendants : G. PAGÈS, *Essai sur l'évolution des institutions administratives en France du commencement du xvi^e s. à la fin du xvii^e* (dans la *Rev. d'hist. moderne*, 1932, 37 et s.) ; G. DUPONT-FERRIER, *Le rôle des commissaires royaux... spécialement du xiv^e au xvi^e s.* (dans les *Mélanges P. Fournier*, Paris, 1929, in-8°, 175 et s.).

2. Nous savons, par ex., qu'il se tenait au début de juillet 1578 à Auxerre, où on lui donnait le titre de « superintendant en la justice du bailliage », qu'il faisait ses enquêtes et recevait les remontrances. Le 7 juillet, l'échevinage d'Auxerre décide de lui adresser une plainte contre les ecclésiastiques du lieu, qui refusent de participer aux dépenses du service de garde : « sera led. s^r Vetus supplié » d'ordonner la participation du clergé à la garde nonobstant l'« édit » de 1574 exemptant les ecclésiastiques du diocèse (AUXERRE, BB 3, p. 243).

3. Les États, aussitôt, et avant le départ de leur députation officielle, envoient deux gentilshommes chargés de neutraliser auprès du roi les dires de Vetus (C.-D'OR, C 3067, f. 135).

4. Texte dans le registre des titres et privilèges des États : C.-D'OR, C 2979, f. 141 (avec une copie du discours de Boucherat, f. 143). — Analyse dans divers ouvrages anciens, par ex. chez J.-A. de Thou, *Hist. universelle*, VII, 730.

explicitement. Ils dénonçaient les nouveaux impôts un à un¹ et demandaient que fussent à jamais bannies ces impositions nouvelles dont profitaient les partisans, sangsues du royaume, mais dont le trésor royal ne recevait pas la moitié. Ils osaient observer que c'est « lorsque les moyens défont plus aux rois que leur dépense croît davantage et que plus profusément tout s'épanche, prodigue et dissipe... ». Ils proposaient que les dettes du roi fussent examinées par des commissaires qui en feraient payer par les provinces la partie légitime, et voulaient que les résolutions de Blois, approuvées par les trois ordres, eussent force de loi...

Les députés des États, porteurs du mémoire, étaient dès le début de juin à la cour. Ils la suivirent à Rouen et y furent reçus par le roi le 16 ou le 18 juin². C'est en cette circonstance que Nicolas Boucherat, abbé de Cîteaux, député du clergé, prononça sa harangue³, dans laquelle il rappela, en se couvrant de paroles prêtées à Tibère, que le devoir du pasteur « est de tondre son troupeau et non point de l'escorcher ». Il cita aussi les propos d'Hybreas disant à Antoine : « Si tu veux, Sire, avoir puissance de nous imposer

1. Articles sur la traite foraine, le subsidie sur le vin, la taxe sur les hôteliers, le cinquième sur le sel exigé par les regratiers ; — sur le paiement, irrégulièrement imposé à la province, des garnisons de Mâcon, Chalon et Semur ; etc. — Plaintes sur l'emploi des bénéfices ecclésiastiques, les créations d'offices, etc. (cf. à ce sujet la harangue de Boucherat, ci-après).

2. C.-d'Or, C 3067, f. 135 ; *Nég. avec la Toscane*, IV, 175. Députés, outre Boucherat : l'abbé de Saint-Bénigne et le doyen de Beaune ; les s^{rs} de Montperroux, de Chamesson et de Rochebaron ; Edme Rémond (de Chatillon), Jean Belin (de Beaune), Joseph de Vezon (de Dijon).

3. *Remonstrance faite au Roy le 18 de juin 1578 en la ville de Rouen par frere Nicolas Boucherat, abbé de Cisteaux, pour et au nom des Estats de Bourgogne, ensemble la responce de S.M.*, s.l., 1578, in-8°. Mais une réimpression de Dijon, Jean Desplanches, 1579, in-8°, donne : ...le 16... Voici une analyse sommaire de la harangue. Exorde : Anecdotes empruntées à l'antiquité (il convient de « tondre son troupeau et non point de l'escorcher »). Les États de Bourgogne vous demandent de n'exiger d'eux que « l'ordinaire », afin de pouvoir continuer, dans l'avenir, à vous servir. La Bourgogne a été épuisée, notamment par la guerre de 1576. Trois grands chefs de remontrances (renouvelées de Blois) : 1. Il faut remédier aux abus concernant l'octroi des bénéfices ecclésiastiques ; arrêter la vente des biens d'Église et l'excès des décimes qui ruinent dangereusement le clergé. 2. Il faut réduire les offices à leur nombre du temps de Louis XII : conséquences graves du commerce des offices. 3. Il faut réduire les charges fiscales et renoncer à « tant de nouveautés qui s'inventent tous les jours à la foule du peuple » et, chose grave, de la noblesse et du clergé. — Des exemples, comme celui de Roboam, montrent que les rois doivent écouter les plaintes de leurs peuples. Jean II sut modérer ses demandes en des circonstances pressantes. Confiant dans la « debonnaïreté » du roi, ses sujets bourguignons attendent de lui le respect de leurs privilèges et des résolutions de Blois.

deux tailles en une année, il fault aussy que tu ayes pouvoir de nous donner deux estés et deux autonnes, deux moissons et deux vendanges ». Il invoqua enfin le souvenir de Roboam, qui, pour avoir fait à ses sujets une aigre et « dure réponse », perdit « la meilleure part de son royaume ¹ ». Quelles que fussent, par ailleurs, les formules d'obéissance et de respect, l'avertissement était fermement donné, la résolution des États de Bourgogne audacieusement signifiée.

Le roi fut sans doute assez touché par un tel accent et en conçut, suivant J.-A. de Thou, un ressentiment qu'il dissimula par prudence ². Il remit, le 14 juillet, sa réponse aux députés bourguignons : il y rejetait une partie de leurs requêtes, mais annonçait que, pour étudier les problèmes sur place et communiquer ses intentions, un « personnage d'auctorité » serait envoyé à Dijon au mois d'octobre ³.

Les États devaient ajourner toute nouvelle réunion jusqu'à cette date. Ils se réunirent cependant le 1^{er} août, suivant leur résolution propre, entendirent les rapports de Boucherat et de ses compagnons et décidèrent de s'opposer d'autorité, par intervention de leurs syndics, à tout enregistrement ou exécution des ordres émanés du roi et visés dans leurs remontrances ⁴.

Les États voulaient, avec raison, associer à leur action la Cour souveraine munie du pouvoir d'ajourner l'exécution des édits. Ce recours au Parlement n'affecta pas l'aspect d'un pacte ostensible et il n'y eut pas, d'autre part, comme en Bretagne, opposition solennelle faite par les États par devant le Parlement ⁵. Mais les longs retards apportés par la Cour de Dijon à l'enregistrement des actes royaux représente, sans aucun doute, une entente au moins de fait avec les États.

4. — LA MISSION DE JEAN DE LA GUESLE ET LA VICTOIRE DES ÉTATS

C'est le 1^{er} novembre seulement qu'apparut aux États le second commissaire du roi, un homme choisi, Jean de La Guesle, procureur-

1. Les deux premières sont relevées dans De Thou, VII, 731 ; la troisième par l'ambassadeur florentin (*Nég. avec la Toscane*, IV, 175).

2. *Hist. universelle*, VII, 731.

3. Copie dans C.-D'OR, C 3067, f. 135 v^o.

4. C 3067, f. 133-136 v^o.

5. SÉE, *Les Etats de Bretagne au xvi^e s.*, 50.

général au Parlement de Paris et conseiller au Conseil privé, qui avait été jusqu'à 1570 premier président à Dijon et y demeurait « bien veu »¹. Suivant un député de la Chambre de ville de Dijon qui se trouvait alors à la cour, La Guesle n'avait pas accepté sa mission sans s'informer sur elle et sans poser ses conditions :

*Vaincu neantmoins des commandementz du Roy, il l'a entrepris sous une promesse qu'il ne porteroit memoires ni charges qui ne fust agreable au peuple. Il a mandé monsieur de Pringle et moy pour entendre particulièrement les causes des doléances du pays, mesmement ce qui est survenu puis les remonstrances dernieres du pays, ce que nous avons faict, luy en ayant dressé memoires. Sur quoy il nous a asseuré de la revocation des vingl quatres editz...*²

La Guesle promit aux États un très prochain édit sanctionnant les résolutions de Blois, des ordres contre les capitaines pillards. Il glissa sur la question des impôts, usant de bonnes paroles, mettant en garde contre les faux bruits, mais passant sous silence sept des articles des Remonstrances³.

Il parlait doucement. Les Bourguignons firent de même : ils votèrent l'octroi triennal normal de 50.000 livres, mais moyennant la cassation de tous les subsides extraordinaires et l'abolition des nouveaux offices⁴. Le Parlement, malgré ses dispositions favorables à la résistance fiscale, avait enregistré, en octobre, la subvention sur le sel : les États s'en fâchèrent et les députés du Tiers eurent ordre d'empêcher la perception de cette subvention⁵. La « Bourgogne » ne cédait donc pas. Le paiement des subsides et même de

1. Sur sa présidence dijonnaise (1566-1570) : Fl. VINDRY, *Les parlementaires au xvr^e s.*, I, 141. Sur l'opinion à son sujet : Breunot, I, 244 (au sujet de sa visite au Parlement le 7 nov. 1578) ; cf. *Reg. Parl.*, II, 1230 (16 mars 1579 : salutation du Parlement lors de son second séjour). — On a vu ci-dessus que le commissaire précédent, Jean Vetus, avait, lui aussi, des liens avec la Bourgogne. Ainsi se vérifie un usage qui se constate en beaucoup d'autres cas (ceux de Lubert en Bourgogne en 1591, de Bellière à Lyon en 1594, etc.) : celui qui consistait à désigner comme commissaires des hommes qui n'ignorassent pas le pays où les menait leur mission.

2. Chantepinot aux magistrats de Dijon, Fontainebleau, 10 oct. 1578, *Corr.*, n° 310. — La Guesle arriva à Dijon le 30 octobre et en repartit vers le 8 novembre (Breunot, I, 244).

3. Les articles 26-32. — C.-D'OR, C 3067, f. 139 v° - 143 v°. Cf. C 2979, f. 149-150 et suiv.

4. C.-D'OR, C 3067, f. 148.

5. Pour Dijon : DUBON, B 215, f. 53. Cf. Breunot, I, 244. L'enregistrement n'avait pas été sans discussions et il comportait de sérieuses réserves : la crue de 40.000 livres antérieurement accordée par les États (v. ci-dessus, p. 115) ne devait plus être levée. Malgré cela, la « vérification déplut beaucoup aux Estats » (qui s'opposaient, on le sait, à toute vérification nouvelle).

la taille y restait arrêté ; la révolte fiscale était ouverte depuis six mois.

Qui inspirait alors cette persévérance ? Les documents ne permettent pas de citer des noms. Mais l'opinion bourguignonne, autour de cette manifestation majeure, s'exprime au moins dans une petite œuvre locale digne de retenir l'attention. Il s'agit de 12 pages imprimées en gros caractères — peut-être, tout simplement, chez Desplanches, à Dijon — et qui, sous un titre de fantaisie ¹, proposent, avec une remarquable netteté, un plan, une doctrine d'action. L'auteur, qui paraît bien ne pas écrire loin de l'assemblée même des Etats, prêche la fidélité au dessein arrêté, avec une fermeté ardente qui suffirait à nous révéler que la résistance bourguignonne avait fait l'objet d'une résolution collective non dépourvue de solennité. Mais il ennoblit son exhortation en faisant intervenir ensuite l'idée du devoir et de la limitation des droits. Libertés bourguignonnes, mais loyalisme monarchique. Le Bourguignon ne sera pas « deserteur de sa patrie », et il achèvera pour elle, en l'espèce, l'œuvre à demi-réalisée ; mais il est aussi un « bon sujet », prêt à concilier ses privilèges avec le devoir dû au roi. Cette conciliation des principes, cet accent de résolution modérée et maîtresse d'elle-même confère vraiment à la petite plaquette une sorte d'autorité. Cette courte pièce, inédite, représentait dignement l'attitude des sujets bourguignons. Elle dut servir leurs desseins et leur prestige. Il nous faut ici la reproduire tout entière ² :

MEMOIRE | TROUVÉ CLOS |
SUR LA TABLE DE LA SALLE DES E|STATS TENUS EN BOURGONGNE |
LE PREMIER DE NOVEMBRE 1578

[P. 3] *La franchise de donner un vray et salutaire conseil est souvent perilleuse, si est-ce que l'homme de bien ne doit laisser de conseiller tousjours ce qui est juste et utile, encores qu'il ne soit agreable. Le desir et vœu commun des trois Estats de Bourgongne, qui ont supplié tres humblement le Roy de les exempter de plusieurs nouveautez et diminuer les char- [4] ges publiques, est saint et louable. Ils ne s'en peuvent despartir sans tomber en blasme et reproche d'estre gens lasches, faillis de cœur, desloyaux et perfides à leur patrie, à laquelle en naissant ils demeurent debiteurs de la premiere et plus grande obligation. La generosité ne consiste pas à commencer une belle œuvre. Le mouvement et l'ardeur d'une premiere passion peut exciter un chacun, combien qu'il*

1. *Memoire trouvé clos sur la table de la salle des Etats tenus en Bourgogne le premier de Novembre 1578*, s.l., M.D.LXXIX., pet. in-8°, 12 p. (B. DIJON, Réserve 64). Le titre intérieur (p. 3) porte « premier de décembre ».

2. Elle est très rare, et, croyons-nous, complètement inédite.

soit de cœur vil et abject : mais perseverer et suyvre sa pointe jusques à la fin, c'est acte d'homme magnanime et prudent. [5] La faute d'un seul, de deux ou trois, se peut excuser. Celle de plusieurs ensemble, la plupart choisis pour leur intégrité et suffisance ou bien commis à quelque bon effet par la prerogative de leur soin, est sujette à blasme perpetuel, tant de ceux qui vivent que de la posterité¹.

Poursuyvre aussi avec trop d'aigreur et vehemence, et par moyens illicites, seroit rendre la plainte injuste, et perdre le nom de sujet, qui ne se peut conserver qu'avec loyauté et obeissance. Il se faut contenir et arrester dans les bornes du devoir, [6] suivre les moyens qui sont licites, et avoir en horreur les autres tant qu'on peut, comme de tout esloignez de l'ancienne fidelité de ceste province.

Le chemin qui reste entre deux pour se conserver au devoir de bon sujet, sans que pourtant lon soit deserteur de sa patrie, est de continuer la plainte avec humble supplication pour les articles non accordez, esquelz seulement et non en autres, consiste le fruit entier du bien qu'on a esperer² de ceste assemblée.

On dit que le Roy est chargé de grandes dettes, qu'il n'a [7] fonds ny revenu certain pour vivre, maintenir sa grandeur et son estat. Il est vray, et n'y a rien plus juste et raisonnable que de le secourir. Le bon sujet ne doit jamais opposer son privilege à la necessité publique, mais c'est chose miserable et indigne de l'ancienne splendeur du Royaume et majesté de nostre Roy, qu'il soit contraint de vivre des loix et nouveaux edicts qu'il fait tous les jours, qu'il soit reduit à ceste extremité de vivre au jour, et de l'invention extraordinaire du premier qui trouve quelque moyen, sans qu'il ait autre [8] fonds ny revenu. Il est et sera tousjours pauvre vivant ainsi, levera beaucoup sur ses sujets, et si en recevra peu. En fin les inventions, qu'il faudra croistre et renouveler tous les jours, mettront ses sujets au dernier desespoir et peril, qui precede de bien peu la ruine et subversion entiere d'un estat. Appaiser le mal à diverses fois et pour certain temps n'est pas le guerir, mais le nourrir, pour le faire renaistre apres avec plus de force et de vigueur. Ce qui est fortuit, comme sont les remedes desquels lon se sert aujourd'huy, ne peut durer [9] longtemps.

Ainsi il faut chercher autre remede plus solide et certain pour acquitter nostre Roy, luy faire fonds et revenu ordinaire, duquel il puisse maintenir sa grandeur et dignité. La province de Bourgogne ne refusera pas d'en porter sa part.

Donques le seul et vray remede est que sa Majesté prenne l'avis commun de toutes les provinces de son Royaume, sur les moyens et ouverture de son acquittement.

Que les dettes soyent recogneus, les vrais dettes separez des faux. Ce fait, que chacune [10] province en acquitte sa cote, le gette et leve sur ce qui sera trouvé en eux le moins dommageable. Que les deniers de l'acquittement soyent touchez par receveurs qu'ils commettront et qui leur en tiendront compte.

Qu'il soit aussi pourveu sur la reformation de l'estat suyvant les cayers generaux de toutes les provinces du Royaume. Que sa Majesté maintienne les Princes et principaux officiers de la Couronne en leur rang et dignité, et qu'il luy plaise eslever les hommes au degré d'honneur en quelque char [11] -ge que ce soit, militaire ou civile, à la seule marque de leurs merites, valeur et suffisance.

1. On voit que l'auteur s'adresse, ou affecte de s'adresser, aux députés de États provinciaux.

2. Sic.

Avec ces moyens qui sont justes et legitimes, les sujets ne refuseront jamais de luy donner le secours qu'ils doyvent, mais ils rejetteront tousjours les autres inventions, pource qu'elles ne servent qu'à la ruyne de sa Majesté, de son Estat, et d'un chascun, pour croistre la fortune de peu de gens, lesquels ne vivent que de la calamité publique.

C'est le vray but auquel devroyent tendre les remonstrances des Estats de Bourgogne, [12] qui feront offrir au Roy, par leurs deputez, leur bien et leur vie, pour les employer à l'exécution de si bon et saint effect : et cependant supplieront tres-instamment sa Majesté, trouver bon qu'ils s'assemblent dans []¹ pour entendre la responce favorable qu'ils esperent à ce coup de sa bonté et clemence.

Cette fin de l'avis traçait un programme : rejeter les « inventions », celles que le roi n'a pas encore « levées » comme celles auxquelles il a déjà dû renoncer ; mais aider ce roi après contrôle de ses besoins. Ce programme, à la fois énergique et modéré, dont on peut se demander s'il n'exprimait pas une intention conciliatrice non ignorée de La Guesle, émanait d'une plume du Tiers-État : la revendication pour « la valeur et suffisance » suffirait à en témoigner. Mais il allait être aussi le programme de l'ensemble des États de Bourgogne dans les combats qu'il fallait livrer encore.

La grève fiscale se prolongea durant l'hiver de 1578-1579 et, à la fin de janvier, une nouvelle députation chargée de nouvelles remontrances s'en fut signifier au roi cette condition de paix : pas d'impôts extraordinaires².

Les Bourguignons rencontrèrent à la cour les députés de Normandie et de Bretagne, venus là avec des charges pareilles aux leurs³, et cette conjonction produisit impression. Dès le début de janvier, Catherine de Médicis rappelait à son fils le conseil qu'elle lui avait donné, dès « auparavant la tenue des Estats de Bourgogne et de Normandie et aussi de ceulx de Bretagne », de consentir les plus grandes décharges possibles « et principalement de tant de petites parties » dont ne profitent pas les finances du roi, mais seulement « plusieurs particuliers ». « Cela », ajoutait-elle, « les eust aucunement contentez », et « encores vaut-il mieulx tard que jamais ». Elle recommandait donc avec netteté et insistance les voies de douceur, les concessions, afin, disait-elle, que les députés

1. Un blanc. Une nouvelle réunion est nécessaire ; mais l'auteur ne peut en fixer la date.

2. Députation conduite par l'évêque d'Autun, Ch. Ailleboust (C.-D'OR, C 2979, f. 159 ; C 3067, f. 146 v°, 172 ; C 3068, f. 1.)

3. Lettre de l'ambassadeur florentin, 27 janvier (*Nég. avec la Toscane*, IV, 239). Sur la liaison des provinces, v. ci-après, § 5.

pussent « bien tost retourner esdictes provinces bien edifiez de la parfaicte amour et affection qu'avez à vostre peuple et à son soulagement » : alors, « ainsi soullaigez », ils ne refuseraient sans doute pas une contribution fixée par eux-mêmes et propre à vous « aider à sortir d'affaires » ¹. C'était là la saine doctrine, dont l'accord avec celle du *Mémoire trouvé clos* doit être remarqué, la doctrine que finalement le roi allait accepter.

Reçus le 9 février, les Normands et les Bourguignons plaidèrent avec véhémence ². Depuis quelque temps, le roi annonçait des restrictions sur sa dépense, sur les pensions et sur les troupes : il céda du terrain, consentit à abolir en Bourgogne le cinquième sur le vin et partie de la traite foraine... Mais, dans la province, la « révolte » continuait ³. Le 15 mars enfin, les députés en cour rapportèrent la promesse verbale du retrait de l'ensemble des édits fiscaux ⁴. La Guesle, réapparaissant, confirmait cette importante victoire des États ⁵. L'édit de mai 1579 devait leur apporter de plus des promesses concernant les offices... La Guesle, d'ailleurs, avait demandé une contribution volontaire et, surtout, la guerre n'allait pas tarder à rappeler à Dijon les députés des bailliages, à renouer la chaîne des subsides extraordinaires ⁶...

5. — L'AFFAIRE DES ÉTATS DE BOURGOGNE
ET LES RÉSISTANCES FISCALES
DANS LE ROYAUME EN 1578-1579.

Nous venons de résumer le conflit bourguignon de 1578-1579 tel que les documents bourguignons le représentent. Mais l'affaire des États est, sans doute, le type de ces épisodes d'histoire provinciale que l'historien s'interdit de comprendre véritablement s'il ne jette les yeux par-dessus les limites provinciales. Pour se persuader de l'importance que les contemporains attribuèrent aux

1. Cath. de Médicis au roi, Port-Sainte-Marie, 4 janv. 1579, *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 201-203.

2. « Con molta veemenza » (*Nég. avec la Toscane*, IV, 242).

3. *Nég. avec la Toscane*, IV, 246 : 9 mars 1579.

4. Promesse verbale, dit le roi, pour éviter la jalousie ou les doléances des autres provinces, mais sous « foy et parole de Roy » (C 3068, f. 1 et suiv. Cf. C 4729).

5. C.-D'OR, C 3068, f. 2 v° et s.

6. *Ibid.*, f. 102 et s.

faits bourguignons, et de l'émoi qu'ils provoquèrent à la cour, il suffit de lire quelques lettres des ambassadeurs vénitiens ou florentins ¹. Mais, pour leur attribuer leur sens, il faut insister sur leur concomitance avec certains faits normands, bretons, picards et champenois. Il y eut dans quatre ou cinq provinces des manifestations plus ou moins semblables à celle de la Bourgogne, et dirigées comme en Bourgogne par les États provinciaux ². Leur simultanéité, dont on a vu plus haut un exemple et dont les témoins nous donnent l'impression très nette dans leurs relations ³, suggéra à ces témoins l'idée que les « révoltes » résultaient d'un vaste dessein concerté. Suivant Catherine de Médicis, au début de 1579, les « brouilleurs de province » s'entendaient entre eux par émissaires. Ils avaient même une organisation de propagande et avaient « tasché » de « brouiller » aussi bien dans les provinces du midi (en Languedoc, du moins, et en Guyenne) « qu'aux provinces de delà ». Depuis novembre 1578, la reine-mère signalait cette propagande méridionale ⁴.

Mais il y a plus : les États bourguignons, dans cette levée commune, auraient joué un rôle particulièrement important, celui d'initiateurs et, dans une certaine mesure, d'inspirateurs. Non seulement J.-A. de Thou note que les « États de Bourgogne furent les premiers qui pensèrent à remédier » à l'anarchie financière ⁵, mais les ambassadeurs vénitien et florentin — deux observateurs et bien placés — leur attribuent le rôle d'entraîneurs des États des autres provinces, et, s'autorisant de la chronologie des révoltes, Catherine de Médicis

1. On parle d'un véritable soulèvement, d'une révolte armée en Bourgogne (et en Picardie). V. par ex. les lettres de l'ambassadeur florentin d'oct. 1578, de février-mars 1579 (*Nég. avec la Toscane*, IV, 201, 242, 246, 250, etc.). Déjà la harangue de Boucherat avait fait sensation : « Nel principio, note l'ambassadeur florentin, si mostrorno tanto ostinati, che ebbero ordine di allegare al Re l'istoria di Roboam... » (*Ibid.*, IV, 175, 7 juillet).

2. Dom MORICE, *Hist. de Bretagne*, III, p. 1445 ; H. SÉE, *Les États de Bretagne au XVI^e s.*, 50 ; — *Cahiers des États de Normandie*, p.p. Robillard de Beaurepaire, Rouen, 1878-1891, 8 in-8° (*Règne de Henri III*, t. I, 59 et s.) ; — H. PRENTOUT, *Les États de Normandie*, I, 300-322 ; *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, P.J. n^{os} 37-38, et p. citées ci-après ; *Nég. avec la Toscane*, IV, p. citées ci-dessus et ci-après ; etc.

3. V. les lettres de l'ambassadeur florentin, *Nég. avec la Toscane*, IV, 209, par exemple.

4. Cath. de Médicis au roi, Nérac, 17-18.fév. 1579, *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 267 (ce sont les capitouls de Toulouse qui ont informé la reine). Pour 1578, v. notamment les lettres (toutes écrites du Bordelais ou de Nérac) des 18 nov., 16 et 18 déc. 1578, 4 janv. 1579 (*ibid.*, 124, 177, 178, 202).

5. De Thou, VII, 729.

parle, dès le 11 octobre 1578, des « mauvaises deliberations » prises par « aucuns de vos provinces » suivant « ce qui s'est commencé à l'assemblée qui se fit dernièrement en Bourgogne ¹ ». Certaines indications particulières renforceraient cette impression ou hypothèse générale. C'est ainsi que feu H. Prentout, se demandant si la révolte normande n'avait pas été provoquée du dehors, remarque que « le sieur de Panygrolles, qui nous en a laissé le récit, venait de Bourgogne », et ajoute que « peut-être était-il un émissaire des États de ce pays... ² ». Enfin, en ce qui concerne l'essai tenté pour « gagner » le Languedoc, ce seraient « les députés de Bourgogne », aidés cette fois de ceux de Normandie, qui, suivant Catherine de Médicis, auraient reçu à Paris le représentant des Toulousains ³...

Nous voilà donc bien avertis d'un double fait probable : l'entente interprovinciale d'abord, — Prentout, comme nous le verrons, prononce même le mot plus précis de fédération — ; et, d'autre part, le rôle premier, éminent, qu'aurait tenu la Bourgogne dans cette entente.

Que faut-il penser de ces observations ou de ces hypothèses ? Une étude spéciale et méthodique seule pourrait montrer s'il y eut réellement — et jusqu'à quel point — liaison entre les manifestations provinciales, et si la Bourgogne engendra ou commanda le mouvement. Il n'est pas interdit de penser que les Bourguignons avaient, des sentiments bretons ou normands en 1577 et au début de 1578, puis des premiers actes de résistance dans les provinces, une information suffisante pour conjuguer leurs manifestations avec celles de ces pays ⁴. L'hypothèse de Prentout sur les connivences

1. *Relations des amb. vénitiens*, II, 396-397 ; *Négoc. avec la Toscane*, IV, 239 (le Vénitien dit que la Normandie « imite » la Bourgogne). — Cath. de Médicis au roi, Agen, 11 oct. 1578, *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 71.

2. « ...et des Guises » (*Les Etats provinciaux de Normandie*, I, 305). Le récit visé par Prentout est la *Coppie d'une lettre écrite par Edmond de Panygrolles, escuyer, à un seigneur de Bourgogne... récit de ce qui s'est passé aux Etats provinciaux de Normandie tenus à Rouen en novembre 1578*, Paris, 1578, in-8°. Parmi les rééditions, Prentout cite celle de Ch. de Beaurepaire dans ses *Cahiers des Etats de Normandie (sous le règne de Henri III)*, Rouen, 1887, 2 in-8°, I, 309-322.

3. Lettre citée ci-dessus.

4. Nous pouvons citer au moins un informateur, Chantepinot, qui écrivait de Paris des lettres dont nous avons gardé l'une, où il parle aux Dijonnais de la mission du sr de Rambouillet en Bretagne (lettre du 10 octobre 1578, *Corr.*, n° 310).

burgundo-normandes mériterait examen, sans qu'il faille faire fond cependant sur l'existence effective et certaine d'un agent de liaison exerçant sa mission entre les États des deux provinces. Lorsqu'un auteur, en réalité anonyme, voulant publier une relation plus ou moins tendancieuse des affaires de Normandie, prétend reproduire une lettre censée écrite par un certain Edmond de Panygrolles à un seigneur de Bourgogne ¹, on ne saurait rien inférer de là qui puisse servir à démontrer positivement une ingérence bourguignonne. Il est exact cependant que la fiction adoptée par l'auteur de la plaquette suggère naturellement l'idée d'une solidarité ou d'une liaison relative établie, à la fin de 1578, entre les mouvements normand et bourguignon.

D'autre part, la chronologie générale des faits autorise elle aussi l'hypothèse de l'influence bourguignonne. Lorsque les États normands et bretons se réunirent en novembre 1578, il y avait cinq mois déjà que Boucherat avait présenté au roi ses Remontrances et ces remontrances, imprimées sous la date de 1578, avaient probablement eu le temps, avant ces réunions normandes et bretonnes, de se répandre sous forme de plaquette ²; et cette antériorité, complétée par une action probable de propagande imprimée, permet de comprendre que les sentiments éveillés en juin, par la ferme attitude des députés de Dijon devant le roi, ne se soient pas endormis aussitôt et aient duré d'autant plus que la résistance bourguignonne continua elle-même et que la « resolution prise aux Estats tenus en Bourgogne le 1^{er} novembre 1578 » ne tarda pas à attirer de nouveau l'attention des mécontents de diverses provinces ³.

Quoi qu'il faille penser, par ailleurs, de ces conciliabules entre

1. Il était, en effet, de pratique courante à l'époque de présenter les écrits politiques sous la forme de lettres supposées (v., à ce sujet, HAUSER, *Sources*, III, p. 20, et nos 2361, 2409, etc.).

2. *Requete presentee au Roy par les Estats de Bourgogne, tenus à Dijon en cest' année 1578*, s.l., n.d. (cf. HAUSER, *Sources*, III, n° 2305); — *Remonstrance faite au Roy le 18 de juin 1578 en la ville de Rouen, par Fr. Nic. Boucherat, abbé de Cisteaux pour et au nom des Estats de Bourgogne...* 1578, in-8° (cf. HAUSER, *ib.*). — Les élus de Bourgogne payèrent en mars 1579 6 écus 2/3 à Desplanches, imprimeur à Dijon, pour impression de la harangue de Boucherat (C.-d'Or, C 3068, f. 19 v°).

3. C'est l'objet de l'*Avis et discours d'un gentilhomme françois sur la resolution prise aux estats tenus en Bourgogne le 1^{er} novembre 1578*, s.l., 1579, in-8°, cité par G. WEILL, 151 (cet auteur fournit, *ibid.*, quelques indications sur l'influence des actes bourguignons).

agents des divers États auxquels Catherine de Médicis fait allusion, l'identité remarquable des griefs. — ruines des guerres, oppression fiscale, multiplication des offices, — et peut-être plus encore les formules générales répandues par la presse, — retour au système fiscal du temps de Louis XII, respect des libertés provinciales, — suffisaient à conférer aux requêtes et aux résolutions mêmes de ces États une certaine apparence d'unité concertée. Cet aspect était peut-être moins dû à des ententes véritables et précises qu'au caractère général des sujets de doléances ou de l'influence exercée par les doctrines répandues depuis plusieurs années ¹. Les méthodes de combat ou de résistance, toutes déterminées qu'elles fussent par les institutions et usages locaux, se montraient sans doute assez semblables pour que, jointe à la simultanéité des sessions à la fin de 1578 et en 1579 ², cette analogie des programmes et des attitudes ³ ait pu faire croire à plus de cohésion méditée qu'il n'y en eut réellement et, en tout cas, ici, il n'était ni nécessaire ni logique de prêter aux États de Bourgogne aucun rôle particulier.

*
* *

Quoi qu'il en soit du rôle exact qu'une enquête spéciale, menée à Rennes, Rouen ou Toulouse, permettra peut-être d'attribuer à la Bourgogne dans les résistances des pays d'États en 1578-1579, il nous faut certainement, si nous voulons juger du sens et des conséquences de l'affaire des États de Bourgogne, ne pas hésiter à

1. C'est ce qui apparaît, par exemple, dans les textes publiés dans les *Cahiers des États de Normandie (sous Henri III)*, I, 1-8, ou dans les *Remonstrances faictes au roy par les desputez des trois Estats de Normandie* [le 15 mars 1579], Rouen, Mesgissier, 1579, in-8°. Cf. PRENTOUT, II, 312, 314, etc.; MARIÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 228-229.

2. Par ex. les États de Bretagne et de Normandie siègent en novembre 1578, presque en même temps que ceux de Bourgogne (troisième réunion). V. PRENTOUT, II, 307 et s.; *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 103.

3. Ajoutons même à l'analogie des réactions de l'autorité royale dans les divers cas. Sur le caractère général des envois de commissaires, en particulier dans les provinces à États (Bellêvre en Normandie, Rambouillet en Bretagne, etc.), v. par ex. Cath. de Médicis au roi, 30 nov. 1578 : « Je vous en prie, Monsieur mon filz, ne diffères plus longuement d'envoyer, comme vous avez advisé, ès provinces, principalement en celles qui se gouvernent par Estats, pour y faire faire les mesmes offices qu'a faictz en Bourgogne le procureur general... » (*Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 147. Cf. le mémoire de la même (10 mars 1579), cité *ibid.*, 297, n. 1).

passer du plan proprement bourguignon à un plan plus général. Que des documents bourguignons comme les registres de procès-verbaux des États ne fassent aucune allusion aux événements des autres provinces, le fait ne saurait étonner qui connaît leur habituelle réserve, leur forme toujours prudente. Mais, sans négliger, évidemment, tout ce que les contingences économiques, sociales, politiques, propres à la Bourgogne mêlaient d'éléments particuliers aux problèmes généraux des années immédiatement postérieures aux États de Blois, il ne faut pas hésiter à reconnaître qu'en 1578 l'esprit public bourguignon se trouvait remarquablement semblable à celui de l'ensemble du royaume. La mentalité encore repliée de 1575 s'était ouverte et les sentiments communs suscités déjà par les grands débats de 1576 avaient, en 1579, achevé de pénétrer en Bourgogne. C'est à la lumière de ce fait important qu'il faudra désormais considérer l'évolution des idées dans la province et l'orientation d'une partie des esprits vers la Ligue.

La « Ligue secrète », à laquelle il est aisé de prêter rétrospectivement un rôle déterminant dans tous les mouvements hostiles au gouvernement du roi Henri III depuis le début de son règne, n'était pas étrangère, sans doute, aux premières impulsions qui menèrent les États de Bourgogne à la « révolte » : du moins le gouverneur du pays, frère de Henri de Guise, peut-il être soupçonné sans invraisemblance d'avoir discrètement encouragé les premiers actes de résistance. La Ligue ne fut cependant pas l'inspiratrice essentielle de l'ébauche d'union des États provinciaux, qui répondait peut-être aux vœux et programmes d'une partie de ses premiers doctrinaires, mais qui ne se fit pas sous ses couleurs et que suffit d'ailleurs à expliquer, en 1578, l'idée — non encore adaptée ni marquée par la Ligue — de la fédération des provinces libres dans la monarchie.

Mais il reste à dire si l'affaire des États, que la Ligue n'avait pas suscitée, ne contribua pas à introduire cette Ligue en Bourgogne.

L'ÉTAPE DE 1579

Il faut consacrer la dernière note de ce recueil à la question difficile que nous n'avons cessé de rencontrer, plus ou moins claire, mais constamment présente devant nous, au cours des pages précédentes : quand donc, et comment, la Ligue s'est-elle réellement introduite et établie en Bourgogne ? En 1576 et 1577, elle avait, sous sa première forme guisarde, tôt dénaturée par le roi, tenté en vain, dans la province, la conquête des catholiques. Elle réapparut, renouvelée, en 1579, à la faveur de l'affaire des États, beaucoup plus apte qu'en 1576 à répondre aux aspirations du pays, et servie dans sa forme nouvelle par trois faits généraux bien marqués en Bourgogne : — la prééminence de plus en plus nette des préoccupations sociales sur les préoccupations religieuses ; — la diffusion, dans les diverses catégories des populations bourguignonnes, des doctrines sur les rapports de l'État et du « peuple » ; — l'excitation, enfin, en 1578-1579, d'un sentiment provincial conciliable avec l'idée d'une vaste union, dans l'ensemble du royaume, des forces de résistance à l'oppression royale.

1. — L'ACCALMIE RELIGIEUSE.

Dans l'affaire des résistances fiscales, les trois « estats » de Bourgogne avaient paru fermement unis. Cependant l'accord de leurs neuf députés allant à Rouen porter leurs communes remontrances ne signifiait nullement le soudain apaisement des conflits sociaux qui, depuis quinze ans, allaient s'animant de plus en plus¹. Si le

1. V., à ce sujet, ci-dessus, I, § 3.

sentiment des intérêts fiscaux inspirait la constitution, aux États provinciaux, d'un front commun de la résistance, une autre force de paix, inspiratrice autrefois d'union sacrée, l'ancien frein des discordes, continuait au contraire, en 1578-1579, à s'affaiblir. Si imparfaite que fût la sécurité des champs et des chemins au lendemain de l'édit de Poitiers, la question des deux religions semblait aux Bourguignons réglée, sinon pour toujours, du moins pour longtemps, et si des inquiétudes, venues d'ailleurs, persistaient parfois à les faire douter de la valeur de la « pacification », on peut dire, pour le moins, que, dans cette province catholique privilégiée, d'où la Réforme s'était repliée, la question religieuse se trouvait dès lors comme déclassée, dépassée par d'autres, de telle façon que tout l'équilibre des conditions politiques dans le pays se trouvait modifié.

Sans doute faut-il se garder de voir en ce fait important un phénomène soudain, et, encore plus, un phénomène absolu et définitif. Croire que brusquement et pour toute la période des Ligues guisardes, le mobile religieux, les considérants passionnés qu'avait auparavant suscités le péril huguenot disparurent au printemps de 1578, ce serait, sans aucun doute, errer. L'idée du péril protestant, sous une forme nouvelle, il est vrai, allait réapparaître avec son cortège de propagandes et de passions moins de six ans plus tard, à la mort du duc d'Anjou, qui faisait d'un huguenot l'héritier présomptif de la Couronne. Et, en attendant cet événement fatal, agissait encore le sentiment d'un autre danger, plus particulier à la Bourgogne : le danger des Reîtres. Une sorte d'alarme sporadique et chronique, fondée sur les réalités de deux invasions récentes, continuait à conférer aux menaces des émigrés bourguignons de Genève et de Montbéliard une efficacité relative, mais non douteuse.

Cependant, le vent, vers la fin de 1577, avait décidément tourné. Pierre de Saint-Julien de Balleure, dans son *Origine des Bourgongnons et Antiquité des Estats de Bourgongne*, achevé en 1577, exaltait un passé historique, publiait ses conceptions politiques et même sociales, mais ne parlait que par accident, lui chanoine et doyen du chapitre de Chalon, lui futur ligueur, de la religion. On a même quelque peine à découvrir dans les registres de délibérations de la Chambre de ville de Dijon, après la date de 1577, de rares mentions

concernant des affaires religieuses¹. On peut dire que, depuis l'éloignement définitif des Aliemands de Jean-Casimir, la paix, malgré les alertes de la guerre de 1577, avait régné dans ce secteur du gouvernement communal. Les mêmes registres, tout comme celui des élus de la province, nous montrent que les préoccupations avaient réellement changé d'objet, que la résistance à l'impôt, la défense des privilèges du pays, avaient attiré tous les soins. Ces sujets nouveaux absorbaient à ce point la pensée des catholiques bourguignons, que la célèbre harangue de Rouen, prononcée devant le roi au nom des trois États bourguignons par le député du clergé, un grand abbé de France, omettait totalement de faire une allusion, même légère, à la cause de la foi, objet officiel cependant des principales dépenses du roi².

La Bourgogne, certes, ne se désintéressait pas de sa religion ; mais, depuis les véhémentes remontrances catholiques du président Bégat, en 1563, les années avaient passé, les aspects de la situation provinciale avaient changé. Après la secousse antiprotestante, le social, qui, jusque-là, se mêlait au religieux, l'avait finalement dominé. La grande préoccupation religieuse restait latente et, en 1584, dans les registres des villes, dans les « résolutions » des États, dans les plaquettes de plus en plus nombreuses, cette mission proclamée de la catholique Bourgogne, ce programme exprimé sous une forme invariable par tout orateur ou écrivain, par tout magistrat et tout agent politique : « l'extirpation de l'hérésie », ne devait nullement apparaître comme une nouveauté³.

Mais, de 1579 à 1584, il y eut comme un temps d'oubli de cette hérésie, ou mieux comme une résignation à peu près sereine à l'existence du mal, — d'un mal qui n'affectait désormais, semblait-il aux Bourguignons, que de bien lointaines provinces, et finalement était passé chez eux sans laisser de trop insupportables traces

1. En pleine guerre de 1577, une remarquable modération se constatait déjà chez certaines autorités catholiques. Alors, par exemple, qu'elle redoutait tant l'invasion étrangère, la Chambre de ville de Dijon laissait deux gentils-hommes du pays réputés protestants, et qui l'avaient été certainement peu de temps avant, entrer dans Dijon en armes, y engager une rixe avec le lieutenant du château, après quoi, elle sévissait mollement sur intervention de Charny (Dijon, B 208, f. 85 v^o - 86).

2. Il en est de même, en somme, de la plupart, sinon de la totalité, des écrits suscités en Bourgogne par l'affaire des États.

3. V. à ce sujet, par ex., Drouot, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 152.

spirituelles. Cette trêve de cinq ans, avant le mauvais réveil de la Ligue de 1585, avant les alertes protestantes de 1586, voilà un fait d'autant plus digne d'être noté et qui incite à penser d'autant plus qu'il coïncide chronologiquement avec les premiers progrès véritables de la Ligue en Bourgogne ¹. C'est en pleine paix religieuse que les Bourguignons ont prêté l'oreille à la propagande guisarde : voilà qui ne saurait être négligé, si l'on veut comprendre par quelle voie principale, assez loin de la voie proprement catholique, cette Ligue allait se répandre en Bourgogne.

2. — THÈSES POLITIQUES ET EFFERVESCENCE SOCIALE.

Tandis que les préoccupations religieuses, vers 1578, cédaient le champ, le malaise économique, on l'a vu, aggravait ses effets sur les « opinions ». Mais il semble qu'en outre un autre fait, plus nouveau, doit être considéré : le large contact établi entre les cerveaux pensants de la province et les doctrines ou thèses novatrices qui répandaient alors la critique du gouvernement monarchique et de l'organisation de l'État.

En Bourgogne, non seulement aucune thèse sur l'État ne paraît avoir imposé, avant 1573 ou 1574, un sens politique défini aux doléances ou requêtes bourguignonnes, mais les grandes œuvres doctrinales qui commencèrent à paraître vers ces dates ne semblent pas elles-mêmes y avoir exercé influence avant un assez long délai. La *Franco-Gallia* de François Hotman avait été publiée à Genève dès 1573, et sa traduction française à Cologne dès 1574 ². Mais, bien que le succès du livre passe pour avoir été rapide, bien qu'« incontinent » il ait, dit-on, « couru », « volé », et ait été partout « bien

1. Il nous semble qu'il prend encore plus de sens si on le rapproche d'un autre fait de 1585 en quelque sorte complémentaire. Si la Ligue s'est développée en Bourgogne à une date où la crainte du protestant fléchissait, il faut remarquer aussi que la peur du huguenot, en renaissant en 1584, n'a pas particulièrement servi la Ligue, et que dans la prise d'armes des Guises, en 1585, Mayenne n'eut derrière lui, en somme, que les guisards ralliés en 1579-1581. On nous permettra, pour l'exposé de ce fait et les trop longues références (accompagnées de commentaires critiques) qu'il comporte, de renvoyer d'avance aux notes déjà écrites qui suivront celles-ci dès que nous pourrons les publier. Elles seront consacrées à la formation du parti guisard et à la Ligue de 1585.

2. HAUSER, *Sources*, III, n° 2215.

lu »¹, bien que la Bourgogne, d'autre part, fût située sur les « avenues » de Genève et de Cologne et en relations avec l'une par ses religionnaires émigrés, avec l'autre par des marchands que les routes de Bâle ou de Nancy amenaient régulièrement à Chalon ou à Dijon, ce livre réimprimé en français pour les Français, mais qui était un écrit protestant, mit certainement quelque temps, sinon à pénétrer pour la première fois, du moins à se répandre de façon utile parmi les catholiques bourguignons. D'ailleurs, c'est en 1576 seulement qu'en parut l'édition complétée, qui était, semble-t-il, la plus propre à faire effet en Bourgogne², et les *Vindiciae contra tyrannos* durent, en 1579, y trouver encore une œuvre de propagande assez ample à accomplir. A cette date, la *République* de Bodin, parue en 1576, aidée déjà peut-être par la *Methodus* du même, accomplissait sans doute sa propre œuvre de suggestion.

Nous multiplions les locutions dubitatives parce que, de ces ouvrages, il faut l'avouer, l'on ne saisit documentairement ni le contact précis avec le milieu, ni l'exacte influence. C'est là, d'ailleurs, cas habituel et normal. L'on croit pouvoir, du fait qu'une œuvre comme la *France-Gaule* a été plusieurs fois et coup sur coup rééditée, conclure qu'elle fut très lue et fit grand effet ; et pourtant édition n'est pas lecture. Il est vrai qu'il serait, en bien des cas, aussi ou plus imprudent d'exclure l'hypothèse vraisemblable de l'influence d'un livre que de l'admettre trop aisément, et surtout lorsqu'il s'agit d'un livre aussi souvent cité par les écrits locaux que celui d'Hotman et édité en des lieux si proches de Dijon ou de Mâcon. Pour le moins, on doit penser que l'œuvre protestante dut agir à travers d'autres œuvres, signées par de bons catholiques, et qu'elle revigora ou modifia des idées contemporaines des premiers mouvements ligueurs. C'est ainsi qu'un in-quarto bourguignon, paru en 1581, mais dont le privilège est antérieur, le grand ouvrage de Saint-Julien de Balleure, *De l'origine des Bourgongnons*, pourrait être

1. Expressions et témoignage de Simon Goulart, dans sa réédition de la *France-Gaule*, dans les *Mém. de l'Estat de France sous Charles neufiesme*, 1578, 3 in-8°, t. II.

2. La diatribe contre les gens de justice (v. ci-dessus, 22) n'est pas dans les premières éditions. — Inutile d'insister ici sur ce fait qu'un certain nombre de plaquettes antérieures ou postérieures à la *Franco-Gallia* et contenant des idées analogues aux siennes ont pu, et dû, parvenir en Bourgogne (v. par ex. HAUSER, *Sources*, III, n° 2267).

considéré comme reflétant déjà en partie les idées de la *Franco-Gallia* ¹.

Ces livres contenaient la critique du gouvernement de Henri III et leur lecture, au temps de l'insurrection des États, dut être inspiratrice et stimulante. Ils apportaient des suggestions d'autant plus capables d'efficacité que les faits y étaient représentés avec plus de vigueur. Les écrits n'eussent pas agi sans les faits ; mais les faits eussent moins excité l'opinion, si cette peinture animée n'en avait été répandue.

Mais les livres de 1573-1577 n'inspirèrent pas que les attitudes politiques et la résistance au Valois. Ils étaient pleins aussi de thèses sociales et, par là, servirent probablement autant à la désunion profonde du peuple provincial qu'à son union éphémère et de circonstance dans la manœuvre antifiscale.

Excitation provoquée par l'évolution économique, influence du livre, le double fait prenait, vers 1578, une importance qui se manifestait surtout parmi les gentilshommes. Cette aristocratie, menacée de perdre à la fois sa fortune domaniale et sa puissance politique, se défendait. C'était elle, dit avec raison J.-A. de Thou, qui s'était faite l'inspiratrice de la résistance des États provinciaux. La prétention du roi d'étendre à leur classe l'emprise de sa fiscalité soulevait parmi les barons une tempête générale. Tout près des limites bourguignonnes, dans un canton particulier de la Champagne, en Bassigny, une noblesse attachée à celle de la Bourgogne par de nombreux liens familiaux formait en 1579 une ligue locale de défense des privilèges ². Leurs parents bourguignons cherchèrent, eux, leur sauvegarde dans ces États où leurs lignées et eux-mêmes avaient tenu jusque là une place prépondérante et où ils pensaient trouver les moyens d'une action solennelle.

1. *De l'origine des Bourguignons et Antiquité des Estats de Bourgogne...*, Paris, Chesneau, 1581, gr. in-4°. Cf. aussi les *Meslanges historiques* du même, Lyon, 1588, in-4°, médité depuis longtemps. Sur quelques rapprochements à faire entre l'œuvre de Saint-Julien et la *Franco-Gallia*, v. ci-après. Sur P. de Saint-Julien, doyen du chapitre de Chalon-sur-Saône, v. L. RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure historien bourguignon*, Paris, Champion, 1926, in-8°.

2. Voy. par ex. les « Articles de la pretendue ligue d'aucuns gentilshommes du comté de Bassigny » (5 oct. 1579), dans la *Corr. de Dinteville* (p.p. E. de Barthélemy), 20-21. Dinteville, le 30 mars 1580, annonce la dissolution de cette ligue locale (*ib.*, 23).

S'il est, dans les listes d'« entrants » que fournissent les procès-verbaux des sessions d'États du xvi^e siècle, un contraste digne d'être noté, c'est, nous l'avons indiqué déjà, celui du nombre des nobles présents d'une part aux tenues de 1577 ou de 1578 et, d'autre part, aux assemblées du temps de la grande Ligue, en 1589 par exemple ou en 1593 : en juin 1577 : 53 ; en mai 1578 : 67 ; en 1589 : 13 ; en 1590 : 12 ; en 1593 : 15 (dont plusieurs anoblis)¹. La Ligue devait décevoir les revendications des gentilshommes et leur offrir, en revanche, les compensations de la guerre. Mais, en 1578, l'on croyait encore à la restauration d'une noblesse par les États. Les Remontrances de Rouen étaient en grande partie celles des gentilshommes, sujets « francs de condition » et « exempts de toutes charges » comme défenseurs du royaume dans la guerre, et qui se voyaient cependant, « pour le regard des impositions... » nouvellement mises sur le sel, sur le blé et sur le vin et autres denrées, « plus chargés que le tiers Estat, d'autant que les familles des gentilshommes... » étaient « plus grandes et qu'une bonne partie de leur revenu consistoit » plus en blé et en vin « qu'en aultres choses² ».

Un fait digne d'être noté à titre d'exemple, et d'illustration de ces doléances, c'est l'active participation de la noblesse bourguignonne aux protestations particulières soulevées par l'édit de la traite foraine. Fait général en France, semble-t-il, que Catherine de Médicis, en tout cas, signalait explicitement en ce qui concernait la Normandie et surtout le Bordelais, pays de vin³ ; mais fait bourguignon certainement. Le commerce des blés et vins du Duché était, pour les seigneurs encore munis de réserves domaniales situées en terre fertile, l'un des moyens de lutte contre la ruine. Nous l'avons dit déjà⁴, la faim lyonnaise et les occasions de spéculation

1. C.-D'OR, C 3067, f. 90, 132 v^o ; C 3069, f. 296 ; C 3072, f. 11. Cf. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 394. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux États de Bourgogne*, 13-15, groupent les listes des deux sessions de 1577 et opèrent de même pour celles des trois réunions de 1578. Il faut donc se défier de leurs tableaux.

2. Depuis quelque temps, ajoutait-on, il ne se publiait édit, ou peu s'en fallait, qui ne fût « à la foule et charge non seulement du peuple » (ce qui était régulier et logique, quoique regrettable), « mais aussy du clergé et de la noblesse... » (Harangue de N. Boucherat, dans BAUDOUIN, II, P.J. xiv, p. 523).

3. Cath. de Médicis au roi, 30 nov. 1578, et Bellièvre, Nérac, 18 déc. 1578, *Lettres de Cath. de Médicis*, VI, 148, 178.

4. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 20-24.

qu'elle offrait représentaient, depuis 1540 au moins, l'un de leurs secours. Mais ce que leurs plaintes de 1578 apprend aussi, c'est qu'ils exportaient, et que Lyon, par conséquent, n'était pas leur seule cliente. Une autre observation, d'ailleurs, peut être faite. Nous avons quelques noms de gentilshommes marchands de blé, et il faut remarquer qu'ils n'appartiennent pas à de petits nobles : Léonor Chabot, comte de Charny, le fils de l'amiral Philippe Chabot, le futur beau-père du duc d'Elbeuf et du fils du chancelier de Cheverny ; son frère, François Chabot, marquis de Mirebeau et comte de Brion, un industriel, qui en 1576, demandait, comme nouveau marquis, droit de siéger en ce Parlement qui réglementait la traite ; les Bauffremont, barons de Sennecey ¹... L'on voit que les intérêts défendus par la Noblesse, en l'espèce, n'étaient pas spécialement ceux du fretin nobiliaire. Brion, marchand de blé, était l'élu de la Noblesse aux États provinciaux précisément en ces années 1577 et 1578 où s'élevaient les doléances des barons : il présidait lui-même aux protestations contre l'édit de taxation ².

Un autre fait significatif est l'accord des gentilshommes avec le clergé : avec le clergé des abbés, des chanoines, chapitres et collégiales, s'entend ; non pas avec le troupeau des vicaires ni les couvents des frères cordeliers ou jacobins.

Les résolutions de ce clergé renté des diocèses bourguignons s'accordaient entièrement avec celles de l'assemblée du clergé de France qui déclarait s'opposer à toute nouvelle aliénation des biens ecclésiastiques et confirmer la protestation formulée à ce sujet aux États de Blois. Les assemblées préparatoires des diocèses bour-

1. Sur tout ce qui précède et sur ces noms, v. J. GARNIER, *Chartes de commune*, Introduction, 482 ; DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 21-23, 40, 280-282 et notes ; *Reg. Parl.*, II, 972-974. — On a vu que les cahiers du Tiers-État, en 1576, parlaient comme d'un cas fréquent des nobles qui faisaient « estat de la marchandise » (BAUDOUIN, II, P.J. n° x, 490).

2. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats de Bourgogne*, 13-14 ; C.-D'OR, C 3067. — La question se pose de savoir quelle fut la part prise à la campagne antifiscale par les divers « partis » entre lesquels se répartissaient les groupes les plus actifs de la noblesse bourguignonne : clientèle du duc d'Anjou, ancienne clientèle des Guises, etc. Nous n'avons rencontré aucun document qui nous permette de répondre à une telle question. Les correspondances que nous avons vues n'y font pas allusion. Nous pouvons du moins noter qu'aucune trace d'un dissentiment ne se rencontre en l'espèce. L'accord dans la résistance paraît avoir été complet.

guignons, au printemps de 1579, avaient largement contribué à orienter l'assemblée de la province de Lyon vers ce parti de la résistance qui se manifesta si fermement en juillet à l'Assemblée du clergé de France tenue à Melun, et Nicolas Boucherat, qui prit aux débats avec les représentants du roi une part active, y apporta le même esprit que dans sa mission bourguignonne de l'année précédente¹, pouvant, sans dommage pour aucune, lier les deux causes fiscales des ecclésiastiques et des laïques. Cette liaison, d'ailleurs, s'était opérée déjà, en Bourgogne même, sous la forme d'une entente entre les assemblées diocésaines, et même d'un accord des chapitres eux-mêmes avec les États provinciaux ; c'est ainsi, par exemple, que nous voyons le chapitre de Beaune décider de surseoir au paiement des décimes jusqu'après réception des résolutions des États provinciaux² : la grève fiscale des Bourguignons s'étendit donc au clergé en ce qui concernait proprement ses contributions particulières. Quant à l'entente interprovinciale, si probable dans l'affaire des États, elle se constate aisément dans les délibérations de certaines communautés, et c'est dans le registre de Beaune encore que se trouve enregistré avec soin l'avis, recueilli là comme un élément essentiel de détermination, que les ecclésiastiques de Normandie font opposition aux décimes³. L'active propagande ecclésiastique signalée en Lyonnais⁴ s'étendait donc à la Bourgogne : l'action particulière du clergé était « générale » comme celle des États eux-mêmes. Mais la harangue de Boucherat avertit

1. L. SERBAT, *Les assemblées du clergé*, 92 et suiv., et 225 n. 2 ; RICHARD, *P. d'Epinaç*, ch. VI. Le roi réclame des décimes pour racheter les rentes sur l'Hôtel de ville ou pour leurs arrérages, en vertu d'une entente dit « contrat de Poissy » (1561 et 1567), contrat assez peu respecté d'ailleurs. — En plus des 4 décimes ordinaires, une 5^e avait été ordonnée et l'on en annonçait encore de nouvelles. En 1578, Nic. Boucherat avait montré le clergé menacé de perdre les 8/10^e de son revenu en taxes, ce qui interdisait, selon lui, toute restauration des bâtiments ruinés par les guerres, et les aumônes (Remonstrances de Rouen, dans BAUDOUIN, II, P.J. XIV). — L'abbé de Cîteaux se signale en 1579 par son activité cléricale et romaine. Nous n'aborderons pas ici la question de l'opinion du clergé bourguignon au sujet de l'introduction en France des décrets de Trente, agitée sans cesse depuis 1576. Mais nous noterons cependant que Boucherat, à Melun, joue le rôle d'allié du nonce, qui demande une intervention sérieuse de l'assemblée auprès du roi (SERBAT, 292).

2. C.-D'OR, G 2506, f. 214 v^o.

3. C.-D'OR, G 2506, f. 198 (29 déc. 1578). Sur les sentiments généraux du clergé français en 1578, v. L. SERBAT, *op. cit.*, 79-80.

4. RICHARD, *P. d'Epinaç*, 95-96.

suffisamment que, dans les États, les chefs des assemblées diocésaines avaient surtout considéré leurs égaux, les privilégiés. Les chapitres et abbayes, abris des cadets des grandes familles, et la noblesse laïque : tels sont les deux « estats » qui prétendaient diriger le mouvement de remontrances de 1578¹. A bien lire des doléances des États commentées par la harangue de Boucherat, on s'aperçoit qu'elles constituaient une protestation des clercs et gentilshommes au nom des privilèges de leurs ordres tout autant qu'une protestation de la collectivité bourguignonne au nom des privilèges de la province. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à considérer un morceau comme l'examen critique des nouveaux droits imposés sur les denrées, qui, dit Boucherat, frappent plus les gentilshommes et les clercs, gros consommateurs, que le peuple, plus petit consommateur, et voué, d'ailleurs, « de sa nature », au paiement de l'impôt². Ces deux ordres se dressaient pour la défense de leurs « libertés » ; et il faut bien entendre que partie d'entre eux pour le moins, c'est-à-dire les gentilshommes, tournés en 1578 contre le roi, étaient prêts à se retourner ensuite contre les parvenus qui menaçaient de les supplanter quelque jour dans l'autorité et la fortune : les officiers³.

Mais d'autres conflits sociaux encore, en 1578-1579, malgré la nécessité de l'union contre le roi, allaient se corsant. Le travail de dissociation qui tendait à s'opérer entre la catégorie des hauts

1. Toutes ces observations, on le voit, concordent assez bien avec celles que G. WEILL, dans ses *Théories sur le pouvoir royal*, résume ainsi : « C'était la noblesse qui dirigeait le mouvement et qui espérait en profiter » (151). A cette formule nous ajouterions, comme on le voit, cette indication que les privilégiés ecclésiastiques soutenaient la cause des gentilshommes. — Il n'est pas inutile de noter que les députés aux assemblées diocésaines ou générales du clergé étaient à cette époque surtout des évêques et des chanoines (v. SERBAT, *Les ass. du clergé*, 222-226).

2. P. 523, dans BAUDOUIN, II, P.J. XIV. V. aussi (p. 519-520) la partie consacrée aux intérêts de l'Église. Une harangue du clergé lyonnais à la noblesse (citée par SERBAT, *Les ass. du clergé*, 79, n. 2) paraît confirmer l'accord des deux ordres dans une ville qui rayonnait puissamment son exemple sur la Bourgogne.

3. Il est bien certain qu'une bonne partie des chapitres, ces corps ecclésiastiques alors essentiels, s'accordaient aisément, au contraire, avec les cours souveraines ou royales, où ils comptaient tant de parentés, surtout avec les « conseillers-clercs » du Parlement.

bourgeois nantis et celle des marchands, avocats et procureurs surpris par la grande crise économique au stade des fortunes mineures¹ était un travail douloureux qui n'allait pas sans fièvre.

Les officiers « établis », au cours de ces années bouillonnantes de passions, s'efforçaient d'élever et de maintenir l'« honneur » de leurs cours royales au-dessus des agitations et hors des atteintes de l'« estat populaire » ; et leur prétention de sauvegarder leur autorité de toute contingence politique les entraînait en 1578 et 1579 en des conflits où ils déployaient une énergie inlassable. Ils avaient à se défendre contre l'offensive des gentilshommes ou même des princes, comme dans l'affaire de l'enlèvement d'un prisonnier, prévenu d'assassinat, à la conciergerie du Palais, par le duc d'Elbeuf². Mais leurs batailles étaient surtout avec les bourgeois des hôtels de ville, comme dans l'affaire provoquée par l'attaque nocturne de l'avocat-général du Parlement, Bénigne l'remyot³.

Et il leur fallait, outre cela, défendre aussi, comme les gentilshommes et les chanoines, farouchement, leurs privilèges fiscaux d'officiers ou d'anoblis et, pour les défendre, ils livraient en 1578 et 1579 des combats d'autant plus fréquents que la fiscalité royale était alors plus exigeante : combats aux phases compliquées, aux épisodes innombrables ; et combats d'autant plus âpres souvent que les collecteurs des subventions n'étaient autre que les maires. On affirmait le privilège ; on éconduisait le procureur-syndic et, s'il revenait porteur d'un arrêt du Conseil privé du roi, on rédigeait des remontrances ; puis, quelle que fût la réponse du Conseil, on rendait un arrêt d'opposition. La mission du président Fiacre Hugon de La Reynie et du conseiller Tisserand à la cour fut, en juin

1. V. à ce sujet, ci-dessus, I, § 3.

2. 19 août 1578. Récit dans Breunot, I, 241, et détails de l'affaire dans DION, B 174 bis, f. 230-232 (compte-rendu à Mayenne) ; *Reg. Parl.*, II, 1174-1182. « Tel scandale », dit-on, suivant Breunot, « que, depuis que le Parlement estoit Parlement, l'on n'en avoit veu semblable ». L'évadé, Lazare Tiremire, dit le capitaine Labarre, était prisonnier pour meurtre.

3. 19 février 1579. — Le Parlement s'en prend, en effet, aussitôt à la mairie, qu'il accuse de ne pas accomplir ses obligations de police. Information et mesures intéressantes (*Reg. Parl.*, II, 1215-1235). — Les conflits avec la Chambre de ville de Dijon étaient de plus en plus fréquents. V. ci-après quelques indications à ce sujet. — Nous ne parlerons pas des questions de préséance, qui atteignaient cependant dans les délibérations du Parlement à une importance bien significative de ses prétentions jalouses. Ex. : *Reg. Parl.*, II, 1156.

1578, l'acte où se manifesta cette volonté arrêtée de braver la tempête et les naufrageurs sournois des droits acquis : à cette heure où la Bourgogne, précisément, engageait la bataille pour ses privilèges provinciaux, les officiers, eux, travaillaient en outre pour leurs privilèges de caste¹. On peut dire pour le moins que le sentiment de catégorie et l'esprit défensif ou combatif du monde des cours et conseils du roi atteignait, en 1579, à un degré dont il n'avait pas approché encore².

Mais, à la même date, l'animosité sociale et politique de cet autre élément bourgeois que nous avons appelé la bourgeoisie seconde s'excitait tout autant. Il n'est pas douteux qu'en traversant les années mouvementées du début du nouveau règne, les impatiences de ce groupe n'avaient fait que s'accroître encore. Ce qui est d'ordinaire signalé à la date de 1578 en certaines autres provinces, — du moins en Dauphiné, Provence et Auvergne, — ce sont, dirigés contre les privilèges fiscaux des aristocraties, des mouvements réellement populaires, auxquels participaient des paysans³. Moins visibles, mais non négligeables, sont à la même date les manifestations — en Bourgogne et sans doute ailleurs — de l'avocat échevin contre le privilégié. Indigné de voir se multiplier chaque jour les lettres d'anoblissement qui l'obligeaient à rayer des listes d'imposables de nouveaux noms d'officiers⁴, il ne se contentait

1. Breunot montre (I, 234) l'émotion du Parlement à la nouvelle que « S.M. vouloit que, quand telles impositions [subvention, taillon et autres impositions extraordinaires] viendroient, deux de chacun college [Parlement, Chambre des Comptes, etc.] fussent appellés pour, en Chambre de ville, en prendre... leur part... ». Sur la mission : *Reg. Parl.*, II, 1161, 1167, 1170, 1198-1200 (rapport de La Reynie, 13 nov. 1578). — Sur d'autres épisodes : *ib.*, 961, 1047, etc.

2. Nous pourrions, de cette animosité croissante entre robins et suppôts, donner bien des preuves de détail. Les querelles s'envenimaient chaque jour, soulignées par des « paroles ». Voy., dès mars 1577, cette affaire qui met aux prises la mairie de Dijon avec le Parlement à propos d'une taxe sur les cabaretiers, décidée par la cour. Le président La Reynie menace le procureur-syndic de lui faire faire amende honorable, de lui faire « empoigner la cire tant ardente qu'elle lui brusleroit les mains » (Breunot, I, 199), et le premier président traite, dit-on, « led. vicomte-mayeur, échevins et syndicq d'« ivroignes, cabaretiers et faineants... » (*Reg. Parl.*, II, 1050). La Chambre de ville proteste à la Cour et adresse au roi un mémoire (*ib.*).

3. G. WEILL, *Théories*, 151-152.

4. Car les anoblissements, en 1577 et dans les années suivantes, se multiplient suivant un rythme accéléré. Exemple pour février 1577 : Enquêtes sur

pas de provoquer les protestations du Tiers aux États provinciaux : il tentait, on l'a vu, de faire comprendre au moins le robin parmi les « habitants » assujettis aux « cotes » des subventions « extraordinaires »¹. Mais il nourrissait encore d'autres griefs et attendait d'autres occasions... Tel est le début d'une action menée, non pas par l'ensemble du « peuple » au sens où nous entendrions le terme aujourd'hui, mais par les cadres de l'« Estat populaire » dont parlait Hotman, c'est-à-dire par ces groupes de basochiens, avocats, greffiers et marchands qui tenaient la maison de ville de Dijon et une bonne partie des autres. C'est vers 1578-1580, en ces années qu'on pourrait appeler les « années tournantes » de l'ère des guerres civiles françaises, où le religieux le cède de plus en plus au social, où les catholiques se dressent de plus en plus contre le roi, où beaucoup d'oreilles accueillent des « novalités », que le conflit entre « villes » et cours royales, ou mieux entre bourgeois seconds et officiers privilégiés, prend cette force et ce sens qui resteront l'un des traits significatifs de l'histoire de la Bourgogne à la fin du xvi^e siècle. Désormais, les avocats et les procureurs, déjà bien installés aux États provinciaux, vont y élargir leur place et leur rôle². Assez nombreux déjà dans les députations bourguignonnes aux États généraux de 1576, ils le seront plus encore dans celles de 1588³. Ce n'est pas la Ligue qui lance leur entreprise de conquête ; mais ils sont évidemment, vers 1579, le groupe où elle trouvera ses hommes, comme elle est la puissance qu'ils penseront bientôt à utiliser.

Bornons-nous à ces indications dispersées et incomplètes sur l'excitation des groupes sociaux en 1578-1579. Les quelques traits

la noblesse des s^{rs} Berbissey, de M. de Cirey, de M. de Pluvot (Dijon, B 208, f. 147 v^o, 149, 153). Cf. L 73. En nov. 1576 avait été vérifié l'édit érigeant un « certain nombre de nobles » (Breunot, I, 187). En mars 1577, vérification de l'édit de juin 1576 (*Reg. Parl.*, II, 1042).

1. D'autant plus que le roi, après avoir vendu des anoblissements, s'efforçait de limiter les inconvénients fiscaux de cette pratique en ordonnant que certaines levées fussent faites sur tous ses sujets, privilégiés ou non (*Reg. Parl.*, II, 1044, 1047, 1161, etc.). Sur les prétentions de la mairie de Dijon, v. notamment Dijon, B 208, f. 177, 188, 203, 205, etc.

2. D'une dizaine de noms d'avocats à retenir parmi les représentants du Tiers-État en 1578, on passera à une vingtaine en 1588 (C.-d'Or, C 3067, 3069).

3. En 1576, 4 « suppôts » ; en 1588, 7 (v. les noms dans BAUDOUIN, II, 181-192 et 313-314). Exemples : à Dijon, Guill. Royhier, avocat (Dijon, B 208, 212 et suiv.) ; à Autun, Déchevannes et Louis Devoyo, avocats, et Cl. Berthault, vîerg en 1576 (AUTUN, BB 3).

que nous avons réunis suffisent, semble-t-il, à ruiner l'idée d'une Bourgogne homogène. Et cependant, nous l'avons vu, il était au moins un sujet où les Bourguignons s'accordaient et faisaient front tous ensemble. Le spectacle de cette Bourgogne un instant unie mérite encore quelques commentaires.

3. — L'AUTONOMISME ANCIEN ET LE MOUVEMENT PROVINCIAL DE 1579.

Sans doute les intérêts fiscaux expliquaient-ils cette trêve en grande partie. Mais il faut ajouter que l'idée des traditions provinciales, troublée dans la période antérieure par les grandes secousses des guerres religieuses, avait aussi servi en l'espèce celle de l'union des Bourguignons. Le contrat de la Réunion de 1477 et le droit intangible de la Bourgogne à ne payer que l'impôt consenti par ses États avaient été de nouveau rappelés à Rouen, invoqués dans les remontrances écrites en commun ¹.

Il est vrai que les ordres privilégiés entendaient sauver d'abord leurs intérêts ; mais ces préoccupations particulières semblaient dominées, emportées, par le vent de revendications provinciales qui répandait partout l'idéal des droits des pays d'États. Ces droits étaient, à la date, invoqués plus ouvertement et solennellement que les franchises de l'Église ou de la Noblesse. C'est une question de savoir lequel a stimulé l'autre, du mouvement provincialiste de la période de l'oppression fiscale ou des thèses des publicistes sur les droits des assemblées d'États ². Le fait certain est que, jamais encore, ces droits n'avaient été proclamés si haut et avec un tel ensemble dans le royaume ³.

La Bourgogne fut donc, en l'espèce, encadrée et encouragée. Une

1. Boucherat demandait que le roi voulût bien décharger les Bourguignons de toutes impositions « extraordinaires » et « les maintenir en leur ancien privilege comme ont fait les rois Loys onziesme, Charles huitiesme et Loys douziesme vos predecesseurs », etc.

2. Hotman, — qui souligne l'idée des droits provinciaux et demande pour les provinces une véritable autonomie appuyée par un contrat inviolable —, imprime, il est vrai, en 1573 ; mais, dès ce temps, ses coreligionnaires du Languedoc avaient hautement revendiqué les droits et libertés de leur province.

3. Prentout note que « les assemblées de 1578 et de 1579 ...marquent pour ainsi dire le point culminant dans l'effort des États [de Normandie] pour jouer un rôle politique » (*Etats de Normandie*, I, 30).

fièvre générale soutint le réveil local de l'idéologie autonomiste. A Dijon, les séances des États de 1578 prirent parfois un accent de gravité qui répondait bien à celui de tout le mouvement provincial¹; et n'est-ce pas déjà l'écho de l'exaltation commune qui se perçoit dans le livre de Saint-Julien sur l'*Antiquité des Estats de Bourgogne*? Lorsque ce livre affirmait le caractère inviolable du pacte monarchique et l'obligation qui s'impose au roi de tenir compte de la volonté des États, il n'apportait pas seulement le témoignage d'une foi personnelle; il exprimait des idées qui animèrent un grand nombre de cerveaux en Bourgogne comme dans le reste de la France durant les années 1578-1579 et qui firent de la province de Saint-Julien l'un des champions, — peut-être le principal — des « libertés » provinciales. Est-il opportun d'observer que l'auteur des *Estats de Bourgogne* voyait surtout dans les traditions de la vieille Bourgogne celles qu'il prêtait à sa caste noble, ou de noter que, dans la bouche de l'abbé de Cîteaux, l'allusion à la tyrannie de Roboam visait particulièrement, à n'en pas douter, les rapports de Henri III avec les Bourguignons des ordres privilégiés? Ces nuances se perdaient dans l'impression d'ensemble, et un peuple tout entier se laissait échauffer par les échos de la harangue de Boucherat ou par des formules menaçantes du style des devises bourguignonnes recueillies par Saint-Julien: « Tout par amour et par force rien » ou « Qui ne les caresse les perd »². D'une affaire fiscale on s'élevait aisément et rapidement à la question des relations entre province et monarchie. Les ambassadeurs italiens qui, dans leurs relations, interprétaient les faits suivant leur propre mentalité et s'exagéraient, avec l'importance des « révoltes », la vigueur autonomiste des provinces à États, mettaient cependant le doigt, en dénonçant l'esprit de ces provinces, sur un grave problème: problème latent, qui risquait, la mauvaise politique de Henri III aidant, de se poser un beau jour ouvertement et dans toute son ampleur.

1. Voy. notamment la séance du 23 mai 1578, où, la remontrance au roi ayant été signée par les députés, ces députés jurent d'en conserver les termes secrets, après quoi la minute est déposée en présence de tous dans un coffre, sous serrure munie de trois clés, dont chaque ordre doit garder l'une (C.-D'Or, C 3067, f. 131 v°).

2. *Meslanges historiques*, 685. L'auteur rappelle que les Bourguignons avaient autrefois comme symbole le chat.

C'est donc un fait que le provincialisme bourguignon de 1579, malgré son rappel constant des traditions, des libertés anciennes, ne constituait pas une simple résurgence de l'autonomisme ombrageux et replié qui avait, au début du xvi^e siècle, menacé d'isoler du reste du royaume l'ancien Duché du Téméraire. L'intégration morale à la monarchie, dont nous avons dit les progrès, si visibles à l'époque des guerres civiles ¹, n'était nullement remise en question et la liaison de la révolte bourguignonne avec les révoltes normande ou bretonne, si nettement dénoncée par quelques témoins, nous avertit suffisamment que, depuis les remontrances à la Bégat, depuis les protestations de 1563 contre les édits de tolérance religieuse, seize années ne s'étaient pas écoulées sans effet. Non seulement l'édit de tolérance de 1577 ne provoquait plus les protestations de la Bourgogne catholique, mais encore les opinions ou arguments des orateurs du début du règne de Charles IX, — l'idée de la singularité du statut bourguignon dans le groupement monarchique, l'idée des droits propres, et parfois même les allusions à la possibilité d'un certain retour du Duché à un destin individuel capable de le séparer du royaume, — tout ce répertoire de 1563, assez confus d'ailleurs, et dès cette date vieilli, se trouvait, en la septième année du règne de Henri III, évidemment dépassé. La conception des autonomies fédérées tendait à remplacer celle d'une Bourgogne isolée et, en cela, la date de 1579 jalonne une étape.

Nous avons pu considérer encore comme l'une des causes locales qui expliquaient l'échec de la première Ligue en Bourgogne la défiance des hommes du lieu à l'égard des entreprises d'ensemble valables pour le royaume entier, leur répugnance à « cotiser » pour des caisses non établies sous leurs yeux. Depuis, sous l'effet des communs griefs contre le gouvernement royal, dans la résistance solidaire de 1578-1579, leurs yeux s'étaient ouverts sur des horizons nouveaux et ils avaient mieux compris les bienfaits des actions uniques.

En ce sens — fait non négligeable — cette affaire des États, que la Ligue n'avait pas lancée, préparait les cerveaux à accepter la Ligue : non seulement le provincialisme de 1579 s'accordait avec les thèses sur le droit des peuples et la valeur du contrat

1. V. ci-dessus, p. 52.

monarchique, que la Ligue acceptait, mais il favorisait fort opportunément pour cette Ligue l'adaptation d'une mentalité locale aux obligations d'une discipline générale, et qui n'était pas, du moins en fait, pour le « service du roi ».

Les idées mises en œuvre en 1578-1579 ne menaient-elles pas elles aussi à la Ligue ? Nous croyons que le mouvement provincialiste a devancé, en Bourgogne du moins, la véritable invasion de la Ligue : mais il n'est pas niable cependant que l'inspiration générale du mouvement général des États pour les « libertés » étaient, en 1579, l'une de celles dont se flattait la Ligue.

Il est bien vrai que, plus tard, une fois devenu un parti au pouvoir, de 1589 à 1595, à l'époque même où l'on eût pensé que les institutions provinciales de liberté allaient s'épanouir sous son égide, que les assemblées provinciales allaient établir pleinement, en face du pouvoir central, cet organe de contrôle, défenseur des droits du « peuple », qu'Hotman avait rêvé, — les États de Bourgogne allaient, au lieu de cela, faiblir, replier leurs couleurs, compromettre même les « libertés »¹. Mais, en 1579, ces États bourguignons étaient dans leur force : si l'histoire a ses raisons de se taire sur eux à la fin du siècle, l'on comprend, au contraire, que J.-A. de Thou ait fait, à leur intervention du printemps de 1578, l'honneur de quelques pages où il les représente, en somme, comme les champions des revendications provinciales pour le royaume entier.

Cette intervention s'appuyait sur des idées que la Ligue faisait siennes ou allait faire siennes, sans s'appuyer encore sur la Ligue elle-même en tant que parti. Mais si la Ligue n'a pas lancé l'affaire des États, il nous reste, du moins, à montrer que cette affaire des États a, elle, favorisé assez puissamment les progrès de la Ligue.

4. — LES PREMIERS PROGRÈS DE LA LIGUE EN BOURGOGNE.

Le nom de la Ligue ne se rencontre nulle part dans les mémoires, les remontrances, les procès-verbaux de délibérations écrits en

1. De ce que dit A. RÉBILLON, *Les Etats de Bretagne*, 27, on peut conclure que les États de Bretagne, comme ceux de Bourgogne, ne furent nullement,

Bourgogne durant les trois années qui suivirent l'édit de Poitiers et il est probable que peu d'allusions y furent faites alors à son existence. Mais les ardents débats de ces années agitées, s'ils se déroulaient hors d'elle, orientaient vers elle bien des esprits. Or, une autre circonstance encore semblait favoriser son implantation en Bourgogne. De 1579 date l'établissement définitif de Mayenne dans son gouvernement. Sauf de brèves absences et notamment un voyage qu'il fit à l'automne de 1578 en Savoie et en Provence, pour y régler les affaires concernant son comté de Tende, le prince séjourna, du printemps 1578 à juillet 1580¹, en Bourgogne ou dans les abords immédiats de cette province, et c'est pendant ce long séjour que les premiers liens solides se nouèrent entre les Bourguignons et lui. C'est à Dijon, au Logis du Roi, que naquit, en janvier 1579, son fils aîné, à Dijon que fut célébrée, au son du canon et à la lueur des folières, comme une véritable fête dynastique, cette naissance d'un héritier présomptif du gouvernement de Bourgogne, tôt suivie d'un baptême à la Sainte-Chapelle autrefois ducal, en présence du duc de Guise, chef de maison, et de presque tous les Lorrains². C'est aussi en ces mois de 1578-1579 que Mayenne s'attacha comme conseiller intime ce Dijonnais qu'il fit pourvoir en juin 1579 d'un office de conseiller au Parlement, en attendant celui de président qui vint en 1581 : Pierre Jeannin³ ; en ce temps qu'il constitua autour de lui cet appui nécessaire de toute puissance princière à l'époque : sa clientèle ; en ce temps, en somme, que le gouvernement de la Bourgogne devint pour lui ce bien fondamental et personnel qu'il devait conserver jalousement et revendiquer jusqu'à la fin de sa carrière de prince ligueur en 1595⁴.

Sans doute la Ligue ne fut-elle pas en tout cela oubliée, et profita-

pendant la période où la Ligue gouverna, les champions des « libertés » que leur attitude de 1577-1579 eût semblé annoncer. Sur l'attitude des États de Bourgogne en 1589-1594, v. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, II, 33-41, 59-61.

1. Sur ce voyage et ce séjour : *Nég. avec la Toscane*, IV, 201 ; Pépin, 27-29 ; Breunot, I, 229, 233 ; DIJON, B 215. — On a trouvé plus haut, IV, § 2 et 3, la mention de plusieurs actes de Mayenne se rapportant à ce séjour.

2. La duchesse de Nemours, le cardinal de Lorraine, le duc et la duchesse de Guise, Renée de Lorraine, Charles, marquis d'Elbeuf, etc. (Pépin, 25-27 ; *Reg. Parl.*, II, 1212 ; DIJON, B 175 bis, f. 1).

3. C.-D'OR, B 26, f. 24 ; *Reg. Parl.*, II, 1352, 1460. Cf. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, 116.

4. V. *ibid.*, I, 108 et s. ; II, 24 et s., 227-234, 467-473.

t-elle de tous ces actes personnels. C'est sur l'invitation du prince que le jésuite Emond Auger vint prêcher à Dijon durant l'octave de la Pentecôte de 1579 et que s'amorça le projet de fonder dans la ville ce collège qui, dès 1582, devait y renforcer si puissamment la cause catholique et guisarde ¹. En 1580, l'expédition du Dauphiné allait être le premier exploit à la fois de la clientèle personnelle de Mayenne encadrant une partie de l'armée royale que le roi lui donnait pour combattre les protestants, et de la Ligue bourguignonne, organe de résistance ou de contre-offensive établi au nord de Lyon, face à la vallée du Rhône ²...

De 1579, en somme, date le grand effort d'établissement personnel de Mayenne en Bourgogne. Quant au mouvement ligueur, auquel aucun document ne fait nettement allusion, il dut cependant se frayer accès à la faveur de ce développement de la clientèle personnelle du prince. En 1576, la première formule d'association guisarde, qui exigeait une obéissance aveugle et des cotisations régulières ³, avait trouvé une Bourgogne hostile. Ce pays des « fraternités » locales ignorantes des plans généraux et des mots d'ordre anonymes, conçues pour des œuvres empiriques dans un milieu limité, se défiait alors des programmes venus de lointains conseils et d'un chef mal connu. Puis l'hypocrite fiction de la Ligue royale avait discrédité peut-être plus encore l'idée des associations générales. Mais, ensuite, en deux années remplies de sujets d'alarme et de révolte, une évolution en partie spontanée, en partie commandée par les impérieuses influences venues des écrivains ou nées de la collaboration entre provinces, avait mené les Bourguignons à l'idée de la résistance au roi, tandis que la Ligue elle-même, sortant de l'équivoque, devenait opportunément, après l'édit de Poitiers, une entreprise illicite et factieuse, ennemie tout autant du gouvernement royal que des protestants et, en même temps, un puissant parti de réforme, apte à attirer à lui non seulement

1. DIJON, B 215. Cf. FOUQUERAY, *Hist. de la Comp. de Jésus en France*, t. II, Paris, 1912, in-8°, 39.

2. BOUILLÉ, *Les ducs de Guise*, III, 85-88. Il faut tenir compte des conditions politiques de ces éléments : vallée du Rhône, Lyon, Bourgogne, telles qu'elles se révéleront en 1585-1586 (v., à ce sujet, RICHARD, *P. d'Epinac*, 262 et suiv.).

3. Cf. G. WEILL, *Les théories sur le pouvoir royal*, 142 ; H. HAUSER, *La prépondérance espagnole*, 120-121.

les autonomistes provinciaux et une partie des innombrables mécontents dressés contre le fisc de Henri III, mais un bon nombre d'ambitieux ou de déçus excités par les transformations économiques et sociales. Dès 1579, la Ligue, avec son encadrement princier et son accent populaire, commençait à supplanter, à Paris, la Réforme comme parti des « novations ». Au temps de François I^{er} et de Henri II, les révoltes de la misère menaient bien souvent les petites gens droit au parti protestant. En 1579, c'était la Ligue qui, du moins dans quelques grandes villes, s'appropriait à rallier les impatients.

Qu'en fut-il en Bourgogne ? Si large qu'on fasse la part de l'influence de Mayenne et de sa clientèle sur les progrès de la Ligue au Duché en 1579 et dans les années suivantes, on ne saurait penser que ces impulsions purent suffire à promouvoir ces progrès en un pays auparavant si défiant. Mais on sait que des forces sociales étaient aptes à soutenir le nouveau parti. Il serait, certes, imprudent et même assez nettement contraire aux faits d'isoler, parmi les inspirations complexes qui conduisirent nos Bourguignons à la Ligue, ce qui peut ressortir au religieux, au politique, au social. En quelle tête ces éléments divers ne se sont-ils pas en réalité combinés de façon variable ¹ ? Cependant, en Bourgogne comme ailleurs, les préoccupations dominantes semblent bien avoir varié suivant les périodes. Et c'est ainsi que, dans cette Bourgogne où le religieux, dès 1574, avait fléchi, c'est le social surtout, semble-t-il, qui ouvrit à la Ligue l'accès des milieux où elle devait rencontrer ses appuis. Il est possible — à l'époque de la première Ligue, celle de Péronne et de Henri de Guise — que les groupes d'avocats, procureurs et marchands se soient défiés d'un mouvement qui, à la date, leur paraissait trop conduit par les gentilshommes. Il est certain qu'ensuite, en face de la Ligue royale, quelle que fût encore en plusieurs villes l'ardeur religieuse de la population, la crainte d'être dupé par les privilégiés retint encore les échevinages et les bourgeoisies ². La Ligue à ses débuts aurait été ainsi desservie

1. V. les observations de H. HAUSER, *Sources*, III, 4-5.

2. Les délibérations de la Chambre de ville de Dijon avaient, on l'a vu, tourné pendant trois mois autour de cette idée que le Tiers État ne doit entrer dans la Ligue et s'engager dans les contributions de deniers que comportera l'association que lorsque l'Église et la Noblesse auront, dans une assemblée

par une partie de ceux-là même qui devaient, plus tard, grouper autour d'eux les meilleurs éléments de sa force. Mais, vers 1579, 1580 et 1581, des voies s'ouvraient en Bourgogne, sinon à l'action proprement guisarde telle que le manifeste de 1576 l'avait représentée¹, du moins au grand parti de mécontents, de novateurs, que suscitaient de concert les griefs généraux contre le roi et les thèses des publicistes : avec des maires comme l'avocat Guillaume Royhier de Dijon, les défiants allaient l'un après l'autre se rallier. C'est à cette époque, en face des officiers nantis et conservateurs, dans le flot populaire orienté par les moines mendiants, et parmi les bourgeois du monde communal, anciens partisans des « fraternités » sortis de la gangue religieuse et locale et désormais aussi ouverts aux courants d'idée venus du large qu'aux préoccupations de fortune, — que la Ligue recrutera surtout ses hommes². En Bourgogne, les impulsions sociales plus que toutes autres devaient, entre catholiques royaux et catholiques ligueurs, déterminer le départage.



Les « notes » que nous venons de réunir ne constituent pas l'histoire systématique de l'esprit public chez les Bourguignons catholiques durant les cinq années que nous avons parcourues. Elles suffisent cependant, croyons-nous, à révéler dans ces années 1574-1579 une période de tâtonnement et de malaise, une période où l'opinion flottait incertaine et cherchait cependant des points d'appui nouveaux : — période aussi des grandes thèses qui, précisément, s'of-

commune, déclaré leur intention formelle de participer aux contributions. V. notamment DIJON, B 208, f. 83 v^o, 87 v^o.

1. L'audacieuse théorie des droits des Guises sur la couronne de France sortie, disait-on, des papiers de l'avocat Jean David (*Hist. de la Ligue*, I, 21-23 et notes ; cf. HAUSER, *Sources*, III, 280 ; MARIÉJOL, dans LAVISSE, VI¹, 176) ne paraît pas avoir éveillé beaucoup d'échos favorables en Bourgogne. Les *Stemmata* de Fr. de Rosières qui, en 1580, soutiendront, à leur tour, les droits des Lorrains, seront l'objet d'une riposte du médecin barséquanais N. Vignier (*Traicté de l'Estat et origine des anciens François*, Troyes, 1582, in-8^o).

2. Le recrutement et la formation du parti ligueur en 1579-1584 feront l'objet principal d'un prochain fascicule des *Eludes bourguignonnes sur le xvi^e s.* Nous y apporterons aussi les preuves détaillées que nous renonçons à accumuler ici dans une forme trop condensée.

fraient à diriger l'opinion inquiète ; — période de transition, où des protestants l'opposition passait déjà, progressivement, du côté des catholiques ; — période enfin où, devant l'historien provincial, trop souvent réduit à interpréter les « histoires », les documents politiques authentiques et significatifs se dérobent ; époque des Ligues « secrètes » passées sans laisser de traces, mais qui mène à des faits plus nets : lorsqu'on parvient à 1579, la voie devient plus sûre, les données s'éclairent ; l'on touche déjà au temps véritable de la Ligue bourguignonne.

C'est à cette date que nous arrêtons ces notes sur l'esprit bourguignon au début du règne de Henri III. Sur ce début de règne nous ne porterons aucun jugement d'ensemble. Les documents que nous avons lus nous font cependant penser que De Thou ne se trompe pas, lorsqu'il écrit, à propos des « révoltes » de 1578 : « Henri... se rendit... odieux et il devint enfin si méprisable qu'on n'entendoit plus sur son passage ces acclamations par où le peuple avoit auparavant coutume de témoigner la joie qu'il ressentoit de voir son Roi. Un gouvernement si tyrannique avoit détruit insensiblement dans le cœur des François cet ancien attachement que la nation a toujours eu pour ses princes »¹. Ces mots, sans doute, semblent un peu durs, si l'on se rappelle que Charles IX avait laissé à son frère un royaume déjà en désarroi, bouleversé par un trouble profond aussi bien économique et social que politique et spirituel. Mais il est vrai aussi que Henri III avait été, en 1574, accueilli par les Bourguignons comme un sauveur possible et qu'il les avait déçus complètement.

Pourtant, il voyait juste souvent, et, dès 1579, le prouvait par l'ordonnance de Blois, qui représentait un remarquable effort tenté, sur le papier, pour redresser les finances et l'autorité. La Guesle, au cours de sa seconde mission, le 18 mars, était entré au Parlement de Dijon pour en apporter les prémices², et quelques « bons sujets », aussitôt, avaient pu raffermir leur foi dans le roi.

Mais les promesses écrites dans les 363 articles du « Code Henri III »³, il fallait les tenir ; il fallait « exécuter »... Or, la guerre

1. *Hist. universelle*, VII, 729.

2. *Reg. Parl.*, II, 1230.

3. Réduction du nombre des offices ; confirmation des privilèges des gentilshommes ; défense du Domaine ; police des troupes ; protection du commerce ; etc. (ISAMBERT, t. XIV, 380-463).

renaquit, et la dépense. Et puis, ce grand geste conjuratoire que le roi de France faisait contre la ruine et l'impopularité, il n'était que de mai 1579 et, à cette date, pour les édits de Henri III quels qu'ils fussent, il n'était plus guère de crédit. En Bourgogne, les espérances des esprits actifs étaient désormais orientées vers la Ligue ; et la destinée était déjà tracée d'une partie de ces solutions trop raisonnables des problèmes de l'État : elles devaient réapparaître un jour, mais avec le seing de Henri IV, qui, seize ans plus tard, sut les faire accepter, rafraîchies, à un peuple épuisé.

INDEX DES RÉFÉRENCES

(PRINCIPALES SOURCES ET PRINCIPAUX TRAVAUX)

I. — SOURCES IMPRIMÉES.

A. — Documents d'archives.

- Cath. de Médicis. — *Lettres de —*, p.p. H. de La Ferrière (t. I-V) et Baguenault de Puchesse (t. VI-X). Paris, 1880-1909, 10 in-4^o (Coll. des *Doc. inédits sur l'Histoire de France*).
- Correspondance de la mairie de Dijon extraite des archives de cette ville*, p.p. J. Garnier. Dijon, 1868-1870, 3 in-8^o (Coll. des *Analecta divionensia*). [Abréviation employée dans nos notes : *Corr.*]
- Dinteville. — *Correspondance inédite de M. de —*, lieutenant-général au gouvernement de Champagne (1579-1586), p.p. E. de Barthélemy, Arcis-sur-Aube, 1889, in-8^o.
- H. FRÉROT. — *Documents historiques concernant la ville de Châtillon-sur-Seine et l'ancien bailliage de la Montagne* (dans *Bull. Soc. arch. et hist. du Châtillonnais*, 1891-1902).
- G. HÉRELLE. — *La Réforme et la Ligue en Champagne. Documents*. Paris, 1888-1892, 2 in-8^o.
- Jean-Casimir. — *Briefe des Pfalzgrafen Johann-Casimir*. 1576-1586, p.p. Fr. von Bezold. Munich, 1882-1903, 3 in-8^o.
- Jeannin. — *Lettres inédites du président —*, p.p. N. Garnier (dans *Mém. Soc. bourg. de géog. et d'hist.*, t. V, 1889, p. 21-91).
- *Contribution à l'histoire du président —* [documents], p.p. le même (*ibid.*, t. VIII, 1892, p. 125-170).
- J. LOUTCHITZKY. — *Documents inédits pour servir à l'histoire de la Réforme et de la Ligue*. Paris et Kiev, 1875, in-8^o.
- Mayenne. — *Une lettre de — sur des affaires de frontière* (1578), p.p. H. Drouot (dans *Annales de Bourgogne*, t. III, 1931, p. 168-172).
- Mémoires de la Ligue...*, p.p. Gouget. Amsterdam, 1758-1763, 6 in-4^o.
- Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane. Documents recueillis par G. Canestrini*, p.p. A. Desjardins. Paris, 1859-1865, 3 in-4^o (Coll. des *Doc. inéd. sur l'Hist. de France*).
- Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au xvi^e siècle*, recueillies et traduites par M.-N. Tommaseo. Paris, 1838, 2 in-4^o (Coll. des *Doc. inéd. sur l'Hist. de France*).
- Saulx-Tavanes. — *Correspondance des — au xvi^e siècle*, p.p. L. Pin-gaud (dans *Mém. Acad. de Dijon*, 1877, p. v-xiv et 1-359).

B. — Plaquettes et écrits de circonstance.

[J.-A. Bégat]. — *Remonstrances faictes au roy de France par les deputez des trois Estats du Duché de Bourgogne sur l'Edit de la pacification des troubles du Royaume de France*. Anvers, Guill. Silvius, 1564, in-8°.

Requete presentee au Roy par les Estats de Bourgogne tenus à Dijon en cest année 1578. S.l.n.d., in-8°.

Remonstrance faicte au Roy le 18 de juin 1578 en la ville de Rouen par fr. Nicolas Boucherat, abbé de Cisteaux, pour et au nom des Estats de Bourgogne, ensemble la response de S.M. Dijon, Desplanches, 1579, in-8°.

Précédé par une édition s.l., 1578, in-8° [B.N., Lk 14/8].

Avis et discours d'un gentilhomme françois sur la resolution prise aux Estats tenus en Bourgogne le 1^{er} novembre 1578. 1579, in-8° [B.N., Lb/34 175].

Memoire | trouve clos | sur la table de la salle des E|stats tenus en Bourgogne | le premier de Novembre 1578. S.l., M.D.LXXIX, pet. in-8°, 12 p. [B. DIJON, Réserve 64].

Legende de domp Claude de Guise, abbé de Cluny, contenant ses faits et gestes... et des moyens tenus pour faire mourir le roy Charles neufiesme, ensemble plusieurs princes... S.l., 1581, in-8° [B. DIJON, 17594].

La Satyre Ménippée ou la Vertu du Catholicon, éd. Ch. Read, Paris, 1880, in-12.

C. — Journaux, mémoires et histoires.

Agrippa d'Aubigné. — *Histoire universelle*, p.p. A. de Ruble. Paris, 1886-1909, 10 in-8° (Soc. de l'Hist. de France).

Breunot. — *Journal de Gabriel — , conseiller au Parlement de Dijon*, p.p. J. Garnier. Dijon, 1866, 3 in-8° (Coll. des *Analecta divionensia*).

Palma Cayet. — *Chronologie novenaire contenant l'histoire de la guerre sous... Henry IV* (dans Coll. Michaud et Poujoulat, t. XII).

Gassot. — *Sommaire mémorial (souvenirs) de Jules — , secrétaire du roi. 1555-1623*, p.p. P. Champion. Paris, 1934, in-8° (Soc. de l'Histoire de France).

Gollut. — *Les mémoires historiques de la République séquanoise et des princes de la Franche-Comté de Bourgogne*, par M. Loys —. Rééd. p. Ch. Duvernoy et Emm. Bousson de Mairet, Arbois, 1846, in-4°.

Haton. — *Mémoires de Claude — (1553-1582)*, p.p. F. Bourquelot. Paris, 1857, 2 in-4° (Coll. des *Doc. inédits sur l'Hist. de France*).

Jeannin. — *Discours apologétique fait par M. le président — de sa conduite durant les troubles de la Ligue (1622), à la suite des Négociations* (Coll. Michaud et Poujoulat, 2^e s^{ie}, t. IV, p. 708-714).

L'Estoile. — *Mémoires-journaux de Pierre de —*. Paris, éd. des Bibliophiles, 1875-1896, 12 in-8°.

Pépin. — *Livre de souvenance ou journal de M. — , chanoine musical de la Sainte-Chapelle de Dijon*, p.p. J. Garnier, Dijon, 1866, in-8° (Coll. des *Analecta divionensia*).

- Recueil des choses jour par jour advenues en l'armée conduite d'Allemagne en France par M. le prince de Condé pour le rétablissement de l'état du royaume... commençant au mois d'octobre 1575 et finissant au mois de mai suivant... 1577, in-16.*
- Robert. — *Livre de raison de la famille* —, p.p. C. Oursel, dans *Deux livres de raison bourguignons*. Dijon, 1908, pet. in-8° (ext. des *Mém. Soc. bourguignonne de géog. et d'hist.*, t. XXIV, 1908).
- P. de Saint-Julien de Balleure. — *De l'origine des Bourgongnons et Antiquité des Estats de Bourgongne...* Paris, N. Chesneau, 1581, gr. in-4°.
- Id. — *Meslanges historiques*. Lyon, B. Rigaud, 1588, in-8°.
- Guill. de Tavanès. — *Mémoires des choses advenues en France ès guerres civiles... [1560-1596] par Messire Guillaume de Saulx, seigneur de Tavanès* (Coll. Michaud et Poujoulat, t. VIII, p. 435-501).
- Jean de Tavanès. — *Mémoires de Gaspard de Saulx, seigneur de Tavanès, mareschal de France...* (Coll. Michaud et Poujoulat, t. VIII, p. 1-434).
- De Thou. — *Histoire universelle de Jacque-Auguste — depuis 1543 jusqu'en 1607*, trad. sur l'édition latine de Londres. Londres, 1733-1736, 16 in-4°.
- Villegomblain. — *Les mémoires des troubles arrivez en France..., avec les voyages des sieurs de Mayenne et de Joyeuse au Levant et en Poictou par M. de —*. Paris, 1668, 2 in-12.

II. — SOURCES MANUSCRITES 1.

(Les dates concernent non le contenu de la cote, mais les limites de nos emprunts).

A. — Archives départementales de la Côte-d'Or et de l'ancienne province de Bourgogne.

B 24-26 (enregistrements, Chambre des Comptes de Dijon, 1573-1579).

B 12082-12083 (*id.*, Parlement de Dijon, 1573-1579) ².

BII 360/50 et /51 (dossiers de justice de la mairie de Dijon, 1573-1579).

Interrogatoires, informations, requêtes, sentences, affaires de « paroles ».
Une dizaine d'affaires à retenir.

1. Nous n'avons indiqué ici que les cotes les plus citées, ne pouvant surcharger inutilement cet index de celles qui ont été utilisées une seule fois, et parfois accidentellement.

2. Sur l'état des archives du Parlement, réduites à des débris en ce qui concerne le XVI^e siècle, v. DROUOT, *Mayenne et la Bourgogne*, I, p. xxxii-xxxiii, xxxvii.

- C 2979 (reg. des titres et privilèges des États de Bourgogne).
- C 3016 (reg. des résolutions prises dans les tenues des États, 1575-1578).
- C 3066, 3067, 3068 (reg. des procès-verbaux des délibérations des États et des élus, 1572-1580).
- Source originale, précieuse parce que les États représentent l'organe qualifié qui peut exprimer l'opinion commune de la province ; mais aussi source décevante parce que rien de la physionomie réelle, rien des incidents divers des séances de 1576 et 1578 n'est passé dans ces procès-verbaux guindés, prudents, incolores, consciencieux d'ailleurs, du moins en un certain sens. — C 3066 : 1572-1575 ; — 3067 : 1576-1579 ; — 3068 : 1579-1584.
- C 3351 (correspondance des élus, orig., 1576-1577).
Vestiges seulement : quelques lettres du roi.
- G 2505-2506 (reg. capitulaire du chapitre Notre-Dame de Beaune, 1573-1579).

B. — Archives communales.

- AUTUN. — BB 3 (reg. de délibérations du Conseil de ville, 1573-1577).
- AUXERRE. — AA 23 (correspondance de l'échevinage, 1572-1578). — BB 3 (délibérations de la Chambre de ville, 2 octobre 1575-14 septembre 1578 : 2 reg. reliés ensemble).
- BEAUNE. — BB 6-9 (reg. de délibérations de la Chambre de ville, 1573-1577).
- CHALON-SUR-SAONE. — BB 5-6 (reg. de délibérations du Conseil de ville, 1574-1579). — FF 1 (ordonnances de police, 1574-1579).
- DIJON. — B 208 (reg. de délibérations de la Chambre de ville, 1570-1581 ¹) ; 211 (*id.*, 1573-1574) ; 212 (1574-1575) ; 213 (1575-1576) ; 214 (1577-1578) ; 215 (1578-1579).
- MACON. — AA 6, 7, 8 (correspondance, 1574-1579). — BB 42-48 (reg. de délibérations du conseil de ville). — EE 49-54 (pièces sur la guerre et les faits politiques, 1575-1579). — GG 124 (protestants, 1573-1579).
- SEMUR-EN-AUXOIS. — Registre de délibérations du Conseil de ville, n° 3 (1576-1579).

1. Recueil exceptionnel dans la série : il comprend en minutes ou en relevés originaux des procès-verbaux se rapportant à diverses années, notamment à 1572, et à 1576-1577, cette dernière année municipale manquant par ailleurs dans la suite des registres. Folios 81-88 : procès-verbaux de la réunion des villes du bailliage de Dijon du mercredi 13 mars 1577 (réunion qui a lieu à l'hôtel de ville de Dijon « pour adviser et deliberer sur le fait de l'association »).

C. — Bibliothèque publique de Dijon.

Fonds Saverot. — 1 (registre du Parlement de Dijon, copie, t. II, 1574-1579). [Abréviation employée dans nos notes : *Keg. Parl.*]

Fonds Baudot. — 46 (registre de délibérations du Conseil de ville de Seurre de 1563-1594 ; orig., 1574-1579).

D. — Bibliothèque nationale.

Fonds français. — 3390 (lettres de Mayenne, 1578). — 10297 (lettres du même, 1578).

V^e *Colbert.* — 8-10 (correspondance de Mayenne, de Charny et de divers, 1573-1579).

Collection Moreau. — 808-809 (lettres de Mayenne, de Charny et du roi. Pièces diverses, 1573-1579).

III. — TRAVAUX.

(En *gros caractère* : les titres des ouvrages développés ; — en *petit caractère* : ceux des articles et notes de revue).

A. — Travaux d'intérêt général.

BAGUENAUT DE PUCHESSE. — *La politique de Philippe II dans les affaires de France.* 1559-1598 (dans *Rev. des Questions historiques*, 1879, p. 5-66).

R. de BOUILLÉ. — *Histoire des ducs de Guise.* Paris, 1849-1850, 4 in-8°.

CAPEFIGUE. — *Histoire de la Réforme, de la Ligue et du règne de Henri IV.* Paris, 1834-1835, 8 in-8°.

Edm. CHARLEVILLE. — *Les Etats généraux de 1576.* Paris, 1901, in-8°.

L. DAVILLÉ. — *Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France.* Paris, 1909, in-8°.

F. DESHOULIÈRES. — *Un gouverneur de la province du Berry. Le maréchal de La Châtre, 1536-1614* (dans les *Mém. Soc. des Ant. du Centre*, t. XXIX, 1905, p. 161-266 ; XXX, 1906, p. 119-231).

Ch. DUFAYARD. — *Le connétable de Lesdiguières.* Paris, 1892, in-8°.

H. FORNERON. — *Les ducs de Guise et leur époque.* Paris, 1878, 2 in-8°.

H. FOUQUERAY. — *Histoire de la compagnie de Jésus en France des origines à la suppression, 1528-1762.* Paris, 1910-1925, 5 in-8° parus.

Arm. GARNIER. — *Agrippa d'Aubigné et le parti protestant.* Paris, 1928, 3 in-8°.

H. HAUSER. — *La prépondérance espagnole (1559-1660)* (dans la *Coll. Peuples et civilisations. Histoire générale*, t. IX). Paris, 1933, in-8°.

H. de L'ÉPINOIS. — *La Ligue et les papes.* Paris, 1886, in-8°.

J.-H. MARIÉJOL. — *La Réforme et la Ligue* (dans l'*Hist. de France* d'E. Lavisse, t. VI¹). Paris, 1904, in-8°.

Id. — *Catherine de Médicis.* Paris, 1920, in-8°.

- G. PICOT. — *Histoire des Etats généraux*. Paris, 1888, 4 in-12.
- P. RICHARD. — *La papauté et la Ligue française. Pierre d'Epinaac archevêque de Lyon (1573-1599)*. Paris et Lyon, 1901, in-8°.
- L. ROMIER. — *Le royaume de Catherine de Médicis. La France à la veille des guerres de religion*. Paris, 1922, 2 in-12.
- E. SAULNIER. — *Le rôle politique du cardinal de Bourbon (Charles X). 1523-1590*. Paris, 1912, in-8° (*Bibl. de l'Ecole des Hautes-Etudes*, fasc. 193).
- L. SERBAT. — *Les assemblées du clergé de France. 1561-1615*. Paris, 1906, in-8° (*Bibl. de l'Ecole des Hautes-Etudes*, fasc. 154).
- P.-O. de TÖRNE. — *Philippe II et Henri de Guise. Les débuts de leurs relations* (dans *Rev. hist.*, t. CLXVII, 1931, p. 323-335).
- Fleury VINDRY. — *Les parlementaires français au XVI^e siècle*. T. I, Paris, 1909, in-8°.
- G. WEILL. — *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*. Paris, 1891, in-8°.

B. — Travaux concernant la Bourgogne ou d'autres provinces.

- H. ABORD. — *Histoire de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*. Autun et Paris, 1855-1887, 3 in-8°.
- J. d'ARBAUMONT. — *Armorial de la Chambre des Comptes de Dijon*. Dijon, 1881, in-4°.
- P.-M. BAUDOUIN. — *Histoire du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*. Auxerre, 1881 et 1884, 2 in-8°.
- H. BEAUNE et J. d'ARBAUMONT. — *La noblesse aux Etats de Bourgogne de 1350 à 1789*. Dijon, 1874, in-4°.
- E. BELLE. — *La Réforme à Dijon des origines à la fin de la lieutenance générale de Gaspard de Saulx-Tavanes. 1530-1570* (dans *Rev. bourg.* p.p. l'Université de Dijon, t. XXI, 1911 ; fasc. IV des *Etudes sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*).
- A. CHALLE. — *Histoire des guerres du calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois...* Auxerre, 1863-1864, 2 in-8°.
- Edmond CHEVRIER. — *Le protestantisme dans le Mâconnais et la Bresse aux XVI^e et XVII^e siècles*. François Bonivard, sa vie et ses écrits. Mâcon, Protat, 1868, in-8°.
- Ch. CROIX. — *Le Châtillonnais et les épreuves de la guerre de 1567 à 1586* (dans *Annales de Bourgogne*, t. IV, 1932, p. 155-164).
- H. DROUOT. — *Mayenne et la Bourgogne (1587-1596)*. Paris, 1937, 2 in-8°.
- G. DUBOIS. — *La Ligue. Documents relatifs à la Picardie*. Amiens, 1859, in-8°.
- L. FEBVRE. — *Philippe II et la Franche-Comté. Etude d'histoire politique, religieuse et sociale*. Paris, 1912, in-8°.
- J. GARNIER et E. CHAMPEAUX. — *Chartes de commune et d'affranchissements en Bourgogne. Introduction*. Dijon, 1918, in-4°.
- N. GARNIER. — *Le président Jeannin* (dans *Mém. Soc. bourg. de géog. et d'hist.*, t. XXVIII, 1913, p. 285-589).

- H. HAUSER. — *Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne à Charles-Quint. Etude sur le sentiment national bourguignon en 1525-1526* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Un. de Dijon*, t. XXII, 1912, n° 3).
- ID. — *La question des prix et des monnaies en Bourgogne dans la seconde moitié du xvi^e siècle* (dans *Annales de Bourgogne*, t. IV, 1932, p. 7-21).
- E. HENRY. — *La Réforme et la Ligue en Champagne et à Reims*. Saint-Nicolas, 1869, in-8°.
- Illustre Orbandale (L') ou l'histoire ancienne et moderne de la ville et cité de Chalon-sur-Saône*. Lyon et Chalon, 1662, 2 in-4°.
- P^t de LA CUISINE. — *Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*. 2^e éd., Dijon et Paris, 1864, 3 in-8°.
- Abbé LEBEUF. — *Mémoires concernant l'histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*. Paris, 1743, 2 in-4°.
- Rééd. par Challe et Quantin, Auxerre et Paris, 1848-1855, 4 in-8°.
- L.-E. MARCEL. — *Le cardinal de Givry, évêque de Langres (1529-1561). La Réforme*. Chez l'auteur, 1926, in-8°.
- C. MONGET. — *La chartreuse de Dijon*. Montreuil-sur-Mer et Tournai, 1898-1905, 3 in-4°.
- Cl. PERRY. — *Histoire civile et ecclésiastique, ancienne et moderne de la ville et cité de Chalon-sur-Saône*. Chalon, 1659, in-fol.
- L. PINGAUD. — *Les Saulx-Tavanes*. Paris, 1876, in-8°.
- B. POCQUET. — *La Bretagne province* (t. V de l'*Histoire de la Bretagne* d'A. de La Borderie et B. Pocquet). Rennes, 1913, in-4°.
- H. PRENTOUT. — *Les Etats provinciaux de Normandie*. Caen, 1925-1926, 3 in-8°.
- A. PRÉVOST. — *Les luttes religieuses en Champagne au xvi^e siècle. La Ligue*. Troyes et Reims, 1911, in-8°.
- L. RAFFIN. — *Saint-Julien de Balleure, historien bourguignon (1519 ?-1593)*. Paris, 1926, in-8°.
- G. ROUPNEL. — *La ville et la campagne au xvii^e siècle. Etude sur les populations du pays dijonnais*. Paris, 1922, in-8°.
- H. SÉE. — *Les Etats de Bretagne au xvi^e siècle*. Paris et Rennes, 1895, in-8° (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. X, 1894-1895).
- A. TUETÉY. — *Les Allemands en France et l'invasion de Montbéliard par les Lorrains*. 1587-1588. Paris et Montbéliard, 1883, 2 in-8°.
- P. VIARD. — *Le président Bégat* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Un. de Dijon*, t. XV, 1905, n° 4, p. 21-105).
- G. WEILL. — *Les Etats de Bourgogne sous Henri III* (dans *Mém. Soc. bourg. de géog. et d'hist.*, t. IX, 1893, p. 121-148).
- M. WILKINSON. — *Dijon, 1562-1574* (dans les *Proceedings of the Huguenot Society of London*, vol. X, n° 1, Londres, 1912, p. 62-97).

Vu, le 11 décembre 1937.

Pour le doyen de la Faculté des Lettres,
L'assesseur,
J. VENDRYES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le recteur
de l'Académie de Paris,
Ch. ROUSSY.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS ¹ ET DE QUELQUES MATIÈRES

En petites capitales : les matières. En italique : les noms de lieu.
En romaine : les noms de personne.

- Ailleboust (Ch.), évêque d'Autun, 28 n. 1 ; 30 n. 2 ; 77-78 ; 143 n. 2.
- Alamanni (Battista), évêque de Mâcon, 28 n. 1.
- Alençon (duc d'). — V. Anjou.
- Aiguillon (Henri de Lorraine, futur duc d'), fils de Mayenne, 168.
- ALLEMANDS (protestants ou soldats), 14 n. 1 ; 15 ; 31 n. 3 ; 48 ; 52 ; 70 ; 72 ; 74 ; 120 ; 153.
- Amyot (Jacques), évêque d'Auxerre, 28 n. 1.
- Anjou (François de Valois, duc d'), frère du roi Henri III, dit *Monsieur*, duc d'Alençon jusqu'à 1576, 27 ; 44 ; 64 n. 4 ; 65 n. 1 ; 69 ; 72 ; 73 ; 74 et n. 2 ; 75 ; 76 et n. 2 ; 101 ; 120 ; **127-128 et n.** ; 132 ; 133 ; 152.
- ANOBLESSEMENTS, 23 et n. 4 ; 162 et n. 4 ; 163 et n. 1.
- Arnay-le-Duc (c.-l. cant., C.-d'Or), 35 et n. 1 ; 76 n. 1 ; 126 n. 2.
- ARTISANS, 27 ; 31 ; 34 et n. 4 ; 38.
- ARTISTES et OUVRIERS D'ART, 34 et n. 4.
- Aubigné (Agrippa d'), historien, 90 ; 116.
- Auger (Emond), jésuite, 169.
- Aumale (Charles de Lorraine, duc d'), fils de Claude, 42 n. 2 ; 43 n. 1 —, Claude, gouverneur de Bourgogne, 40 n. 3 ; 42 et n. 2 ; 45-50 et n. ; 58 ; 60.
- AUTONOMISME bourguignon, 52-54 et n. ; 141 ; **164-166 et n.**
- Autun, 12 ; 31 n. 3 ; 36 ; 53 n. 1 ; 70 et n. 4 ; 75 ; 77-78 et n. ; 94 et n. 2 ; 102. — Bailliage d'Autun ou Autunois, 15 ; 26 ; 35.
- Auvergne, 162.
- Auxerre, 24 ; 26 ; 31 et n. 3 ; 33 ; 34 ; 57 ; 68 ; 70 et n. 3 ; 72 n. 4 ; 77 et n. 3 ; 94 et n. 1-2 ; 102 ; 109 et n. 2 ; 120 n. 2 ; 123 ; 124 n. 2 ; 125 ; 126 et n. 1 ; 137 n. 2.
- Auxerrois (bailliage ou comté d'Auxerre), 7 n. 3 ; 12 ; 33 et n. 1 ; 38 ; 54 n. 3 ; 72 ; 92 ; 109 n. 2 ; 120 n. 1 et n. 2 ; 124 et n. 3 ; 127 ; 128 et n. 2.
- Auzois (pays ou bailliage d'), 20 et n. 1 ; 26 n. 5 ; 37 ; 71 ; 76 et n. 1.
- Auxonne, 18 n. 5 ; 24 ; 45 ; 59 n. 4 et 6 ; 108 ; 123. — Comté d'—, 12 ; 15 ; 54 n. 3 ; 134 n. 5.
- Avallon, 70 ; 71 n. 2 ; 73 ; 126 n. 2, 3. — Bailliage d'—, ou Avallonnais, 7 n. 3 ; 15 ; 26 n. 5 ; 35 ; 74.
- AVOCATS et PROCUREURS, 14 ; 24 ; 34 n. 2 ; 109 ; 125 n. 5 ; 162-163 et n. ; 170.
- BAILLIAGES, 55 ; 93-95 et n. ; 105 ; 108 ; 112 ; 113 ; 125 ; 136 et n. 3 ; 137 et n. 2.
- Bâle, 155.
- Bar-sur-Seine (comté de), 12 ; 76 ; 92.

1. Ne figurent pas dans cet index : les noms Bourgogne, France, Espagne ; certains noms de lieu, notamment de villages, mentionnés une seule fois dans l'ouvrage ; et quelques noms de personnages nettement secondaires, cités accidentellement.

- Bargedé (Nicolas), député d'Auxerre, 94 n. 2.
Bassigny, 71 ; 73 ; 122 n. 2 ; 156 et n. 2.
 Bataille (Philippe), conseiller au bailliage de Chalon, 96 n. 1.
Beaulieu-les-Loches (édit de). — V. ÉDIT.
Beaune, 12 ; 15 ; 16 n. 5 ; 36 ; 37 n. 1 ; 53 n. 1 ; 59 n. 6 ; 68 ; 70 et n. 4 ; 72 ; 94-95 ; 108 ; 126 n. 2 ; 159.
 Bégat (J.-A.), président au Parlement de Dijon, 13 ; 36 ; 52 ; 58 ; 153.
 Belin (Jean), antique maire de Beaune, 138 n. 2.
 Belleau (Remy), poète, 60 et n. 2.
 Bellière (Pomponne de), 76 n. 2 ; 140 n. 1 ; 148 n. 3.
Bergerac (traité de), 120 ; 131.
 Berry, 36.
 Berthault (Cl.), vierg d'Autun, 77-78 ; 94 n. 2 ; 163 n. 3.
 Berthault (Jean), receveur, 122 n. 2.
Besançon, 18 et n. 1 ; 68 n. 3.
 Biérix (Jean), émigré à Genève, 67 et n. 3.
 Blanot (Ch.), maire de Semur-en-Auxois, 109 n. 3.
 BLÉ, 16 n. 5 ; 122 et n. 2 ; 157 ; 158 ; 160 n. 2.
 Bodin (Jean), 17 ; 99 ; 111.
Bordelais, 32 ; 157.
 Bossuet (Fr.), médecin de Seurre, 48 et n. 3.
 Boton (Pierre), poète mâconnais, 65 ; 66 n. 1.
 Boucherat (Nicolas), abbé de Cîteaux, 28 n. 3 ; 47 n. 4 ; 113 ; 138 et n. ; 139 ; 145 n. 1 ; 147 ; 158 ; 160 ; 164 n. 1.
Bourbon-Lancy, 124.
Bourbonnais, 43 n. 2 ; 72 ; 76.
 BOURGEOIS et BOURGEOISIE, 14 ; 22-25 et n. ; 33 n. 2 ; 54 ; 117 ; 160-163 ; 171.
 Boyrot (Germain), d'Auxerre, 94 n. 2.
 Bredin (Euvrard), peintre, 34 n. 4 ; 59 n. 6.
Bresse, 18 n. 1 ; 121-122 et n.
Bretagne ou BRETONS, 54 n. 2 ; 55 n. 1 ; 99 n. 3 ; 116 n. 1 ; 113 ; 145 ; 148 n. 2, 3.
 Bretagne (membres de la famille), 34 ; 111 n. 1.
 Bretin (Philibert), d'Auxonne, 48 et n. 3.
 Breunot (Gab.), conseiller au Parlement de Dijon, 110 ; 111 n. 1.
 Brichanteau (le s^r de), mestre de camp, 72 ; 75.
 Brion (François Chabot, s^r de), marquis de Mirebeau, 50 ; 158.
Brionnais, 72 ; 74.
 Briquemaut (Fr. de), 35.
 Brocard (Ant.), président à la Chambre des Comptes de Dijon, 34.
Brouage (siège et prise de), 131 et n. 4.
 Brulart (Denis), premier président au Parlement de Dijon, 83.
 Buffet (Didier), carme de Dijon, 34.
 — (François), carme, 34 et n. 5.
 Bugnyon (Philibert), poète, 66 et n. 2.
 BUREAU DES FINANCES de Dijon, 12 n. 1 ; 125 et n. 4 ; 136.
 Bussy d'Amboise (le s^r de), 68.
 Buthé (Germain), jacobin, 91.
Buzy (c.-l. cant., S.-et-Loire), 34 ; 72.
 CAPITAINES, 33 n. 1 ; 115 n. 1 ; 127 n. 1 ; 140.
 Cars (Ch. des), évêque de Langres, 28 n. 1.
 Catherine de Médicis, 64 et n. 4 ; 71 ; 72 ; 87 ; 130 ; 132 ; 133 n. 1 ; 143 ; 145 ; 146 ; 157.
 CATHOLIQUES et religion catholique, 36-39 et n. ; 95-97 ; 108 et n. 1 ; 117 ; 132 ; 152-154 ; 171. V. aussi FRATERNITÉS.
 Chabot (Philippe), amiral de France, 40 n. 1 ; 50 ; 158.
Chalon-sur-Saône, 12 ; 17 ; 18 n. 5 ; 31 et n. 3 ; 34 ; 36 ; 43 ; 58 ; 59 n. 6 ; 64 n. 4 ; 70 et n. 4 ; 72 ; 82 ; 94 et n. 2 ; 95-97 et n. ; 102 et n. 3, 4 ; 103-106 et n. ; 113 ; 117 ; 123 ; 155.
Chalonnais (pays et bailliage du), 15 ; 16 n. 1 ; 34 et n. 3 ; 128.
 CHAMBRE DES COMPTES de Dijon, 55 ; 107 ; 162 n. 1.
 Chamilly (les Bouton de), 36.
Champagne ou CHAMPENOIS, 18 et n. 3 ; 19 n. 1 ; 32 ; 36 ; 40-47 et n. ; 90 ; 91 ; 99 n. 3 ; 100 et n. 1 ; 116 n. 1 ; 117 et n. 2 ; 145 ; 156.
 CHANOINES et CHAPITRES, 13 ; 28-30 et n. ; 33 ; 37 ; 54 ; 78 ; 158-160 et n. ; 161.
 Chantepinot (Edme de), dijonnais, 146 n. 4.
 Charles III, duc de Lorraine, 120.

- Charles IX, 21 : 31 : 39 : 51 : 59 : 62 : 66 : 76 ; 121 n. 3 : 172.
- Charry (Léonor Chabot, comte de), lieutenant-général en Bourgogne, 31 et n. 3 : 32 et n. 2 : 33 : 50 : 51 et n. 1 : 58 ; 59 n. 3 : 69-70 et n. : 71 n. 1 : 78 : 79 : 100 : 101 n. 1 : 103 et n. 1 : 104 : 107 et n. 4, 5 : 108 : 110 : 113 : 111 : 120 n. 1, 2 : 129 : 153 n. 1 : 158.
- Charolles, 72.
- Châtillon (Fr. de), 68 ; 101.
- Châtillon-sur-Seine, 12 ; 38 ; 70 et n. 4 : 71 n. 4 : 73 : 75 n. 1 : 76 : 127.
- Chaussin (François de Lorraine, marquis de), 49.
- CHERTÉ, 16-17 et n.
- Cîteaux (abbaye de), 28 n. 2, 3 : 71.
- CLERGÉ, 28-31 et n. : 54 et n. 1 : 106 : 113 : 114 : 126 n. 4 : 137 n. 2 : 138 et n. 3 : 158-160 et n. : 164.
- Clugny (Georges de), avocat à Avalon, député aux États généraux, 109 n. 3.
- Cluny (abbaye de), 28 n. 3 : 50 et n. 2 : 69 : 72. — Ville de —, 81 n. 3.
- COMMERCE, 14 : 19 n. 5 : 122 et n. 1 : 157-158 et n. : 172 n. 3.
- COMMISSAIRES du roi, 53 : 136-137 et n. : 138 : 139-140 et n. : 144 : 146 n. 4 : 148 n. 3.
- COMTÉS ANNEXES, 12 ; 54 et n. 3 : 126 n. 1.
- Condé (Henri I^{er} de Bourbon, prince de), 67 : 68 : 71-72 et n. : 76 et n. 2 : 77 n. 3 : 101 et n. 1.
- CONFRÉRIES. — V. FRATERNITÉS.
- Cossé-Brissac (le maréchal de), 15 : 76.
- Côte (la), 26.
- Couches (c.-l. cant., S.-et-L.), 35.
- COUTUMES, 55.
- CRISE économique et monétaire, 16-21 et n. : 26 : 120-127 et n.
- Cracovie, 59 et n. 2, 5 : 61 : 64.
- Cravant (c.-l. cant., Yonne), 36 : 77 : 78 : 126 n. 1.
- Cypierre (Humbert de Marcilly, baron de), 97 n. 3.
- Dagonneau (Jean), 35 n. 2. —, Olivier, 33 n. 2. —, Toussaint, 33 n. 2.
- Dauphiné, 18 ; 40 et n. 3 : 42 : 43 et n. 2 : 99 n. 3 : 162 : 169.
- Déchevannes (Ét.), avocat à Autun, 38 n. 1 : 93 : 163 n. 3.
- DÉCIMES, 30 et n. 2 : 138 n. 3 : 159 et n. 1.
- Desbarres (Bernard), président au Parlement, 58 et n. 2 : 83 et n. 4 : 111 n. 1.
- Desbordes (Marceaul), ouvrier de la Monnaie de Paris, protestant, 67 et n. 2.
- Desplanches (Jean), imprimeur à Dijon, 121 n. 2 : 141 : 147 n. 2.
- Dijon, 14 : 16 et n. 5 : 18 n. 4 et 5 : 24 : 26 : 31 et n. 3 : 34 et n. 4 : 36 : 37 : 39 : 44 : 48 et n. 1 : 53 et n. 1 : 59 et n. 3, 6 : 67 et n. 2 : 68 et n. 3 : 70 et n. 4 : 73 : 75-77 : 82 : 89 : 120 n. 1 : 122 n. 2 : 123 : 168. — Mairie ou chambre de ville de —, 23 n. 1 : 47 n. 1 : 59 n. 6 : 67 n. 3 : 79 n. 2 : 89 : 102 : 106-109 et n. : 152 : 153 n. 1. — Bailliage ou pays de —, 36 : 38. — V. aussi : PARLEMENT ; CHAMBRE DES COMPTES.
- DISSETTES, 16 : 27 et n. 2.
- Dole, 18 n. 1.
- DOLÉANCES, 30 ; 94-96 et n. : 137-139 et n.
- DOMAINE royal, 124 et n. 3 : 125 n. 8 : 136 n. 3 : 172 n. 3.
- Dormans (bataille de), 69 : 71 : 77.
- Du Lyon (Fr.), président en la Cour des monnaies, 121 n. 2.
- ÉCHEVINAGES, 24 : 38 : 54 : 78 : 102-109 et n. : 126 et n. 1 : 161-163 et n.
- ÉDITS de Moulins (1566), 126. — d'Amboise, 126. — de Saint-Germain, 32 : 89. — de Boulogne, 34. — de Beaulieu-les-Loches (1576), 72 : 80 et s. : 90 : 98 : 125 n. 8. — de Poitiers (1577), 118 : 119 : 132 : 136. — des Monnaies (1577), 121 et n.
- Elbeuf (Charles de Lorraine, marquis, puis duc d'), 59 et n. 2 : 158 : 161 et n. 2 : 168 n. 2.
- ÉLUS PROVINCIAUX, 14 : 82 : 104 : 126 et n. 2 : 153.
- Emery (le s^r d'), maître de camp, 75 et n. 4 : 78 n. 2.
- ÉMIGRATION et ÉMIGRÉS, 15 : 21 : 26 : 33 et n. 2 : 39.
- Épinac (Pierre d'), lieutenant en Bourgogne, 45. —, Pierre, archevêque de Lyon, fils du précédent, 134 et n. 4.
- Epoisses (cant. Semur, C.-d'Or), 76.

- EPREUVES de la guerre, 15-16 et n. ; 30 ; 71 : **73-82 et n.** ; 95 ; 109 ; 120 et n. 1.
 ESPRIT PUBLIC EN BOURGOGNE, 12 ; 78 ; 84 ; 116-118 ; 126-127 ; 149 ; 166-173.
 Este (les), 41 ; 49 et n. 4 ; 64.
 ÉTATS GÉNÉRAUX de Blois, 83 ; **93-99 et n.** ; 101 ; 137 ; 138 et n. 3 ; 158 ; 163 et n. 3.
 ÉTATS PARTICULIERS (des comtés), 54 n. 3 ; 124 n. 2 ; 125 et n. 8 ; 134 n. 5.
 ÉTATS PROVINCIAUX DE BOURGOGNE, 53-56 et n. ; 94-95 et n. ; 102 ; 105 ; 108-109 et n. ; **111-116 et n.** ; 125 ; 129 ; 133 ; **135-149 et n.** ; 156-157 et n. ; 163 et n. 2 ; **164-167 et n.**
 Etigny (cant. Sens, Yonne), 72 ; 82 ; 120 ; 129.
 Ferrare, 61 ; 62.
 Fervaques (Guill. de Hauteмер, baron de), 71 n. 1 ; 127 n. 1.
 FISCALITÉ royale, 19-21 ; 55 ; 119 ; **122-127 et n.** ; 136 et n. 3 ; 156-158 ; 170.
 Flandres (les), 120 ; 128.
 Fontaine-Française (c.-l. cant., C.-d'Or), 71.
 Forez, 67 n. 1.
 Fourré (Jacques), évêque de Chalon, 28 n. 1.
 Franche-Comté et FRANC-COMTOIS, 17-18 ; 26 ; 43 et n. 2 ; 64 n. 2 ; 121 n. 2 ; 128.
 FRANCHISES. — V. LIBERTÉS.
 « Franco-Gallia », 22 n. 1 et 2 ; 25 ; 154-156 et n.
 FRATERNITÉS catholiques, 34 ; 36 ; 37 et n. ; 38 ; 88-90 et n. ; 93 ; 169.
 Fremyot (Bénigne), avocat-général au Parlement, 58 et n. 2 ; 161.
 GABELLE, 20 et n. 2.
 Genève, 18 et n. 1 ; 33 n. 2 ; 39 ; 120 ; 152 ; 155.
 GENTILSHOMMES, 21 ; 22 et n. 2-3 ; 23 ; 54 et n. 1, 2 ; 70 ; 75 ; 92 ; 113-115 ; 123 ; 133 ; 153 n. 1 ; 156-160 et n. ; 172 n. 3.
 Gilly (cant. Nuits, C.-d'Or), 71 ; 74.
 Givry (c.-l. cant., S.-et-L.), 34 ; 72.
 GOUVERNEMENT ROYAL. — V. ROI.
 GOUVERNEURS et lieutenants-généraux, 41 et n. 1 ; 47 et n. 3 ; 50 ; 51 et n. 1.
 Grail (Germain), d'Auxerre, 94 et n. 2.
 GRAINS, 16 et n. ; 27 n. 2 ; 122 et n. 2 ; 157 ; 160 n. 2.
 Granvelle (Antoine Perrenot, cardinal de), 62.
 Guérin (Abel), greffier au bailliage de Mâcon, 38 n. 1.
 Guide (Philibert), procureur du roi au bailliage de Chalon, 34 et n. 2 ; 48 et n. 3 ; 96 ; 97 ; 106.
 Guillaud (Cl.), enquêteur au bailliage de Chalon, 96 et n. 1, 4 ; 104.
 Guises (les), **39-51 et n.** ; 58 ; 63 et n. 4 ; 64 et n. 4 ; 129-130 et n. ; 134-135 ; 146 n. 2 ; 171 n. 1.
 Guise (Claude de Lorraine, duc de), gouverneur de Bourgogne, **39-50 et n.** — Claude, abbé de Cluny, 28 n. 3 ; 30 n. 2 ; 35 et n. 2 ; 50 et n. 2 ; 69. — François de Lorraine, duc de —, 40-49 et n. — Henri de Lorraine, duc de —, 40 n. 3 ; 42 et n. 1 ; 49 n. 4 ; 59 ; 60 ; 76 ; 87 ; 116 ; 120 ; 130 et n. 1 ; 132 et n. 1 ; 133-134 ; 168.
 Guyenne, 99 n. 3 ; 145.
 Henri III, 21 ; 23 n. 4 ; 59 ; **64-66 et n.** ; 79 ; 80 et n. 2 ; 81 ; 84 ; 93 ; 98 ; 99-101 ; 105 ; 108 et n. 1 ; 111-113 ; 119 ; 120 ; 121 ; 130-134 et n. ; 137-139 et n. ; 143-144 ; **172.**
 Henri IV, 40 n. 4 ; 60 ; 173.
 Hotman (François), 21 ; 22 n. 2 ; 154 ; 155 ; 163 ; 164 n. 2 ; 167.
 Ile-de-France, 99 n. 3.
 IMPOSITIONS ou contributions, 20 et n. ; 22 ; 55 ; 82 ; 104 ; 106-109 ; 112 ; 122-124 et n. ; 126 et n. ; 138-144 et n.
 INFORMATION, 13-14.
 Issoire (sac d'), 101.
 Is-sur-Tille (c.-l. cant., C.-d'Or), 35 ; 70 ; 73 ; 82.
 Jametz, 38 ; 41.
 Jaucourt (Jean de), 35 et n. 5.
 Jean-Casimir, 68 : **71-73 et n.** ; 76 ; 78 et n. 3 ; 80 n. 3 ; 90 ; 98 ; 120.
 Jeannin (Pierre), président au Parlement de Dijon, 31 et n. 3 ; 94 n. 2 ; 98 ; 130 ; 168.
 JÉSUITES, 90-91 ; 169.
 Joinville (c.-l. cant., Hte-Marne), 42 ; 43 et n. 1 ; 45 ; 49 n. 4 ; 59 et n. 3 ; 60 et n. 2 ; 61.

- Joyeuse (les), 47 n. 3.
 Juan d'Autriche (don), 61 ; 128 ; 133.
 Jullien (Nic.), maire de Chalon, 96 et n. 4 ; 97 n. 3 ; 104-106.
- La Chambre. — V. Montfort.
- La Charité-sur-Loire (c.-l. cant., Nièvre), 43 n. 2 ; 76 n. 1 ; 100 n. 1 ; 101 ; 109 ; 120 n. 1 ; 126 n. 3 ; 128.
- La Ferté-Imbault (Cl. d'Estampes, s^r de), 61 n. 4 ; 127 n. 1.
- La Guesle (Jean de), procureur général au Parlement de Paris, commissaire du roi, 139-140 et n. ; 143-144 et n. ; 172.
- La Guiche (Philibert de), bailli de Chalon, 31 n. 3 ; 64 n. 5.
- Languedoc, 36 ; 47 n. 3 ; 67 ; 90 ; 99 n. 3 ; 101 ; 145 ; 146 ; 164 n. 2.
- La Reynie (membres de la famille Hugon de), 34 ; 111 n. 1 ; 127 n. 1 ; 161 ; 162 n. 2.
- La Rochelle, 59 n. 5 ; 62 ; 130 ; 131.
- Leclerc (G.), lieutenant-général au bailliage d'Auxerre, 109 n. 21 ; 121 n. 2.
- Le Royer (Séb.), chanoine d'Auxerre, 97 n. 2.
- LIBERTÉS bourguignonnes, 19 et n. 2 ; 53-55 et n. ; 125 ; 141-143 ; 148 ; 160 ; 167. — des villes, 24 ; 53 et n. 1 ; 126.
- LIBRAIRES et LIBRAIRIES, 14.
- LIGUE DE PÉRONNE ou Ligue guisarde, en 1576, **87-93 et n.** ; 130 et n. 1. — après 1576, 132-135 ; 149 ; 166-172.
- LIGUE ou Association de 1577, dirigée par le roi, **99-118 et n.** ; 169.
- LIGUE DE 1585, 93 ; 154.
- Lippomano, 17.
- Longecourt (cant. Genlis, C.-d'Or), 74.
- Lorraine (Charles, cardinal de), 49 et n. 4 ; 50 ; 58 et n. 3 ; 64 et n. 4.
- Lorraine et LORRAINS, 43 ; 122 n. 2.
- Louhans (S.-et-Loire), 34.
- Lourdon (c^{ne} Lournand, cant. Cluny, S.-et-Loire), 30 n. 2 ; 69 et n. 2, 4 ; 70 n. 1 ; 72 ; 74 n. 1 ; 81 et n. 1.
- Lugny (c^{ne} Leuglay, cant. Recey-s.-O., C.-d'Or), chartreuse, 75 ; 79.
- Lyon, 12 ; 14 et n. 2 ; 16 et n. 2 ; 20 n. 2 ; 32 ; 36 ; 38 ; 42 ; 43 et n. 2 ; 59 n. 3 et 6 ; 64 et n. 4 ; 66 ; 68 ; 140 n. 1 ; 157-158 ; 169.
- Lyon (Fr. du). — V. Du Lyon.
- Lyonnais, 18 ; 40 ; 42 ; 99 n. 3 ; 159.
- Mâcon, 26 ; 31 et n. 3 ; 35 ; 36 ; 43 ; 59 n. 6 ; 64 n. 4 ; 68 ; 69 n. 2 et 4 ; 70 et n. 2 ; 75 et n. 4 et 5 ; 113 ; 123 ; 126 n. 2.
- Mâconnais (comté où bailliage du), 12 ; 14 ; 15 ; 20 n. 2 ; 54 n. 3 ; 68 ; 120 n. 1 ; 122 ; 125 n. 8.
- MALCONTENTS (les), 76.
- Mamerot (Roch), jacobin, 91.
- Mandelot (Fr. de), gouverneur du Lyonnais, 68.
- MARCHANDS, 16 ; 23-24 ; 27 n. 2 ; 33 n. 2 ; 34 n. 4 ; 122 et n. 2 ; 123 ; 170.
- Marcigny-les-Nonnains (c.-l. cant., S.-et-Loire), 72.
- Marcoux (Fr.), cordelier, 91.
- Martinengo (le comte de), probablement Sciarra Martinengo, 81 et n. 3.
- Mayenne (Charles de Lorraine, duc de), gouverneur de Bourgogne, 41 et n. 1 ; 42 et n. ; 45 ; 47 n. 4 ; 57 ; — sa carrière avant 1574, **59-63 et n.** ; — ses actes comme gouverneur en 1575-1577, 65 n. 1 et 2 ; 69-71 et n. ; 100 et n. 1 ; 103 n. 1 ; 109 n. 3 ; 111 et n. 2 ; — sa carrière et ses sentiments de 1574 à 1578, **129-135 et n.** — ses actes comme chef d'armée en 1576-1577, 72 ; 74 ; 75-80 et n. ; 101 ; 113 ; 131 et n. 4. — son action en Bourgogne en 1578-1579, 120 ; 122 et n. 1 ; 128 n. 3 ; 129 ; 133-135 et n. ; 136-137 et n. — son établissement personnel en Bourgogne en 1578-1579, **168-169 et n.**
- Mayenne (Henrie de Savoie, duchesse de), 41 ; 131 ; 133 n. 1, 2.
- Melun (assemblée de), 159 et n.
- « Mémoire trouvé clos », 141-143 ; 144.
- Metz, 18 n. 1 ; 41 ; 49 et n. 2.
- Michel (Pierre), syndic des États de Bourgogne, 82 ; 94 n. 3.
- Millière (Guill.), avocat de Dijon, 93.
- Miramont [ou Miraumont] (le s^r de), 81 et n. 2.
- Mirebeau (c.-l. cant., C.-d'Or), 35 ; 108.
- Missery (Ch. de Mâlain, s^r de), 97 n. 2.
- MOINES, 29 et n. 3 ; 34 et n. 5 ; 37 ; 75 ; 91 ; 158.
- MONNAIES, 17-18 et n. ; **121-122 et n.**
- Montagne (la), pays ou bailliage, 26 et n. 5 ; 71 ; 75 ; 76.
- Montbard, 49 ; 76 ; 78 n. 2.
- Montbéliard, 33 n. 2 ; 39 ; 120 ; 152.
- Montconys (Philibert de), 31 n. 3 ; 32 n. 2.

- Montfort (Cl. de La Chambre, s^r de), 127 n. 1 ; 128.
- Montholon (Nic. de), avocat du roi au Parlement, 63 n. 4.
- Montmorency (les), 47 n. 3.
- Montreal (cant. Guillon, Yonne), 71 n. 2.
- Morin (famille), 34.
- Mussy-l'Evêque (c.-l. cant., Aube), 73 et n. 4.
- Naples*, 62.
- Nemours (Jacques de Savoie, duc de), 42 ; 49 n. 4. — Charles de Savoie, duc de —, fils du précédent, 42 ; 45 n. 6. — Anne d'Este, duchesse de —, 42 ; 49 n. 4 ; 64 ; 168 n. 2.
- Nevers (Louis de Gonzague, duc de), 51 et n. 2 ; 59 n. 2.
- NOBLESSE (ordre de la), 21-22 ; 54 et n. 2 ; 106 ; 109 n. 1 ; 113-115 et n. ; 117 ; 138 n. 3 ; 157 et n. ; 158 ; 164.
- Normandie ou NORMANDS, 90 ; 91 n. 2 ; 99 n. 3 ; 116 n. 1 ; 143 ; 144 ; 145 ; 146-147 et n. ; 148 n. 2, 3 ; 157.
- « NOVALITÉS », « NOVATIONS » ou « NOUVEAUTÉS », 29 ; 154 ; 163 ; 169.
- Noyers (c.-l. cant., Yonne), 35 ; 68.
- Nuits (aujourd'hui Nuits-Saint-Georges, c.-l. cant., C.-d'Or), 72 ; 74 ; 75 ; 108.
- OFFICES, 20 ; 23-24 ; **124-125 et n.** ; 138 n. 1 ; 172 n. 3.
- OFFICERS, 13 ; **21-25 et n.** ; 33 n. 2 ; 34 ; 55 ; 69 n. 4 ; 70 n. 4 ; 83 ; 107 et n. 4 ; 110-111 ; 124 et n. 4 ; 125 et n. ; 126 et n. 1 ; 136 et n. 3 ; 160 ; 161-162 et n. ; 171.
- OPINION PUBLIQUE. — V. ESPRIT PUBLIC.
- ORDONNANCE de Moulins, 53 et n. 1 ; — de Blois, 172.
- « *Origine des Bourgongnons* » (De l'), 22 n. 1 ; 152 ; 155.
- Pagny [-le-Château] (cant. Seurre, C.-d'Or), 64 n. 4.
- Panygrolles (Edmond, s^r de), 146 et n. 2 ; 147.
- Paris, 38 ; 43 et n. 2 ; 68 ; 90 ; 99 ; 146. — Parlement de —, 83 ; 110 et n. 4.
- PARLEMENT DE DIJON, 11 n. 1 ; 18 n. 4, 5 ; 23 et n. 1, 2 ; 34 ; 55 ; 83 et n. 4 ; 107 ; **110-111 et n.** ; 121 n. 2 ; 122 n. 2 ; 124-125 et n. ; 133 n. 2 ; 139 ; 140 et n. 1, 4 ; 161 et n. 2, 3 ; 172.
- Pathier (Marin), cordelier, 91.
- PAYS D'ÉTATS, 19 n. 2 ; 145-149 et n.
- PAYSANS, 15-16 ; 26 ; 54 n. 1 ; 123 ; 162.
- Pays-Bas*, 43.
- Perrin (Fr.), chanoine d'Autun, 84.
- PESTE, 15 ; 74 ; 82.
- Petit (Jean), s^r de Ruffey, maire de Dijon, 106-108.
- PEUPLE, 13 ; 15 ; 18 n. 5 ; 19 n. 1 ; 20 ; 23 ; **25-27 et n.** ; 38 ; 54 et n. 1 ; 65 ; 107 ; 117 et n. 1 ; 134 ; 160 ; 167 ; 171.
- Pfyffer (colonel), 124 n. 2.
- Philippe II, 12 ; 128 ; 132.
- Picardie ou PICARDS, 40 ; 42 n. 2 ; 88 ; 90 ; 99 et n. 3 ; 116 n. 1 ; 145.
- Pigenat (Odon), jésuite, 37 n. 3.
- Pignalet (Jean), tanneur de Dijon, 93.
- Plaine (la), 26 ; 71.
- PLAQUETTES, 14 ; 65 ; 66 et n. ; 131 n. 4 ; 146 et n. 2 ; 147 et n. 2, 3 ; 153 ; 171 n. 1.
- Plombières (cant. Dijon-O., C.-d'Or), 73.
- Poitiers, 60 ; 61 et n. 1.
- « POLITIQUES », 96-97 ; 106 ; 117.
- Pontallier-sur-Saône (c.-l. cant., C.-d'Or), 60 ; 80 ; 133 n. 5.
- PRÉDICATEURS, 29 et n. 3 ; 91.
- PRIVILÈGES et PRIVILÉGIÉS, 22 ; 23 ; 25 ; 56 ; 106 ; 107 ; 109 ; 113 ; 159-160 ; 161-162 ; 164. — de la Bourgogne : V. LIBERTÉS.
- PROCUREURS. — V. AVOCATS.
- PROTESTANTS et PROTESTANTISME, **31-39 et n.** ; 52 ; **67-69 et n.** ; 80-82 ; 84 ; 96-97 ; 103 ; 111 n. 1 ; 118 ; 120 ; 152 ; 153 n. 1 ; 155 ; 171.
- Provence, 40 et n. 4 ; 42 ; 99 n. 3 ; 133 n. 1 ; 162 ; 168.
- PROVINCES (les) et leurs résistances au roi, 134 ; **144-149 et n.** ; 164-167 et n.
- Quarré (famille), 34.
- Reims, 64 ; 65.
- Rémond (Edme), député de Châtillon, 97 n. 2 ; 138 n. 2.

- REMONTRANCES de 1563, 13; 36; 52 et n. 3; 153. — de 1578, 129; 133-135; 137-139 et n.; 143; 147; 157; 164; 166. — Autres remontrances, 126 et n. 3.
- « République » (La), 155.
- Rochebaron (s^r de), 75 n. 5; 97 n. 3; 138 n. 2.
- Roi (le) et le GOUVERNEMENT ROYAL, 53-56 et n.; 109 n. 1; 120-127; 135-139; 141-143; 144 et n. 4; 172.
- Rosières (Fr. de), 171 n. 1.
- Rouen, 138; 151; 164.
- Rouvres (cant. Genlis, C.-d'Or), 80; 133 n. 5.
- Royhier (Guill.), avocat à Dijon, 38 n. 1; 93; 94 n. 2; 97 n. 2; 98; 106 et n. 3; 108 et n. 1; 163 n. 3; 171.
- Rully (cant. Chagny, S.-et-Loire), 34.
- SAINT-BARTHÉLEMY (massacres de la), 31 et n. 3; 32 et n. 2.
- Saint-Jean-de-Losne (c.-l. cant., C.-d'Or), 18 n. 5; 35 et n. 1; 108; 122 n. 2.
- Saint-Julien de Balleure (Pierre de), doyen du chapitre de Chalon, 21; 22 n. 1, 2; 23; 47 n. 3; 48 et n. 3; 50 n. 3; 152; 155; 156 n. 1; 165.
- Saint-Léger (les s^{rs} de), 36.
- Saint-Riran (Damas de), gouverneur de Beaune, 97 n. 3.
- Sambin (Hugues), architecte, 34 n. 4.
- Saône, 16; 122 et n. 2.
- Saulieu (c.-l. cant., C.-d'Or), 17.
- Saulon-la-Rue (cant. Gevrey-Chambertin, C.-d'Or), 35.
- Saulx-le-Duc (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), 68.
- Saulx-Vantoux (le s^r de), 36 et n. 1.
- Saumaise (membres de la famille), 34; 111 n. 1. — François, maître des Comptes, 33 n. 2.
- Schomberg (G. de), 71 n. 2.
- Selongey (c.-l. cant., C.-d'Or), 71.
- Semur-en-Auxois (C.-d'Or), 12; 36; 37; 78 n. 2; 102; 109 n. 3; 113; 125; 126 n. 2.
- Semur-en-Brionnais (c.-l. cant., S.-et-Loire), 72; 74 et n. 1.
- Sennecey (Nicolas de Bauffremont, baron de), 98 et n. 3; 100; 103; 108; 158. — Claude, fils du précédent, 45; 57 et n. 1; 158.
- Sens, 72.
- Seurre (c.-l. cant., C.-d'Or), 49; 53 n. 1; 102 n. 3.
- Seurreault (Valentin), cordelier, 91.
- Somberton (c.-l. cant., C.-d'Or), 73.
- SUBSISTANCES, 16; 17 et n.; 20.
- « SUBVENTIONS » ou « SUBSIDES », 20 et n.; 22; 23 n. 1; 106; 108-109; 112-115; 122-124; 126 et n.; 137-144 et n.; 162 n. 1; 163.
- SUISSES, 73; 80 n. 2; 82 n. 3; 115; 124 n. 2; 128 n. 4.
- Talant (cant. Dijon-O., C.-d'Or), 68; 108.
- Tanlay (cant. Cruzy, Yonne), 35.
- Tavanes (Gaspard de Saulx, comte de), maréchal de France, 32; 34; 36 et n. 1; 38; 46; 47 et n. 1; 49 et n. 2; 50; 57; 58; 62; 89. — Guillaume, comte de —, 30 n. 3; 50; 51 n. 1; 57 et n. 1; 64 et n. 5; 69; 71 n. 1 et 4; 75; 107 n. 5. — Jean, vicomte de —, 57; 61; 71 n. 1; 72 n. 4; 75; 77 n. 3; 107 n. 5; 124 n. 2. — (les), 51 n. 2.
- Tende (comté de), 133 n. 1; 168 et n. 1.
- Thésut (Fr. de), échevin de Chalon, 96; 103 et n. 1. — Louis de —, juge en la châtellenie royale de Chalon, 96 n. 1.
- Thomas (Jean), conseiller au Parlement de Dijon, 66.
- Thou (J.-A. de), historien, 129; 134; 156; 167; 172.
- TIERS-ÉTAT, 19 n. 1; 30; 54 et n. 1; 95 et n.; 106; 109; 113-115; 163.
- Til-Châtel (cant. Is-sur-Tille, C.-d'Or), 71 et n. 4.
- Toucy (c.-l. cant., Yonne), 126 n. 1.
- Toulouse, 145 n. 4; 146; 148.
- Tournus (c. l. cant., S.-et-Loire), 35; 64 n. 4; 75.
- TRAITE FORAINE, 122 et n. 2; 123; 125; 138 n. 1; 157-158.
- Traves (Jean-Jacques-Celse de), 31 n. 3. — (les), 35.
- Trestondan (le s^r de), 57.
- Troyes, 14; 91 n. 1.
- Turin, 61.
- Turquam (Thomas), général des monnaies, 17 et n. 1; 18 et n. 2, 4, 5; 19 n. 1.
- Vallery (cant. Chéroy, Yonne), 72.
- Valon (famille), 34.

- Vantoux* (cant. Dijon-N., C.-d'Or), 35 ;
 36 n. 1.
Venise, 61 ; 64 n. 4.
Venot (Georges), avocat à Autun, 93 ;
 94 n. 2.
Verdun (c.-l. cant., S.-et-Loire), 82.
Vetus (Jean), commissaire du roi, 136-
 137 et n. ; 140 n. 1.
 VIGNERONS, 13 ; 27.
Vignier (Jacques), député de Bar-
 sur-Seine, 97 n. 2. ➤ —, Nicolas,
 médecin, 171 n. 1.
Villarnout (c^{ne} Bussièrès, cant. Quarré-
 les-Tombes, Yonne), 35.
Villars (Hon. de Savoie, marquis de),
 amiral, 68 n. 3 ; 131 n. 3.
 VILLES, 12 ; 13 ; 24 ; 26 ; 34-35 ; 37-39 ;
 64 ; 77-78 ; 82 ; 102 et s. ; 108-109 ;
 123-124 ; 126 et n.
 VIN, 16 n. 5 ; 122 et n. 2 ; 157 ; 160
 n. 2.
 « *Vindiciae contra tyrannos* », 155.
Vitteaux (Guill. Duprat, baron de),
 127 n. 1.
 Wolfgang, duc des Deux-Ponts, 15 ; 46.
-

ERRATA

P. 39, § 5, l. 6, *au lieu de celle, lire celles.*

P. 65, dernière ligne, *au lieu de d'Henri, lire de Henri.*

P. 96, l. antépénultième, *après corrections, ajouter une virgule.*

P. 106, l. 12, *au lieu de Tiers-Estat, lire Tiers-Etat.*

P. 123, dernière ligne, *au lieu de un série de taxes, lire une série de levées.*

P. 129, l. 29, *au lieu de deux, lire quatre.*

P. 158, l. 2, *au lieu de apprend, lire apprennent.*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
<i>Abréviations utilisées</i>	10
 I. Bourguignons de 1574. Quelques faits. Quelques questions	 11
1. Notes préliminaires	11
2. Problèmes économiques	15
3. Mouvements sociaux	21
4. Protestants et catholiques	31
5. La Bourgogne et les Guises	39
6. La Bourgogne et la royauté	51
 II. Le nouveau règne (1574-1576)	 57
1. Nouveau gouverneur. Nouveau roi	57
2. Le réveil protestant de 1575 et la guerre de 1576 ...	67
3. Les griefs bourguignons : la Bourgogne abandonnée ..	73
4. L'édit de Beaulieu et les premières résistances au roi ..	80
 III. Contribution à l'étude de la Ligue de 1576-1577 en Bourgogne	 87
1. La Ligue guisarde de 1576 et les Bourguignons	87
2. Les Bourguignons aux Etats de Blois	93
3. La Ligue du roi et les villes bourguignonnes : Chalon, Dijon	99
4. La Ligue du roi devant le Parlement de Dijon et les Etats provinciaux	110

IV. L'affaire des États de Bourgogne (1578-1579)	119
1. L'oppression fiscale et le mécontentement (1576-1578).	120
2. La question du rôle des princes dans la genèse de l'affaire des Etats. Le duc d'Anjou. Mayenne	127
3. Les Etats de Bourgogne de 1578 et les Remontrances de Rouen	135
4. La mission de Jean de La Guesle et la victoire des Etats	139
5. L'affaire des Etats de Bourgogne et les résistances fiscales dans le royaume en 1578-1579	144
 V. L'étape de 1579	 151
1. L'accalmie religieuse	151
2. Thèses politiques et effervescence sociale	154
3. L'autonomisme ancien et le mouvement provincial de 1579	164
4. Les premiers progrès de la Ligue en Bourgogne	167
 INDEX DES RÉFÉRENCES	 175
I. Sources imprimées, 175. — A. Documents d'archives, 175. — B. Plaquettes et écrits de circonstance, 176. — C. Journaux, mémoires et histoires, 176 ♦ — II. Sources manuscrites, 177. — A. Archives départementales de la Côte-d'Or, 177. — B. Archives communales, 178. — C. Bibliothèque publique de Dijon, 179. — D. Bibliothèque nationale, 179 ♦ — III. Travaux, 179. — A. Travaux d'intérêt général, 179. — B. Travaux concernant la Bourgogne ou d'autres provinces, 180.	
 INDEX ALPHABÉTIQUE	 183
 <i>Errata</i>	 191

